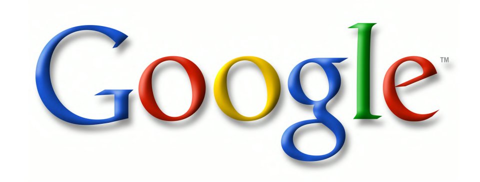
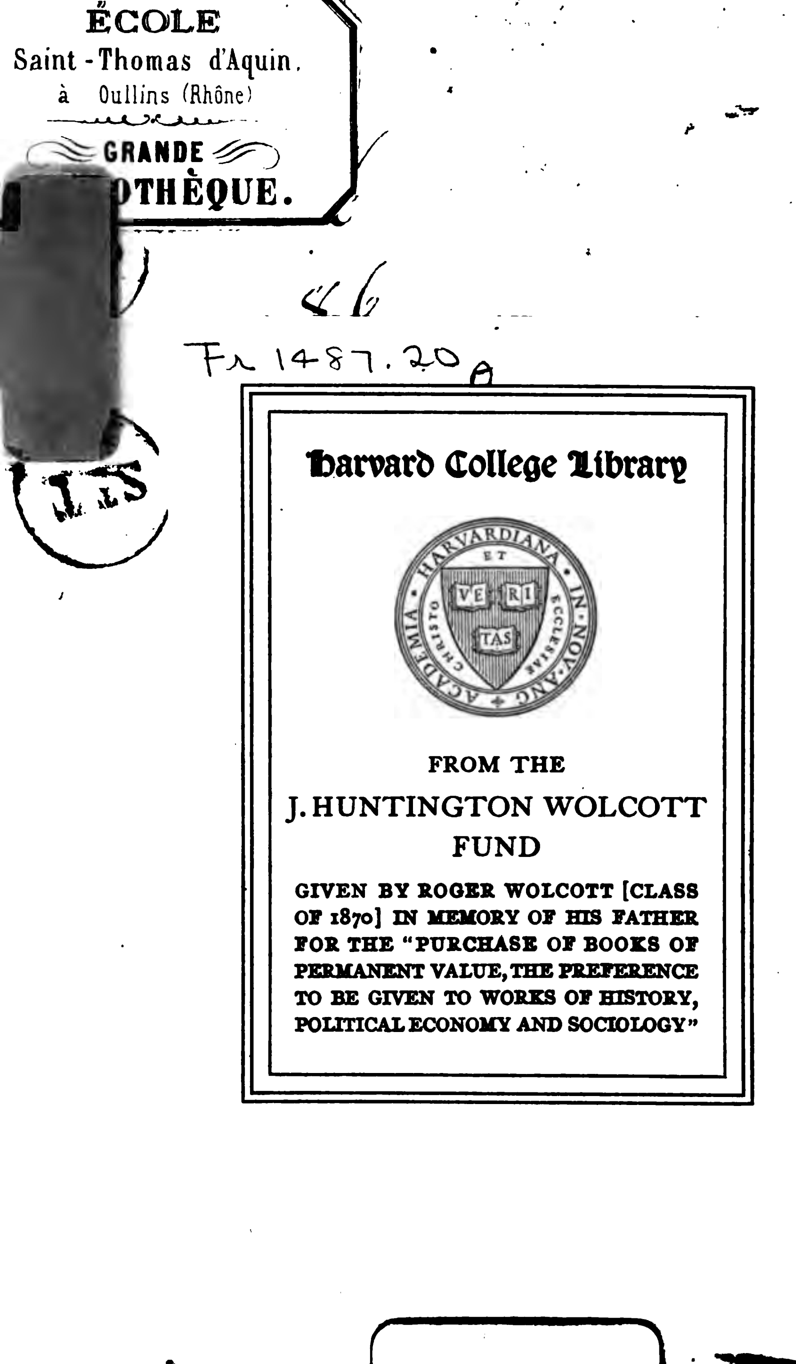



HD WIDENER
HW P4C8 C


ÉCOLE
Saint-Thomas d'Aquin,
à Oullins (Rhône)
GRANDE
OTHÈQUE.
Fr 1487.20
Harvard College Library
VE RI TAS
FROM THE
J. HUNTINGTON WOLCOTT
FUND
GIVEN BY ROGER WOLCOTT [CLASS OF 1870] IN MEMORY OF HIS FATHER FOR THE "PURCHASE OF BOOKS OF PERMANENT VALUE, THE PREFERENCE TO BE GIVEN TO WORKS OF HISTORY, POLITICAL ECONOMY AND SOCIOLOGY"
Digitized by Google

HISTOIRE

DES CAMPAGNES

DE 1814 ET 1815,

EN FRANCE.

IMPRIMERIE DE DAVID,
BOULEVART POISSONNIÈRE, N° 6.

HISTOIRE DES CAMPAGNES

DE 1814 ET 1815,

EN FRANCE;

PAR LE GÉNÉRAL GUILLAUME DE VAUDONCOURT,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DES CAMPAGNES D'ANNIBAL EN ITALIE, DE CELLE DES GUERRES DE RUSSIE EN 1812, D'ALLEMAGNE EN 1813, ET D'ITALIE EN 1813 ET 1814, DIRECTEUR DU JOURNAL DES SCIENCES MILITAIRES.

................O! ter, quoterque beati
Quos ante ora patrum, Trojæ sub mœnibus altis
Contigit oppetere. ....

TOME TROISIÈME.

PREMIÈRE PARTIE.



PARIS,
CHEZ AVRIL DE GASTEL, LIBRAIRE,
BOULEVART BONNE-NOUVELLE, N° 35;
ET CHEZ PONTHIEU ET Cie, LIBRAIRES,
PALAIS-ROYAL, GALERIE DE BOIS.

1826.

HISTOIRE

DES

CAMPAGNES DE 1814 ET 1815.

CHAPITRE VIII.

Négociations sur le sort politique de Paris. — Situation de cette capitale et de la France. — Entrée des coalisés à Paris. — Révolution préparée dès la fin de 1813. — Situation des coalisés à l'égard de la France.

Le sort politique de la capitale et celui de la garde nationale n'ayant pas été réglés par la convention militaire, une députation, composée des deux préfets, de quelques membres du conseil municipal et de trois officiers de la garde nationale, se rendit encore dans la nuit au quartier général ennemi. Les coalisés promirent la conservation de la garde nationale, des musées, des monumens publics et des institutions civiles.

Plusieurs considérations les engagèrent à cette condescendance, dont la France n'est pas tenue de leur savoir beaucoup de gré. Leur but n'était et ne pouvait pas être de rester à Paris, et de continuer, de là, une guerre régulière contre l'empereur Napoléon. Une telle entreprise aurait été la cause immédiate de leur ruine. En s'étendant, leurs armées s'affaiblissaient; en s'éloignant du Rhin, leurs communications devenaient plus difficiles. La population des départemens, qu'ils étaient obligés de quitter et de laisser peu garnis, s'insurgeait et menaçait de les isoler de toutes leurs ressources futures. D'un autre côté, Napoléon, en repassant la Loire, ralliait à lui les dépôts de l'intérieur, qui auraient bientôt pu lui fournir une armée de plus de quatre-vingt mille hommes. Il s'appuyait à l'armée du Rhône, à celle des Pyrénées, à celle d'Arragon, qu'il pouvait faire revenir, et au corps que le général Decaen réunissait dans les environs de Périgueux. La guerre se transportait dans un pays plus difficile, où la supériorité numérique des coalisés devait disparaître devant les combinaisons stratégiques. Nous verrons plus bas une preuve de la répugnance qu'ils avaient à continuer la guerre, après l'occupation de Paris. Les coalisés ne s'étaient décidés à marcher sur la capitale, que d'après l'assurance que leur avaient donné les chefs de la conspiration qui s'était organisée dans le sein du gouvernement. C'était pour diriger et protéger une révolution qu'on leur re-

présentait comme infaillible, qu'ils avaient commis une faute militaire, en entassant toutes leurs forces au centre de la France. Bien loin que la conquête de Paris pût, par elle-même, compenser l'abandon de leurs lignes d'opérations, l'occupation d'une ville de cette étendue, et d'une aussi forte population leur imposait de grands embarras et les exposait à des désastres presqu'inévitables. Ce qu'ils devaient donc chercher à éviter le plus soigneusement possible, était de mécontenter et d'irriter une population qui pouvait leur devenir aussi dangereuse. Il leur fallait, au contraire, pour assurer le succès de la révolution qui se préparait, contre le gouvernement avec lequel ils venaient de traiter et allaient traiter encore; il leur fallait, dis-je, continuer le rôle qu'ils avaient embrassé en passant le Rhin, et se couvrir par les apparences de la générosité. Tous les Français n'étaient pas initiés dans la conspiration qu'ils voulaient favoriser, et la majorité de la nation était loin d'être préparée à un changement de gouvernement fait sous l'influence des étrangers. Le sentiment de l'honneur national l'emportait, malgré les revers qu'on avait éprouvés; et, quelques titres de conciliation ou de respect humain que pût présenter un gouvernement nouveau, il eût été repoussé en le présentant sans préparation. Il convenait donc de laisser, en *apparence,* jouir la capitale de l'exercice de ses droits politiques, afin

de mieux préparer les voies au changement qu'on projetait.

Tandis qu'on négociait à la Villette et à Bondy, l'intérieur de la capitale était livré à une agitation d'autant plus dangereuse qu'il était dans l'intérêt de bien des gens de l'alimenter, afin de profiter des dissentions intestines pour arriver à leur but. Deux partis extrêmes divisaient Paris et toute la France. Bien des écrivains les ont classés en plusieurs divisions. Les napoléonistes, les partisans de la régence, les royalistes constitutionnels et les royalistes féodaux. Ils ont pris les nuances pour le fond. Il n'existe et ne peut exister en France, depuis trente ans, qu'une seule division d'opinions, d'intérêts et de volontés. Tout Français appartient au parti national, à celui qui défend les intérêts et les droits achetés par une révolution sanglante et au prix de tant de sacrifices, que toutes les institutions ont consacrés, et que la Charte même a garantis; ou il appartient au parti des intérêts féodaux. Toute nuance intermédiaire doit nécessairement reposer, par sa base, sur un de ces deux extrêmes. Vouloir créer un milieu entre ces deux principes, dont l'un exclut nécessairement l'autre, ne saurait être qu'une illusion dangereuse. Il n'est point de terme moyen dans une question qui se réduit à ce peu de mots : Les intérêts féodaux doivent-ils être rétablis ou non?

C'est donc sous ce point de vue seul, qu'il faut

considérer l'état politique de la France, ou plutôt de la ville de Paris. Le premier parti se subdivisait en apparence en deux nuances d'opinion. Les uns se regardaient comme obligés, par un sentiment d'honneur, de rester attachés au souverain que la France avait reconnu et de le défendre contre les corps du sort et surtout contre ceux de l'étranger. D'autres pensaient devoir mettre un terme aux maux de la patrie, en consentant à l'exclusion que les coalisés voulaient donner à la personne de Napoléon; mais les uns et les autres voulaient à tout prix conserver les institutions fondées au milieu de trente années de troubles, de guerres et de sacrifices de tout genre. Le parti des intérêts féodaux était au contraire uni d'intention et d'action. Il ne pouvait pas vouloir la conservation d'une dynastie qui avait bien à la vérité recréé une aristocratie, mais sur des bases qui excluaient à jamais le retour de la féodalité. Il se rattachait à la maison de Bourbon, dans l'espérance de parvenir, par son rétablissement, à renverser d'un seul coup tout l'édifice constitutionnel. Jamais l'idée qu'un Bourbon pût se présenter à la nation, en garantissant par un nouveau pacte fondamental les institutions qu'ils voulaient détruire, ne s'offrit aux hommes féodaux. Ce n'est pas ainsi qu'ils entendaient le mot restauration. Ils ne s'aveuglaient pas sur la résistance que pourrait leur opposer la masse de la nation, mais ils comptaient sur la coopération des armées ennemies pour la vaincre. Aussi

voulaient-ils se hâter d'en profiter pour atteindre leur but, avant que ce secours ne leur échappât.

Tandis que les citoyens attachés à leur patrie, et au nouvel ordre de choses, attendaient avec auxiété, il est vrai, mais dans une résignation calme, le développement de la crise qui se préparait, les partisans de la vieille monarchie s'efforçaient de donner le signal d'un mouvement dans leur sens. Ils savaient bien que le prince de Bénévent et les quatre collègues qu'il s'était donné, travaillaient au rétablissement des Bourbons; mais ils n'ignoraient pas que ces cinq chefs avaient jugé que ce rappel pourrait encore éprouver bien des obstacles, s'il était présenté brusquement, et qu'il fallait y préparer la nation, en le faisant précéder par une forme constitutionnelle et accompagner par une *garantie immuable* pour les intérêts consolidés par la révolution. Tel n'était pas leur but; tout ce qui s'écartait du rétablissement de l'ancien ordre de choses, ne pouvait pas leur convenir. Les coalisés allaient entrer à Paris; quelques-uns professaient encore les mêmes principes qu'à Pilnitz, et ces principes étaient basés sur la destruction de tout ce que la révolution avait créé. Rassurés par ces dispositions qui leur étaient connues; encouragés par les promesses et les exhortations de quelques hommes puissans, parmi les étrangers; enhardis par cent mille bayonnettes étrangères, qu'ils croyaient prêtes à les soutenir, ils résolurent de tenter la fortune. Ils se berçaient

de l'espoir que le peuple, saisi de crainte et de respect à leur vue, allait les suivre et qu'ils amèneraient, non pas la restauration, qu'ils ne voulaient pas seule, mais la contre-révolution.

Les plus impatiens d'entr'eux, dès qu'ils surent que les barrières étaient occupées par les troupes coalisées et que les têtes de colonnes y étaient, c'est-à-dire vers onze heures du matin, s'élancèrent sur la place de la Concorde et de là remontèrent les boulevarts, agitant des drapeaux et criant, *vivent les Bourbons.* Cette acclamation, que devait répéter plus tard la nation française, ne pouvait pas alors avoir une signification rassurante, dans la bouche de ceux qui la proféraient. Le peuple était trop éclairé pour ne pas saisir l'intention de ceux qui se mettaient ainsi en avant, et pour ne pas juger que, s'il devait recevoir un nouveau gouvernement, ce changement devait se faire par des voies légales et non pas au caprice d'une cinquantaine d'individus sans autorité reconnue; il attendait d'ailleurs des garanties que ne pouvaient lui donner des hommes, qui ne représentaient aucun pouvoir constitué et dont les opinions étaient contraires au vœu général de la nation. Excepté d'un petit nombre de leurs amis ou de leurs dépendans, qu'ils mêlèrent dans les rangs du peuple, aucun signe d'adhésion ne vint se joindre à leurs cris. Déconcertés par le calme froid et par le silence concentré de la masse du peuple, maltraités quelquefois par des groupes

plus exaltés, arrachés aux plus grands dangers par la prudence de la garde nationale, leur tentative menaçait de finir par une catastrophe sanglante, pour eux, lorsque l'entrée des troupes coalisées en appelant l'attention publique sur un autre point, fit manquer leur mouvement révolutionnaire.

Les troupes coalisées qui entrèrent dans Paris vers onze heures du matin, furent les gardes russes et prussiennes et les réserves. Elles défilèrent depuis la porte Saint-Martin, le long des boulevarts, jusqu'aux Champs-Élysées. Nous ne répéterons pas le détail de toutes les scènes d'acclamations dont les souverains coalisés furent l'objet et que partagèrent leurs armées. Ce récit, étranger au présent ouvrage, ne serait que la répétition de ce qu'on a pu dire dans d'autres histoires; d'ailleurs on doit déjà les connaître par les différens ouvrages qui ont paru jusqu'à ce jour et qui ont décrit fort au long les événemens intérieurs de Paris, pendant cette journée, en même temps qu'ils nous ont donné une liste exacte de tous les noms qui y ont figuré. La part du mérite et de la réputation de chacun est faite et assurée. Les réclamations et les discussions ont éclairé ce qui pouvait être douteux; il est donc inutile de revenir sur cet objet.

Mais une révolution de balcons et de mouchoirs n'était pas ce que demandaient les coalisés. Elle ne pouvait pas remplir l'objet qui les avait appelés à Paris; elle ne pouvait pas leur offrir les

garanties, qui étaient nécessaires pour leur sûreté. Le parti exagéré auquel appartenaient ceux qui s'étaient mis en avant, était d'une faiblesse trop disproportionnée, pour donner de la stabilité au changement total qu'ils voulaient opérer. Leurs projets étaient trop en opposition avec la masse de la nation, pour qu'un mouvement dans leur sens ne dût pas causer une scission, qui, en dévoilant leur faiblesse, qu'elle mettait en évidence, amènerait la catastrophe que les coalisés avaient voulu éviter; cette catastrophe était un soulèvement général en France. L'apparition inattendue d'un signe aboli depuis vingt-cinq ans, et qui se présentait sans qu'on y fût préparé, avait déjà causé, dans la masse du peuple, une impression qui n'avait pu échapper aux coalisés, et dont les effets auraient pu être menaçans, si d'autres causes ne l'avaient empêché. Mais l'aspect du signe de ralliement des troupes de la coalition, de ce mouchoir blanc, qui n'avait pas été pris sans motif, contint l'expression du mécontentement. Les cocardes et les mouchoirs blancs dominaient sur le passage des souverains coalisés, mais des renseignemens plus certains leur annonçaient, que les emblêmes tricolores paraissaient à peu près unanimement partout ailleurs. Ils ne prirent donc aucune part active à tout ce qui se passait sous leurs yeux, et attendirent, pour se décider, le résultat de leur première conférence avec le prince de Bénévent et ses collègues.

Le comte de Nesselrode, ministre de l'empereur de Russie, était déjà chez le prince de Bénévent, où son souverain devait aller loger. Dès le matin il avait été envoyé près du chef du comité de Paris et du directeur du mouvement qui se préparait, et qui avait amené les coalisés au terme avantageux où ils se trouvaient. Là furent proposées les bases, et discutés les résultats de la conférence, qui devait avoir lieu quelques heures plus tard. Dès long-temps le prince de Bénévent, profitant des liaisons que ses emplois diplomatiques lui avaient fait contracter, était entré en correspondance avec les cabinets étrangers. Il leur avait fait entrevoir la possibilité d'arriver à la déposition de l'empereur Napoléon, en poussant la guerre à outrance contre la France. La nation, fatiguée des guerres continuelles, où une série de coalitions l'avaient entraînée, désirait sincèrement la paix, et aurait sans doute fait les plus grands sacrifices ou les plus généreux efforts pour y parvenir. C'étaient ces efforts qu'il fallait paralyser, et même retourner contre le gouvernement impérial, pour hâter la dissolution de l'empire. Un seul et même moyen conduisit à ce double but. Les coalisés, cachant soigneusement leurs projets, s'annoncèrent comme les amis de la nation française, dont ils séparèrent la cause de celle de son chef. Ils parsemèrent tous leurs manifestes des grands mots de droits des peuples, d'indépendance des nations, de liberté et de bonheur. Aujourd'hui toutes ces

expressions ont reçu leur véritable signification; alors bien des gens leur donnaient encore une valeur effective. Les hommes les plus éclairés, les patriotes les plus fermes et les plus courageux, ne se laissèrent ni ébranler par un danger, que la crainte seule pouvait rendre réel, ni tromper par des protestations. Ils virent le piége que la politique tendait à la nation, ils sondèrent la profondeur de l'abîme où une confiance imprudente pouvait la plonger. Malheureusement la multitude fut ébranlée, moins peut-être encore par des protestations, que le simple instinct national faisait accueillir avec méfiance, venant d'une main ennemie, que par les intrigues intérieures qui, se couvrant encore du manteau patriotique, se limitaient, pour l'instant, à la chûte de Napoléon. La malheureuse et imprudente scission entre le corps législatif et le gouvernement, vint sourire aux projets qui se mûrissaient. La nation, qui n'avait pu méconnaître dans l'expression publique des sentimens de ses représentans, les accens du patriotisme, fût frappée de stupeur. De là cette espèce d'inertie, qui causa un si funeste retard dans les préparatifs de défense de Napoléon.

Les coalisés, avertis de ces dispositions intérieures, hâtèrent le passage du Rhin. Mais la lenteur et l'incertitude de leurs mouvemens, et les fautes de la plupart de leurs généraux, leur firent bientôt reperdre les avantages d'une première victoire. Les grandes qualités stratégiques que dé-

ploya Napoléon, et qu'on ne peut lui contester, leur firent perdre tout le mois de février. Le poids de leur occupation, et plus que tout le pillage et les dévastations de leurs troupes, irritaient le peuple français. Loin de les recevoir en amis, la population des départemens s'insurgeait de toutes parts. Enfin, les derniers jours de mars les trouvèrent aussi peu avancés que les premiers jours de février. C'est dans cet état d'incertitude, mesurant les dangers qui croissaient autour d'eux et commençant à reculer devant les conséquences, que le dernier message les décida à se hâter d'arriver à la capitale. Les conjurés, craignant eux-mêmes un accident fortuit, que pouvait amener un plus long retard, et qui les aurait entraînés à une perte certaine, employèrent tous leurs moyens de persuasion pour décider les coalisés à venir à leur secours. Il paraît qu'ils étendirent la garantie des succès qu'ils promettaient, un peu au-delà de la réalité. Du moins les tergiversations des coalisés, dont nous rendrons compte plus bas, semblent démontrer qu'ils ne les trouvaient pas suffisans.

Le prince de Bénévent s'associa d'abord deux sénateurs; le général Beurnonville et le général Jaucourt: le duc de Dalberg et l'abbé de Montesquiou, furent admis ensuite dans le comité directeur, dans lequel entrèrent également l'abbé de Pradt et l'abbé Louis. Mais les cinq premiers doivent être considérés comme les principaux chefs. Parmi les agens qu'ils employèrent, pour corres-

pondre avec les coalisés, les plus remarquables furent M. Laharpe et M. de Vitrolles, dont le dernier fut cependant le plus actif et le plus persévérant. M. de Pradt nous apprend que ce fut lui qui, *muni des moyens de se légitimer*, décida enfin les coalisés et fixa leur irrésolution (*). Une trentaine de sénateurs et environ quatre-vingts membres du corps législatif, étaient restés à Paris depuis la prorogation de ce dernier corps. Quelques-uns avaient été mis dans le secret de la conjuration, d'autres étaient restés, soit pour se trouver à portée du théâtre d'une crise, dont la possibilité se faisait entrevoir, soit appelés par leurs affaires; soit parce que leurs départemens étaient occupés par l'ennemi. Cette minorité, que la dissolution du corps législatif et l'absence de la régente laissait sans titre légal, était le moyen dont le prince de Bénévent avait résolu de se servir, pour accomplir ses desseins. Lorsque les barrières de Paris furent ouvertes aux coalisés, le comte de Nesselrode se hâta, ainsi que nous l'avons vu, de se rendre auprès du prince de Bénévent, afin de concerter les premières mesures à prendre. Le moment était pressant; l'arrivée subite de l'empereur Napoléon, pouvait, d'un instant à l'autre, changer la situation des affaires. Il fallait, sans retard, prendre des mesures décisives, et il fallait se garder d'en prendre d'imprudentes. Quoique

(*) Récit historique de la restauration, page 61.

constans dans leur dessein de priver Napoléon du trône de France, les souverains coalisés avaient trop de jugement pour se laisser éblouir par des illusions; et les promesses imprudentes, que leur faisaient des hommes aveuglés par l'impatience de leurs désirs, n'étaient pas autre chose. Ils avaient assez pu apprécier, soit par eux; soit par leurs agens directs, la véritable opinion de la nation française, pour ne pas se convaincre que le retour à l'ancien ordre de choses, tel qu'il était avant la révolution, était impossible. En heurtant ouvertement les vœux, disons mieux, la volonté de la nation française; ils renversaient dans ses fondemens même, l'édifice qu'ils voulaient élever. Au lieu d'avoir conquis la capitale d'un gouvernement, qu'ils entendaient reconstruire sur d'autres bases et sous leur influence; ils se trouvaient chargés de la garde d'une population aussi nombreuse que mécontente, au milieu d'une nation irritée et menaçante. Ce n'est donc qu'à ce motif de prudence personnelle qu'il faut attribuer l'intercalation des mots : *bonheur de l'Europe*, *grandeur et force de la France, et constitution qui conviendra au peuple Français et qu'il se donnera*, qu'on a vu figurer dans leur déclaration du 31 mars. Ils y paraissent assez bizarrement, par leur comparaison avec l'aveu sincère de l'un d'eux, qui convint *qu'ils avaient vingt ans fait la guerre aux principes constitutionnels* (*).

(*) Réponse de l'empereur d'Autriche au sénat, le 14 mars 1814.

Trois partis se présentaient à la coalition. Celui d'exclure du trône la personne de l'empereur Napoléon, en y conservant son fils sous la régence de la mère. D'exclure toute la famille de Napoléon, en la remplaçant par une dynastie française ou étrangère. De rappeler la maison de Bourbon. Le premier parti pouvait peut-être convenir aux intérêts du gouvernement autrichien, qui aime assez à porter sa main où il peut. L'espoir d'établir une régence autrichienne en France, pouvait sourire au cabinet de Vienne et à l'ambition de quelques individus, qui auraient pu espérer de servir de tuteurs à une femme sans expérience et sans capacité pour les affaires, et que ses inclinations auraient toujours portée vers l'Autriche. Mais ce parti aurait été le pire qu'on pût prendre, pour la tranquillité de la France et de l'Europe. La domination des conseillers étrangers d'une régente étrangère elle-même; l'influence de l'oligarchie autrichienne et le secours qu'elle aurait prêté au parti féodal en France, pour essayer d'effacer jusqu'à la trace des institutions constitutionnelles: tout aurait tendu à plonger la France dans une crise terrible, qui aurait réagi sur l'Europe. Enfin rien ne garantissait que Napoléon ne pût revenir et enlever sans efforts une autorité éventuelle à sa femme et à son fils presque au berceau. Le second parti méritait un mûr examen et pourtant il est probable que la Russie, et par conséquent la Prusse, y auraient prêté l'oreille, si le prince

de Bénévent et ses collègues ne s'étaient hâtés d'y opposer des objections.

On mit en avant que l'opinion publique repousserait toujours un prince étranger, et que sa présence devenant un sujet de mécontentement de plus, hâterait une guerre civile au lieu de l'éloigner. Il n'y avait alors que deux Français qui pussent être mis sur les rangs. Mais l'un tenait lui-même à la dynastie qu'on voulait déposséder, et la dernière objection opposée au projet de régence, se reproduisait contre lui. L'autre, bien loin de tenir à cette dynastie, avait toujours été en opposition avec l'empereur Napoléon. Son nom se rattachait à une belle époque de notre histoire moderne; à celle où nos citoyens armés pour la défense de la patrie, repoussaient les efforts de ses ennemis, les terrassaient et les forçaient de reconnaître l'indépendance de la nation. Ses opinions politiques comme général français, sa conduite à l'égard de la nation qui l'avait adopté et l'avait placé sur les premières marches du trône; enfin le libéralisme qu'il avait déployé depuis lors, semblaient se présenter comme des garans, que, loin de porter atteinte aux institutions que la France voulait conserver, il y consoliderait la monarchie constitutionnelle. C'est à cette occasion que des témoins dignes de foi assurent que l'empereur Alexandre, témoin des hésitations que causaient quelques-unes des propositions qui furent discutées, sécria: que ne prenez-

vous Bernadotte? On y opposa, dit-on, l'opinion publique qui le repousserait parce qu'il avait porté les armes contre la France. La vérité historique exige que cette allégation soit examinée avec impartialité. Appelé sur les marches du trône par les vœux d'une nation libre, dont le choix ne fut décidé que par ses vertus civiques et ses talens militaires, quelle est à sa place, le patriote même le plus rigide, qui n'aurait pas accepté? Lorsqu'il eut accepté, lorsqu'il se fut imposé tous les devoirs qu'entraînait cette acceptation, lorsqu'il fut devenu Suédois, en un mot, pouvait-il trahir la nation à laquelle il appartenait? C'est dans la solution de ces deux questions qu'on peut seulement trouver les bases d'un jugement impartial sur sa conduite. Des motifs politiques, pris dans la divergence des intérêts personnels des coalisés, militaient pour et contre ce second parti. Il serait inutile de vouloir révoquer en doute le désir bien légitimé, que devait avoir l'empereur Alexandre, de voir remonter son neveu, le fils du dernier Gustave, sur le trône de ses pères. A ce vœu, né des liens mêmes de la parenté, devait nécessairement se joindre l'intérêt politique de la Russie, qui doit chercher à se soustraire, autant qu'il est en elle, aux entraves que lui susciteront toujours ses rivaux dans le commerce de la mer Baltique. Quoi qu'on ait voulu dire depuis, jamais il n'a pu entrer dans les plans de l'empereur Alexandre de déposséder par la force le roi de Suède actuel; la

loyauté de son caractère y mit un obstacle invincible. Mais lui donner en échange une couronne plus belle, n'était pas le déposséder. Il nous suffit d'avoir exposé les motifs politiques qui pouvaient alors parler en faveur du prince royal de Suède, pour que nous puissions nous dispenser de développer ceux que l'Angleterre avait de s'opposer à ce qu'il fût mis sur les rangs. Ils sont absolument contraires.

Ces deux partis écartés, il ne restait plus que celui de rappeler la maison de Bourbon. Ici commençait la dissidence entre le comité du prince de Bénévent et les royalistes exclusifs. Nous avons déjà vu quels étaient leurs projets. Le prince de Bénévent et son comité connaissaient et devaient assez bien connaître la France, pour savoir que la garantie positive et irrévocable des droits et des intérêts créés par la révolution étaient une base dont il était impossible de s'écarter, sans de grands dangers, en rappelant l'ancienne dynastie. De grands préjugés et des méfiances difficiles à vaincre s'opposaient à son rétablissement. Une déclaration franche et loyale pouvait les écarter, en ce qui regardait la personne du prince, que l'ordre de la succession appelait au trône. La France ne repoussait pas un Bourbon assis sur un trône constitutionnel; mais elle craignait la plus grande partie de ceux qui allaient rentrer avec lui. L'opposition constante à toute idée constitutionnelle, qui les avait empêchés de rentrer en

France, même lorsque les formes républicaines avaient fait place à un gouvernement monarchique, présageait celle qu'ils opposeraient, dès leur retour, à la marche d'un gouvernement constitutionnel. Toutes les personnes douées de quelque jugement, même dans les rangs du peuple, craignaient les troubles et les déchiremens que pouvaient produire leurs efforts, pour renverser un ordre de choses contraires à leur vœux et à leurs opinions. Ils n'avaient fait, pour la plupart, le sacrifice de vingt-cinq ans d'exil, que pour voir la monarchie rétablie sur ses bases féodales, et pour reconquérir leurs biens, leurs places, leurs pensions et leurs droits féodaux. Ces prétentions rendues actives par leur présence et appuyées par l'autorité, qui allait tomber dans leurs mains, étaient de nature à compromettre la tranquillité publique, en menaçant et les citoyens du retour des priviléges onéreux et abusifs, et les propriétaires des bien nationaux de la perte de leur fortune.

Telles étaient les difficultés que le prince de Bénévent et ses collègues entreprirent de surmonter. Avec de la bonne foi et l'intention réelle du bien, elles étaient loin d'être invincibles, malgré la fausse position où se trouvaient ceux qui s'étaient chargés de la solution du problème. Nous verrons comment ils s'en tirèrent.

CHAPITRE IX.

Première conférence de Talleyrand avec les princes coalisés. — Proclamation de ces derniers. — Déchéance de Napoléon. — Gouvernement provisoire. — Napoléon arrive devant Paris. — Réorganisation de l'armée française. — Mouvemens des deux armées.

Cependant l'empereur de Russie, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, représenté par le prince de Schwarzenberg, après avoir vu défiler leurs troupes, étaient descendus chez le prince de Bénévent. Le comte de Nesselrode, le comte Pozzo di Borgo et le prince de Lichtenstein y étaient déjà, ainsi que le prince de Bénévent et ses quatre collègues. L'abbé de Pradt et l'abbé Louis y furent appelés et la conférence s'ouvrit. Ainsi qu'il était facile de le prévoir, les résultats de la conférence furent conformes aux désirs de ceux qui l'avaient provoquée. En effet les coalisés, dès le commencement de cette campagne, *avaient fixé leur attention sur MM. Talleyrand et Dalberg*, comme

étant à leurs yeux *les mieux informés de la situation intérieure de la France* (*). Il en résultait qu'ils devaient s'en rapporter entièrement à eux, et les en croire implicitement dans tout ce qu'ils diraient sur la tendance générale de l'opinion publique. Ils persuadèrent donc facilement aux coalisés que le vœu de *la France entière* repoussait l'empereur Napoléon et rappelait les Bourbons. Ils furent cependant obligés d'avouer, que ce vœu était accompagné de la volonté formelle de voir tous les intérêts garantis par une constitution. Ici se rencontrait un écueil qui aurait pu renverser la base la plus essentielle de l'édifice qu'ils voulaient élever, si les coalisés avaient été dans l'intention de présider eux-mêmes et de consolider l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. D'abord il aurait fallu qu'ils convocassent un parlement national, afin d'imprimer un caractère vraiment légal au pacte constitutionnel, qu'ils voulaient donner à la nation, en rappelant la maison de Bourbon, et pour lequel ils n'avaient ni titre ni mandat. Mais ils n'ignoraient pas que s'ils s'avisaient de convoquer ce parlement, il ne pourraient plus le dirige à leur gré. Un pacte fondamental, rédigé par les délégués libre de la nation, serait devenu inviolable et même inattaquable, étant placé sous la garantie de la nation, en même temps que des coalisés, et aucune modification ne pouvant y être

(*) M. de Pradt, ouvrage cité, page 30.

faite que dans les mêmes formes, ils se trouvaient engagés au-delà de leur volonté. Ils ne purent cependant pas échapper aux conséquences du vice légal de celui qu'ils construisirent eux-mêmes. Il tomba, parce qu'il n'émanait d'aucune autorité compétente, et il fut remplacé par un nouveau, qui doit porter en lui-même le caractère de l'inviolabilité. Car non-seulement un pacte quelconque est obligatoire pour celui qui le propose; mais dès le moment qu'il est accepté, il devient encore plus inviolable de la part de son auteur, que s'il avait été conclu d'un consentement mutuel.

Pour tourner cette difficulté, en sauvant toutefois les apparences, le prince de Bénévent et ses collègues avaient un moyen tout prêt. Il consistait dans ce fantôme sans titre et sans mission qu'ils intitulèrent sénat et corps législatif. Ayant donc déclaré aux souverains coalisés que le seul parti avantageux auquel on pût s'arrêter, était le rappel des Bourbons avec une constitution, ils y ajoutèrent qu'à cette condition le sénat, le corps législatif et la municipalité de Paris, se déclareraient sans difficulté. Ils promirent également que le vœu de ces premières autorités entraînerait infailliblement le peuple et l'armée. Cette apparence de légalité parut aux coalisés plus conforme à leurs intérêts, en ce qu'ils paraissaient ne pas s'écarter du sens de leurs déclarations antécédentes. Il fut donc convenu que la révolution se ferait dans le sens et sous la forme qu'avait indiquée le prince

de Bénévent. Mais ce dernier avait remarqué quelques hésitations parmi les coalisés. La défense opiniâtre de l'armée devant Paris, et la part que la garde nationale y avait *volontairement* prise; l'insurrection de presque tous les départemens de l'Est; l'éloignement, ou pour mieux dire, l'aversion que les Français leur témoignaient partout, avaient fait naître parmi les coalisés, et sur le succès des projets du prince de Bénévent, quelques doutes qui ne lui échappèrent pas. Il résolut donc, pour faciliter et consolider son propre ouvrage, de se faire donner des garanties. Il n'en avait personnellement pas besoin, pour lui ni pour ses collègues; les souverains coalisés, dès leurs premières relations, *avaient poussé l'attention jusqu'à pourvoir à leur avenir, s'il eût été compromis par l'issue des évènemens* (*). Mais il la crut nécessaire pour assurer le succès de la révolution en satisfaisant les mécontens, en même temps qu'elle ôtait tout espoir à ceux qui étaient disposés à se laisser intimider.

Le prince de Bénévent exposa donc, que la déclaration qu'allaient faire le Sénat et le corps législatif, devant les engager sans retour, il fallait réciproquement que les souverains coalisés s'engageassent à ne plus traiter avec Napoléon ni avec sa famille. Cette demande fut trouvée juste, et on rédigea, séance tenante, une proclamation, que

(*) M. de Pradt, ouvrage cité page 31.

le prince de Bénévent se hâta de faire imprimer et afficher dans tout Paris (*). Cette pièce intéressante et peut-être unique dans les annales de l'Europe, commence par annoncer que les souverains coalisés accueillent le vœu de la France. Jusqu'alors cependant la France n'était représentée que par M. de Talleyrand et ses cinq ou six collègues; mais les faits ont redressé le vice d'expression, puisque la France a sanctionné, par son acceptation, la révolution du 31 mars. On y trouve les phrases que nous avons déjà citées, et qui sont relatives à la *grandeur* et à *la force* de la France, et à la constitution *qu'elle doit se donner*. Elles suivent la déclaration de ne pas traiter avec Napoléon, ni avec sa famille, qui avait été promise au prince de Bénévent. Nous verrons plus bas combien peu il s'en fallut que cette déclaration ne fût illusoire, et que les princes coalisés ne fissent la paix avec celui-là même qu'ils avaient exclu de toute négociation. On peut donc se demander pourquoi ils ont consenti à s'imposer une obligation, qu'ils pouvaient se trouver forcés de violer par des circonstances majeures et irrésistibles. Enfin on voit avec peine, dans une acte fait pour appeler la confiance de la nation française, une réticence qui n'est employée que pour couvrir, s'il se peut, la transition qui a changé la déclaration de Francfort dans le traité de Paris.

(*) *Pièces justificatives*, n° XXXV.

Nous passerons sur les détails relatifs à la police des spectacles, où les souverains assistèrent; mais nous ne pouvons passer sous silence une anecdote assez piquante et que nous croyons unique dans l'histoire. Le 31 mars, on voulait faire jouer à l'opéra, en l'honneur des souverains alliés, dont les armées, après avoir dévasté la France, étaient entrées à Paris sur les corps sanglans de ses vaillans défenseurs, *le Triomphe de Trajan*.... L'empereur de Russie trop délicat pour nous comparer à des Daces, et fait pour des louanges plus honorablement choisies, refusa et demanda une autre pièce.

Le 1er avril, les trente membres du sénat qui se trouvaient à Paris, se réunirent à la convocation du prince de Bénévent, dans sa qualité de *vice grand Electeur*. Ce dernier, après les avoir entretenus du sentiment de leur liberté, au milieu des armées étrangères, les engagea à venir au secours d'un peuple *délaissé*. Il termina par l'invitation, qu'ils durent trouver neuve, de s'occuper du salut de l'état; mais ce n'était que pour nommer un gouvernement provisoire. La liste des membres, qui devaient le composer, leur fut présentée, et ils les nommèrent sur-le-champ. Ce gouvernement provisoire fut chargé non-seulement de pourvoir aux besoins de l'administration, mais encore de présenter au Sénat de Paris, un projet de constitution qui pût convenir au peuple français. On voit que les sénateurs allaient assez

vite en besogne et qu'ils sautaient à pieds joints par dessus tous les principes constitutionnels, pour avoir plus vite une constitution. Le 2 avril, les souverains coalisés voulurent faire prendre la cocarde blanche à la garde nationale. Le comte de Nesselrode ministre de l'empereur de Russie, fut chargé de le notifier. Mais six chefs de Légion ayant déclaré que leurs corps n'y consentiraient pas, et les six autres étant d'un avis partagé, la prudence obligea les coalisés à renoncer à l'exécution d'un ordre qui était dans le fait contraire à leur proclamation, où ils prenaient l'engagement de ne pas se mêler de la constitution intérieure de la France.

Le 3, le sénat ayant achevé de prendre possession, par ses agens, de toutes les branches de l'autorité, s'occupa du grand objet de terminer la révolution, dont il se croyait le chef et n'était que l'instrument. Les deux jours précédens avaient été employés, par le prince de Bénévent, à s'ouvrir des intelligences dans l'armée et à préparer des défections parmi les chefs. La principale de toutes était déjà négociée et convenue. Enfin s'étant assuré les moyens de désorganiser l'armée, en privant Napoléon de la plus grande partie de ses généraux, il se crut en état de porter le dernier coup. Dans la séance de ce jour, le sénat prononça la déchéance de Napoléon, abolit le droit d'hérédité dans sa famille et délia le peuple et l'armée du serment de fidélité envers lui. Le préambule

de ce dernier sénatus-consulte posait deux principes qui leur sont sans doute échappés, dans la précipitation avec laquelle ils marchaient à leur but. Le premier est que, dans une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la constitution et du pacte social. Le second, que la violation des constitutions entraîne la déchéance du souverain qui les viole. On y a universellement applaudi lorsqu'ils ont été appliqués à l'empereur Napoléon. A-t-on bien réfléchi aux conséquences de leur admission en pratique, comme principes fondamentaux du droit public? ou les hommes revêtus du pouvoir se croient-ils à l'abri des dangers, qui ont menacé ou renversé leurs semblables?

Mais cette aberration n'est pas la seule dans laquelle se laissa entraîner l'assemblée qui prit l'arrêté du 3 avril, et qui, sans mandat et sans pouvoir légal, a dépassé les bornes que se serait imposées une assemblée composée des vrai mandataires du peuple. Ou les sénateurs réunis au Luxembourg croyaient être le sénat de l'empire, ou ils ne le croyaient pas. Dans ce dernier cas, qu'étaient-ils pour décider des questions aussi graves? Dans le premier, ils auraient au moins dû voir, que l'acte qui abolissait la constitution de l'an 12, abolissait même en même temps le sénat. Il fallait donc y ajouter une disposition qui convoquât sur-le-champ une assemblée nationale, chargée de reconstruire le gouvernement et de

dresser un acte constitutionnel. Le vice-président, trois secrétaires et quelques membres du corps législatif, prirent aussi un arrêté d'adhésion à ce sénatus-consulte. En présentant l'arrêté législatif individuellement aux législateurs qui étaient à Paris, on parvint en quelques jours à y réunir quatre-vingts signatures. Dans la même séance du 3 avril, le sénat prit un arrêté qui licenciait les levées en masses, les conscrits, et les *bataillons de nouvelles levées*. On savait bien qu'on ne ferait pas déserter de vieux soldats, mais on savait aussi que les conscrits se laisseraient entraîner facilement à abandonner leurs drapeaux.

Nous avons quitté l'empereur Napoléon le 30 mars, se rendant en hâte et à franc-étrier à Fontainebleau. Arrivé dans cette ville, il se jeta dans une voiture et continua sa route sur Paris, suivi seulement du prince de Neufchâtel, et du duc de Vicence. En arrivant à la Cour de France, le 31, il rencontra la cavalerie du général Belliard, qui était en tête de colonne des corps des maréchaux, et il apprit, non sans étonnement et sans indignation, les événemens de la veille. Il eut avec le général Belliard une assez longue conversation, sur ce qui s'était passé. Nous nous contenterons d'en faire ressortir les traits principaux. Il en résulte les faits suivans; l'intention de Napoléon avait été qu'on mît en mouvement la garde nationale, et par conséquent qu'elle fût armée, et qu'on lui confiât la défense des ouvrages de fortification, pen-

dant que l'armée aurait combattu en avant. Le ministre de la guerre avait reçu l'ordre de faire élever ces fortifications, et de les garnir d'artillerie; Napoléon croyait même qu'il y en avait deux cents pièces à Paris. Montmartre devait être converti en une citadelle, et armé de pièces de gros calibre. Avec ces moyens de résistance, sur lesquels il croyait pouvoir compter, ainsi que sur la bonne volonté de la garde nationale, il avait pu se flatter que Paris tiendrait plus d'un jour, et qu'il aurait le temps d'y arriver. La comparaison qu'il fit entre les ordres qu'il avait donnés et leur exécution, et l'aveu que fit le général Belliard, que les munitions d'artillerie avaient manqué vers deux heures, firent naître en lui l'idée que le ministre de la guerre pouvait l'avoir trompé. C'était y penser un peu tard. Le premier mouvement de Napoléon fut de pousser droit sur Paris, avec les deux corps d'armée qui en revenaient. Ce parti pouvait peut-être présenter quelques chances de succès en ce moment.

Les dispositions de la masse de la population de Paris étaient loin d'être favorables aux coalisés. L'arrivée des premiers cosaques, qui accompagnaient un officier chargé de faire le logement de l'empereur de Russie, avait causé une émeute qui avait failli leur être fatale, et que la garde nationale eut quelque peine à calmer. Un bruit sourd se répandit que le duc de Vicence était à Paris et que l'empereur Napoléon allait arriver à la tête

de son armée. Il n'en fallut pas davantage pour agiter la classe industrieuse de la population, où l'on comptait un grand nombre d'hommes qui avaient servi dans nos armées. Des cris de « fermez les boutiques, barricadez les maisons et les rues » se firent entendre dans plusieurs quartiers et notamment dans celui du Louvre. Il est certain que si alors, c'est-à-dire vers onze heures, Napoléon était entré à Paris à la tête de douze à quinze mille hommes, les coalisés, engagés en colonnes sur les boulevarts, ayant les souverains à leur tête, auraient pu être chassés de la ville et en seraient sortis comme ils auraient pu. Napoléon aurait pu faire distribuer dans la journée les armes manquantes, et toute la garde nationale aurait présenté dès le soir une ligne de défense formidable. On objectera peut-être encore le danger d'exposer la capitale à être prise d'assaut et livrée au pillage. Nous y répondrons ainsi que nous l'avons déjà fait, que c'est un épouvantail d'enfans. Les coalisés manquaient de munitions pour soutenir un nouveau combat. Ce fait est connu et a été confirmé dix fois à l'auteur depuis cette époque.

On opposa d'abord à Napoléon, que les troupes françaises ayant quitté Paris par une convention, ne pouvaient plus y rentrer sans la violer. Cette objection était sans fondement réel. En effet, cette convention fixait la reprise des hostilités à neuf heures du matin, et si, à cette époque, l'avant-garde que les coalisés avaient poussée sur la route

de Fontainebleau avait pu être battue, rien n'empêchait qu'on ne poussât ses avantages jusqu'où l'on pourrait: il n'y avait rien en cela qui violât les lois de la guerre(*). Mais une objection plus réelle qui fut faite à l'empereur Napoléon, fut celle, que les troupes fatiguées et affaiblies qui composaient les restes des deux corps qui avaient défendu Paris, n'étaient pas en état de combattre cent mille ennemis. Il y avait en effet des chances également fortes pour et contre cette entreprise. D'un côté, il était probable que les troupes coalisées, dispersées et presque égarées au milieu d'une ville, se voyant attaquées de front par un corps de troupes, en même temps que menacées d'un soulèvement, et peut-être d'un feu meurtrier partant des maisons, auraient souffert une défaite partielle sur quelques points: cette circonstance seule pouvait entraîner une déroute. Mais il se pouvait aussi que l'attaque échouât, et que la population de Paris compromise, devînt la victime d'un mouvement imprudent. Napoléon, qui ne savait pas les motifs que les coalisés avaient de ménager la capitale, devait juger ainsi.

(*) Lorsqu'au mois d'octobre 1805, la ville de Vérone nous fut remise par une convention pareille, le général autrichien qui avait traité, nous attendit à une portée de canon. En débouchant, nous fûmes attaqués et peu s'en fallut que nous ne fussions rechassés de la ville. Loin d'accuser ce général d'avoir violé la convention, il n'y eut personne parmi nous qui ne louât un brave militaire, qui, servant son souverain, n'avait pas étendu, en notre faveur, la convention au-delà de ses justes limites.

Quoi qu'il en soit, il crut devoir renoncer à son premier projet, et il ordonna que les deux corps des ducs de Trévise et de Raguse prissent position derrière la rivière d'Essonne. Les maréchaux étaient restés à Paris, où l'un d'eux négociait avec le prince de Bénévent. Napoléon, avant de retourner à Fontainebleau, expédia le duc de Vicence avec des propositions pour l'empereur Alexandre. Mais on était alors à Paris dans l'effervescence de la déclaration que les coalisés venaient de faire, et ses propositions ne furent pas reçues. On verra cependant plus tard, que, quand l'enthousiasme fit place à la réflexion, on se relâcha un peu sur l'exclusion absolue qu'énoncait cette déclaration. On a accusé Napoléon d'avoir manqué d'énergie, et on a prétendu qu'un prince d'un caractère inflexible aurait pu se tirer avec gloire de cette lutte. Le récit de ce qui s'est passé, jusqu'au 11 avril, suffira pour prouver qu'il fut atterré et entraîné par de trop nombreuses défections. L'abandon de presque tous ses généraux, qui le surprit presque d'un seul coup, nécessitait des mesures dont les conséquences auraient pu être terribles, puisqu'il n'avait pas pu s'y préparer d'avance.

Dès que les coalisés furent entrés à Paris, ils poussèrent sur la route de Fontainebleau, une avant-garde, composée de la cavalerie du corps de Rajewski. Le général Pahlen s'avança à Parey et Rungis, où il prit position, ayant un régiment de hulans à Juvisy et ses avant-postes à Ris. Le

soir, l'armée coalisée occupa les positions suivantes: les corps de Giulay et de Wurtemberg, auprès de Charenton; le corps de Rajewski, les hauteurs de Belleville; celui de Wrede, rappelé de Meaux, vint à Chelles; le corps d'York, de Neuilly à Auteuil; celui de Kleist, entre Montmartre et Clichy; celui de Langeron, au-delà de Neuilly à la gauche de la Seine; celui de Woronzow, à la Chapelle et la Villette; celui de Sacken resta à Meaux. Le général Emmanuel, avec environ quinze cents chevaux, avait passé la Seine à St.-Cloud et s'était avancé jusqu'à Antony, où il fit prisonniers les habitans de l'endroit. Le général Winzingerode avait suivi les colonnes du duc de Tarente, jusqu'à Troyes, où il entra le 31.

Le premier soin de l'empereur Napoléon fut de réorganiser son armée. La division Berckeim, composée de régimens provisoires, ainsi que tous les régimens de marche furent dissous et incorporés. La division Friant fut renforcée d'un bataillon de gendarmerie de la 1re division. Celle du général Lefebvre-Desnouettes, le fut d'un régiment à cheval des même troupes. La division Boyer de Rebeval, réunie, passa au corps du duc de Trévise. Celui du duc de Raguse fut renforcé par la garnison de Paris, par les divisions Compans et Ledru, et par celle du général Souham, qui lui fut envoyée de Fontainebleau. Chacun de ces deux corps reçut trente bouches à feu. La cavalerie de la garde forma trois divisions, et passa sous les ordres du général Ornano. Les Polonais formèrent une division sous les ordres du général Krasinsky. La réunion de toutes les

troupes qui se trouvaient entre l'Yonne et la rivière d'Essonne présentait encore un total de plus de soixante-cinq mille hommes (*).

Le duc de Tarente reçut l'ordre de s'arrêter entre

(*) FORCE APPROXIMATIVE DE L'ARMÉE FRANÇAISE, LE 2 AVRIL 1814.

		INFANT.	CAVAL.	TOTAL.
Prince de la Moskowa.				
Garde.	Div. Friant, Henrion et Lefol	12,500		12,500
Général Ornano.				
Garde.	Div. Guyot, Excelmans et Lefèbre-Desnouettes.		4,500	4,500
Gardes-d'Honneur.	— Defrance		800	800
Polonais.	— Krazinsky	1,500	700	2,200
Duc de Trévise.				
	Div. Christiani, Curial, Charpentier et Boyer de Rebeval	9,500		10,600
	— Roussel		1,100	
Duc de Raguse.				
6e Corps.	Div. Ricard, Lagrange, Lucotte, Souham, Compans et Ledru	8,500		11,800
1er Corps.	— Chastel, Bordesoulle et Merlin		3,300	
Duc de Tarente.				
2e Cor. gén. Gérard.	Div. Duhesme et Jarry	3,500		
7e — Duc de Reggio.	— Leval et Rothembourg.	6,500		
11e — gén. Molitor.	— Albert et Brayer	2,800		
2e	— Maurin et St-Germain.		2,700	23,300
5e — gen. Milhaud.	— Piré, Briche et l'Héritier		4,600	
6e	— Jacquinot et Treilhard.		3,200	
	Total	44,800	20,900	65,700
	— Allix	1,500	500	2,000
	Dépôts d'infanterie	2,200		2,200
	Total général	48,500	21,400	69,900

Sens et Montereau. Le colonel Vertillac, avec deux mille hommes des dépôts d'infanterie, qui s'étaient retirés de Versailles, fut placé à Milly pour couvrir Fontainebleau. Le général Préval, avec le dépôt des remontes, reçut l'ordre de se retirer à Orléans. Ces premières opérations achevées, le plan de campagne à suivre fut discuté. Il paraît que la majorité des généraux étaient d'avis de porter le théâtre de la guerre au-delà de la Loire, et ce parti était sans contredit le meilleur. Les départemens étaient loin d'être ébranlés; le gouvernement et la majorité du sénat étaient déjà à Blois, d'où on pouvait les faire passer plus dans le centre de la France. Les armées des Pyrénées, d'Arragon et du Rhône pouvaient, en s'appuyant sur les montagnes de l'Auvergne, venir joindre celle de l'Empereur. Il centralisait ainsi la guerre, en la transportant dans un pays où la supériorité numérique devenait à peu près nulle. Pendant ce temps les coalisés, forcés de s'éloigner des frontières, rendaient plus facile l'insurrection des départemens de l'Est; Paris même, qu'ils auraient été obligés de contenir par une force imposante, leur devenait à charge. Ils ne possédaient encore aucune place forte importante, qui pût assurer leurs lignes d'opérations; leur isolement et la difficulté des communications et de l'arrivage des munitions, les auraient donc mis dans une situation difficile. Ils s'y seraient déjà trouvés après la

bataille de Paris, si les magasins de Grenelle n'avaient alimenté leurs parcs. Enfin, un des principaux motifs d'éloigner l'armée de Paris, était celui de couper court à toutes les manœuvres qui amenèrent la défection d'un grand nombre de généraux, et désorganisèrent l'armée. Le mauvais génie de Napoléon l'emporta, et il fut résolu que l'armée manœuvrerait pour se rapprocher de la capitale. Cette entreprise audacieuse pensa cependant réussir, et nous verrons que, sans des causes qui pouvaient échapper à la prévoyance, Napoléon aurait réussi à ressaisir sa capitale et à changer toutes les chances de la guerre. Nous ne nous amuserons pas à réfuter les bruits absurdes qu'on a voulu répandre, sur le pillage de Paris, que Napoléon aurait promis à ses troupes. Cette calomnie insensée, n'a pu être inventée que par les écrivains étrangers, et répétée par de misérables écrivassiers toujours prêts à compiler des factums de calomnie, en faveur de ceux qui les paient. Jamais une idée semblable n'a pu entrer dans le caractère de Napoléon, et la proposition seule aurait révolté l'armée. M. Koch, après avoir traité cette calomnie comme elle le mérite, dit que l'opinion de toute l'armée était : *Que si la capitale n'avait pas été vendue à l'ennemi, la plupart des habitans auraient pris les armes pour se défendre* (*).

Le 1er avril, les armées coalisées ne firent au-

(*) Tome II, page 567.

cun grand mouvement. Le corps de Wrede vint s'établir entre Rosny, et Charonne, sous les murs de Paris. Le général Pahlen, ayant poussé une reconnaissance générale jusqu'à la vue d'Essonne, laissa ses avant-postes en face de la ligne française et revint prendre position à Juvisy. Le général Emmanuel s'établit à Montlhéry, et poussa ses avant-postes vers Arpajon. L'armée française continua à se serrer. Les corps des ducs de Trévise et de Raguse restèrent derrière Essonne. L'empereur Napoléon en passa la revue, et fut reçu par les troupes avec les plus vives acclamations. La garde arriva un peu tard à Fontainebleau; les corps du duc de Tarente passèrent l'Yonne.

Le 2, le duc de Tarente s'avança jusqu'à la hauteur de Montereau. Les 2e et 11e corps s'établirent à la droite de la Seine, sur les hauteurs de Surville. La cavalerie du général St.-Germain, à Cannes. Le 7e corps et la cavalerie du comte de Valmy, à Villeneuve-la-Guyard. Le général Milhaud, à Émans et Noisy. La division Allix occupa Auxerre. Ce jour-là, Napoléon passa la revue de sa garde, à laquelle il annonça, dans les termes suivans, son dessein de marcher sur Paris. « Soldats ! l'ennemi nous a dérobé trois marches, et » s'est rendu maître de Paris ; il faut l'en chasser. » D'indignes Français, des émigrés, auxquels nous » avions pardonné, ont arboré la cocarde blanche, » et se sont joints aux ennemis. Les lâches ! ils » recevront le prix de ce nouvel attentat. Jurons

et une ville populeuse, dont le mécontentement n'était pas méconnaissable, ils avaient à craindre l'effet moral qu'une insurrection sérieuse ferait sur leurs troupes. Le conseil des souverains décida en conséquence, que les armées coalisées quitteraient leurs positions actuelles, évacueraient Paris, et se retireraient à Meaux. Les ordres étaient expédiés et allaient être adressés aux deux généraux en chef, lorsque le prince de Schwatzenberg, arrivant de son quartier-général de Chevilly, vint rendre compte d'un événement, qui, en écartant toute espèce de danger, rendait cette mesure inutile.

CHAPITRE X.

Défection du duc de Raguse. — Abdication conditionnelle de Napoléon. — Les troupes du duc de Raguse sont conduites à Versailles. — Négociations relatives à l'abdication conditionnelle. — Elles échouent. — Constitution du sénat de Paris. — Défection de plusieurs généraux. — Emeute militaire à Versailles. — Napoléon est forcé d'abdiquer sans restriction. — Traité du 11 avril.

Depuis l'évacuation de Paris, le duc de Raguse, déjà ébranlé par ses amis, et par le parti du prince de Bénévent, était entré en négociation avec le prince de Schwarzenberg d'une part, et avec le gouvernement provisoire de l'autre. Les négociations ne furent pas longues, et bientôt le duc de Raguse se laissa entraîner à abandonner la cause de l'empereur Napoléon. On dit que le motif principal qui l'engagea à sacrifier ainsi la reconnaissance, qu'il devait à son bienfaiteur, fut le désir d'empêcher la guerre civile et de terminer la révolution, en jouant

le rôle de Monck et de Malborough. Il vaut mieux qu'il ait été guidé par cette illusion de l'amour-propre, que par un motif moins honorable; mais ce n'était qu'une illusion. Le danger de la guerre civile n'existait pas alors, puisque l'autorité de Napoléon était reconnue sans contradiction dans les départemens non-occupés par l'ennemi; que même dans la plupart de ceux occupés, le peuple s'insurgeait en sa faveur; que l'armée lui était dévouée; et que les places et leurs garnisons lui étaient fidèles. Quant aux rôles de Monck et de Malborough, il n'y avait aucune parité. Ces derniers étaient dans une position bien différentes; ils entraînèrent leurs armées en entier, et le duc de Raguse fut obligé d'user de surprise, pour enlever ses troupes, qui, irritées de se voir livrées à l'ennemi à leur insu, pensèrent sacrifier leurs chefs. Quoi qu'il en soit, le duc de Raguse conclut le 3, avec le prince de Schwarzenberg, une convention, par laquelle il s'engageait à se retirer avec les troupes de l'armée de l'empereur Napoléon, et se rendre derrière la ligne des coalisés, à la disposition du gouvernement provisoire. La seule condition qu'il y mit, fut un acte de garantie, 1° pour les troupes qui voudraient suivre son exemple; 2° pour la sûreté de la personne de Napoléon. Ayant ainsi stipulé sa défection, il s'appliqua à gagner les généraux de son corps d'armée, et les mit succesivement dans le secret, excepté les généraux Chastel et Lucotte, qu'il trouva inébranlables. Le gé-

néral Ricard qui était déjà resté à Paris, le 31, y avait accepté le commandement de la 1ère division militaire, sous les ordres du général Dessolles, nommé par le gouvernement provisoire, commandant supérieur et chef de la garde nationale.

Les suggestions et les manœuvres du prince de Bénévent, ne s'étaient pas arrêtées au duc de Raguse; elles s'étaient étendues sur un grand nombre de généraux de l'armée, et particulièrement sur les maréchaux. Ces derniers qui avaient leurs familles et leurs hôtels à Paris, étaient surtout inquiets du sort de la capitale, et craignaient pour elle des dangers qui les regardaient de si près. Ils étaient tous las de la guerre, et désiraient par dessus tout, que la paix les mit en jouissance paisible des avantages que leur promettaient leur rang et leurs fortunes, acquises par vingt ans de guerre. Il est vrai que la patrie pouvait bien exiger le sacrifice de quelques parties de ces fortunes, acquises aux prix du sang de ses enfans. Mais la paix présentait un moyen terme pour échapper à cette dure nécessité.

Les maréchaux présens à l'armée s'étant donc réunis dans l'après-midi du 3, se rendirent chez l'empereur Napoléon, et le prince de la Moskowa portant la parole, ils lui déclarèrent sans beaucoup de détours, qu'il fallait abdiquer. Cette brusque défection fit une profonde impression sur Napoléon. Réfléchissant que les maréchaux n'auraient pas hasardé cette démarche, sans être sûrs

de la majorité des généraux, il craignit que l'armée elle-même, sur le dévouement seul de laquelle il pouvait fonder ses espérances ne fût ébranlée. Cette crainte, plus encore que la répugnance de faire de son autorité un emploi, que personne ne pouvait blâmer, le força à céder à la nécessité, au lieu de punir un acte d'insubordination, auquel les maréchaux l'avaient moins accoutumé encore que le restant de l'armée. Napoléon consentit à souscrire un acte de renonciation au trône en faveur de son fils, et sous la régence de l'impératrice. C'est à cause de cette condescendance qu'on a accusé l'empereur Napoléon d'avoir manqué d'énergie. Avant que de proférer cette accusation, a-t-on réfléchi sur la nature et l'étendue des mesures qu'il aurait dû prendre, pour déployer toute l'énergie qui pouvait le sauver? Cet examen est cependant nécessaire pour établir un jugement sain.

Il n'y avait qu'un seul moyen à employer, parce que, dans les cas extrêmes, les demi-mesures ne valent jamais rien. Il fallait d'abord faire arrêter les maréchaux; les destituer de leurs commandemens et les renvoyer de l'armée, ainsi que les généraux ou officiers supérieurs, que leur exemple avait entraînés. Ensuite, comme le moral des troupes était ébranlé par leur méfiance dans les chefs, il fallait le remonter par une mesure éclatante; passer de suite la revue des divisions, les former en cercle, et leur faire désigner par acclamation les chefs qui méritaient la confiance de l'armée

et celle du chef suprême. Après cette opération, prêter et recevoir un nouveau serment solennel, et mener sans délai l'armée à l'ennemi. C'était sans doute un moyen un peu révolutionnaire, mais il était infaillible avec l'armée française, et il n'y avait à opter qu'entre ce moyen et la résignation. Après ce court exposé le lecteur décidera lui-même si Napoléon a bien ou mal fait.

Le même soir, l'empereur Napoléon signa la promesse d'abdiquer en faveur de son fils, et il chargea le prince de la Moskowa et les ducs de Tarente, de Vicence et de Raguse, d'aller négocier avec les coalisés sur cette base. Les trois premiers partirent encore dans la nuit et, en passant à Essonne, annoncèrent au duc de Raguse la mission dont il se trouvait chargé avec eux. Ce dernier ne fut pas peu embarrassé de recevoir une mission, aussi directement contraire à la convention qu'il avait conclue avec le prince de Schwarzenberg. Il fit cependant bonne contenance, et ayant avoué à ses collègues la moitié de la vérité, c'est-à-dire qu'il était en négociations avec le généralissime des armées coalisées, il promit de suspendre les négociations et les suivit. Arrivés de bonne heure à Chevilly, les plénipotentiaires s'arrêtèrent chez le prince de Schwarzenberg, qu'ils ne pouvaient se dispenser de voir et de prévenir avant de continuer leur route. Le duc de Raguse ne les y accompagna pas; mais pendant le temps où le duc de Tarente fut chez le prince royal de

Wurtemberg, son collègue se rendit chez le généralissime. Le duc de Tarente, ayant appris du prince de Wurtemberg que le duc de Raguse devait passer avec ses troupes du côté des coalisés, lui en fit des reproches, ainsi que de l'entrevue qu'il venait d'avoir avec le prince de Schwarzenberg, à l'insu de ses collègues. Le duc de Raguse prétendit s'être dégagé de sa convention et promit de nouveau de ne faire aucun mouvement, avant l'issue de la négociation qui allait s'entamer (*).

On ne connaîtra sans doute jamais les détails de l'entrevue qui eut lieu entre le duc de Raguse et le prince de Schwarzenberg; trop de motifs s'opposent à leur publication. Mais voici l'exposé des faits qui l'ont suivie, et qui seront toujours considérés comme en étant les conséquences, à moins que des preuves solides ne viennent démontrer le contraire. Le 4 mars au matin, le prince de Schwarzenberg signa, scella et remit l'acte de garantie dont nous avons parlé ci-dessus (**), et qui ne dut naturellement être remis, qu'en échange de la convention signée par le duc de Raguse. D'après cette convention, le duc de Raguse devait se mettre en mouvement dès le 4 au jour (***), et le prince de Schwarzenberg avait ordonné que l'armée coalisée se tînt sous les armes, tant pour

(*) Tel est le récit que donne le duc de Raguse de cet événement malheureux.

(**) *Pièces justificatives* n° XXXVI.

(***) Plotho, Campagne de 1814, tome III, page 430.

rendre les honneurs militaires au 6e corps, que pour repousser les autres corps français qui voudraient poursuivre le duc de Raguse. La circonstance imprévue dont nous venons de rendre compte, changea ces dispositions, et il fut convenu que le 6e corps ne quitterait ses positions que dans la nuit du 4 au 5.

Un ordre du jour du prince de Schwarzenberg et un ordre du jour et de mouvement du maréchal Barklay de Tolly, tous deux datés *du 4 mars* (*) firent connaître la marche et la destination de ce corps aux armées coalisées. Deux régimens de cavalerie bavaroise furent tenus prêts pour l'escorter jusqu'à Fresnes, et deux de cuirassiers russes depuis là jusqu'à Versailles. Cette ville fut fortement garnie de troupes, non-seulement à cause de la disposition hostile des habitans, mais aussi par crainte que le 6e corps ne voulût revenir sur ses pas. D'après ces faits avérés, il est bien difficile d'admettre que le général Souham ait agi sans ordres et par la seule impulsion de la crainte. Dans cette hypothèse, les armées coalisées n'auraient pas été prévenues, et cependant elles étaient sous les armes dès le 4 au soir, et les régimens de cavalerie, destinés à l'escorte des troupes françaises, étaient à leur poste. Nous nous abstiendrons de toute réflexion; notre devoir se borne ici à retracer les faits. Cependant nous ne

(*) *Pièces justificatives*, n° XXXVI.

pouvons pas nous empêcher d'observer, qu'il est douloureux de voir figurer dans l'histoire un ordre du jour, pareil à celui du maréchal Barklay de Tolly, qui accuse un général en chef français, d'avoir passé à l'ennemi avec son corps d'armée.

Le 5, à cinq heures du matin, les troupes sous les ordres du duc de Raguse (*), formant un corps de plus de huit mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux, avec quarante-huit pièces de canon, quittèrent leurs positions et se mirent en mouvement vers Juvisy. Les divisions Chastel et Lucotte, reçurent l'ordre de mouvement directement du général Souham; leurs généraux n'étaient pas dans le secret. La cavalerie du général Bordesoulle formait l'avant-garde; l'infanterie suivait en deux colonnes, entre lesquelles marchait l'artillerie; la cavalerie du général Chastel forma l'arrière-garde. On dit que le général Souham n'avait pas reçu d'ordres du duc de Raguse, mais qu'ayant été mandé par Napoléon pour lui expliquer les motifs qui le portaient à révoquer les ordres relatifs à la marche sur Paris, il craignit d'être arrêté et se décida avec ses collègues à partir sur-le-champ. Nous avons déjà fait voir que les coalisés étaient prévenus de ce mouvement. Nous y ajouterons que le restant du récit est inadmissible. D'abord, il n'y avait point d'ordre de mouvement donné

(*) Les divisions d'infanterie des généraux Souham, Ricard, Lagrange, Compans, Lucotte et Ledru des Essarts. Celles de cavalerie des généraux Merlin, Bordesoulle et Chastel.



pour l'armée; il n'y avait donc rien à révoquer; en second lieu quand il y en aurait eu, il n'était ni dans l'ordre des choses, ni même nécessaire de conférer en particulier avec un général, pour lui rendre compte de choses arrêtées avec les maréchaux, et que ce général avait apprises des plénipotentiaires et de son chef. Il est une autre version, qui n'est pas dépourvue de probabilité; c'est que le duc de Raguse, absolument décidé à aider de tout son pouvoir la révolution organisée par le prince de Bénévent, et voulant être le premier des maréchaux qui y coopérât activement, se hâta de frapper un coup décisif, qui fit échouer toutes les négociations tendantes à conserver la dynastie de Napoléon. Sans décider de la croyance que mérite cette version, nous remarquerons que l'événement l'a confirmée.

Les troupes du duc de Raguse ainsi enlevées par surprise, et croyant, d'après le silence qu'on faisait observer, qu'elles marchaient à l'ennemi, pour le surprendre lui-même, cheminèrent d'abord avec confiance. Mais après Juvisy, la présence sur leurs flancs de la cavalerie ennemie, qui les cotoyait sans les attaquer, commença à exciter des soupçons. A Fresnes elles ne purent douter qu'elles étaient entre les mains de l'ennemi, dont les nombreuses colonnes étaient déjà derrière elles. Un cri de *trahison* se fit entendre, et un nombre d'officiers, avec les éclaireurs polonais retournèrent à toute bride vers l'armée. L'indignation des troupes étai

à son comble, et les efforts des chefs pour les contenir auraient été inutiles, si l'impossibilité de se faire jour, au travers de l'armée ennemie, au pouvoir de laquelle elles se trouvaient, ne les eût forcées à continuer leur marche jusqu'à Versailles. Dès le matin, l'empereur Napoléon apprit le départ du 6e corps. Ce coup l'attéra et les expressions que lui arracha la douleur, prouvent qu'il lui fut aussi inattendu qu'il était sensible. « Qui au» rait pu croire un pareil trait de Marmont? S'écria» t-il... Un homme avec lequel j'ai partagé mon » pain.... que j'ai tiré de l'obscurité.... dont j'ai » fait la fortune et *la réputation*.... voilà le sort » des souverains, M. le général Belliard, c'est de » faire des ingrats. » Le général Belliard fut envoyé sur-le-champ à Essonne; mais le duc de Trévise avait déjà garni la ligne. Cependant la division Leval y fut envoyée pour la renforcer.

Arrivés à Paris, le prince de la Moskowa et les ducs de Tarente et de Vicence se trouvèrent seuls chargés de la négociation. On ne sait trop pourquoi ils en communiquèrent l'objet au gouvernement provisoire. Elle le mettait dans le plus grand embarras, il était donc évident qu'il y serait contraire; c'est ce qui arriva en effet. Le soir les plénipotentiaires virent l'empereur Alexandre et lui exposèrent l'objet de leur mission et les vœux de l'armée. Ces ouvertures ébranlèrent les déterminations énoncées par la déclaration du 31 mars. L'amour-propre était satisfait par l'abdication

forcée de Napoléon ; restait le sentiment du danger auquel les coalisés s'exposaient, en attachant irrévocablement aux destinées de son souverain malheureux, une armée qui pouvait encore les faire trembler. En rejetant ces propositions, la guerre recommençait avec plus d'activité que jamais et les coalisés dépouillés du prestige qui les avait accompagnés jusqu'alors, risquaient de voir la population se soulever contre eux et accourir renforcer les rangs des braves, qui défendaient l'indépendance nationale. Quelque importance qu'ils aient voulu donner à la possession de la capitale, ils sentaient bien que dans une guerre nationale ce n'était qu'une ville, qui leur était plus onéreuse qu'utile. L'empereur Alexandre se montra donc disposé à traiter sur ces bases et remit les plénipotentiaires au lendemain, afin d'avoir le temps de consulter le roi de Prusse et le gouvernement provisoire.

Cependant, l'empereur Napoléon, malgré l'envoi de ses plénipotentiaires, ne se faisait pas illusion sur la réussite de leur négociation. Il ne voyait pas l'avantage de la France, ni même sa dignité dans la régence d'une femme, qui aurait été sous l'influence de l'Autriche. Il ne voyait pas que les coalisés même voulussent le permettre, par un effet naturel de la jalousie que devait exciter la prépondérance qu'aurait acquise l'Autriche. Il n'ignorait d'ailleurs pas les desseins de l'Angleterre, devenue par son argent l'âme de la coalition;

Castlereagh avait donné son ultimatum. Cette opinion prophétique, et la défection du duc de Raguse, lui firent sentir le danger de laisser plus long-temps son armée près de Paris, et exposée à des suggestions et à des manœuvres, qui pouvaient amener d'autres défections. Il était sûr des soldats et de presque tous les officiers; depuis l'exemple du duc de Raguse il ne l'était plus des généraux. L'empereur Napoléon se décida donc à se rapprocher de la Loire. Le général Gérard reçut l'ordre, le 6 au matin, de faire occuper le pont de Malesherbes par une brigade, et de faire défiler son corps vers Puiseaux. Ceux du duc de Reggio et du général Molitor devaient le suivre avec le grand parc, et couverts sur leurs flancs par la cavalerie des généraux Defrance, Milhaud et St.-Germain. Les divisions Friant, Henrion et Lefol, couvertes par la cavalerie du général Ornano, devaient se mettre en mouvement, le 6 au matin, dans la même direction. Le comte de Valmy, qui avait été envoyé sur le Loing pour observer la marche de Winzingerode, devait se porter à Pethiviers. Le corps du duc de Trévise et les divisions Roussel et Leval devaient rester dans leurs positions, jusqu'au 7 à midi.

On a voulu prétendre que ce mouvement n'aurait pas pu être exécuté sans obstacles, parce que les coalisés avaient étendu leur droite vers Pethiviers. C'est une erreur: la droite des coalisés est constamment restée dans une position défensive

entre Palaiseau et Longjumeau, couverte à Orsay par la cavalerie de Ziethen, et à Montlhéry et à Arpajon par celle d'Emmanuel. Les troupes ennemies qui pillèrent Pethiviers et prirent les cent cinquante hommes de garnison, étaient l'avant-garde de Kaisaroff. Le corps principal de ce dernier passa le Loing à Souppes, pilla cet endroit et marchait sur Puiseaux, lorsque la brigade de dragons du général Rigaud le rechassa au-delà de la rivière. Ce n'étaient pas ces deux mille cosaques qui auraient retardé l'armée. L'avant-garde de Winzingerode n'avait pas dépassé Sens, que le général Allix défendit avec autant de courage que d'intelligence, jusqu'à ce que forcé par le nombre, et les obus de l'ennemi ayant incendié une partie de la ville, il fut obligé de se retirer à Villeneuve-la-Guyard. Mais le mouvement qu'avait ordonné l'empereur Napoléon, fut suspendu le 6 dès le matin. Le rapport que lui firent les plénipotentiaires de l'aspect favorable que prenaient leurs négociations, le décida à contremander les ordres de marche, malgré qu'il ne partageât en aucune manière leurs espérances.

La soirée et la nuit du 5 avril furent très-orageuses à Paris. Le prince de Bénévent et tous ceux qui avaient coopéré à l'acte de déchéance étaient dans des transes mortelles. L'établissement de la régence les exposait à la vengeance du gouvernement qu'ils avaient proscrit. Ayant jeté le masque sans retour, il n'y avait plus de possibilité

d'entrer en composition; biens, honneurs, emplois tout était perdu, et ils se seraient vus obligés de quitter la France avec ces armées étrangères, que les principaux d'entr'eux y avaient appelées. L'inquiétude des royalistes n'était pas moins vive. Ils ne voyaient que dans le rétablissement des Bourbons, la garantie de leurs intérêts et du retour du système monarchique, tel qu'ils voulaient le rétablir et tel qu'il leur convenait; la régence les privait de tout espoir de ce côté. On ne voyait dans les salons du faubourg St.-Germain que des figures allongées et sur lesquelles étaient peints l'abattement et l'anxiété. Dans la nuit, l'empereur Alexandre réunit chez lui le gouvernement provisoire; le général Dessolles, en sa qualité d'ami du général Moreau et de général en chef du nouveau gouvernement, fut également appelé à cette conférence. Le prince de Bénévent employa toute la rhétorique de ses collègues, pour détourner l'empereur de Russie d'une négociation, ou plutôt d'une concession qu'il paraissait disposé à faire. La déclaration du 31 mars fut remise sur le tapis; mais il était impossible de la rappeler, sans qu'elle ne fût accompagnée du souvenir pénible, qui suit un acte peu réfléchi et prématuré, publié avec une précipitation qui doit toujours être éloignée d'un acte d'une importance pareille. L'espèce de surprise par laquelle il avait été, pour ainsi dire arraché, ne pouvait manquer de ressortir vivement, à côté des dangers qui pouvaient accompa-

gner son exécution. D'un côté étaient deux villes isolées, à une grande distance l'une de l'autre, et servant d'unique appui à la coalition; de l'autre côté était un empire ayant encore son armée, son chef et son gouvernement. Un acte comme celui du 31 mars, tendait à priver la coalition de l'appui que pouvaient lui prêter les apparences conservées jusqu'alors. Les raisonnemens et les efforts du prince de Bénévent, ne parurent pas ébranler l'empereur Alexandre. En effet lui et ses collègues avaient, il est vrai, servi les coalisés; mais ceux-ci, en promettant de *pourvoir à leur avenir, s'il eût été compromis par l'issue des événemens*, avaient conservé le droit de diriger cette issue selon leurs propres intérêts. Le général Dessolle chercha alors à émouvoir l'empereur Alexandre par un discours touchant, où il lui exposa qu'ayant toujours été l'ennemi de Napoléon, il ne s'était cependant décidé à suivre les bannières du gouvernement provisoire que d'après cette déclaration du 31 mars, et que si la coalition reconnaissait la régence, il ne lui restait d'autre parti que celui de demander un asile en Russie. L'empereur Alexandre répondit en déclarant que ni lui, ni les autres souverains n'abandonneraient à la merci de Napoléon et de sa dynastie, les hommes qui avaient pris part à la révolution qui s'était faite dans Paris. C'était, dans le fait, garantir de nouveau la promesse que nous avons rappelée ci-dessus; mais cette réponse ne préju-

geait pas la question principale. On pouvait en effet, traiter avec Napoléon et ne pas abandonner le soin de *l'avenir*, pour les individus qui se trouvaient compromis; cela pouvait se faire sans qu'ils restassent en France.

Le 6 au matin, le prince de Moskowa, et les ducs de Tarente et de Vicence, reprirent la négociation entamée la veille. L'empereur Alexandre, à la décision duquel les autres souverains s'étaient remis, présenta encore quelques objections. Le prince de Bénévent, dans la conférence de la nuit précédente, ne lui avait pas laissé ignorer que le gouvernement provisoire fondait son espérance et ses promesses sur des défections, qui devaient prouver que le vœu de l'armée était au moins partagé et par conséquent douteux. La discussion cependant prenait une tournure favorable aux négociations, lorsque *le général de jour*, vint remettre à l'empereur Alexandre une dépêche du prince de Schwarzenberg et lui annoncer que le corps du duc de Raguse, était passé du côté des coalisés et était arrivé à Versailles. Cet événement changeait la face des affaires; la défection du duc de Raguse, en même temps qu'elle ôtait douze milles hommes à l'empereur Napoléon, pouvait en faire espérer d'autres, et donnait du poids aux promesses du gouvernement provisoire. Le danger qui avait pu déterminer les coalisés à revenir sur leurs pas, diminuait, et ils pouvaient encore une fois changer de détermination. La retraite

d'un corps, qu'on pouvait croire volontaire de la part des individus, annonçait alors de l'ébranlement dans l'armée. Cet ébranlement pouvait amener sa désorganisation et alors tous les obstacles, qui s'opposaient à la révolution du 31 mars, avaient disparu. On renonça cependant à l'idée de ne plus traiter avec Napoléon, non pas précisément parce qu'elle était absurde dans la position actuelle des choses, mais pour séparer toujours davantage sa cause de celle de la nation et de l'armée. On croyait pouvoir le forcer à abdiquer sans condition; s'il s'y soumettait on avait rempli une grande partie du but, puisqu'en traitant avec une gouvernement provisoire, dépourvu de tout moyen de résistance, on était maître des stipulations. Si Napoléon refusait, on serait toujours à temps de prendre un parti convenable aux circonstances.

L'empereur Alexandre, après avoir lu la dépêche qui lui fut remise, reprit la question du vœu de l'armée, et la retourna contre les argumens des plénipotentiaires. Ils s'étaient appuyés de ce vœu pour insister sur la nécessité d'accepter l'abdication conditionnelle. Il leur objecta qu'ils ne connaissaient pas bien la volonté, ni les sentimens de l'armée française. Il leur demanda s'ils savaient que le 6e corps s'était rangé en entier du côté des coalisés. Les plénipotentiaires, d'après l'assurance donnée par le duc de Raguse, nièrent la possibilité de ce fait. La communication de la dépêche

les en convainquit. L'empereur de Russie leur annonça alors que cette circonstance, prouvant que l'empereur Napoléon ne pouvait pas compter sur le vœu de l'armée, changeait les bases de la négociation. Celles qu'il posa furent l'abdication absolue, moyennant la cession d'une principauté indépendante, où Napoléon pourrait se retirer.

Le même jour, le prince de Bénévent et ses collègues, incertains encore de l'issue des nouvelles chances que pouvait amener la rupture de cette négociation, se déterminèrent à porter la dernière main à leur ouvrage. Ils n'ignoraient pas que la nation entière exigeait des garanties du gouvernement quelle reconnaîtrait. On avait reproché à Napoléon le despotisme de sa constitution impériale; on ne pouvait pas justifier ce reproche, tant qu'on laisserait la France en présence de l'anarchie, qui pourrait produire un nouveau despotisme, qui n'aurait pas même de limites apparentes. Il fallait apporter un prompt remède, aux dangers que présageait le choc des partis en présence et à l'exaspération, qui s'augmentait d'un côté, tandis que l'impatience de quelques individus menaçait de prendre une initiative imprudente et de remettre ainsi en question, ce que le sénat croyait avoir décidé. Le moyen qui parut le plus propre à calmer les esprits et à arrêter des tentatives irréfléchies, fut celui de faire rédiger en hâte une constitution par le sénat.

C'est ici le lieu de rendre justice à une partie

des membres de ce corps. Connaissant et partageant les vœux de la France, ils opposèrent une résistance courageuse aux efforts qu'on employa pour leur faire rédiger un acte, qui abolît les principes consacrés depuis vingt-cinq ans. La constitution, qui fut rédigée en quelques heures, portait dans ses vingt-neuf articles, plusieurs garanties qui ont été conservées par la charte, et d'autres qui auraient pu s'y trouver. Le 1er article appelait à la couronne Louis Stanislas Xavier et le 29e assujétissait le nouveau souverain à un serment, *après* lequel il serait proclamé *Roi des Français*. Mais l'article 5 et l'article 6, entièrement consacrés à stipuler les conservations et les intérêts pécuniaires du sénat actuel, devinrent la pierre d'achoppement de cette œuvre éphémère. Quelques sénateurs mus, sans doute, par un noble désintéressement et peut-être apercevant le piége qu'on leur tendait, s'opposèrent à l'insertion de ces deux articles qu'on peut appeler scandaleux; mais la majorité l'emporta, et en scellant sa déconsidération, le sénat fournit le premier prétexte de sa chûte. Le gouvernement provisoire se hâta de faire promulguer l'acte constitutionnel, qui devait servir de motif pour décider les adhésions au nouvel ordre de choses. Mais en ôtant au sénat l'appui de l'opinion publique, on lui avait enlevé la force nécessaire pour soutenir son ouvrage. Il n'était plus difficile de faire valoir comme motif de nullité, le défaut de pouvoirs de

la part du sénat, pour faire une constitution, pour laquelle il n'y avait pas de mandat de la nation. On aurait pu y ajouter qu'il n'en avait point d'autre qui l'autorisât même à se réunir, que l'invitation des coalisés. Ainsi fut accompli le premier et le principal projet des chefs de la révolution du 31 mars. La nation se trouva sous l'empire d'un acte constitutionnel illusoire, qui pouvait être déchiré sans cérémonie, ainsi qu'il le fut. Il ne lui restait alors d'autre ressource, pour échapper à l'anarchie, que d'accepter le pouvoir tel qu'il se présenterait. Heureusement que les voeux et l'opinion des Français étaient connus, et que le prince appelé au trône sut les apprécier et les accomplir; la charte vint remplacer le dernier sénatus-consulte. Elle calma les esprits agités et assoupit les méfiances.

Pendant que le gouvernement de Paris s'occupait de faire rédiger cette constitution provisoire, il ne perdait pas de vue l'armée. Un aide de camp du ministre de la guerre, fut envoyé à Fontainebleau près du prince de Neufchâtel, pour porter l'acte de déchéance et recueillir des adhésions. Sa mission lui réussit à merveille. Le prince de Neufchâtel ne signa pas le premier; la prudence le défendait. Mais un assez grand nombre de généraux, mandés successivement chez lui, ayant apposé leurs signatures à l'acte d'adhésion, le prince y joignit la sienne. La défection tacite du major-général parut aux coalisés un avantage

immense; mettant Napoléon au nombre des rois fainéans, ils regardaient son chef d'état-major comme le créateur de tous ses plans militaires. Cette prévention, fondée sur une erreur impardonnable, dure encore. Néanmoins cette défection fit, non par elle-même, mais par ses conséquences un grand mal à Napoléon. Il en résulta que, dès le 7, lorsqu'il connaissait à peine le refus de son abdication conditionnelle, il était déjà abandonné par presque tous les généraux qui l'entouraient. Au reste, les faits que nous venons de rapporter ne sont pas sans exemple dans l'histoire. Othon, après la bataille de Bedriac, se donna la mort, parce que, disait-il, la défense des intérêts d'un homme ne valait pas le sacrifice de plusieurs milliers de citoyens. Eh bien! Othon, dont on n'a pas assez apprécié le patriotisme, expira abandonné; tous les sénateurs, les chevaliers et les chefs des légions qui l'entouraient, le quittèrent mourant, pour aller au-devant de son successeur. Les soldats seuls accompagnèrent son corps au bûcher, où quelques-uns se précipitèrent pour le suivre. Mille autres exemples pareils s'offrent dans les annales du genre humain, et devraient apprendre aux souverains, qu'ils ne doivent pas même compter sur les favoris qu'ils élèvent et qu'ils enrichissent aux dépens des intérêts des peuples.

Le duc de Raguse de son côté, sachant que les coalisés avaient refusé de reconnaître la régence, se hâta de se rendre à Versailles pour passer la

revue de son corps. Il adressa aux troupes un ordre du jour, qui n'était pas rédigé de la manière la plus convenable, pour persuader des soldats, qui n'ignoraient pas qu'ils avaient été enlevés par surprise. Il finit par la promesse de leur donner de bons cantonnemens *pour oublier les fatigues.* Ce n'était pas le langage qu'il aurait fallu tenir à des soldats français, accoutumés à tout sacrifier pour la patrie et qui n'étaient sûrement pas sourds à sa voix. Cette pièce imprudente produisit l'effet auquel on devait s'attendre. Le voile fut entièrement déchiré, et l'indignation alluma un soulèvement général. Ce ne fut pas la crainte de la Sibérie, comme on a voulu l'insinuer, qui irrita les soldats; ils ne devaient pas plus la craindre qu'à Champaubert. Mais ce fut la certitude d'avoir été mis au pouvoir de l'ennemi, avant qu'on daignât les consulter; il y avait eu véritablement tromperie à leur égard. En vain les généraux voulurent-ils essayer de calmer les soldats; ils avaient perdu leur confiance et ils échappèrent à peine au milieu des coups de fusils dirigés contre eux de toutes parts. Enfin la triste certitude de ne pas pouvoir forcer une ligne de deux cent mille ennemis, placés entre eux et leurs compagnons d'armes, les força de se soumettre à la nécessité; ils se laissèrent conduire à Mantes.

Cependant le prince de la Moskowa et les ducs de Vicence et de Tarente, quittèrent Paris dans la journée du 6. En passant à Chevilly, les deux pre-

miers s'y arrêtèrent, pour conclure avec le prince de Schwarzenberg un armistice nécessaire pour la continuation des négociations. Il fut en effet conclu sans retard, pour quarante-huit heures, et proclamé aux deux armées. Le duc de Tarente fut chargé de rendre compte à l'empereur Napoléon, de l'issue défavorable qu'avaient prise les négociations, depuis la défection du duc de Raguse. L'empereur Napoléon se résigna, et remit le lendemain matin, aux mêmes plénipotentiaires, ses instructions et ses pouvoirs sur la base de l'abdication pure et simple (*). Lui-même l'annonça

(*) On a beaucoup glosé sur cette résignation et sur le calme et l'impassibilité de l'empereur Napoléon pendant tous ces événemens. Le duc de Vicence a publié une pièce qui pourra mieux servir à expliquer cette indifférence, en faisant voir que le parti de l'abdication était pris par Napoléon dès le commencement de la campagne. Elle expliquera aussi les motifs pour lesquels il n'a pas cru pouvoir consentir à démembrer la France de 1802. Cette pièce appartient à l'histoire; nous la rapporterons.

Paris, le 19 janvier 1814.

......La chose sur laquelle l'Empereur insiste le plus, c'est la nécessité que la France conserve ses limites naturelles. C'est là une condition *sine quà non*. Toutes les puissances, l'Angleterre même, ont reconnu ces limites à Francfort. La France, réduite à ses limites anciennes, n'aurait pas aujourd'hui les deux tiers de la puissance relative qu'elle avait il y a vingt ans. Ce qu'elle a acquis du côté des Alpes et du Rhin, ne compense point ce que la Russie, l'Autriche et la Prusse ont acquis par le seul démembrement de la Pologne. Tous ces états se sont agrandis. Vouloir ramener la France à son état ancien, *ce serait la faire déchoir et l'avilir*. La France sans les départemens du Rhin, sans la Belgique, sans Ostende, sans Anvers, ne serait rien. Le système de ramener la France à ses an-

à son lever. Après les modifications qui avaient successivement été faites aux déclarations, aux promesses des coalisés, en commençant par les notes officielles de Francfort, l'empereur Napoléon n'était pas bien certain que les conditions qu'il avait acceptées fussent maintenues. Il était évident que les coalisés n'avaient pas encore découvert le fond de leurs projets, et qu'ils n'y poseraient de limites, que celles que leur tracerait la crainte de se perdre par excès de prétentions. Il était possible que le voyant consentir à l'abdication, on exigeât qu'il fût livré, ou qu'il se remît lui-même à discrétion; depuis 1815, on ne peut plus nier que ce soupçon ne pût être fondé. Voulant se tenir prêt à tout événement, il prépara dans son cabinet les dispositions nécessaires pour se reployer, avec les troupes qui lui restaient fidèles, sur l'armée du Rhône et aller de là joindre celle

ciennes frontières, est inséparable du rétablissement des Bourbons; parce qu'eux seuls pourraient offrir *une garantie du maintien de ce système*. L'Angleterre le sent bien. Avec tout autre, la paix, sur une telle base, serait impossible et ne pourrait durer. Ni l'Empereur, ni la république, si des bouleversemens la faisaient renaître, ne souscriraient jamais une telle condition. Pour ce qui est de S. M., sa résolution est bien prise, elle est immuable. *Elle ne laissera pas la France moins grande qu'elle ne l'a reçue*. Si donc les alliés voulaient changer les bases proposées ET ACCEPTÉES, *les limites naturelles de la France*, elle ne voit que trois partis; ou combattre et vaincre: ou combattre et mourir glorieusement, ou enfin, *si la nation ne la soutenait pas*, ABDIQUER. Elle ne tient pas aux grandeurs. Elle n'en achètera jamais la conservation par l'avilissement.

d'Italie. Ce projet était moins audacieux peut-être qu'on ne le pense. Il lui était facile de gagner quelques marches sur les coalisés; l'armée autrichienne du sud ne pouvait pas l'arrêter, ni l'empêcher de passer les Alpes. Son nom, sa présence et la proclamation de l'indépendance de l'Italie, mettaient ce pays sous les armes en sa faveur, et les coalisés auraient pu se voir bientôt rappelés sous les murs de Vienne. Le même matin, il passa la revue des 2ᵉ et 7ᵉ corps; ces vieilles bandes se montrèrent toujours également dévouées, et les vétérans sillonnés d'honorables blessures, saluèrent leur général par les mêmes acclamations qu'aux jours de sa gloire; ils n'avaient cependant ni palais, ni riches dotations. Après la revue, Napoléon voulut savoir s'il pouvait compter sur son armée. Il consulta le duc de Reggio. Ce dernier lui répondit que non, parce qu'il avait abdiqué, et que le soldat ne connaissait pas de restrictions politiques. Le duc de Reggio répondit dans le sens de l'adhésion, qu'avaient déjà signée la plupart des généraux; ce n'était pas là la question. La question était de savoir si l'abdication absolue serait même acceptée, et si, dans le cas où elle ne le serait pas, les soldats voudraient défendre leur souverain plutôt que de le livrer. *Leur* réponse n'était pas difficile à deviner. Napoléon se décida à attendre le résultat de ses nouvelles négociations. Le même jour l'empereur Napoléon publia son ordre du jour du 4, qu'on peut regarder comme une

proclamation, en réponse à l'acte de déchéance. Le sénat n'y est pas flatté, ainsi qu'on pourra en juger par les passages suivans. « L'Empereur » remercie l'armée de l'attachement qu'elle lui té- » moigne, et principalement parce qu'elle recon- » naît que la France est en lui et non dans le peu- » ple de la capitale. — Le soldat suit la fortune et » l'infortune de son général, son honneur et sa ré- » ligion. — Le sénat s'est permis de disposer du gou- » vernement français; il a oublié qu'il doit à l'Em- » pereur le pouvoir dont il abuse maintenant; que » c'est lui qui a sauvé une partie de ses membres » de l'orage de la révolution, tiré de l'obscurité » et protégé l'autre, contre la haine de la nation.

» Le sénat se fonde sur les articles de la consti- » tution; il ne rougit pas de faire des reproches » à l'Empereur, sans remarquer que, comme le » premier corps de l'état, il a pris part à tous les » événemens; il est allé si loin qu'il a osé accuser » l'Empereur d'avoir changé des actes dans la » publication (d'être faussaire). Le monde entier » sait qu'il n'avait pas besoin de tels artifices: *un* » *signe de sa part était un ordre pour le sénat,* » *qui toujours faisait plus qu'on ne lui deman-* » *dait.* »

Pendant ce temps, le gouvernement provisoire prit divers arrêtés, basés sur l'abdication absolue, et qui, jusqu'à la conclusion du traité que les coalisés négociaient avec l'empereur Napoléon, ne pouvaient avoir d'effet que dans les départemens

qui environnaient Paris. Le 9, un ordre du gouvernement provisoire enjoignit à la garde nationale, de prendre la cocarde blanche, *redevenue cocarde nationale*.

Le 11 avril, le traité, non pas secret mais autentique, puisqu'il fut imprimé dans le temps, par lequel l'empereur Napoléon stipulait, et les coalisés acceptaient son abdication des couronnes de France et d'Italie, fut conclu et signé (*). Napoléon le ratifia le lendemain, et ensuite dicta au duc de Bassano son acte d'abdication, dans les termes suivans:

« Les puissances alliées ayant proclamé que » l'empereur Napoléon était le seul obstacle au » rétablissement de la paix en Europe, l'empereur » Napoléon, *fidèle à son serment*; déclare qu'il » renonce pour lui et ses héritiers aux trônes de » France et d'Italie, parce qu'il n'est aucun sacri- » fice personnel, même celui de la vie, qu'il ne » soit prêt à faire dans l'intérêt de la France. »

(*) *Pièces justific.* XXXVII.

CHAPITRE XI.

Opérations dans la Belgique. — Seconde tentative du duc de Weimar sur Maubeuge. — Mouvement du général Maisons sur Gand. — Combat de Sweweghem, le 31 mars. — Suspension d'armes dans le nord. — Opérations de l'armée du Rhône. — Combat de St.-Georges, le 18 mars. — Combat de Limonest, le 20 mars. — Evacuation de Lyon. — Mouvemens du général Marchand. — Armistice pour l'armée du sud.

Nous avons laissé, dans le nord, le duc de Weimar, disposé le 16 mars à faire une tentative sur Maubeuge. Le 17, le général Lecoq, destiné à cette entreprise, se mit en mouvement et vint le 18 à Requignies, où il forma l'invertissement de Maubeuge sur les deux rives de la Sambre. Nous avons déjà vu que la garnison de cette place était composée d'un bataillon de gardes nationales du Pas de Calais, d'un de douaniers et d'un dépôt de chasseurs à cheval; en tout, mille hommes et trente chevaux. Les Saxons, qui avaient jugé la

garnison précisement double de ce qu'elle était, passèrent les journées du 19 et du 20 à reconnaître les approches. Ils s'imaginèrent voir des ouvrages de campagne partout et un camp retranché à Roussy. Le 21, environ quatre cents Saxons, qui occupaient le poste d'Assevent, pensèrent en être chassés par une patrouille de la garnison. Dans l'après-midi, le général Lecoq ayant été renforcé par trois bataillons prussiens, s'enhardit et fit attaquer les hauteurs de Roussy, où la garnison poussait également des patrouilles. Elles furent occupées sans peine. Dans la journée du 22, le général Lecoq fit construire trois batteries de bombardement sous le feu de la place, dont la mitraille lui tua quelques hommes. Le 23, vers trois heures du matin, les Saxons ouvrirent le feu de quatre pièces de vingt-quatre, six de douze et huit mortiers. L'artillerie de la place, servie par la garde nationale, y répondit avec tant de vigueur, que vers midi la moitié des batteries ennemies était démontée et un magasin sauté avec quelques hommes. Le duc de Weimar, qui s'était rendu devant la place, voyant que ses pièces allaient être réduites au silence, la fit sommer. Le colonel Schouler rejeta la sommation et refusa même une suspension d'armes qui fut demandée. Force fut aux Saxons de continuer le feu, comme ils purent, jusqu'au soir. Pendant la nuit, le duc de Weimar fit retirer l'artillerie de siége à Mons, où il se rendit tout honteux de son équipée et prétextant

avoir *manqué de munitions*. Le général Lecoq se replia à Requignies, où le rejoignit le général Ryssel. Le 24 au matin, la garnison de Maubeuge fit une sortie et chassa l'arrière-garde ennemie de Ferrière-la-Grande. Le général Lecoq se contenta de continuer le blocus de Maubeuge, de sa position de Requignies. Le général Borstel, qui s'était avancé à Bavay, partit ce jour-là avec sa division, pour rejoindre le corps de Bülow à Laon.

Le général Thielemann resté à Tournay, voyant que le général Maisons ne faisait aucun mouvement, imagina le 23 de faire un grand fourrage sous les murs de Lille. Il disposa à cet effet ses troupes sur trois colonnes. Celle de droite d'un bataillon, un escadron et deux canons, devait passer la Marcq à Choraing; la seconde de même force, devait passer à Bouvines, la troisième de six bataillons, deux escadrons et neuf canons devait se diriger, par Orchies, sur Pont-à-Marcq. Les deux premières colonnes replièrent nos avant-postes sous le canon de Lille. Mais le général Maisons, qui avait réuni son corps d'armée à Sanghien, ayant reconnu la faiblesse des deux colonnes ennemies, les fit charger par le général Castex, qui les culbuta au-delà de Bouvines, leur tua environ soixante hommes et en prit une centaine. Le général Thielemann, qui était à la tête de sa colonne de gauche, se hâta de se replier à Tournay.

Le général Maisons, voyant l'ennemi occupé de

vant Maubeuge, et ayant appris le départ de la division Borstel, reprit son projet de s'avancer à Gand, pour rallier la division Roguet. Ayant annoncé, pour donner le change à l'ennemi, qu'il avait le dessein de débloquer Maubeuge, il employa la journée du 24 à préparer l'équipage de ponts, dont il avait besoin pour rester maître du passage de la Lys. Le 25, il se mit en mouvement avec les division Barrois, Solignac et Castex, faisant environ six mille hommes d'infanterie et onze cents chevaux, avec vingt bouches à feu. Le corps de partisans du major Hellwig fut aisément chassé de Menin, et le soir le corps d'armée arriva à Courtray. Le général Maisons poussa encore le même jour le général Penne avec sa brigade, quelque cavalerie et de l'artillerie jusqu'à Pelléghem. Le 26, le général Penne attaqua les avant-postes ennemis à Deynse et les mena battant jusqu'à Gand. Cette ville se trouvait en état de défense et garnie de quelqu'infanterie. Vers trois heures après midi, le général Maisons y arriva avec son corps d'armée et ordonna l'attaque. La brigade Penne, qui en fut chargée, emporta la porte de la Lys et enleva l'artillerie qui la défendait. Les cosaques de Bihaloff essayèrent une charge pour la reprendre, mais ils furent enfoncés par nos lanciers et poussés en déroute jusqu'à Melle. On leur prit une centaine d'hommes, ainsi que le colonel de Polis avec une douzaine d'officiers, formant le cadre de son régiment d'insurgés Belges. Le même jour,

le général Maisons envoya à Lockeren le colonel Villatte avec cinquante lanciers et une compagnie de voltigeurs, pour ouvrir la communication d'Anvers et porter l'ordre au général Roguet de quitter cette place et de venir prendre position entre Gand et Alost. Cette fois la jonction réussit, et le général Maisons se trouva renforcé de quatre mille hommes d'infanterie, deux cents chevaux et quatorze canons.

Aussitôt que le général Thielemann apprit que le général Maisons marchait sur Gand, il partit lui-même de Tournay et vint occuper Courtray, avec sept bataillons, quatre escadrons et treize canons. Mais ne s'y croyant sans doute pas assez fort, il retourna le 27 à Tournay, où il fut renforcé par sept bataillons et un escadron saxons. D'un autre côté, la position qu'avait prise la division Roguet, donna au duc de Weimar des inquiétudes pour Bruxelles. Pour couvrir cette capitale, il ordonna au général Wallmoden, qui venait d'arriver à Louvain, de se rendre sans délai à Alost avec sa première brigade, forte de quatre bataillons, quatre escadrons et seize canons. La seconde brigade se rendit devant Anvers, pour relever le général Gablentz, qui devait également se rendre à Alost avec ses quatre bataillons. Le colonel de Lottum, qui se trouvait à Bruxelles avec quelques bataillons prussiens et saxons, en partit aussi pour aller renforcer le corps qui s'assemblait à Alost.

Ces préparatifs terminés, le duc de Weimar se rendit le 30 à Alost, et fit ses dispositions pour écarter le général Maisons de Bruxelles. Les douze bataillons, sept escadrons et trente canons qui étaient réunis à Alost, devaient attaquer l'armée française de front. Le général Thielemann devait déboucher d'Oudenarde, avec quinze bataillons et sept cents chevaux. Le major Hellwig fut renforcé d'un bataillon et deux canons et occupa Deynse et Haerlebecke, de concert avec le major Pückler. Tournay fut occupé par deux mille hommes, que soutenaient un détachement de pareille force à Leuze. La ligne d'avant-postes devant Condé et Valenciennes appuya à droite; le général Lecoq resta au blocus de Maubeuge. La position du général Maisons serait devenue critique, s'il avait perdu un plus long temps à Gand. Le général Graham pouvait venir se placer entre Gand et Anvers, à la longue peut-être, même l'armée suédoise serait-elle venue aussi; il suffisait de lui en laisser le temps. Mais ce n'était pas le but du général Maisons. Le mouvement de la division Roguet avait dû donner des craintes à l'ennemi pour Bruxelles; tel avait été son but. Il était naturel que le duc de Weimar fit des dispositions pour couvrir cette place; car ne sachant pas que le général Maisons voulait revenir à Lille, il ne pouvait agir autrement. Or le mouvement que l'ennemi faisait pour couvrir Bruxelles, dégageait nécessairement la Lys; le général Maisons avait résolu de n'attendre que

l'instant où il serait prononcé, pour se mettre en retraite.

Le 30 mars, à trois heures du matin, l'armée française quitta Gand, sur deux colonnes. Le général Solignac, avec sa division et une brigade de cavalerie, suivit la rive gauche de l'Escaut; le restant du corps suivit la droite de la Lys. Le soir les deux colonnes se réunirent à Courtray. Le général Thielemann, instruit de ce mouvement, conçut le projet d'atteindre l'arrière-garde française et de forcer le général Maisons à combattre. Ayant donc donné l'ordre aux généraux Gablentz et Wallmoden de venir le joindre par Oudenarde, il en partit dans la nuit du 30 au 31, avec environ dix mille hommes d'infanterie, sept cent chevaux et seize canons. A six heures du matin le poste de Sweweghem fut attaqué et forcé de se replier sur Courtray. Le général Thielemann déboucha aussitôt de Sweweghem, en colonnes d'attaque. Le général Maisons fit sortir ses troupes de Courtray et les forma dans la plaine. S'étant assuré que l'ennemi ne débouchait que par la route d'Oudenarde, il s'avança au devant de lui; la division Roguet de front, celles des généraux Solignac et Barrois en colonne sur les ailes, débordant celles de l'ennemi. Le général Thielemann reconnaissant la faute, qu'un peu trop de présomption lui avait fait commettre, chercha à éviter le combat. La division Roguet, le 10e de tirailleurs en tête, aborda le village de Sweweghem, l'emporta, fit

prisonnier un bataillon entier, et coupa ainsi la ligne ennemie. Les cuirassiers saxons essayèrent une charge pour arrêter notre infanterie; la brigade de chasseurs, du général Daudenarde les prit en flanc et les culbuta. Bientôt tout le corps de Thielemann fut en pleine fuite. Le général Dariule, avec un bataillon et quelques pièces les poursuivit quelque temps. Les Saxons perdirent environ six cents hommes tués ou blessés, autant de prisonniers et trois canons. Le général Thielemann rallia ses troupes à Oudenarde, où il trouva les généraux Gablentz et Wallmoden. Le général Maisons, ayant laissé la division Barrois à Awelghem, pour observer Thielemann, marcha le même jour sur Tournay. La division Solignac poussa les avant-postes ennemis dans la place, et le général Maisons, espérant pouvoir tenter un coup de main, fit établir des batteries pour la battre. Leur feu dura jusqu'à dix heures du soir et causa quelque dommage à la ville. Mais ayant été informé pendant la nuit, que les quatre bataillons de la garnison avaient été renforcés par les quatre du général Gablentz et par les deux qui étaient à Leuze, il renonça à son entreprise. Ayant donné l'ordre au général Barrois de se retirer à Lille, il prit la même direction le 1er avril au matin. Le colonel Lottum qui avait occupé Gand le 30, avec quatre bataillons, s'avança le 31 jusqu'à Haerlebeck.

Le 1er avril, le colonel Lottum retourna à Gand; le général Thielemann vint à Tournay, et le

corps de partisans de Hellwig occupa Courtray. Le duc de Weimar, ayant été renforcé par quelques bataillons saxons et par la brigade du général Walmoden, que les Suédois avaient relevée devant Anvers, fit une nouvelle disposition de son armée, qu'il divisa en deux grands corps, ayant en seconde ligne une double réserve. Le 3 avril, le général Thielemann avec onze bataillons, quatre escadrons et demi et seize canons, prit position à Tournay, le corps du major Hellwig occupa Courtray.

Le général Lecoq, avec quatorze bataillons, quatre escadrons, deux régimens de cosaques et quatorze canons, à Mons.

Le général Gablentz, avec sept bataillons, six escadrons et demi, et vingt-six canons, en réserve à Ath.

Le général Wallmoden avec huit bataillons, huit escadrons et vingt-quatre canons de la légion russe allemande, à Lessines.

La totalité de ces forces s'élevait à quarante bataillons, et vingt-trois escadrons, faisant vingt-cinq mille hommes d'infanterie, et près de trois mille chevaux, ayant quatre-vingts canons.

Le général Maisons, rappelé dans la Belgique par les réclamations d'un grand nombre d'habitans, irrités des mauvais traitemens des coalisés, se préparait à une nouvelle expédition; mais voulant, avant tout ravitailler Maubeuge, il vint le 4 à Orchies, et le 5 à Valenciennes. La nouvelle de

la prise de Paris suspendit cependant ses projets. Ayant laissé la brigade Penne à Valenciennes, et jeté quelques bataillons dans Douai et dans Bouchain, il retourna à Lille. Le 7, il conclut avec le duc de Weimar un armistice indéfini, et arrêta la ligne de démarcation des deux armées. Cette ligne, partant de la mer à Ostende et Blankenberg, venait à Menin, qu'elle laissait à l'armée française, et suivait les frontières du département du Nord jusqu'à Maubeuge.

Pendant que cette suspension d'armes se négociait, quelques agitateurs, cherchant à profiter, dans leur intérêt particulier, de la crise où se trouvait la France, et voulant désorganiser l'armée, au risque de livrer nos places fortes à l'ennemi, commencèrent à exciter les soldats à la désertion. Le général Maisons serait venu à bout d'arrêter sans peine le désordre qui commençait à éclater, si le gouvernement provisoire de Paris, n'était venu y porter le comble. Le décret qui licenciait les conscrits, causa un soulèvement, dont les agitateurs cherchèrent à tirer parti à leur profit. Mais la fermeté du général Maisons fit rentrer les troupes dans l'ordre.

Nous avons quitté l'armée du Rhône à l'instant où le prince de Hesse-Hombourg se préparait à attaquer le duc de Castiglione, dans ses positions en arrière de Belleville. Le 17 mars, il se mit en mouvement sur deux colonnes. La première composée des divisions Bianchy et Wied-Runkel, et

des cuirassiers de Léderer se forma à Lancié. La seconde, composée de la division Wimpfen, se réunit aux Maisons-Blanches. Le corps allemand resta en réserve à Crêche. Le prince de Cobourg avait été détaché à la gauche de la Saône; la division Hardegg était devant Miribel, en face de la brigade Bardet. L'avant-garde française, abordée de front par ces masses, se replia en combattant sur la ligne. L'ennemi ne dépassa pas Belleville. Le duc de Castiglione occupa le soir les positions suivantes. La division Pannetier, avec le 4e de hussards, étaient en avant de St.-Georges, occupant Lagé-Lonsard; la brigade Ordonneau, avec le 12e de hussards, en arrière de Beaujeu; le général Musnier, avec la brigade Gudin, et le 13e de cuirassiers, en réserve à l'embranchement des routes de Villefranche et de Beaujeu.

Le 18, le prince de Hesse-Hombourg continua son mouvement offensif. La colonne du général Wimpfen, renforcée de la brigade hessoise du général Gall, devait attaquer de front, par la grande route. La division Bianchy, le centre de la ligne française, à Lagé-Lonsard, et la division Wied-Runckel, la gauche, par Beaujeu. Un détachement fut poussé le long de la rive droite de la Saône. Les avant-postes de la division Pannetier furent attaqués de bonne heure à Marsenne, qu'ils quittèrent après une assez vive résistance. Le général Bianchi attaqua alors Lagé-Lonsard, que la division Pannetier défendit long-temps avec valeur.

Mais la division Wied-Runckel, qui débordait la gauche, étant venue à bout d'occuper les hauteurs des Rues, et la tête de colonne du général Wimpfen s'approchant, le général Pannetier se vit forcé de céder sa position. Ayant été bientôt après soutenu par quelques troupes de la réserve, il reprit l'offensive. Le 4e de hussards chargea la brigade Gall, qui s'était abandonnée à la poursuite, la sabra et la culbuta en déroute; le 20e de ligne reprit Lagé-Lonsard. Le général Haugwitz, en essayant de rallier sa brigade, fut grièvement blessé, et la division Bianchi allait être ramenée en désordre, lorsquelle fut appuyée par celle du général Wimpfen, qui entra en ligne. Le combat se soutint encore quelque temps avec un succès à peu près égal; mais enfin les progrès de la division Wied-Runckel, et les renforts que recevait l'ennemi de ses réserves firent pencher la balance. Vers le soir, le général Pannetier, ayant été forcé une seconde fois d'abandonner Lagé-Lonsard, le duc de Castiglione mit son armée en retraite, pour gagner la position de Limonest. Le général Ordonneau la soutint, en défendant le terrain pied à pied. Dès que le général Bianchi vit la division Pannetier à portée du défilé de St.-Georges, il poussa en avant les cuirassiers de Léderer, espérant acculer notre arrière-garde. Une décharge à bout portant du 67e régiment, arrêta cette cavalerie, qui se contenta de suivre la retraite avec

précaution. Le soir, l'armée du Rhône occupa les positions suivantes; la division Musnier, et le 4e de hussards à cheval de la route en avant de Limonest, celles des généraux Pannetier et Digeon, en seconde et troisième ligne. Un bataillon et un escadron furent portés à la Tour de Salvagny. L'armée ennemie s'avança jusqu'aux Échelles, où le général Léderer prit position. La colonne du général Bianchi vint à Anse, celle du général Wimpfen à Pommiers; leur avant-garde à la Chassagne. Le prince de Cobourg s'avança à Neuville.

Le 19, le prince de Hesse-Hombourg, que la grande supériorité de ses forces mettait en état de s'étendre tant qu'il voudrait, résolut de déborder la position de Limonest. Certain que le duc de Castiglione ne chercherait pas à déboucher par Anse, où il tint en réserve le corps d'Allemagne, il étendit son armée à droite, pour gagner la route de Moulins. Voulant d'abord s'assurer les passages de l'Azergue et de la Brevonne, il fit porter l'avant-garde du général Bianchi en avant du bois de Vanvres, vers Dammartin; celle du général Wimpfen s'avança sur la grande route, jusqu'à la hauteur de Chasselay. Le gros de son armée vint camper entre Belmont et Lozanne; le général Bianchi en première ligne, et le général Wimpfen en seconde. Le duc de Castiglione, de son côté, pour parer au mouvement de flanc auquel il s'attendait, déploya son armée vers la gauche. La division Mus-

nier resta sur les hauteurs de Limonest, occupant à sa droite Couzon et St.-Romain; la brigade Ponchelon (division Pannetier) avec les 4e de hussards et 13e de cuirassiers, fut placée sur la plateau entre Limonest et Dardilly. La brigade Estève occupa ce dernier village. Le général Digeon, avec le 12e de hussards et la brigade Beurmann, qui venait d'arriver de Catalogne, forte de quatre bataillons (environ deux mille hommes), fut placé en avant des Granges-Blanches; sa droite s'appuyait à la brigade Estève. Le général Bardet, qui était toujours à Miribel, détacha deux bataillons du 79e à Caluire, pour contenir la division du prince de Cobourg.

Le 20 au matin, le prince de Hesse-Hombourg mit ses troupes en mouvement. La colonne du général Bianchi passa les ponts de Dorieux, sans autres difficultés que celles qu'ont pu causer la maladresse des charretiers du train. Elle se déploya entre Dammartin et la Tour-de-Salvagny; le corps de Wimpfen suivait en colonnes serrées. La brigade Mumb, de ce dernier corps, fut dirigée sur Chasselay, pour tourner l'aile droite française dans la division de Pollemieux et Couzon. Une autre colonne d'environ six cents hommes, sous le colonel Nageldinger fut dirigée par la Tour-de-Salvagny, pour gagner la route de Clermont, en-deça de Grezieux. Ainsi un peu plus de seize mille hommes, à peu près enveloppés, allaient en avoir à com-

battre trente-quatre mille, soutenus par dix-huit mille autres à peu de distance (*).

Vers midi, la brigade autrichienne de Mumb, ayant chassé les postes français de Couzon et de Saint-Romain, se présenta sur la hauteur de Colonge. Le général Musnier se voyant tourné, au lieu de porter des troupes sur l'ennemi, se replia sur Lyon; en même temps, le général Bianchi,

(*) FORCE DE L'ARMÉE DU RHONE, LE 20 MARS 1814.

		INFAN.	CAVAL.	CANO.
En ligne.	Div. Mounier	4,900		6
	— Pannetier	4,800	1,800	6
	— Digeon			6
	Brig. Beurmann	2,100		6
	Total	11,800	1,800	24
A Caluire.	79e régiment	1,500		
A Miribel.	Brigade Bardet	3,000		4
	Total	16,300	1,800	28
ARMÉE COALISÉE.				
Colonne du général Bianchi.	Div. Bianchi	8,000		24
	— Wied-Runkel	8,000		16
	— Grenadiers	3,000		8
	— Lederer		3,000	16
Colonne du général Wimpfen.	Brig. Wazel	4,300		8
	Lég. allemande	2,800	1,000	8
	Brig. Mumb	4,800		8
	Total	30,500	4,000	88
A la gauche de la Saône.	Brig. Cobourg	1,200	750	8
Devant Miribel.	Div. Hardegg	2,500	3,000	16
EN RÉSERVE.				
6e Corps d'Allemagne.	Autrichiens	9,000	750	76
	Hesse Darmstadt	7,000	600	8
	Total	50,000	9,100	136

ayant fait occuper la tour de Salvagny, se déploya sur le plateau en face de Dardilly. Le général Pannetier ne pouvant arrêter l'ennemi avec ses six pièces, et voyant que la division Musnier se retirait, se mit également en retraite. Le général Bianchi, maître, presque sans coup-férir, de ce poste important, vers une heure après midi, fit couronner les hauteurs par ses troupes, et les garnit d'artillerie; la division Wied-Runckel occupa Dardilly.

Cependant, le général Digeon, dès qu'il avait entendu l'engagement de la division Pannetier, avait porté en avant, vers la tour de Salvagny, le général Beurmann avec trois bataillons, deux escadrons et quatre canons. Dès que ce général fut arrivé à la hauteur de Dardilly, le général Bianchi envoya contre lui la division Wied-Runckel, avec laquelle le combat s'engagea. Le général Beurmann, voyant que le village de Dardilly était occupé par l'ennemi, et apercevant la colonne du major Nageldinger qui gagnait la route de Clermont, se replia sur Grange-Blanche. Le général Digeon, résolu de tenir à ce poste, plaça deux bataillons sur un mamelon à droite de la route, deux à gauche, et le 12e de hussards en réserve. La division Wied-Runckel se déploya bientôt après devant lui, et le combat se soutint sur ce point. Pendant ce temps, le général Bianchi poussait la division Pannetier, en appuyant à gauche, pour s'unir au général Mumb; vers trois

heures, les divisions Pannetier et Musnier furent acculées sur Lyon, et la fusillade s'engagea en avant du faubourg de Vaize.

Le duc de Castiglione avait quitté le champ de bataille assez mal à propos, vers une heure après midi, pour venir se concerter avec les autorités administratives de Lyon. Il accourut se remettre à la tête de ses troupes; les Autrichiens occupaient les hauteurs de la Duchère et de Roche-Cardon: le duc de Castiglione reporta en avant les divisions Musnier et Pannetier, et arrêta l'ennemi. Vers cinq heures du soir, le général Digeon, vivement pressé, était au moment d'être forcé, lorsque le duc de Castiglione lui envoya le 13e régiment de cuirassiers et une demi-batterie; ce renfort rétablit les affaires, jusqu'à l'arrivée de la colonne du général Wimpfen. Cette division entra de suite en ligne, et celle de Wied-Runckel s'étendit à droite. Malgré les efforts de la brigade Beurmann, cette division ennemie gagnait du terrain, et ses tirailleurs atteignaient déjà le faubourg St.-Just; alors le général Digeon, voyant que son artillerie allait manquer de munitions, hasarda deux charges. L'une, à droite, de deux escadrons du 13e de cuirassiers, sabra les canonniers d'une batterie de vingt pièces, du général Wimpfen; l'autre, de deux escadrons du 12e de hussards, porta à gauche sur la division Wied-Runkel; le régiment de Hiller, qui s'avançait sur la route de Clermont, fut sabré et perdit près

de quatre cents prisonniers et son colonel : ces deux charges arrêtèrent l'ennemi, et le combat cessa à la nuit.

Le prince de Cobourg, qui s'était avancé de Neuville, dès le matin, se présenta devant Caluire; le colonel Gay, du 79e, le ramena vigoureusement et assez en désordre. Le prince de Cobourg essaya, pour rallier ses troupes, une charge de six escadrons de cavalerie, mais les vieux soldats du 79e reçurent de sang-froid; et repoussèrent la charge avec tant de succès, que le prince de Cobourg fut arrêté et contenu jusqu'au soir. Devant Miribel, le général Hardegg n'osant attaquer le général Bardet, passa la journée en démonstrations. Pendant la nuit, le général Hardegg fit passer le Rhône à la nage aux hussards de Hesse-Hombourg; un assez grand nombre se noyèrent, et le restant rôda aux environs de Meizieux, sans oser pousser jusqu'à la route de Vienne.

Notre perte dans les journées du 18 et du 20, s'éleva à environ neuf cent cinquante hommes. Celle de l'ennemi fut de plus de trois mille hommes, dont quatre cents prisonniers.

Le 20 au soir, le duc de Castiglione convoqua les autorités administratives, pour leur demander si les habitans étaient déterminés à se défendre. Cette question, adressée au maire, était assez oiseuse; il n'était pas difficile de deviner qu'il repondrait négativement : l'incurie du général en chef avait mis sa responsabilité à couvert. La garde

nationale n'était pas armée, ni organisée; la ville était sans vivres. Le courage et le patriotisme des Lyonnais furent trahis, par la coupable négligence de celui qui était chargé de les défendre : il fut décidé que la seconde ville de l'Empire serait remise à l'ennemi. Dans la nuit, les équipages et l'artillerie quittèrent Lyon ; à deux heures du matin, l'armée les suivit, couverte par la brigade Bardet, qui faisait l'arrière-garde. Le 21, les Autrichiens y firent leur entrée solemnelle, et firent faire des clefs d'or pour les envoyer à leur souverain. Il faut ranger parmi les mille et un mensonges, qu'on se permet trop souvent dans les rapports officiels, la prise de vingt-deux canons et de deux mille cinq cents fusils, qu'annoncèrent leurs bulletins. Nous avons vu que les pièces d'artillerie, destinées à la défense de Lyon, étaient restées à Avignon; quant aux fusils, il n'y aurait que la plus insigne trahison qui aît pu conserver à l'ennemi des fusils, qu'on refusait à la garde nationale. Le duc de Castiglione se retira à Valence, pour être à portée de se joindre au général Marchand.

Le prince de Hesse Hombourg s'arrêta à Lyon pour jouir de sa nouvelle conquête.

Devant Genève, le général Marchand était resté dans les positions où il s'était établi le 3 mars. Le général Bubna, de son côté, ne fit aucun mouvement jusqu'au 12. Alors le général Wimpfen ayant fait occuper St.-Claude, le général Klebelsberg fut envoyé à Trénex, pour ouvrir la commu-

nication avec le prince de Hesse-Hombourg. Le général Klebelsberg, ayant appris qu'il n'était resté que cent hommes au fort de l'Écluse, voulut y hasarder un coup de main. A son approche le tocsin sonna et environ trois mille paysans armés vinrent occuper les hauteurs qui dominent le fort. Les Autrichiens, après l'avoir inutilement canonné pendant la journée, se retirèrent le soir, harcelés par les paysans, qui leur firent perdre une centaine d'hommes. Après le départ de la brigade Bardet, le général Marchand avait fait occuper les ponts de Bellegarde et de Seyssel, chacun par un bataillon. Sa gauche ainsi couverte, il attendait l'arrivée de la division Vedel, venant de Turin, pour reprendre l'offensive contre Bubna. Ce fut dans cette position qu'il apprit, le 23 au matin, la reddition de Lyon; il fallut sur-le-champ se mettre en retraite. Les troupes qui étaient au fort de l'Écluse, à Seyssel, et au pont de Bellegarde reçurent l'ordre de se rendre en hâte à Moirans, devant Grenoble. Deux bataillons furent envoyés occuper Pont-de-Beauvoisin. Le restant des troupes se mit en marche le même jour, sur deux colonnes. La première conduite par le général Marchand, prit la route de Rumilly ; la seconde aux ordres des généraux Dessaix et Serrant prit celle d'Annecy. Le général Bubna fit sur-le-champ réparer les ponts de l'Arve et poussa le général Klebelsberg, avec les brigades Klopfstein et Zechmeister à la suite de nos troupes. Le 24, près d'Alby, le général

Serrant se voyant serré de trop près par le général Zechmeister, l'attaqua à son tour. Les Autrichiens furent culbutés jusqu'au pont de la Caille et perdirent plus de trois cents hommes. Le général Marchand resta le 24 et le 25 entre Alby et Rumilly; dans la nuit du 25 au 26, il continua sa retraite sur Chambéry et de là sur l'Isère: il y occupa, entre Montmélian et les Echelles, la position qu'il avait déjà tenue au mois de janvier. Le général Dessaix se retira au confluent de l'Arc, à la Chavanne, pour couvrir la marche des troupes qui pourraient venir d'Italie, et défendre la Maurienne.

Cependant le duc de Castiglione était arrivé à Valence, où l'armée fut réunie le 23. Au lieu d'étendre ses troupes derrière l'Isère, afin de donner la main au général Marchand et s'appuyer sur les montagnes du Dauphiné, il les échelonna en arrière, jusqu'à Pont-St.-Esprit. Le motif qu'il donna à cette singulière disposition, fut celui d'être en mesure de passer le Rhône, pour s'opposer à la jonction des Autrichiens avec Wellington. Il ne pouvait pas en donner le plus pitoyable. Il était évident que l'ennemi n'irait pas s'engager dans les montagnes du Vivarais et descendre en Languedoc, en laissant un corps de plus de vingt mille hommes derrière l'Isère. Il fallait donc s'attendre à le voir arriver en même temps sur Grenoble et sur Valence. Cependant le corps du général Marchand, séparé du restant de l'armée par

une aussi grande distance, pouvait être prévenu et coupé. Alors le duc de Castiglione se trouvait acculé sur Avignon ou rejeté au-delà du Rhône et privé de cinq mille hommes. Heureusement que les Autrichiens continuèrent à mettre la même lenteur dans leurs opérations. Le 23, ils envoyèrent seulement une avant-garde à St.-Vallier. Le 24, le prince de Hesse-Hombourg, ayant envoyé des partis lever des contributions à Roanne et à Feurs, dirigea le prince de Cobourg à St.-Étienne et mit son armée en mouvement. La colonne du général Wimpfen, la division Hardegg et celle de Darmstadt, suivirent la route de Grenoble; le général Hardegg occupa le 25 Bourgoin; le restant de l'armée dépassa Valence. A l'approche de l'ennemi, le duc de Castiglione fit détruire le pont de Romans et celui de la grande route de Lyon à Marseille.

Le général Marchand, s'attendant à voir une partie des forces ennemies se diriger sur Grenoble, fit occuper la Grande-Chartreuse, et plaça à Voiron deux bataillons du 18e léger; le défilé le long de l'Isère, au-dessus de Voreppe, fut fortifié et flanqué par une forte batterie à la rive gauche. Le 29, l'avant-garde du général Wimpfen, forte de deux mille cinq cents hommes, se présenta devant Voiron. Le colonel Cubières s'avança au-devant d'elle, et l'arrêta par un combat qui dura toute la journée. Le lendemain cependant, le général Marchand lui ordonna de se replier à Voreppe.

Les Autrichiens s'avancèrent lentement. Ce ne fut que le 3 avril, que le général Wimpfen fit attaquer Voreppe. Le colonel Cubières se défendit pendant quelques heures, mais ne voulant pas se compromettre par une plus longue résistance, il se replia sur le défilé dont les retranchemens étaient achevés. En même temps, le général Bubna se préparait à attaquer le général Dessaix à la Chavanne. La destruction du pont rendant l'attaque impossible, le général Bubna remonta l'Isère, jusque près de Conflans, au confluent de l'Arly, et passa la rivière en radeaux. Le général Dessaix n'opposa à l'ennemi que la résistance nécessaire, pour couvrir sa retraite sur Aiguebelle. De là, il se replia avec deux bataillons vers St.-Jean-de-Maurienne, et envoya le général Serrant prendre position avec le restant de ses troupes à Pont-Charra, en face du fort Barreau.

Le prince de Hesse-Hombourg, désespérant de forcer le passage de l'Isère, entre Valence et Romans, fit appuyer la plus grande partie de ses forces à gauche, et lui-même transporta son quartier-général à Rives. Son projet était de forcer le passage, en se rendant maître de Grenoble, que le général Bubna aurait attaqué à revers. La position du général Marchand devenait assez critique; menacé de front par des forces considérables, il était déjà débordé par la colonne de Bubna. Le duc de Castiglione, au lieu de lui envoyer des renforts, qui le missent à même de se défendre, s'était

contenté de faire remonter l'Isère à deux bataillons. Cependant, considérant, d'un côté, qu'il coûterait bien des peines et du sang à l'ennemi, pour forcer le défilé de Voreppe; et de l'autre, que le général Bubna serait facilement retardé et arrêté par un petit nombre d'hommes dans le pays difficile où il s'était engagé, il résolut de soutenir l'attaque. Tout paraissait disposé des deux côtés, lorsque le 11 avril, le prince Émile de Hesse-Darmstadt, fit demander une entrevue au général Marchand. Cette entrevue, qui donna lieu à la communication des événemens de Paris, fut suivie d'un armistice, *in statu quo*, qui fut conclu entre le duc de Castiglione et le prince de Hesse-Hombourg.

CHAPITRE XII.

Opérations de l'armée des Pyrénées. — Combat de Vic-Bigorre, le 19 mars. — Combat de Tarbes, le 20 mars. — Observations sur les mouvemens du duc de Dalmatie. — L'armée des Pyrénées arrive à Toulouse. — Mouvemens de Wellington vers la haute Garonne. — Il passe la Garonne au-dessous de Toulouse. — Erreur du duc de Dalmatie. — Dispositions qu'il fait pour défendre Toulouse.

Nous avons laissé, le 17 mars, le duc de Dalmatie en position autour de Momy, couvrant la route de Pau à Vic-Bigorre. La brigade Berton était en arrière à Lambége. Ce jour-là, le duc de Wellington fut rejoint par la cavalerie et l'artillerie de réserve de son armée; le maréchal Beresford s'approchait également d'Aire. Le 18, l'armée anglo-espagnole se mit en mouvement sur trois colonnes. Le général Clinton à l'extrême gauche se dirigea vers Plaisance; le général Picton avec la brigade Fane, sur Conchez; le restant de l'armée prit la route de Castelnau. La brigade Berton

se retira en combattant de Lambége vers Maubourguet. Le 19 le duc de Dalmatie, s'imaginant que le général anglais le suivait pour lui livrer bataille, s'établit à la rive droite du Layza sur le plateau de Lamayou. Mais à peine avait-il fait ses premières dispositions qu'il apprit que l'ennemi débouchait également par la vallée du Larros et allait se porter sur ses derrières. Il se décida alors à se retirer sur Tarbes, et se mit en marche sur-le-champ pour s'y rendre. Le général d'Erlon eut l'ordre d'occuper Vic-Bigorre afin de couvrir le mouvement du reste de l'armée, qui se dirigea par la route directe de Lamayou à Tarbes. Le général Berton fut laissé à Maubourguet, pour couvrir la retraite et donner le temps au général d'Erlon d'arriver à Vic-Bigorre. A peine le général Berton avait-il assis sa position, que la brigade anglaise de Fane se présenta devant Maubourguet. Le général Berton échelonna ses deux régimens en arrière de la ville, et, lorsque l'ennemi en déboucha, il fit charger la tête de la colonne par l'escadron d'élite du 21e de chasseurs. Les Anglais furent culbutés au travers de Maubourguet, sur leur infanterie qui arrivait, et cet échec les rendit un peu plus circonspects. La retraite continua en bon ordre jusqu'à Vic-Bigorre, où venait d'arriver le général d'Erlon. La division Darricau arrêta la cavalerie ennemie et la rejeta même en arrière; la brigade Berton se dirigea sur Rabastens. Vers trois heures la division Picton et la brigade Bock

étant arrivées, attaquèrent la division Darricau; nos troupes soutinrent le combat pendant quelque temps et se replièrent vers le soir sur la division Darmagnac, qui avait pris position à Pujo.

Dans la nuit, le général d'Erlon continua son mouvement de retraite sur Tarbes, et le 20 au matin l'armée des Pyrénées occupait les positions suivantes. Le général d'Erlon était sur le plateau d'Oleac en arrière de Tarbes; à sa droite était le général Clausel, à cheval de la grande route de Tournay. Le général Reille couvrait les approches de Tarbes, qu'il était chargé de défendre; la cavalerie était à l'aile droite s'appuyant à la route de Trie. Le duc de Wellington s'avança de son côté, le même jour, sur deux colonnes. Celle de droite aux ordres du général Clinton, et composée de sa division et des brigades Ponsonby et Sommerset, s'avança par la route de Rabastens. Le restant de l'armée, ayant en tête le corps du général Hill, suivit la route de Vic-Bigorre. L'avant-garde de ce dernier fut arrêtée quelque temps, par les troupes postées à Aureilhan et dans les faubourgs de Tarbes. Mais le duc de Dalmatie, se voyant alors menacé de nouveau en flanc, donna au général Reille l'ordre de quitter Tarbes, et se mit lui-même en retraite avec l'armée. Le général Hill traversa la ville en hâte pour suivre notre retraite; mais la division Alten, qui était en tête de colonne, fut arrêtée court par le corps du général Clausel. La division Clinton arriva trop tard, pour s'engager

autrement que par ses tirailleurs. Le général Clausel prit position à Clarac; les généraux Reille et d'Erlon à Tournay; la cavalerie à Trie : l'ennemi s'établit sur les hauteurs en face.

On a peine à concevoir les mouvemens du duc de Dalmatie, depuis la bataille d'Orthez. Ils sont tellement confus qu'ils ne laissent pas même la possibilité d'admettre, que son intention primitive ait été de gagner Tarbes. Il n'y avait qu'un seul cas qui pût l'amener sur cette ville; c'était celui où l'armée d'Arragon repassant les Pyrénées, serait en marche pour le joindre par la Haute-Garonne. Si ce cas eût existé, c'était d'Orthez même qu'il fallait prendre la direction de Tarbes; au lieu de livrer le 27 février une bataille inutile, il fallait se retirer sur Pau. Mais l'armée d'Arragon était bien loin de revenir en France; et alors on se demande ce que le duc de Dalmatie voulait faire à Tarbes. Pourquoi s'acculer aux montagnes et ouvrir à l'ennemi la route de Toulouse? Lorsqu'il quitta Aire, pourquoi vint-il à Couchez? Ayant mal-à-propos quitté la ligne d'opération de Bordeaux, il n'avait d'autre choix que de prendre celle de Toulouse. S'il la perdait il se serait trouvé acculé aux Pyrénées, privé de toutes espèces de ressources, et réduit bientôt, aux plus dure nécessités. L'ennemi avait déjà passé l'Adour, et lui allait se placer en dedans de la courbe que forme ce fleuve. Si lord Wellington, laissant un corps d'observation devant l'armée française, était venu

se porter à Auch, avec le gros de son armée, quel mouvement aurait fait le duc de Dalmatie ? Il lui était impossible de gagner Toulouse, et il pouvait encore moins s'aventurer vers Bordeaux. Son mouvement de Conchez sur Aire était également mal conçu, puisqu'il agissait en dedans du cercle, par la circonférence duquel il avait conduit l'ennemi. Un ennemi plus intelligent que le duc de Wellington, se serait contenté de faire garder Aire, comme tête de pont, et se serait porté par Plaisance sur Rabastens. Enfin, le duc de Dalmatie, après avoir perdu deux jours en promenades militaires, revient sur ses pas, lorsqu'il voit son adversaire prêt à le recevoir. Il remonte le Lees jusqu'à Momy, et on se demande encore pourquoi. Il n'était pas bien difficile de prévoir que le duc de Wellington ferait remonter l'Adour, et peut-être le Larros à une partie de son armée; la supériorité de ses forces le lui permettait : il en résultait que l'ennemi pouvait s'interposer entre l'armée française et Toulouse. La seule chose qu'il y eut donc à faire était de se replier par Vic-Bigorre sur Rabastens, afin de rester maître de la route d'Auch. La position de Tarbes ne valait plus rien, puisqu'elle se trouvait déjà tournée par les colonnes anglaises, qui s'étaient dirigées sur Plaisance. Nous ne parlons pas de l'idée de présenter une bataille derrière la Layza, ayant l'Adour à dos, n'ayant de retraite que par les ailes, et lorsque l'ennemi allait arriver à Rabastens. Le résultat de toutes ces opé-

rations fut que le duc de Dalmatie, obligé de quitter Tarbes, se vit dans la nécessité de faire le tour par St.-Gaudens, pour gagner Toulouse; la route directe cependant restait au pouvoir de l'ennemi. Depuis Orthez, nous voyons le duc de Dalmatie errer à peu près à l'aventure, présentant bataille partout, et ne l'acceptant nulle part; arriver enfin à Toulouse uniquement favorisé par la négligence de son adversaire.

Le 21, l'armée des Pyrénées continua son mouvement de retraite par St.-Gaudens, Martres et Noé; le 24, elle arriva devant Toulouse. Le général Clausel flanqua la marche pendant la journée du 21, et prit position le soir à Lossan et Franqueville; le 22, il rejoignit l'armée à Villeneuve-de-Rivière. L'ennemi suivit lentement la marche de l'armée française, et il n'y eut d'autre engagement que la surprise du 10e régiment de chasseurs, enveloppé entre St.-Gaudens et Martres, le 22, par la brigade Fane. Le 10e de chasseurs se fit jour et rejoignit l'armée, ayant perdu une quarantaine d'hommes. Le duc de Dalmatie établit son armée en avant de Toulouse, derrière le Touch, la droite à St.-Martin et St.-Michel, et la gauche à Portet. Le duc de Wellington s'avança lentement. Non-seulement sa marche était retardée par un nombreux train de pontons, mais encore par cette innombrable quantité de bêtes de somme, pour le transport des vivres si absolument nécessaires aux armées anglaises, qui ne

peuvent pas faire la guerre si les distributions ne sont pas régulières, et si elles éprouvent la moindre disette. Une autre cause de retard, furent les inquiétudes que lui causèrent les courses de quelques corps francs sur ses derrières, et l'enlèvement de quelques convois.

Le 27 mars, l'armée ennemie arriva devant Toulouse par la route d'Auch et par celle de St.-Gaudens. Il y eut ce jour-là et le lendemain quelques affaires d'avant-postes; mais vers le soir du 28, le duc de Dalmatie fit repasser la Garonne à son armée. Le général Clausel s'établit sur le côteau de Pech-David vers St.-Agnès. Les Anglo-Espagnols s'approchèrent alors de Toulouse, appuyant leur droite à Portet et St.-Simon, et s'étendant le long du Touch jusqu'à Blagnac. Mais l'intention du duc de Wellington n'était pas d'attaquer Toulouse de vive force par la rive gauche de la Garonne. Le peu de développement que le coude de la rivière lui aurait permis de donner à son attaque, rendait la supériorité numérique de ses troupes à peu près nulle, et toutes les chances étaient contre lui. Il forma alors le projet de passer la Garonne plus haut, et d'aller s'établir entre Toulouse et Castelnaudary. Par ce mouvement, il remplissait un triple but. D'abord il coupait la communication entre l'armée des Pyrénées et celle d'Arragon, et il obligeait cette dernière à rester dans les Pyrénées qu'elle ne pouvait plus passer, puisqu'elle se serait trouvée

prévenue à Narbonne. En second lieu, il rentrait dans le plan général d'invasion, arrêté par les coalisés, qui était d'occuper le Languedoc, afin de donner la main aux troupes qu'ils devaient envoyer sur Lyon. Enfin, il tournait la position qu'occupait le duc de Dalmatie, et obligeait ce dernier à se retirer par Alby et à abandonner la ligne de la Garonne.

Le 29, le duc de Wellington fit commencer la construction d'un pont, à Portet, au-dessous de l'embouchure de l'Arriége. Mais la largeur de la Garonne dans cet endroit, et la rapidité du courant, augmentée par la crue des eaux, l'obligèrent à renoncer à son projet. Le 30, ayant fait reconnaître un emplacement plus favorable entre Roques et Pinsaguel, il y fit jeter un pont dans la nuit, et, le 31 au matin, le général Hill passa la Garonne avec les divisions Stewart, Lecor et Murillo, et la brigade Fane. Il se dirigea sur Cintegabelle et y passa également l'Arriége. Le duc de Dalmatie, ayant appris ce passage, fit avancer son armée en remontant la Garonne jusqu'à Vieille-Toulouse, où il prit position. La réserve, composée de conscrits tirés des dépôts de la 10e division militaire et commandée par le général Travot, prit position sur les hauteurs du Calvinet, ayant des postes vis-à-vis Blagnac. Le général Lafitte, qui commandait le département de l'Arriége, reçut l'ordre de former une brigade de ses dépôts de ligne et de gardes nationaux, et

de pousser des reconnaissances vers St.-Gaudens et Martori. On dit que le duc de Dalmatie écrivit également au duc d'Albuféra, qui commandait l'armée d'Arragon, pour l'engager à venir le joindre. Cela se peut, mais il était aisé de s'attendre à un refus. Il n'est pas dans l'ordre des choses probables qu'un maréchal aille se mettre volontairement sous les ordres d'un autre, surtout s'il a un moyen de s'en dispenser. Ici, le duc d'Albuféra avait la commission de remettre le roi Ferdinand aux avant-postes espagnols. Dès son arrivée à Toulouse, le duc de Dalmatie, s'imaginant que le duc de Wellington voudrait forcer le passage de la Garonne à Toulouse même, avait fait achever les retranchemens déjà commencés, non-seulement à l'enceinte du quartier St.-Cyprien, mais sur une ligne avancée, qui enveloppait toute l'étendue du faubourg. On a peine à concevoir le motif qui a pu engager le duc de Dalmatie à établir cette ligne avancée, dont le développement l'aurait obligé à employer presque toute son armée à sa défense. Elle présentait tous les inconvéniens d'une ligne circulaire sans appui, puisqu'il était fort difficile, pour ne pas dire impossible, de la flanquer d'une manière avantageuse par des batteries à la rive droite. Puisque le duc de Dalmatie avait toujours la ressource de faire détruire le pont de la Garonne, un combat à la rive gauche devenait une boucherie inutile. Il lui suffisait de faire réparer l'enceinte

du quartier St.-Cyprien, de la faire flanquer par des batteries à la rive droite, et de la faire garder par une brigade.

Le général Hill s'avança le 1er avril jusqu'à Nailloux, mais là il fut obligé de rétrograder. La mauvaise qualité des chemins lui ôtait tout espoir de continuer sa marche, surtout avec de la cavalerie et de l'artillerie, et rendait trop difficile ses communications avec le restant de l'armée. Il repassa donc l'Arriége et la Garonne, dont le pont fut replié après lui. Le duc de Dalmatie, instruit de ce contre-mouvement, dut aisément juger que l'intention de l'ennemi était de tenter le passage de la Garonne au-dessous de Toulouse. Le mouvement du général Hill, à Cintegabelle et Nailloux, avait déjà dû lui prouver que le duc de Wellington n'avait pas le projet de l'attaquer de front par le faubourg St.-Cyprien. Il commença donc à disposer la ligne de bataille qu'il devait occuper, lorsque l'ennemi déboucherait par la route de Montauban ou par celle d'Alby. Le 2 avril, l'ordre fut donné de mettre la main aux retranchemens, dont l'emplacement était déjà reconnu, et qui devaient servir à la défense des hauteurs de Calvinet et de Montauban. Les ponts sur le canal de Languedoc et toutes les issues de la ville, à la rive droite, furent également mis en état de défense. Ces ouvrages furent poussés avec la plus grande célérité; mais quelqu'aient été le zèle et l'activité des troupes et des citoyens qu'on employa à ce

travail, il avait été commencé trop tard. Sept jours entiers avaient été perdus, et il fallait l'accident dont nous parlerons plus bas, et la lenteur habituelle du général anglais, pour que le front de l'armée se trouvât couvert le jour de la bataille; encore les ouvrages n'étaient-ils pas achevés. Le 3, l'armée des Pyrénées occupa les positions suivantes. Le général d'Erlon prit la gauche de la ligne; la division Darmagnac, en avant des Minimes sur la route de Montauban; la division Darricau, avait la brigade Fririon en avant du pont Jumeau et la brigade Berlier le long de la Garonne, jusqu'en face de Blagnac. Le général Clausel tenait la droite, ayant ses deux divisions à droite de la route d'Alby, derrière les hauteurs du Calvinet. La cavalerie du général Soult couvrait le front de la ligne, sur les routes d'Alby et de Montauban. A la rive gauche de la Garonne, le général Reille occupait le quartier et le faubourg St.-Cyprien, mais il avait l'ordre de tenir la division Taupin disponible et prête à repasser la rivière, pour renforcer la ligne de bataille. Les conscrit tirés des dépôts, et dont quatre mille seulement avaient pu être armés, formèrent une division de réserve sous les ordres du général Travot et des généraux de brigade Porailly et Vouillemont. Elle devait garder l'enceinte de la ville.

Forcé de renoncer au projet de se placer sur les communications de l'armée des Pyrénées, et de l'obliger à quitter Toulouse sans coup-férir,

le duc de Wellington risquait de se trouver fort embarrassé. Il n'avait d'autre ressource que d'attaquer l'armée française dans la position où elle se trouvait. Le pays montagneux et difficile, qui se rencontre à la droite de la Garonne, entre Toulouse, Alby et Montauban, ne lui permettait pas de manœuvrer de ce côté, ainsi qu'il l'aurait pu faire entre Castelnaudary et Toulouse. Le côté faible de la position de Toulouse était précisément celui qui regardait le Languedoc! le côté le plus fort se présentait en venant par les routes d'Alby et de Montauban. On vint à son secours, en lui faisant donner l'avis qu'on commençait seulement, le 2, à travailler aux retranchemens qui devaient couvrir l'armée, et qu'en hâtant son mouvement il pouvait en prévenir l'achèvement.

Ayant donc fait reconnaître, entre Grenade et Merville, un endroit propre à la construction d'un pont; il y dirigea, le 4 au matin, le maréchal Béresford avec les divisions Cole, Clinton et Picton, et les brigades de Sommerset et de Vivian; le corps espagnol du général Freyre et la brigade Ponsonby suivaient immédiatement cette première colonne. Le duc de Dalmatie prévenu de ce mouvement, que voyaient les postes de la division Darricau, le fit suivre par la cavalerie du général Soult, qui vint occuper Castelnau et St.-Caprais. Le 4, à l'entrée de la nuit, les ennemis commencèrent à jeter un pont sous la protection de plusieurs batteries de gros calibre, à la rive gauche;

ces batteries ne tirèrent pas un coup de canon. Avant minuit le pont fut achevé et le maréchal Beresford passa avec les divisions Picton, Cole et Clinton, et les brigades de Sommerset et Vivian. Le général Soult n'opposa aucune résistance au passage des Anglais et se replia par la rive droite de l'Ers, jusqu'à la hauteur de Lespinasse, en avant de Launaguet; la cavalerie ennemie vint s'établir devant lui. A peine la colonne de Beresford avait-elle achevé de passer que la crue des eaux de la Garonne, qui augmentait progressivement, fit chasser les pontons sur leurs ancres et fit fléchir le pont. Le passage du corps espagnol fut suspendu, et dans la matinée du 5, la violence des eaux ayant rompu les cinquenelles, il fallut replier les pontons.

Cet accident abandonna à lui-même le maréchal Beresford, qui se trouva isolé à la droite du fleuve avec quinze mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux. Le duc de Dalmatie, dès qu'il eut appris que les ennemis jetaient un pont au-dessus de Grenande, avait manifesté l'intention de marcher à eux, et de les attaquer au passage; c'est ce que lui commandaient les règles de la guerre. La fortune venait encore le seconder, en lui livrant une portion considérable de l'armée ennemie; il ne devait donc pas balancer un seul instant. Mais le duc de Dalmatie montra encore ici le même caractère d'irrésolution, que nous lui avons vu pendant toute cette campagne. Toujours er-

rant de projet en projet, en changeant à chaque instant sans motif, ou reculant devant l'exécution. C'est ainsi qu'on vit le corps du maréchal Beresford rester pendant trois jours, sans être inquiété, dans la position la plus critique, tandis que le duc de Dalmatie se contentait de le faire observer par sa cavalerie, et continuait tranquillement à retrancher son armée. C'était, disait-il, afin d'attirer les ennemis dans une position qu'il avait préparée à loisir, et les y combattre avec un avantage certain.

Enfin, le 8 avril, les eaux ayant baissé, le pont fut rétabli, et le corps du général Freyre, avec la brigade Ponsonby, vinrent se joindre au maréchal Beresford. Le même jour, la cavalerie anglaise attaqua la division Soult en avant de Launaguet, et la ramena sur Toulouse. La brigade Vial, vivement serrée, n'eut pas le temps de faire sauter le pont de Croix-Daurade qui resta au pouvoir de l'ennemi; elle perdit une quarantaine d'hommes. La brigade Berton se retira le long de la rive droite de l'Ers, et vint occuper Balma et les villages jusqu'à Lanta. On a reproché au duc de Dalmatie de n'avoir pas fait soutenir sa cavalerie, au moins par une brigade d'infanterie, qui aurait couvert sa retraite, et assuré la destruction du pont de Croix-Daurade. La destruction de ce pont était peu de chose en elle-même, puisque rien n'empêchait l'ennemi de s'avancer entre l'Ers et la Garonne et de s'en passer. Il paraît plutôt que le duc de Dalmatie, décidé à re-

cevoir la bataille sous les murs de Toulouse, n'aurait pas dû laisser sa cavalerie toute entière au-delà d'un défilé. Le 9, la cavalerie anglaise se prolongea à la rive droite de l'Ers. La brigade Berton, rentrée en partie pendant la nuit dans les lignes, n'avait laissé, au-delà de cette petite rivière, que les détachemens chargés de détruire les ponts de Las Bordes et de Montaudran; celui de Périolles l'était déjà. Ces détachemens restèrent, pendant la journée, entre Balma et Florens; ce ne fut que le 10 au jour, qu'ayant été vivement attaqués, ils se replièrent. Le pont de Las Bordes fut détruit, mais la mine de celui de Montaudran, n'ayant pas pris feu, il tomba entre les mains de l'ennemi.

Ainsi, le 9 avril, les deux armées se trouvaient en présence et prêtes à en venir aux mains. D'un côté, plus de soixante mille Anglais, Espagnols et Portugais, menaçaient Toulouse à l'ouest et au nord. De l'autre, environ vingt-deux mille hommes s'apprêtaient à le défendre : car il ne faut pas compter la réserve du général Travot, formant la garnison de Toulouse, et qui ne fut pas engagée (*).

(*) FORCE DES DEUX ARMÉES DEVANT TOULOUSE.

ARMÉE FRANÇAISE

Général Reille.

			INFANT.	CAVAL.
4e Gén. Taupin....	Général	Rey................	3,600	
	—	Racant...............		
5e — Maransin...	—	Barbot...............	3,500	
	—	Rouget...............		
		Total....	7,100	

Avant de passer au récit de la bataille de Toulouse, nous croyons convenable de faire connaître au lecteur les moyens de défense qu'avait employés le duc de Dalmatie, et la répartition qu'il fit de ses

			INFANT.	CAVAL.
		Report......	7,100	
(Gauche.) Général d'Erlon.				
1e — Darricau...	Général Fririon.............. — Berlier..............		3,000	
2e — Darmagnac.	— Leseur.. .... — Menne.............		3,600	
(Droite.) Général Clausel.				
6e — Villatte....	Général Saint-Pol............ — Lamorandière.......		3,500	
8e — Harispe....	— Dauture............. — Baurot..............		3,000	
Soult......	— Berton.............. — Vial................			2,400
		Total......	20,200	2,400
Garnison de Toulouse.				
— Travot.....	Général Porailly............ — Vouillemont.........		4,000	
ARMÉE ANGLO-ESPAGNOLE.				
Colonne du Maréc. Beresford	4e Division Cole............ 6e — Clinton...........		10,000	
	Brigade Sommers et Vivian.			3,000
	Div. lég. Alten............ 3e Division Picton............		10,000	
	Brigade allemande..			1,500
Corps espagnol.	Général Freyre............		18,000	900
Colonne du gén. Hill	Brigade Ponsonby.........			1,500
	2e Division Stewart.......... Portug. Lecor............ Espagn. Murillo...........		15,000	
	Brigade Fane.............			1,500
		Total......	53,000	8,400
Réserve espagnole.	Général Giron...............		18,000	900
		Total général.......	71,000	9,300

troupes. Nous avons vu que le premier point qu'il avait fait retrancher, était le quartier St.-Cyprien à la rive gauche de la Garonne, et qu'il l'avait couvert d'une double enceinte. La première était formée par l'ancienne enceinte du faubourg, à laquelle on avait ajouté les ouvrages suivans : sur la gauche, une redoute bastionnée, armée de six pièces (A) coupant la route de Muret. La barrière du faubourg de la Patte d'Oie, fut fermée par un double *blokhaus* découvert, armé de deux pièces (B). La tour de l'angle des hospices, fut couverte d'une redoute (C) armée de trois pièces. La seconde enceinte était à environ 300 toises et enveloppait le faubourg. Elle était appuyée à gauche par un retranchement saillant qui coupait la route de Muret, et que couvrait un abattis (D). A gauche de la route de Cugnaux, était une redoute armée de deux pièces (E), jointe au retranchement de gauche par une ligne que brisait une flèche. A droite, cette redoute était jointe par une ligne aux maisons de la rue de la Gravette. Ces maisons n'avaient pas été fortifiées, et pour en défendre les approches, on avait construit à cent toises en avant, sur la route de Cugnaux, une redoute en fer à cheval (F) armée de six pièces. La Patte d'Oie (G) avait été entourée d'une redoute octogone, armée de six pièces. De là, une ligne de retranchemens, qui bordait la route d'Auch, conduisait à la maison Rodelose, qui avait été entourée d'une redoute armée de deux pièces (H). De cette

maison, une ligne avait été tirée au fossé qui conduit au moulin Bourassol, qui formait la droite de l'enceinte.

Les retranchemens de la rive droite de la Garonne, formaient une triple enceinte. La première était celle de la ville même. On avait crénelé le couvent des Récollets (I) et barricadé les rues du faubourg St.-Michel. Le Busca avait été joint à la promenade par une ligne brisée, au milieu de laquelle on avait projeté une redoute bastionnée (K). Le restant des vieux remparts à l'est et au nord avait été armé de canons, aux points qui avaient vue sur le canal. La seconde enceinte était formée par le canal de Languedoc. La gauche de cette ligne appuyait à l'embouchure du canal, où l'on avait fortement occupé la maison d'administration. Le pont Jumeau, à la jonction du canal neuf (L), avait été couvert par un fort tambour armé de quatre bouches à feu; derrière le pont on avait élevé un pare-à-dos, pour le défendre des coups de revers de la rive gauche. Le pont d'Arnaud Bernard (M) sur la route de Montauban, avait été également couvert par un tambour et armé de six pièces. Le couvent des Minimes, à cent toises en avant (N), avait été crénelé et mis en état de défense. Le double tambour qui couvrait le pont Matabiau, sur la route d'Alby (O), armé de sept bouches à feu, complétait la ligne de défense du canal, vers le nord. Cependant, pour ménager, en cas de besoin, un

double passage de retraite, à la gauche des troupes qui couronnaient les hauteurs, un pont volant, en planches libres, avait été établi à côté du pont Matabiau. Le pont Guillemery (P) et le pont neuf (Q) avaient été laissés libres, pour la retraite de l'armée, qui avait été marquée par le faubourg St.-Etienne. Cependant les avenues de ce faubourg étaient défendues par deux redoutes : l'une à gauche, à la maison Sacarin (R); l'autre à droite, à la maison Bataille (S). Le dernier pont, sur le canal, à l'extrême droite, qu'on appelle pont de Montaudran où des Demoiselles, avait été également couvert d'une redoute, armée de quatre pièces de canon (T).

L'enceinte la plus avancée, et qui couvrait le champ de bataille, s'étendait sur les hauteurs du Calvinet et de Montaudran, autrement appelé Mont-Rave. On avait négligé d'y comprendre le mamelon qui est au nord de Lapujade, et avec raison, parce que la défense de cette hauteur isolée, séparée du reste par un chemin creux, n'aurait servi qu'à compromettre les troupes qu'on y aurait placées. La gauche de cette ligne était fermée par une espèce d'ouvrage à cornes, qui faisait face au mamelon de Lapujade (U), et auquel le chemin creux de Périoles, qui coupe le penchant du coteau, sert d'avant-fossé. Le côté oriental de la butte du Calvinet était défendu par deux redoutes non achevées (V). A l'occident et autour du signal du Calvinet, une redoute bas-

tionnée, fermée à la gorge (W), battait à revers les avenues du pont Matabiau et la route d'Alby. Au midi de cette dernière, et au pied de la butte supérieure était une autre redoute (X), construite dans le même but. Ces différens ouvrages formaient ce que l'on appelait les redoutes du Calvinet. Un peu plus loin au midi, entre la butte du Calvinet et le chemin de Lavour ou de Balma, étaient les redoutes du centre. La première, appelée des Augustins (Y), entourait la maison Pomarède : la seconde entourait la ferme de la Colombette (Z). Enfin la droite de la ligne était fermée par une redoute encore imparfaite, établie à l'extrémité nord du mamelon de Cypière (AA), et qui n'était pas armée.

Le 9 au soir, l'armée anglaise se trouvant en présence, le duc de Dalmatie acheva ses dispositions pour recevoir la bataille, qui était inévitable le lendemain. Le général Reille fut chargé de la défense du faubourg St.-Cyprien, avec la seule division Maransin, qui fut répartie aux différens points de l'enceinte extérieure (1). De l'autre côté de la Garonne, le général d'Erlon étendit ses divisions entre l'embouchure du canal et la butte du Calvinet. La brigade Berlier, de la division Darricau, occupa la rive gauche du canal, depuis son embouchure jusque vis-à-vis Lacroix (2); elle était chargée de la défense du pont Jumeau. La brigade Fririon, de la même division, défendait les ponts d'Arnaud-Bernard et Matabiau (3). Le

couvent des Minimes (N) était défendu par le 31e léger, sous les ordres du major Bourbaki (*). La division Darmagnac était déployée à l'ouest de la butte du Calvinet, obliquement à la route d'Alby, la brigade Leseur (4) à droite, et la brigade Menne à gauche. Le général Clausel prit la droite de la ligne sur le Mont-Rave. La brigade St.-Pol, de la division Villatte (6), occupait les redoutes du Calvinet; la brigade la Morandière, de la même division, était en seconde ligne (7), ayant un bataillon en observation sur le mamelon de la Pujade. La brigade de cavalerie du général Vial était à droite de la division Vilatte (8), sur le plateau du Pigeonnier. La brigade Baurot, de la division Harispe (9), occupait les redoutes du centre; la brigade Dauture, de la même division (10), s'appuyait à celle de Cypière. La brigade de cavalerie du général Berton formait l'extrême droite, en potence le long du chemin de Caraman (11), observant les bords de l'Ers. La division Taupin était en réserve, en colonne par division, en avant de la maison Sacarin (12), à gauche de la route de Lavaur. Le général Travot, ayant garni les remparts de Toulouse et placé des troupes au pont des Demoiselles (T), établit le reste de sa réserve au Busca (13).

(*) De la brigade Leseur, division Darmagnac.

CHAPITRE XIII.

Bataille de Toulouse, le 10 avril.—Retraite de l'armée des Pyrénées. — Réflexions sur la bataille de Toulouse. —Sortie de la garnison de Bayonne, le 14 avril. —Mouvemens autour de Bordeaux. — Armistice pour les armées des Pyrénées et d'Arragon. — Siéges des places.

Le 10 au matin, le duc de Wellington mit son armée en mouvement à la pointe du jour. Le plan d'attaque qu'il avait arrêté était le suivant. A la gauche de la Garonne, le général Hill, avec les divisions Stewart, Lecor et Murillo, et la brigade Fane, devait attaquer le faubourg St.-Cyprien, et chercher à enlever l'enceinte avancée. A la droite, la division Picton devait attaquer l'embouchure du canal et le pont Jumeau. La division Altén, soutenue par la brigade de cavalerie allemande, devait enlever le couvent des Minimes et menacer le pont Armand-Bernard. Le général Freyre, appuyé par l'artillerie por-

tugaise et la brigade de cavalerie de Ponsonby, devait déboucher par Croix-Daurade, et attaquer de front les retranchemens du Calvinet. Le maréchal Beresford, avec les divisions Cole et Clinton et la brigade de Sommerset, débouchant également de Croix-Daurade, devait longer la rive gauche de l'Ers, pour tourner la droite de la ligne française. La brigade Vivian, qui était en partie à Balma, et en partie au pont de Montaudran, sur l'Ers, qu'elle occupait, devait rester en observation dans cette partie, jusqu'à ce qu'elle se trouvât à portée d'appuyer le maréchal Beresford. Les rapports du duc de Wellington ne font mention d'aucune réserve; mais l'énumération du corps de son armée, que nous avons donnée (tome I, page 238) indique qu'il avait encore la réserve d'Andalousie du général Giron, qui était, à ce qu'il paraît, plus en arrière sur la rive droite de la Garonne.

Vers six heures du matin, le duc de Wellington donna le signal de l'attaque. La division Picton, s'étant formée dans la plaine sur le chemin de Latour (14), ramena nos avant-postes à la gauche du canal et vint se déployer en face de la brigade Berlier, depuis l'embouchure du canal, jusque vers l'écluse de Biornaise (15). Environ vers sept heures, le général Picton ayant ployé une de ses brigades en deux colonnes d'attaque, la fit déboucher sur la tête du pont, que défendaient un bataillon du 36e et un du 69e. Les Anglais arri-

vèrent au pas de course et avec beaucoup d'audace, jusqu'au pied des palissades, où ils se trouvaient à l'abri de notre feu, tandis que nos troupes étaient incommodées par celui des tirailleurs, qui garnissaient les arbres du canal. Alors le général Berlier résolut de faire employer à ses troupes la seule arme dont on put se promettre du succès; ce fut de se servir des pierres, qui avaient été préparées à cet effet, pour lapider les Anglais aux pieds des palissades. Ce moyen eut le succès qu'on pouvait en attendre; l'ennemi écrasé par une pluie de pierres, qui lui blessa ou tua bien du monde, fut obligé de reculer, et la mitraille de notre artillerie, qui le reprit alors, le força à chercher un asile dans le petit bois de Gragnagues. Trois attaques pareilles et successives n'eurent d'autre effet, que de faire perdre plus de trois cents hommes au général Picton. A peu près en même temps, la division Alten et la brigade de cavalerie allemande (16) se déployaient dans la plaine, à droite de la route de Montauban. La brigade de droite s'engagea bientôt avec le 31e léger, qui défendait le couvent des Minimes et les maisons vis-à-vis. Le général Freyre arrivait aussi en face des retranchemens du Calvinet. Le bataillon de la brigade la Morandière, qui était en avant de la Pujade, s'étant replié à l'approche de l'ennemi, le corps espagnol se déploya sur la butte (17) sur deux lignes, avec une réserve. L'artillerie portugaise couvrait son front; la brigade Ponsonby était en

réserve (18). Vers sept heures du matin, la canonnade s'engagea, mais le relief de nos retranchemens fit souffrir de grands dommages à l'ennemi, et maltraita ses batteries. Pendant ce temps, le maréchal Beresford, qui avait débouché à la suite des Espagnols, s'était dirigé vers Montblanc. Ayant à parcourir, après ce hameau, un terrain marécageux et difficile, il y laissa son artillerie et continua sa marche le long de l'Ers, sur trois colonnes, suivi par sa cavalerie (19). La brigade Vivian était toujours à Balma et au pont de Montaudran (20) à attendre la suite des événemens. Lorsque le général Freyre vit le maréchal Beresford à sa hauteur, il mit son corps en colonnes d'attaque, et le porta en avant. La cavalerie du général Ponsonby le remplaça sur le mamelon. Dès que le corps espagnol eut dépassé la Borde de Pujade, l'aile gauche se dirigea par un demi à gauche vers la redoute nord du Calvinet; l'aile droite continua à marcher vers le pont de Matabiau. La disposition du terrain, qui va en s'élevant d'une manière uniforme, de la Borde de Pujade jusqu'aux redoutes, n'avait pas permis aux Espagnols d'appercevoir le chemin creux qui coupait le milieu du coteau. Lorsque leur aile gauche fut arrivée contre ce chemin (21), l'obstacle se présenta à leurs yeux tout-à-coup et les arrêta court. L'aile droite s'avança presque près du pont de Matabiau (22); là le feu des batteries, qui y étaient établies y causa du flottement et une indécision

qu'augmenta encore la situation périlleuse de leur gauche. Le général Darricau en profita pour la faire attaquer par un bataillon (23). Le général Darmagnac, dont la division, cachée par quelques pépinières et par un pli de terrain, n'avait pas été vue par les Espagnols, les fit attaquer en flanc par la brigade Leseur (4) (*). Le désordre se mit dans cette colonne, qui se dispersa dans la plaine et dont une partie fut se jeter sous le feu du couvent des Minimes. La colonne de gauche, ne pouvant faire un pas en avant, et écrasée par la mitraille de nos redoutes, fut également mise en déroute par une attaque de flanc de quelques bataillons de la division Vilatte. Le général Freyre se replia sur la hauteur de la Pujade, où il s'occupa à rallier ses bataillons dispersés. Cette tentative malheureuse coûta aux Espagnols plus de quinze cents hommes : les généraux Mendizabal et Espeletta furent blessés. Le général Darmagnac, de son côté, ne put pas dépasser dans sa poursuite le coude de la route d'Alby, parce que le général Alten, voyant la déroute des Espagnols, se hâta de le menacer en flanc, en portant vers la route d'Alby, une de ses brigades et sa cavalerie (24).

Pendant que ces événemens se passaient à la droite de la Garonne, le général Hill avait dé-

(*) Le 31e léger étant aux Minimes, il ne restait au général Leseur qu'un bataillon du 51e et un du 75e.



ployé ses trois divisions devant le faubourg St.-Cyprien (25). Voulant aider par une diversion l'attaque du général Picton, il dirigea de suite quelques bataillons de la division Stewart vers le moulin de Bourassol, qui était en même temps le point faible de la ligne. Le général Reille, qui n'avait plus que trois mille hommes pour défendre cette double enceinte, n'avait que peu de forces à opposer sur chaque point. Le moulin Bourrassol était défendu par un bataillon de trois cents hommes du 40e, qui, ne pouvant résister aux forces qui le menaçaient, l'évacua après y avoir mis le feu. L'ennemi s'y établit, et y plaça des batteries pour prendre à revers le pont Jumeau (26). Peu après une colonne de la même division (Stewart) se détacha de Bourassol et se dirigea de revers sur la redoute de Rodelese (H). Cette redoute fut également évacuée, et le général Reille, voyant sa ligne de défense prise en flanc, fit évacuer aussi la Patte-d'Oye et les autres ouvrages de l'enceinte avancée, et fit rentrer, vers dix heures du matin, la division Maransin dans la première enceinte.

Cependant le duc de Wellington n'était pas sans inquiétude, sur les suites des revers qu'avaient éprouvés les Espagnols. Dans un conseil de guerre tenu à la hâte au village de Launaguet, il fut agité, si l'on ne se retirerait pas. Mais le maréchal Beresford était trop engagé pour le rappeler, ou même pour changer de dispositions, et il fut

décidé qu'on continuerait dans le même ordre, en redoublant d'efforts. La déroute des Espagnols avait arrrêté également le maréchal Beresford, mais de nouveaux ordres lui firent poursuivre son mouvement. Peu après qu'il eût dépassé Périoles, sa colonne de droite s'approcha des redoutes du centre; un combat très-vif s'alluma à la Joncasse avec les tirailleurs de la brigade Baurot. Le duc de Dalmatie, croyant que cette brigade allait être attaquée, fit avancer à son appui trois bataillons de la division Taupin; mais le maréchal Beresford passa outre. Ses colonnes prises en flanc par toutes nos batteries, harcelées par le feu de nos tirailleurs, et obligées de marcher presque par files, au travers des prairies marécageuses et coupées de canaux d'irrigation, s'avançaient lentement et avec de grandes pertes. Le duc de Dalmatie, sous les yeux de qui ce mouvement se faisait, jugea que le but de l'ennemi était de gagner les hauteurs de Montaudran. Hors d'inquiétude pour le centre de sa ligne, où la première tentative de l'ennemi avait aussi complètement échoué, il ordonna vers midi, au général Reille, de lui envoyer la brigade Rouget, et il tint la division Taupin prête à entrer en ligne. La brigade Rouget, n'ayant pas reçu l'indication précise du lieu où elle devait se porter, erra long-temps en ville et ne put entrer en ligne que très-tard. On vit encore ici l'effet des hésitations et du caractère d'incertitude du duc de Dalmatie. Le mouvement de l'ennemi était pro-

noncé, et il se trouvait en colonne de marche et embarrassé dans un terrain difficile. C'était le moment de faire avancer la division Taupin, par le chemin de Lescar; de se jeter dans la lacune qui s'était formée dans la ligne ennemie, et d'attaquer les colonnes du maréchal Béresford en queue et en flanc, pour les couper du restant de leur armée. Attendre qu'elles se soient réunies et formées, était la plus grande faute qu'on pût commettre. Néanmoins ce fut ce qui arriva. Le maréchal Beresford, arrivé à la hauteur de la redoute de Cypière, y arrêta la tête de sa colonne et y réunit ses troupes. La division Cole se déploya entre le ruisseau et le chemin de Caraman (27), la division Clinton un peu en arrière en face de la redoute (28), la brigade Sommerset vis-à-vis des redoutes du centre; la brigade Berton se retira en arrière du plateau (30).

Dès que ses troupes furent formées, le maréchal Beresford fit avancer la division Cole, en colonnes d'attaque contre la redoute de Cypière (AA), que défendait le général Dauture avec les deux bataillons du 9ᵉ léger. Le duc de Dalmatie fit alors avancer la division Taupin en colonne, le 12ᵉ léger en tête. Cette division était réduite à deux mille cinq cents hommes, par l'absence de trois bataillons, détachés avec toute son artillerie au soutien de la division Harispe. C'était trop peu pour arrêter de front les colonnes ennemies, auxquelles l'irrésolution du général en chef Français avait

donné le temps de se réunir et de se former. Le mouvement de la division Taupin, aussi mauvais alors qu'il aurait été utile et même décisif une heure plutôt, ne pouvait point avoir de succès, et une seconde faute impardonnable, le rendit désastreux. La division Taupin s'avança au pas accéléré sur la route de Caraman. Elle était déjà arrivée à petite distance de l'ennemi (31), lorsqu'un officier d'état-major du duc de Dalmatie apporta au général l'ordre d'appuyer à gauche de la route, afin de laisser passer le 13e de chasseurs (de la brigade Berton) qui devait charger. Cette fausse manœuvre, exécutée sous le feu de l'ennemi et à aussi peu de distance, causa un flottement inévitable. Le général Cole en profita pour prendre l'initiative de l'attaque. Le 12e léger qui était en tête de colonne fut culbuté et mit le désordre dans la division, et la cavalerie se retira. Le général Taupin, cherchant à rallier ses troupes au pied de la redoute, fut blessé à mort; alors le général Dauture, se voyant abandonné avec une poignée d'hommes, devant deux divisions ennemies, évacua la redoute de Cypière. Les Anglais poussèrent devant eux la division Taupin, vers le faubourg de St.-Étienne, et le duc de Dalmatie se vit forcé d'appeler en hâte la division Darmagnac, pendant que la brigade Rouget errait encore dans les rues de Toulouse. Le général Darmagnac, qui voyait que le général Freyre, ayant reformé ses troupes sur le mamelon de Lapujade, se préparait

à une nouvelle attaque, sentit la nécessité de laisser dans sa position l'adjudant-général Leseur, avec les deux bataillons du 51e et du 75e. Il prit avec lui la brigade Menne, composée des six bataillons des 118e et 120e et se porta rapidement, à travers champs, vers la maison Sacarin. Les tirailleurs ennemis approchaient déjà de l'embranchement du chemin de Caraman et de Lescar; la division Cole les suivait (32). Quarante grenadiers du 120e, qui étaient en tête de colonne, se jetèrent au pas de course au devant de l'ennemi et l'arrêtèrent; le 47e, qui soutenait la retraite de la division Taupin, se rallia; le duc de Dalmatie s'avança à la tête du 55e, qui était resté en réserve; la brigade Menne arriva et entra en ligne (33). L'ennemi attaqué par ces troupes fut ramené jusque sur le plateau.

Le maréchal Beresford y rallia les division Cole et Clinton, et les y arrêta quelque temps, pour attendre son artillerie. La brigade Vivian avait débouché en même temps du pont de Montaudran, et s'était avancée jusque près du pont des Demoiselles (34). Mais, vivement maltraitée par l'artillerie de la redoute et par le feu des tirailleurs, elle s'était retirée au pied des hauteurs, sur la route de Montaudran (35). Pendant que ces événemens se passaient à notre droite, le général Freyre avait tenté une seconde attaque sur les retranchemens du Calvinet. Les Espagnols, encore arrêtés au bord du chemin creux de Perioles, fu-

rent une seconde fois mis en déroute et forcés de se retirer avec une grande perte. Au couvent des Minimes, l'ennemi (36) parvint, après de grands efforts, à s'emparer des maisons qui sont en face, sur le chemin de Launaguiet; mais il ne put parvenir à en déboucher, et le combat se soutint pendant toute la journée sur ce point, et au pont qui est en arrière, sans que le général Alten fit une tentative sérieuse. Le combat se soutenait également avec vigueur et de pied ferme au pont Jumeau. A la gauche de la Garonne, toute l'enceinte extérieure ayant été évacuée par nos troupes, le général Hill fit avancer les siennes contre l'enceinte intérieure (37). Ne pouvant pas, à cause du feu de flanc de nos pièces, placées à la rive droite, former ses colonnes d'attaque sur la route d'Auch, il essaya d'emporter la porte de Muret. Les Anglo-Espagnols y employèrent jusqu'au soir les plus grands efforts, sans aucun succès.

Le maréchal Beresford, ayant reçu son artillerie, s'ébranla après une courte canonnade, vers trois heures après midi, pour attaquer les redoutes du centre. La division Cole et la brigade Sommerset (38), suivirent la crête du plateau : la division Clinton (39) se dirigea par le revers. La brigade Vivian resta dans sa position (35), d'où le feu de la division Taupin l'empêchait d'avancer. La brigade Dauture s'était repliée derrière le chemin de Lescar; elle s'y défendit pendant quelque temps avec succès, jusqu'à ce que, se voyant dé-

bordée par la division Clinton, elle se replia derrière les retranchemens de la Colombette (YZ). Pendant ce temps, la brigade écossaise de Pack, de la division Clinton, attaquait, par le revers du coteau (39), la redoute des Augustins, et le retranchement défendu par les trois bataillons des 115e, 116e et 117e (*). Deux faibles compagnies du 115e, commandées par les capitaines Lassé et Pomard, postées en avant du retranchement, firent sur la colonne ennemie un feu si bien nourri, qu'ils l'arrêtèrent pendant quelque temps. Mais la division Cole avançant toujours, le duc de Dalmatie fit retirer l'artillerie de la redoute des Augustins et la fit évacuer. Les Écossais s'en emparèrent, mais ils en furent bientôt rechassés à la bayonnette, par les compagnies Lassé et Pomard. Une nouvelle attaque de la brigade Pack, força cependant cette poignée de braves à quitter de nouveau la redoute. Dans ce moment, arrivèrent trois bataillons de la réserve (10e, 34e et 81e). Les généraux Harispe et Baurot se mirent à leur tête, et secondés encore par les deux compagnies du 115e, reprirent une seconde fois la tour des Augustins. Le combat s'y ralluma avec fureur, et la brigade Pack fut presque écrasée : les deux généraux français et le général anglais furent blessés. Enfin il fallut céder au nombre, et les deux redoutes des Augustins et de la Colombette furent évacuées.

(*) Brigade Baurot.

Alors le duc de Dalmatie fit prendre à la division Harispe une position transversale; la brigade Danture, croisant le plateau au pigeonnier de Carivenc (40), et la brigade Baurot, s'appuyant vers la maison Sacarin (41), à la brigade Menne et à la division Taupin. La brigade Rouget, qui venait de passer le pont Neuf, forma la droite de cette nouvelle ligne, qui s'étendait vers le pont des Demoiselles (42). Pendant que le maréchal Beresford emportait les redoutes du centre, le général Freyre faisait une troisième tentative sur celles du Calvinet. Ayant tourné le chemin creux de Périoles, les Espagnols, le régiment de Cantabria en tête, arrivèrent jusqu'au pied des retranchemens (U); là, ils furent accueillis par un feu si terrible, qu'ils furent de nouveau rompus et mis en désordre : le régiment de Cantabria, surtout, souffrit beaucoup. A peu près en même temps, c'est-à-dire vers cinq heures du soir, le général Picton voyant le succès du maréchal Beresford, hasarda une seconde attaque de vive force sur le pont Jumeau (L). Elle n'eût pas un meilleur succès que la première, et les Anglais, ayant perdu beaucoup de monde, furent encore une fois obligés de se retirer derrière Gragnagues; le général Brisbane fut blessé, du côté des Anglais, et du nôtre, le général Berlier.

Cependant le combat continuait toujours au Calvinet où nos troupes tenaient encore les redoutes, quoique le duc de Dalmatie en eût fait retirer l'artillerie; la division Villatte s'y défendit

long-temps contre la division Clinton et contre les Espagnols qui arrivèrent également par le côté de l'Ers (43). La brigade Lamorandière fit des prodiges de valeur, à la défense des retranchemens de l'ouest (V); elle perdit son général. Enfin, vers sept heures du soir, ces retranchemens étant enlevés, les troupes de notre aile gauche se replièrent vers le pont de Matabiau. L'artillerie avait toute passé par le pont Guillemery. Le bataillon du 45e qui défendait la redoute de l'ouest (W), tint le dernier et ne rentra que sur les ordres réitérés du maréchal, et la menace de l'abandonner. L'ennemi, épuisé de ses derniers efforts, s'arrêta sur les hauteurs; ses tirailleurs tentèrent de s'avancer vers le canal, mais le feu de nos batteries les obligea à se retirer. Dans la nuit, l'armée des Pyrénées repassa le canal, le long duquel restèrent les avant-postes.

Le 11, tandis que d'un côté le duc de Dalmatie faisait en apparence tous les préparatifs d'une défense extrême, le duc de Wellington asseyait sa position sur les hauteurs. La journée du 10 lui avait coûté trop cher pour qu'il voulût tenter une seconde bataille, que l'armée française était encore en position de recevoir. Voulant cependant se rendre maître de la ville de Toulouse, il fit préparer, pendant la journée, les matériaux incendiaires pour ses batteries à la congrève, afin de la brûler: il eut soin de faire annoncer ce dessein par ses sentinelles avancées, et d'en faire par-

venir l'avis en ville, afin d'exciter les habitans à un soulèvement. Cependant, les magasins et les hôpitaux ayant été évacués pendant la journée du 11, l'armée des Pyrénées se mit en retraite dans la nuit suivante, sans être inquiétée. Le duc de Dalmatie crut devoir, en partant, témoigner aux habitans et à la garde nationale, la satisfaction qu'il ressentait de leur conduite patriotique, surtout pendant les journées du 10 et du 11; les uns et les autres méritaient ces éloges, et avaient des droit à la reconnaissance de la patrie. Les premiers, par les soins empressés et touchans qu'ils donnèrent aux blessés, que beaucoup d'entre eux allaient chercher jusque sur le champ de bataille; la garde nationale, par ses soins à maintenir l'ordre. Elle était peu nombreuse, et quelques menées intérieures empêchèrent le duc de Dalmatie de la doubler, mais ses deux cohortes servirent avec éloge. Le 12, l'armée des Pyrénées prit position à Villefranche sans avoir eu d'autre engagement, que la surprise d'une vingtaine de chasseurs au pont de Mongiscard, sur le canal de Languedoc. Le 13, l'officier envoyé par le gouvernement provisoire, dès le 7, pour porter au duc de Dalmatie la nouvelle des événemens de Paris, arriva, au quartier-général de Naurouze, avec un aide de camp de Wellington. Le duc de Dalmatie convoqua les généraux de son armée, pour leur communiquer les dépêches du prince de Bénévent et celle de Wellington. Tous furent

d'avis que cette communication n'avait rien d'officiel, et que la seule chose qu'on pût faire était de proposer un armistice, en attendant qu'il vînt des ordres légaux. En effet, tout ce qui s'était passé à Paris ne pouvait encore être regardé que comme une révolte partielle, créée sous l'influence et à l'instigation des coalisés. L'orgueil de Wellington fut blessé de ce qu'on ne se soumettait pas à son avis ; il refusa la suspension d'armes, et l'armée des Pyrénées s'apprêta à se défendre.

La bataille de Toulouse nous coûta environ trois mille deux cents hommes, dont plus de deux mille trois cents blessés et cinq cents prisonniers. L'ennemi eut plus de dix mille hommes hors du combat (*). Le 12, il trouva dans Toulouse environ quinze cents malades ou blessés intransportables, parmi lesquels les généraux Harispe et Baurot.

La bataille de Toulouse, dout le duc de Dalmatie et le duc de Wellington réclament tous deux l'honneur, a été sans contredit perdue par le pre-

(*) On a porté la perte des coalisés à quatre mille quatre cent cinquante huit hommes, selon le rapport officiel anglais. Mais nous, qui savons comment le duc de Wellington modifie ses états de perte et qui avons pu avoir des données plus exactes, nous portons sa perte à dix mille hommes au moins. Il est ridicule de voir dans cet état, que les Anglais ont plus *perdu* que leurs alliés et que les attaques de la Pujade et de la porte de Muret, n'aient coûté que dix-sept cents hommes aux Espagnols.

mier. Mais elle fut achetée si chèrement, que le général anglais se trouva hors d'état d'en suivre les avantages, et que sa position aurait pu devenir assez critique, si le duc de Dalmatie avait su profiter de l'avantage qu'il avait encore. Le lecteur militaire apercevra facilement, dans le récit que nous en avons fait, une série de fautes de part et d'autre, dont nous relèverons les principales. La première, sans contredit, est celle que nous avons déjà relevée, de n'avoir pas attaqué le maréchal Beresford pendant trois jours, où il se trouva à la rive droite de la Garonne. La seconde faute fut dans son ordre de bataille même. Le point le plus fort de sa position étaient les hauteurs du Calvinet, qui en formaient le centre. Il ne l'ignorait pas, et en prolongeant ses retranchemens vers le mamelon de Cypière, il avait admis la possibilité que l'ennemi, ne pouvant le forcer de front, chercherait à gagner son extrême droite.

D'un autre côté, dès le 8, il ne pouvait plus douter que l'attaque principale de l'ennemi ne fût dirigée à la droite de la Garonne. Il ne pouvait dès-lors plus laisser beaucoup de troupes à St.-Cyprien, et il aurait fallu, dès le 9 au soir, abandonner l'enceinte extérieure de ce côté, et rendre par là disponible, dès le 10, de grand matin, la brigade qu'il fut obligé de rappeler plus tard. En admettant que l'ennemi chercherait à pénétrer par le vallon de l'Ers, il fallait se mettre en mesure de profiter de la position désavantageuse où ce mouvement le mettait. Obligé

de défiler avec peine, sous le feu de flanc des retranchemens du Calvinet et de la Colombette, et dans un terrain marécageux et embarrassé de rigoles, qui coupaient ses colonnes, une attaque vigoureuse devait mettre le corps de Beresford dans une déroute complète. Pour faire cette attaque à temps, il fallait avoir des troupes sous la main ; ce n'était donc pas à la tête du faubourg St.-Etienne, mais sur le plateau même à droite de la redoute des Augustins et sur la route de Lavaur qu'il convenait de placer la division Taupin. La réserve du général Travot et la brigade rappelée de St.-Cyprien, suffisaient pour garder le faubourg St.-Étienne et le pont des Demoiselles, et pour assurer la retraite. Alors la division Taupin pouvait attaquer la colonne du maréchal Beresford, dès qu'elle se serait trouvée en travers des redoutes du centre, et par conséquent engagée dans le marais, et hors d'état de se défendre efficacement.

On aurait été assuré d'un succès complet, au lieu des désastres qu'amenèrent une attaque trop tardive, et l'idée inouie de faire faire à une colonne d'attaque un mouvement transversal, au travers d'un chemin encaissé, et presque sous les baïonnettes de l'ennemi. On ne sait aussi trop pourquoi le duc de Dalmatie avait placé la brigade Vial sur le plateau du Pigeonnier, où elle ne fit, et ne pouvait rien faire. N'aurait-il pas mieux valu la placer en bas, en seconde ligne de la division Darmagnac ? Le mouvement de la bri-

gade Leseur, appuyé par mille ou douze cents chevaux, aurait été bien plus décisif. Les observations que nous venons de mettre sous les yeux du lecteur suffisent pour démontrer que le duc de Wellington fit une faute capitale, en enfournant les divisions du maréchal Beresford dans le vallon de l'Ers, où elles ne pouvaient éviter un désastre que par une faute également capitale. Le duc a déployé dans cette occasion, et dans bien d'autres, les qualités qui plaisaient si éminemment au cardinal de Richelieu, celles d'un général heureux. On doit encore se demander pourquoi le duc de Dalmatie négligea, le 11, de profiter de l'occasion favorable qui s'offrait à lui de prendre sa revanche. Le corps de Hill était isolé à la gauche de la Garonne, et ne communiquait avec Wellington, que par le pont de Bauzelle, assez éloigné.

Le duc de Dalmatie, dès qu'il vit, le 11 de grand matin, que l'ennemi ne faisait aucune disposition pour l'attaquer, pouvait laisser la défense de Toulouse, et du canal aux deux divisions du général d'Erlon, et à celle du général Travot. S'il se fut porté par une attaque rapide, avec quatre divisions et sa cavalerie sur le corps de Hill, que serait devenu ce dernier? Il pouvait le battre complètement, et revenir encore sur la rive droite assez tôt pour faire tête à une attaque, assez improbable cependant, de Wellington; rien ne l'empêchait après cela de quitter Toulouse, s'il était nécessaire.

Pendant que l'armée des Pyrénées se retirait sur Villefranche, il se passait à Bayonne un fait d'armes qui mérite d'être rapporté. Nous avons vu que, dès le 25 février, les Anglais avaient complété l'investissement de cette place. Ils la resserrèrent le 27, en s'emparant du plateau de St.-Etienne, à la suite d'un combat, qui nous coûta plus de deux cents hommes et où ils en perdirent plus de six cents, s'étant trop aventurés sous le feu de la citadelle; le général Thouvenot, gouverneur de Bayonne, fut blessé. Depuis cette époque, la place se trouva soumise à un blocus très-étroit. Dès les premiers jours d'avril, le général Thouvenot, voulant connaître la force du corps qui le bloquait, se prépara à une sortie. Elle fut fixée pour le 14 au matin, mais la désertion d'un homme, la fit avancer de quelques heures. Vers minuit, la division Abbé sortit en trois colonnes; celle de droite, commandée par le général Berge, se dirigea vers St.-Etienne; celle de gauche, commandée par le général Maucomble, vers Montaigu, en descendant l'Adour. St.-Etienne était gardé par les piquets de la brigade Hay; ceux de la 2e brigade des gardes étaient au centre, et ceux de la 1re brigade vers le bas Adour. Le village et l'église de St.-Étienne furent enlevés, et le général Hay, tué presqu'au commencement de l'action. Le général Hope, accouru aux premiers coups de fusils, tomba dans la colonne de gauche, où il fut blessé et fait prisonnier. Les retranchemens de

l'ennemi furent rasés, et les maisons qu'il avait crénelées, incendiées. Le combat se soutenait encore vers deux heures du matin, et nos troupes poussaient les piquets ennemis devant elles, lorsque la brigade Hinüber de la légion allemande, et les deux des gardes vinrent prendre part à l'action. Malgré ce renfort, le combat dura encore jusqu'au jour; alors le signal de la retraite fut donné, et la sortie rentra. La perte de l'ennemi s'éleva à environ quinze cents hommes, dont deux cent quarante prisonniers. Outre le général Hay tué, et le général Hope pris, le général Stapford fut blessé à la tête de sa brigade des gardes. Notre perte s'éleva à neuf cent dix hommes, dont, par une singularité remarquable, huit cent quatre-vingt-dix blessés.

Enfin, le 16 avril, le duc de Dalmatie, ayant reçu du major-général un ordre daté de Fontainebleau du 9, et qui lui enjoignait de cesser les hostilités, il envoya son chef d'état-major, le général Gazan, pour proposer de nouveau un armistice au duc de Wellington. Cette fois, il fut accepté et signé le 18, tant pour l'armée des Pyrénées que pour celle d'Arragon. Le duc d'Albuféra, qui commandait cette armée, ayant appris du duc de Dalmatie, que l'armée anglo-espagnole avait passé la Garonne, et se préparait à attaquer Toulouse, se hâta de repasser les Pyrénées. La non exécution du traité de Valençay, l'ayant empêché de retirer les garnisons, qu'il avait en Es-

pagne; ayant même été obligé d'en laisser à Figuières et à Perpignan, son armée se trouvait réduite à moins de quatorze mille combattans.

Le général Dalhousie, que le duc de Wellington avait laissé à Bordeaux avec sa division, s'était occupé du projet d'ouvrir la navigation de la Gironde, interceptée par le fort de Blaye et par la flotille, qui y était stationnée sous la protection d'un vaisseau de guerre. La libre communication avec la mer, devait non-seulement être le principal objet de la sollicitude des généraux d'un peuple marchand, mais elle lui était nécessaire pour faciliter sa retraite. Le général Decaen organisait à Périgueux un corps, qui devait être porté à dix mille hommes, par la réunion des troupes de Catalogne, que Napoléon avait ordonné de retirer du corps du Rhône, et de celles qu'avait envoyées en dernier lieu le duc d'Albuféra à la même destination. Il était plus que probable que ce corps forcerait le général Dalhousie à quitter Bordeaux. L'amiral Penrose entra dans la Gironde et essaya de forcer le passage, mais la flotille, et le fort de Blaye l'arrêtèrent. Alors, le général Dalhousie passa la Garonne, et ayant repoussé les postes français qui étaient devant Bordeaux, il passa encore la Dordogne. Le général Lhuillier et le général Desbarreaux avaient réuni quelques troupes à Étauliers; après un léger combat, le général Lhuillier, ayant perdu une centaine d'hommes, fut obligé de se retirer. Le général Dalhousie investit

alors le fort de Blaye ; mais bientôt, ayant appris que le général Decaen se préparait à marcher contre lui, il se replia à Bordeaux. Dans cette expédition, M. de la Roche-Jacquelin avait servi d'aide-de-camp au général anglais, Le 11 avril, le général Decaen ayant appris les événemens de Paris, conclut avec le général Dalhousie une suspension d'armes.

Il ne nous reste plus, pour terminer l'histoire de la campagne de 1814, qu'à instruire le lecteur du sort des places fortes, occupées par les troupes françaises, tant dans les limites naturelles de l'empire français, que hors de ces limites. Nous avons vu qu'à la fin de 1813, la France possédait encore à la rive droite du Rhin, Glogau, Magdebourg, Wittemberg, Hambourg, Custrin, les citadelles de Würzbourg et d'Erfurt, et Wesel, qui fut occupé par une division du 11e corps.

Glogau, dont le blocus avait recommencé après la rupture de l'armistice, le 17 août 1813, avait une garnison d'environ cinq mille hommes, sous les ordres du général Laplane. Le corps de blocus consistait en treize bataillons et quatre escadrons prussiens, trente-un bataillons russes et quelques régimens de cosaque. Les 2, 8 et 10 septembre, la garnison fit des sorties assez fortes pour se procurer des vivres; ce furent les seules. Le manque de subsistances força, dans les mois d'octobre et de novembre, le gouverneur à faire sortir de la place environ deux mille cinq cents ha-

bitans. Le blocus continua toujours, sans aucune tentative de la part de l'ennemi. Au mois de décembre, les Prussiens jetèrent dans la place par le moyen des fusées, un grand nombre de leurs bulletins. Ce moyen raviva l'esprit de désertion chez les Allemands, et l'insurrection qui se manifesta et qui menaçait de livrer la place à l'ennemi, obligea le général Laplane, le 24 janvier 1814, à désarmer et renvoyer les Allemands, les Croates et les Espagnols, au nombre de mille trois cents hommes. L'ennemi parut vouloir profiter de cet affaiblissement, pour essayer le 11 février d'emporter la tête de l'Oder; n'ayant pas réussi il continua le blocus. Enfin, le général Laplane se vit forcé, par le manque de vivres, de capituler le 10 avril; la garnison rentra en France au nombre de près de trois mille hommes.

Custrin, gardé par trois mille hommes sous les ordres du général Fournier d'Albe, fut simplement bloquée par le général prussien Hinrichs, avec huit bataillons et deux escadrons. Le 30 mars 1814, le défaut de vivres obligea également cette place à capituler, la garnison fut prisonnière de guerre.

Wittenberg, gardé par environ quinze cents hommes, sous les ordres du général Lapoype, fut investi après la bataille de Leipzig, par la division prussienne de Dobschütz, forte de dix-huit bataillons et huit escadrons. Le 28 décembre, après la prise de Torgau, le général Tauenzien amena

encore devant Wittenberg ; onze bataillons et huit escadrons; dans la nuit suivante, la tranchée fut ouverte et la première parallèle achevée. Le 8 janvier 1814, le couronnement du chemin couvert fut achevé, et les batteries de brêche commencées. Elles ouvrirent leur feu le 11, et la brêche fut praticable le 12. Le général Lapoype fut sommé, et, sur son refus, le général Taeunzien ordonna l'assaut pour la nuit suivante. Le général Dobschütz en fut chargé, avec quinze bataillons, que devaient appuyer deux régimens de cavalerie. L'assaut réussit, malgré la valeureuse résistance de la faible garnison ; le général Lapoype se défendit encore, après la prise de tous les ouvrages, dans le château, où il s'était renfermé et qu'il avait fait créneler. Mais il y fut forcé et fait prisonnier avec environ quatorze cents hommes. Cet assaut coûta près de cinq cents hommes à l'ennemi.

Magdebourg, avait une garnison d'environ dix-huit mille hommes, sous les ordres du général Lemarrois. Après la bataille de Leipzig, cette place fut investie par les divisions prussiennes de Hirschfeld et de Püttlitz, fortes de vingt-un bataillons et douze escadrons, et par sept bataillons et quatre escadrons russes, sous les ordres du général Rossy. Le 2 janvier 1814, le corps ennemi fut encore renforcé par trente-trois bataillons de milices russes, sous les ordres du général Tolstoy, qui n'y resta cependant que quinze jours

environ. Pendant tout le blocus, la garnison fit un assez grand nombre de sorties, particulièrement les 4, 12 et 25 janvier et le 1er avril, la plupart avec un succès heureux, en ce qu'elles procurèrent à la place des vivres frais et du bois. A cette dernière époque les troupes russes quittèrent Magdebourg, et le blocus fut continué par trente-huit bataillons et quarante-huit escadrons, sous les ordres du général Wobeser. Le 14 avril, les événemens de Paris ayant été connus à Magdebourg, le général Lemarrois conclut le 23, avec l'ennemi, une suspension d'armes indéfinie. Le général Valazé, porteur des ordres du nouveau gouvernement français, étant arrivé peu après à Magdebourg, la place fut remise le 19 mai et le général Lemarrois rentra en France, avec les divisions Lanusse et Lemoine, fortes de quatorze mille hommes avec cinquante-quatre canons. Environ quatre mille Italiens, Espagnols et Croates avaient été renvoyés dans leurs foyers.

La citadelle de Würzbourg, fut bloquée, par la brigade bavaroise de Spretty, jusqu'au 21 mars 1814. Ce jour-là le général Turreau en sortit, d'après les ordres du gouvernement français, avec environ quinze cents hommes.

Les citadelles de Cyriaksbourg et Petersberg près d'Erfurt, furent également bloquées, d'abord par le corps de Kleist, puis par la division Jagow, forte de dix-huit bataillons et huit escadrons et ensuite par la division Dobschütz. La garnison,

trop faible, ne fit qu'une seule sortie sans résultat. Le 5 mai 1814, le général Dalton ayant reçu l'ordre de remettre la place, il en sortit le 16 avec environ deux mille hommes.

Après la bataille de Leipzig, une partie du corps d'armée de Beningsen s'était portée sur HAMBOURG, dont il forma l'investissement à la rive droite, pendant que le général Strogonoff restait devant Haarbourg. Le 1er janvier 1814, le prince d'Eckmuhl fit une tentative pour reprendre l'isle d'Ochsenwerder, dont les Russes s'étaient rendus maîtres; cette tentative échoua. Le 5 et le 13 du même mois, le prince d'Eckmuhl fit faire des reconnaissances sur la ligne ennemie. Le 20 janvier, tout le corps de Benningsen se trouva réuni devant Hambourg; le corps de Wallmoden, avait remplacé devant Haarbourg, celui de Strogonoff. Ce jour-là, le général Beningsen fit serrer l'investissement de Haarbourg et en même temps fit faire, d'Ochsenwerder, une attaque sur l'île de Willemsbourg. La première opération réussit; mais la seconde échoua totalement, avec une assez grande perte du côté de l'ennemi (*). Le général Benningsen, pour fêter la naissance de l'impéra-

(*) Selon les rapports de Beningsen, la garnison de Hambourg aurait perdu plus de *dix mille hommes* dans ces attaques; il aurait été *toujours* vainqueur et il n'aurait quitté l'île de Willemsbourg, *chaque fois*, que *volontairement*, afin d'avoir le plaisir de la reprendre. On connait déjà la *véracité* des bulletins russes.



trice de Russie, fit faire le 20 janvier une attaque générale sur le faubourg de Hamm, et du côté d'Altona; le résultat en fut de lui faire perdre plus de cinq cents hommes. L'ennemi, sentant bien qu'il ne pouvait rien entreprendre avec succès, tant qu'il ne serait pas maître de l'île de Willemsbourg, forma alors le projet de s'en emparer, à quelque prix que ce fût. L'Elbe étant entièrement gelée, dans les premiers jours de février, le général Béningsen fit ses dispositions pour une attaque combinée le 9. La division Emme devait partir d'Ochsenwerder et se diriger sur Willemsbourg; le général Tolstoy, avec une division de milices, devait se diriger sur le même point par le Pont-Rouge; le général Markow, avec une division de ligne, partant du côté d'Altona, devait remonter l'Elbe sur la glace. L'attaque eut lieu à quatre heures du matin; les colonnes ennemies parvinrent jusqu'à l'île de Willemsbourg. Mais elles en furent repoussées avec une perte énorme. Sans se laisser rebuter par le mauvais succès de cette attaque, le général Béningsen la renouvela, les 17, 24 et 28 février et les 5, 6 et 11 mars. Toutes ces tentatives échouèrent et il ne fit qu'ajouter à ses pertes. L'ennemi dégoûté, resta tranquille jusqu'au 18 avril; ce jour-là le général Beningsen fit notifier au prince d'Eckmuhl les événemens de Paris, et essaya, à la faveur du drapeau blanc, de surprendre la place. Le 25, une

suspension d'armes fut conclue. Le 12 mai, le général Gérard vint remplacer dans son commandement le prince d'Eckmuhl. Le 25 mai, la garnison de Hambourg en sortit, forte de douze mille hommes, non compris près de trois mille malades.

La ville de Wesel, gardée par environ six mille hommes, sous les ordres du général Bourke, ne fut que bloquée, d'abord par la division Borstel du corps de Bülow, puis par la cavalerie de Winzingerode, enfin par le général prussien Püttlitz, avec sept bataillons et deux escadrons. Le 22 avril 1814, le général prussien chercha à tromper le général Bourke, en faisant arriver un courrier de Paris avec de faux ordres pour la remise. Cette ruse grossière n'eut pas de succès. Ce ne fût que le 10 mai que le général Bourke, ayant reçu des ordres véritables, évacua la place.

On verra, par ce court exposé, que nous avions environ quarante-cinq mille hommes de vieilles troupes, ensevelies, pour ainsi dire, dans les places au-delà du Rhin, tandis que, si on eût fait sauter les fortifications de ces places, leurs garnisons, rentrées en France, auraient changé la face des affaires.

A la rive gauche du Rhin, Mayence était gardée par les restes du 4e corps, et une brigade de la division Durutte, sous les ordres du général Morand. Elle fut bloquée, ainsi que nous l'avons vu, après le 1er janvier, par une partie du corps de Langeron.

Le 16 février, les Russes furent relevés par une partie du 5. corps allemand, sous les ordres du général Hünerbein. Ce corps de blocus était fort de dix-huit bataillons et huit escadrons, composés d'un ramassis de contingens des petits princes dont l'Allemagne fourmille, et de trois régimens de cosaques. Le blocus dura jusqu'à la remise de la place, à la suite des préliminaires de la paix.

LUXEMBOURG, bloqué par la brigade hessoise de Dorenberg, eut le même sort.

JULIERS, MAESTRICH, VENLOO, ANVERS, BERGOPZOOM et les autres places de la Hollande et de la Belgique, bloquées par les troupes suédoises, anglaises ou allemandes, ne furent de même remises qu'à la paix.

On ne peut passer sous silence une observation, relative à la remise de ces différentes places. C'est que non content de donner à l'ennemi, même l'artillerie venant des arsenaux français, les munitions de campagne appartenantes à l'armée et les vaisseaux qui se trouvaient à Anvers, on lui remit également tous les fusils de fabrique française qui s'y trouvaient, et les *magasins d'habillement* des troupes. A Wesel et à Magdebourg seulement, on livra trente mille fusils français et vingt mille uniformes complets.

Aucun événement particulier ne marqua les blocus de BESANÇON, LANDAU, SCHELESTADT, NEUF-BRISACH, STRASBOURG, PHALZBOURG et LANDAU; ils ne furent levés qu'après la convention du 23 avril.

Huningue, défendu par le général Barbanègre, que nous verrons défendre cette place si glorieusement une seconde fois, fut assiégé par un corps autrichien et bavarois; la faible garnison qui y était souffrit beaucoup, mais elle tint jusqu'au 14 avril. Alors le général Barbanègre, voyant l'ennemi sur la contrescarpe, et hors d'état de soutenir un assaut, se vit forcé de souscrire une convention, d'après laquelle les coalisés entrèrent dans la place, et y firent le service en commun avec la garnison.

Béfort, défendu par un millier d'hommes sous les ordres du colonel Legrand, se vit forcé, par le manque de vivres, d'ouvrir ses portes le 14 avril aux Autrichiens, qui en enlevèrent l'artillerie.

Les places de **Metz**, **Sarlouis**, **Thionville** et **Longwy** avaient d'abord été bloquées, ainsi que nous l'avons vu, par le corps prussien d'Yorck. Après le départ de ce corps, il ne resta devant ces places que le général Barasdin avec quatre régimens de dragons. Le 4 février, ce corps fut relevé par un détachement sous les ordres du général Jussefowicz; enfin, le 24 mars, arriva la division hessoise de Müller. Cette division, forte d'environ huit mille hommes, fut répartie devant Metz et devant Thionville. Le blocus de Sarlouis fut laissé au régiment de cavalerie prussienne qui y était; la place de Longwy fut laissée libre. Le 26 mars, le général Durutte, qui commandait à Metz, reçut l'ordre de réunir un corps de troupes, et de ve-

nir joindre l'empereur Napoléon; il sortit de la place le même jour, avec environ quatre mille hommes, et s'avança vers Bouzonville, au travers des corps de blocus. Les avant-postes ennemis devant Thionville, furent culbutés, et le général Durutte entra dans la place. Le 27, la division hessoise qui l'avait suivi, fut attaquée vers Hettange, et culbutée le long de la Moselle; le même jour, le général Durutte, renforcé par une partie de la garnison de Thionville, entra à Luxembourg, où il prit encore quelques troupes. Le 29, le général Durutte marcha sur Longwy, et le 1er avril il se dirigea sur Etain. Le corps russe de Jussefowicz, qui y était encore, se hâta de se replier vers Nancy. Cependant, le général prussien Biron, qui s'était retiré de Naives sur St. Mihiel (ainsi que nous l'avons vu tom. II page 320), lorsque le duc de Reggio s'avança vers Bar-le-Duc, apprit le mouvement du général Durutte. Débarrassé de la crainte d'être attaqué, par la retraite du duc de Reggio, il revint au devant du général Durutte, et prit position à Bernécourt, non loin de Nancy, plus pour observer le corps français que pour l'attaquer; il avait plus de cinq mille hommes (*); le général Jussefowicz vint le joindre avec à peu près autant. Quoiqu'ils fussent plus forts que le

(*) Sept bataillons prussiens et deux russes, faisant quatre mille sept cent quarante-quatre hommes. Six escadrons de cavalerie et un de cosaques, faisant six cent soixante-quatorze chevaux. Total, cinq mille quatre cent dix-huit.

général Durutte, qui n'avait que six mille hommes, tout au plus, ils restèrent cependant jusqu'au 3 à Bernecourt, parce que le général Müller, sur l'appui duquel ils comptaient, s'était retiré sur Luxembourg. Cependant, le général Durutte ayant reçu l'ordre de rentrer dans Metz, se replia sous le canon de cette forteresse, les généraux ennemis l'y suivirent, et prirent position devant lui, sans oser toutefois l'attaquer, autrement que par des escarmouches insignifiantes, quoique le général Müller fût revenu. Les deux corps restèrent ainsi en présence, jusqu'à ce que la convention du 23 avril vint mettre fin aux hostilités.

Ici finit l'histoire de la campagne de 1814, sur le territoire de l'empire français.

FIN DE LA CAMPAGNE DE 1814.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS

DANS LA PREMIÈRE PARTIE DU TROISIÈME VOLUME.

LIVRE V.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

FIN DE LA TABLE DE LA PREMIÈRE PARTIE

DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE GÉNÉRALE

DE LA

CAMPAGNE DE 1814.

PREMIER VOLUME.

LIVRE PREMIER,

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

LIVRE II,

Pages

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

LIVRE III,

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

SECOND VOLUME.

LIVRE IV.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

LIVRE V,

Pages

Comprenant les événemens qui se sont passés du 17 mars au 11 avril.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

TROISIÈME VOLUME.

PREMIÈRE PARTIE.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE.

IMPRIMERIE DE DAVID,
BOULEVART POISSONNIÈRE, N° 6

HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE;

PAR LE GÉNÉRAL GUILLAUME DE VAUDONCOURT,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DES CAMPAGNES D'ANNIBAL EN ITALIE, DE CELLE DES GUERRES DE RUSSIE EN 1812, D'ALLEMAGNE EN 1813, ET D'ITALIE EN 1813 ET 1814, DIRECTEUR DU JOURNAL DES SCIENCES MILITAIRES.

.... O! ter, quaterque beati
Quos ante ora patrum, Trojæ sub mœnibus altis
Contigit oppetere ....

TOME TROISIÈME.

DEUXIÈME PARTIE.



PARIS,
CHEZ AVRIL DE GASTEL, LIBRAIRE,
BOULEVART BONNE-NOUVELLE, N° 35.
ET CHEZ PONTHIEU ET Cie, LIBRAIRES,
PALAIS-ROYAL, GALERIE DE BOIS.

1826.

HISTOIRE

DE LA CAMPAGNE DE 1815.

INTRODUCTION.

Une des époques les plus importantes de notre histoire politique et militaire, venait de s'écouler. La plus mémorable peut-être, si l'on veut bien en méditer les résultats; si l'on veut considérer que la cause de la liberté des peuples, évoquée par nous vingt-cinq ans plutôt, soutenue au milieu des plus violens orages, ajournée ensuite pendant plus de dix ans, venait d'être irrévocablement assurée et affermie, par la conséquence même des efforts réunis pour l'opprimer. Le mois d'avril 1814 avait vu compléter le démembrement de l'empire français. D'une part, l'oubli entier des principes d'équité et de balance politique, si hautement prononcés dans l'appel qui servit de base à la coalition, avaient fait d'une guerre, qu'on avait appelée sacrée, une guerre d'envahissement et un élément de discordes futures. De l'autre part, une condescendance qui n'était peut-être pas assez

justifiée par le besoin, souscrivit au démembrement avec une déplorable facilité, et fit passer la nation sous le joug, des armes étrangères. L'établissement du gouvernement constitutionnel, fruit unique et constant de nos efforts, détourna nos regards du prix usuraire, auquel nos ennemis nous vendaient l'unique ressource qu'ils eussent, pour échapper à la fausse position où ils s'étaient mis au milieu d'une nation guerrière, irritée de leurs dévastations et de leur orgueil. Mais la Gaule resserrée dans les limites de la monarchie des Francs, devait enfin jouir du fruit des travaux de de ses enfans; protégés par une constitution solennellement jurée et consentie par tous, les descendans des compagnons de Vercingetorix, allaient jouir des bienfaits de la liberté et de l'égalité. La satisfaction de conserver le précieux dépôt qui leur était confié depuis 1789; l'anxiété de le compromettre en l'exposant à de nouvelles chances, dont ce sentiment exagérait peut-être les dangers, concoururent à diminuer l'amertume des regrets qu'éprouvèrent la majorité des Gaulois, en se voyant de nouveau séparés de quelques millions de leurs frères.

Comment ces élémens de paix, de concorde, de bonheur intérieur, ne purent-ils pas nous ga-

rantir d'une nouvelle crise? Quels moyens avions-nous et quels sont ceux qui furent employés pour nous garantir des dangers extérieurs? Comment cette crise intérieure, qui nous était purement personnelle, a-t-elle pu amener sur nous un nouveau danger aussi menaçant? Telles sont les questions qu'il nous convient d'examiner aussi succinctement que possible, afin que la guerre que nous allons décrire, paraisse sous son véritable point de vue. Ce n'est pas une guerre ordinaire que celle, qui, après avoir eu l'aspect effrayant de la destruction, après nous avoir montré d'aussi près le précipice qui menaçait de nous engloutir, a dû abandonner les palmes de la victoire à la cause immortelle de la liberté constitutionnelle. De grands malheurs ont dû nous donner de grandes leçons; la plus utile de toutes est la conviction de notre force et de notre dignité morale; jetons les yeux autour de nous et cette conviction est acquise. La liberté constitutionnelle, qui s'est maintenue debout au milieu du torrent qui menaçait de la renverser, qui a survécu aux réactions et aux exagérations de 1815 et 1816, ne saurait périr, tant que nous voudrons la défendre.

Je ne me dissimule pas combien mon entreprise est difficile et délicate. Quelque ménagement que je

mette dans le récit d'événemens aussi récens, la vérité, dont je ne saurais m'écarter, blessera peut-être encore quelques individus intéressés à la cacher ou à la déguiser; leurs clameurs pourront me poursuivre, mais elles ne m'arrêteront pas. Le temps est passé, où des révélations accusatrices pouvaient dévoiler les véritables intentions des individus, qui se couvraient d'un voile plus ou moins épais. Depuis dix ans, les amis et les ennemis de la liberté et de l'ordre constitutionnel sont ouvertement sous leurs drapeaux. Soutenu par la pureté de mes intentions; guidé par l'impartialité la plus absolue, à l'égard des hommes; invariable dans mes principes, j'obéirai à la voix de ma conscience; les yeux fixés sur ma patrie, sur mes concitoyens, sur mes frères d'armes, j'acheverai mon travail sans crainte comme sans passion : mes compatriotes me jugeront.

La guerre de 1815 a commencé au mois d'avril, lorsque le triumvirat continental et l'Angleterre qui le dirigeait en le soudoyant, eurent remis en mouvement la coalition contre la France. C'est à cette époque qu'il convient de remonter, pour développer convenablement les moyens d'attaque et de défense, et la situation respective de la France et des coalisés. Une révolution inattendue,

autant qu'inouie par sa rapidité et sa marche pacifique; une révolution dont les causes ne peuvent être méconnues ou dénaturées, que par ceux-là même qui, aussi criminels qu'imprévoyans, en avaient préparé les élémens, venait de renverser le gouvernement royal. La dictature de fait, qui l'avait d'abord remplacé et qui, dès son premier pas, s'était vue forcée de rendre hommage aux principes constitutionnels, s'était bientôt organisée en gouvernement impérial modifié. Cette révolution n'avait point coûté de sang; pareille à une commotion électrique, elle s'était en peu d'instans répandue sur toute la France; vingt jours avaient suffi pour en assurer le succès; un mois plus tard elle était achevée. Mais si la révolution n'avait pas été sanglante, elle n'en avait pas moins causé une secousse, dont les effets se firent bientôt sentir d'une manière funeste. Au milieu des élémens d'orage qui s'amoncelaient de toutes parts, était venu se jeter un nouvel élément, étranger aux causes du mécontement de la masse de la nation, et qui, s'il offrait bien des souvenirs de gloire, et même des motifs de reconnaissance, en présentait quelques-uns de pénibles et d'inquiétans. Aux acclamations presque universelles, qui avaient constitué le seul tumulte de

la révolution, avait succédé une réflexion approfondie sur l'état présent et futur de la patrie. La réflexion fut suivie d'un état voisin de l'incertitude; non pas relativement au danger extérieur; les hommes à qui vingt-cinq ans de victoires avaient appris que la France, unie, n'a rien à craindre de ses ennemis, ne pouvaient éprouver aucun effroi sous ce rapport; mais sur la cause même de la liberté.

Cette disposition des esprits, peut-être trop peu appréciée jusqu'à ce jour, et qui cependant a été une des causes principales de nos maux, par les froissemens qu'elle a causés, peut être expliquée en peu de mots. La révolution de 1814 avait réuni la France sous le gouvernement d'une monarchie purement constitutionnelle; en accomplissant ainsi les vœux de l'immense majorité des Français, de ceux-là seuls qui constituent la nation, il paraissait donc certain qu'elle devait assurer la tranquillité et la prospérité intérieure. Tel en effet aurait été le résultat de cette révolution, si la faction des privilégiés, en adoptant sincèrement les principes du nouvel ordre de choses, eût suivi l'exemple qu'avait donné publiquement le souverain, dont ils se disent les défenseurs zélés et les serviteurs fidèles. Mais il n'en fut pas ainsi.

Ignorans sur tout ce qui n'est pas leur intérêt personnel, les privilégiés de toutes les classes, méconnurent la position nouvelle où s'était placé de lui-même le souverain, en s'alliant par un pacte solennel avec la nation. Là où il n'y avait plus qu'un monarque régnant sur un peuple, composé de Gaulois et de Francs réunis, ils ne voulurent voir que le roi des Francs, faisant une *capitulation révocable* avec les Gaulois rebelles. Incapables d'apprécier le sentiment généreux, qui portait un peuple si long-temps opprimé, à plaindre, dans ses oppresseurs, des malheurs, que leur haine aveugle contre lui avaient seuls causés, les hommes féodaux y répondirent par l'insulte et la menace.

Ainsi qu'en 1789, ils obstruèrent toutes les avenues du trône et formèrent autour du souverain une barrière insurmontable, surtout pour la vérité et pour les vertus patriotiques. L'armée fut outragée et avilie; ses triomphes devinrent des crimes. Nos guerriers se virent traiter de rebelles, par ceux qui n'avaient su combattre que dans les rangs ennemis, et de brigands par ceux qui n'avaient exercé leur valeur, qu'en se renfermant dans une retraite obscure. Magistrats, citoyens, tous étaient également insultés et mal-

traités; le nom de jacobin, prononcé par des individus souillés eux-mêmes des fureurs de 1793; celui de bonapartiste, proféré par ceux qui, à force de bassesse, s'étaient traînés dans les antichambres et jusque sur les marches du trône impérial, semblaient être le signal d'une réaction méditée. L'imprudente et audacieuse conduite de ces hommes exagérés, qu'on peut à juste titre appeler anarchiques, allait jusqu'à désigner hautement leurs victimes. Cependant l'imprévoyance et l'incurie du ministère, pour ne pas avancer une accusation plus grave, les avait investis d'une grande partie des places administratives, et des emplois militaires les plus importans. Là ils organisaient presque ouvertement la contre-révolution, soutenus par des prédications pleines de l'ancien esprit de fanatisme, d'oppression et d'intolérance. Des propriétaires de biens nationaux se virent menacés partout d'une expropriation forcée; les anciens seigneurs féodaux, ne cachant plus leurs espérances, revendiquèrent hautement ce qu'ils appelaient leurs droits. Aucune réclamation n'était plus écoutée; tout ce qui n'appartenait pas au parti féodal, repoussé par le ministère, menacé et quelquefois puni par les agens secondaires, pour avoir osé réclamer, ne trouvait justice nulle part.

Un tel état de choses ne pouvait durer. Les élémens de 1789 se retrouvaient partout; un choc était inévitable et prochain, et la lutte ne pouvait être ni longue ni douteuse. Le trône pouvait se conserver, et il se serait soutenu, appuyé sur la masse de la nation; la monarchie constitutionnelle ne périra jamais par la main des patriotes. Le parti féodal seul pouvait succomber, et sa chûte, en replaçant le trône au milieu de la nation, le consolidait. C'est dans un moment de fermentation; c'est lorsque l'agitation, montée au plus haut degré, n'attendait plus, pour ainsi dire, que la dernière violation pour éclater, que la révolution du 20 mars arriva. Celui qui la dirigea, et en profita, était trop habile pour ne pas saisir les chances que lui présentait la *conspiration des hommes féodaux*, la seule qui ait jamais existé. Une commotion prochaine, en écartant tout-à-fait les ennemis de la monarchie constitutionnelle, affermissait le trône actuel et lui fermait à jamais les voies d'y remonter. Au mois de mars, elles lui étaient ouvertes. La faction anti-constitutionnelle ne pouvait pas se flatter de réunir sous ses drapeaux et de diriger le peuple, qu'elle insultait et qu'elle maltraitait: les hommes constitutionnels étaient écartés presque partout et en trop petit

nombre dans les emplois. La masse de la nation resta neutre, et la minorité des privilégiés tomba de son propre poids. Malheureusement elle enveloppa dans sa chûte le trône qu'elle entourait, et, en fuyant, elle entraîna avec elle le souverain,

Il venait de se passer tout à la fois deux événemens inattendus et qui renversaient, ou au moins compromettaient les espérances des amis de la liberté. Le premier était la chûte du trône constitutionnel, qui était tellement subite qu'elle précéda, pour ainsi dire, l'idée d'un danger imminent. Il n'y avait personne d'un peu clairvoyant qui ne prévît, ainsi que nous l'avons déjà dit, une crise; mais cette crise se dirigeait naturellement contre la faction des privilégiés. Le trône avait une base immuable, c'était la charte, qui avait été accueillie, dès le premier instant et à juste titre, comme le palladium de la liberté et comme un gage certain de la fin de la révolution. Il suffisait que le gouvernement, mesurant d'un œil juste le vœu et la volonté nationale, se plaçât sur sa base naturelle, en appelant autour de lui les amis du nouvel ordre de choses auquel il venait de se soumettre, et en écartant les ennemis. Cette crise paisible n'aurait pas fait une victime; il n'y avait point de réaction à craindre de la part de

la nation. N'a-t-on pas vu, dans les cent jours, qu'elle savait assez conserver le sentiment de sa dignité, pour ne pas même insulter ses ennemis.

Le second événement imprévu, était la présence soudaine d'un gouvernement dont on était loin de regretter les formes despotiques, quelqu'illusion de souvenirs qui pût d'ailleurs entourer celui qui le ramenait. Ce gouvernement avait paru, à la vérité, dès ses premiers pas, vouloir faire hommage à la volonté nationale, en énonçant des principes purement constitutionnels. Mais le même homme qui avait sauvé la France de l'anarchie le 18 brumaire, auquel se rattachaient quinze ans de gloire et de grandeur, non moins que de prospérité intérieure, n'avait-il pas successivement enchaîné la liberté et établi un despotisme réel, sur une constitution purement nominale? la dictature dont il se trouvait investi par le fait, puisque tous les élémens d'un gouvernement constitué s'étaient dissous, plaçait tous les moyens de création dans ses mains. Tout semblait présager qu'instruit par le malheur, sachant, par son propre aveu, que *les idées libérales l'avaient renversé*, Napoléon se soumettrait cette fois aux besoins et à la volonté de la nation. Mais jusqu'à quel point allait-il s'y plier? Il venait de reprendre un titre

que lui confirmaient à la vérité les acclamations unanimes de la majorité du peuple, mais qui, pour être vraiment légal, aurait dû être conféré en son nom par ses représentans. Tous les actes allaient émaner de ce titre, et on ne pouvait plus sortir d'un cercle vicieux, que la force des circonstances avait tracé; tout l'espoir de la liberté et du salut de la patrie reposait sur le caractère des représentans, que la France allait se donner, et sur le dévouement des citoyens qui s'armaient pour la défendre

Cependant des nuages menaçans s'accumulaient à l'extérieur et, par contre-coup, la guerre civile paraissait se rallumer dans les départemens de l'Ouest. Cette dernière ne pouvait cependant être ni longue ni dangereuse; pendant plus de quinze ans de calme, les intérêts nationaux s'y étaient étendus, et les habitans avaient pu se rattacher à leurs concitoyens du restant de la France. Mais la position de nos ennemis étrangers nous menaçait d'une lutte bien plus formidable. Il ne pouvait pas être douteux qu'ils ne voulussent se hâter de profiter de l'état d'affaiblissement où ils avaient laissé la France et où elle avait été maintenue, pour l'attaquer *avant qu'elle n'ait eu le temps de se relever*. Il fallait donc également se hâter de se mettre en

état de défense, et pour cela il n'y avait qu'un seul moyen, c'était de se réunir au gouvernement de fait, établi et déjà organisé, et qui était devenu le seul guide de la France. Ce devoir, impérieusement commandé par toutes les circonstances et par les dangers qui menaçaient la patrie, fut senti par la très-grande majorité des Français. Aucun sophisme ne pouvait leur faire prendre le change; il ne s'agissait pas d'examiner la légalité ou l'illégalité des titres de ce gouvernement : on n'avait pas le temps de le faire, ni de lui en substituer un autre; il fallait défendre la patrie menacée d'invasion et de destruction, et qu'un retard pouvait faire périr. A moins de se rendre coupable de la trahison la plus criminelle, on ne pouvait pas songer à livrer la France à l'anarchie.

Quoique la tendance de l'esprit national, à une monarchie constitutionnelle, n'ait peut-être jamais été aussi prononcée qu'alors; quoique l'acte additionnel, en se rattachant à des constitutions impériales qu'on ne voulait plus revoir, ait trompé l'attente générale; malgré le mécontentement que causa cet acte, plus imprudent alors que jamais, les amis de la liberté ne se trouvèrent pas moins forcés de soutenir le gouvernement de tous leurs efforts. Ceux d'entr'eux qui refusèrent de recon-

naître l'acte additionnel, comme ceux qui crurent devoir au bien de la patrie le sacrifice de leur juste répugnance, eurent pour unique but de sauver la France du déchirement, dont la menaçait la coalition européenne. Malgré la divergence apparente de leur conduite, on les vit dans les mêmes rangs comme défenseurs de la patrie; c'était le seul titre qui leur convint dans ces momens difficiles. Mais les éternels fauteurs de nos discordes étaient encore là, et ils n'avaient pas oublié leur tactique des temps les plus difficiles de la révolution. Tous les germes de méfiance et d'inquiétude furent soigneusement recueillis et cultivés; les nouvelles les plus absurdes furent semées à dessein; les intentions de la coalition furent présentées sous le jour le plus favorable. Un million d'hommes ne se réunissait sur nos frontières, *que pour nous assurer le droit de choisir librement le gouvernement qui pourrait nous convenir*. Beaucoup de Français, aimant d'ailleurs leur patrie, mais guidés par leur trop grande loyauté, se laissèrent induire en erreur; il en résulta, dans une partie de la population, une espèce d'atonie qui nous a fait bien du mal, et qui aurait pu nous être encore bien plus funeste. Cette même incertitude fut la première cause de la scission entre le pouvoir exécutif et le

pouvoir législatif du gouvernement, par la méfiance qu'elle fit naître et qu'elle entretint.

Dans des circonstances aussi graves, la grande majorité des Français sentait vivement la nécessité d'organiser, sans délai, les moyens de défense de la France. Mais cette défense devait être nationale, non-seulement afin de lui donner toute l'extension et la vigueur, qu'exigeaient la nature et la grandeur du danger qui nous menaçait; mais encore pour que la nation ne courût pas le risque de se voir entraînée hors des bornes d'une défense légitime, par le gouvernement de fait, auquel cette même défense lui imposait la loi de se rallier. Ce double but ne pouvait être atteint que par la réorganisation complète de la garde nationale, et par la formation de grandes associations patriotiques. Ces dernières étaient nécessaires, afin de maintenir la tranquilité et la paix intérieure, et par conséquent ôter au gouvernement tout prétexte d'établir une police discrétionnaire; et afin de réunir et de protéger l'opinion publique, et opposer ainsi une digue insurmontable à toute entreprise despotique, à tout empiétement sur les droits de la nation. L'isolement pouvait nous amener à une anarchie d'opinions, qui, en favorisant l'établissement des sociétés révolutionnaires,

ou féodales, ou exagérées en patriotisme, nous auraient conduit droit à la guerre civile, au despotisme ou à l'anarchie politique. Un exemple existait pour nous dans notre histoire même; c'était celui qu'il convenait de suivre. Les fédérations de 1789 et 1790, si elles n'eussent pas été dénaturées, auraient assis les bases de la monarchie constitutionnelle et consolidé les droits de la nation; une fédération semblable pouvait nous donner les mêmes garanties. Cette vérité fut sentie surtout dans les départemens les plus exposés à l'invasion ennemie, ou aux troubles intérieurs; des confédérations s'y formèrent. Nous verrons plus bas, si et comment le gouvernement impérial en usa.

L'organisation primitive de la garde nationale et son emploi en grandes masses, pour la défense du territoire français, n'étaient pas moins vivement réclamés par tous ceux qui aimaient leur patrie. Ils y voyaient d'un côté une bien plus grande probabilité, la certitude même, de résister aux efforts de la coalition; de l'autre la garantie que le gouvernement, limité dans ses moyens purement militaires, se verrait forcé de renoncer d'avance et au despotisme et aux guerres d'ambition. Ce n'était pas avec des gardes nationales qu'il pouvait porter

la guerre au-delà de nos frontières, bien que le droit de représailles ait pu lui servir de prétexte; ce n'était pas avec la masse des citoyens qu'il pouvait asservir la nation. Enfin cette nation, en se levant pour ainsi dire toute entière pour la défense de son territoire, forçait la coalition à sortir de la duplicité diplomatique et à caractériser la guerre qu'elle nous faisait. La distinction que tous les manifestes du temps établirent, entre les citoyens qui avaient pris les armes et ceux à qui on n'en avait pas donné, ne pouvait plus subsister. Alors, dès que ces armées auraient dépassé nos frontières, il lui fallait déclarer hautement, que la guerre était dirigée contre notre indépendance et même s'il se pouvait contre notre existence politique.

Mais pour cela, il fallait que le gouvernement prît l'initiative, puisqu'il était organisé, et que tout mouvement qui lui aurait été étranger, ne pouvait que compromettre le salut de la patrie, en renversant ou ébranlant le seul point d'appui qui lui restât. Il fallait que cette initiative fut prompte, en raison du peu d'éloignement du danger; il fallait qu'elle fût franche, afin de rassurer et de fortifier par là l'opinion publique. Il n'était pas moins instant que le gouvernement, dans le

premier et le plus important de ses actes, celui qui avait pour but le salut de la France, ne s'écartât pas de sa base réelle. Il fallait en un mot qu'il agit *comme gouvernement de fait*, institué et reconnu par l'empire des circonstances, et non pas *comme gouvernement rétabli*. La distinction que nous venons d'établir, n'est pas purement grammaticale, ni simplement légale; elle était liée à la situation véritable de la France. Elle était même implicitement avouée, dans les déclarations qui établissaient l'état provisoire de l'acte additionnel, et la nécessité de refaire les constitutions de l'empire. Cette distinction en garantissant à la nation l'intégralité de ses droits; en lui réservant formellement celui d'en user, ainsi qu'elle le voudrait, lorsque la cessation du danger extérieur lui permettrait de ne plus s'occuper exclusivement de sa défense; cette distinction, dis-je, aurait réuni tous les intérêts nationaux dans un seul corps, terminé les incertitudes de bien des citoyens, et paralysé l'effet des agitations intérieures. Alors il n'aurait plus été possible de substituer, *pour un moment*, la question de l'homme, à celle de la patrie; et il n'y aurait plus eu de prétexte pour dévaster et ruiner la France, en *qualité d'allié des Français*.

Après avoir ainsi exposé en peu de mots la situation intérieure de la France, après le 20 mars 1315, et les bases sur lesquelles le gouvernement aurait dû établir le système de défense qu'il voulait opposer aux agressions de la coalition; nous allons voir quelles furent les mesures qu'il prit.

L'armée française, en 1814, avait été réduite à quatre-vingt-dix régimens d'infanterie de ligne (dont trois aux colonies), quinze d'infanterie légère, cinquante-sept de cavalerie, huit d'artillerie à pied, quatre d'artillerie à cheval, et trois du génie. Toutes ces troupes, en comptant les régimens d'infanterie à trois bataillons, auraient dû s'élever à environ deux cent quinze mille hommes, dont près de trente-cinq mille chevaux; non compris les troupes de la garde, qui avaient éprouvé une réduction encore plus grande. Mais elles étaient encore bien éloignées de présenter un effectif aussi fort. On peut établir que l'armée française, à l'époque de son licenciement, le 23 mars, avait la force suivante:

	EFFECTIF	POUR ENTRER EN CAMPAGNE
Infanterie (102 régimens)....	91,000	61,100
Cavalerie (57 régimens).....	28,000	11,000
Garde à pied...............	4,000	3,300
Garde à cheval.............	3,200	2,800
Total...	126,200	78,200

Report...	126,200	78,200
Artillerie..................	16,600	12,000
Génie......................	5,000	3,000
Train et Équipages.........	1,000	600
Total....	148,200	93,800

Il en résultait donc qu'au mois d'avril, la France pouvait à peine rassembler une armée de cent mille hommes, presqu'en totalité nécessaire pour la garde de ses places fortes. Mais cette extrême diminution du personnel de l'armée était bien loin d'ôter tout espoir de défense. On pouvait compter que plus de cent mille militaires, en semestre ou congédiés, rejoindraient les drapeaux, au premier appel qui leur serait fait, pour la défense de la patrie. Le personnel de l'artillerie et du génie était suffisant, pour la plus forte armée que la France voulût mettre sur pied. Malgré les grandes pertes des campagnes de 1812, 1813 et 1814, et celle qu'avait fait éprouver la remise du matériel de campagne des places d'Anvers, Wesel, Mayence et Alexandrie, nous avions encore assez d'artillerie pour suffire aux consommations de plusieurs campagnes. L'armée était pourvue de fusils; la garde nationale en avait environ six cent mille; il en existait en magasin environ quatre cent cinquante mille, dont un tiers neufs et le

restant en fusils à réparer ou en pièces de rechange. Le total des armes disponibles, dans le moment, montait à huit cent cinquante mille, et devait augmenter journellement, par les ateliers qu'on pouvait établir. Le manque de chevaux de cavalerie et d'artillerie à cheval, aurait présenté de plus grandes difficultés, à cause du temps qu'il fallait pour les dresser, si la gendarmerie n'avait pas offert une ressource toute prête. L'équipement et le harnachement manquaient; mais ce défaut, tout essentiel qu'il était, pouvait être réparé par de l'activité. Il en était de même de l'habillement, qu'on avait laissé manquer en 1814; il n'y avait point de draps en magasin; les manufactures même étaient désorganisées. Mais cet objet pouvait être rangé parmi ceux du second ordre, quelque bel effet que fasse l'uniformité de l'habillement dans les troupes, il n'en était cependant pas strictement besoin pour se battre.

La situation des armées anglaise, hollandaise et prussienne dans la Belgique, et l'éloignement des armées russe et autrichienne et des troupes allemandes, dont une quarantaine de mille hommes, tout au plus, étaient sur les bords du Rhin, faisaient prévoir que la France ne serait pas attaquée avant le 1er juillet. Mais elle devait l'être à

cette époque; et, par conséquent, le temps que le gouvernement pouvait employer à ses préparatifs, se trouvait limité aux deux mois de mai et de juin. Avant la fin de ce dernier, il fallait avoir sur pied une armée capable de résister, au moins aux premiers efforts de l'ennemi, et de donner le temps d'armer et d'organiser toutes les gardes nationales dont on pourrait disposer. Les mesures que prit le gouvernement, pour arriver à ce résultat, portèrent sur trois objets principaux : 1° le rappel des hommes en congé; l'appel sous les drapeaux des anciens militaires valides ou en retraite; les enrôlemens volontaires. On y ajouta pour la défense des côtes, la formation de cinquante compagnies de canonniers gardes-côtes, et la création de vingt régimens d'infanterie de marine, composés de matelots ayant servi sur les escadres; 2° l'organisation de la garde nationale et la mobilisation d'un nombre de bataillons d'élite; 3° la levée et l'armement de trois cent mille conscrits; la demande devait en être faite au corps législatif, à la fin du mois de juin. La proposition de ce dernier moyen de défense tomba d'elle-même, par la marche des événemens. Il est probable même, que cette proposition n'aurait pas été accueillie par le corps législatif. Ce n'était

pas une armée de six cent mille hommes de troupes de ligne que la nation voulait; il lui suffisait de repousser l'invasion de ses ennemis et de les forcer à revenir à une paix solide et honorable. D'ailleurs, ce projet n'était que la répétition de la même faute, qui avait déjà coûté si cher à l'empereur Napoléon et à la France en 1814. La levée et l'organisation de trois cent mille conscrits, demandait plus de temps que la réunion du double de gardes nationales. Il était donc évident qu'elle ne pouvait pas être achevée avant la fin d'une guerre, qui, par sa gravité et le développement des forces qui y étaient employées, ne pouvait pas durer long-temps. Des armées formidables, dont le passage devait nécessairement être marqué par la désolation la plus complète, ne pouvaient pas séjourner long-temps sur une portion du territoire. En les arrêtant quelque temps seulement, on les forçait à fuir le sol de la France, pour échapper à la famine qui les accompagnait.

Les mesures prises pour le complètement de l'armée active, produisirent rapidement d'assez bons résultats. Nous allons en donner le tableau abrégé, à la fin du mois de mai.

ARMÉE ACTIVE.

La force de l'armée avait été portée, par la rentrée des hommes en congé, à l'effectif de........ 148,000

Report........	148,000
Enrôlemens volontaires....................	20,000
Militaires congédiés rappelés	130,000
Huit régimens étrangers....................	8,000
Conscription..............................	60,000
Total....	366,000

ARMÉE EXTRAORDINAIRE.

Militaires en retraite rappelés, 55 bataillons et 36 compagnies de canonniers............	30,000
Vingt régimens de marine..................	30,000
Canonniers de marine.....................	8,000
Canonniers gardes-côtes....	6,000
Compagnies de vétérans...................	10,000
Deux cents batail. de garde nationale mobile.	112,000
Total............	196,000
Total général......	562,000

Sur ce nombre de troupes, il se trouvait deux cent dix-sept mille hommes, dont trente mille de cavalerie, prêts à entrer en campagne; le reste était dans les places fortes ou dans les dépôts, pour être armés, habillés, équipés. A la même époque, vingt mille chevaux de cavalerie avaient été achetés dans les départemens et livrés; quatorze mille autres devaient l'être un mois plus tard; dix mille avaient été pris à la gendarmerie et payés comptant. Douze mille chevaux de train avaient été fournis par les entrepreneurs; trois mille devaient l'être au 1er juillet; cinq mille

étaient rentrés de chez les paysans. Il y avait donc au 1er juin en ligne et dans les dépôts, quarante-six mille chevaux de cavalerie et dix-huit mille de train. Un équipage de près de sept cents pièces de campagne, se trouvait organisé et attelé. Plus de trois cent mille fusils avaient été distribués, savoir : trente mille aux militaires retraités; cent vingt mille aux militaires rappelés au service; quatre-vingt mille aux conscrits ou enrôlés volontaires, et cent mille aux gardes nationaux mobiles. Sur cent-cinquante mille fusils construits ou réparés, la ville seule de Paris, où six mille ouvriers étaient occupés de ce travail, en avait fourni quatre-vingt mille en deux mois, et ce produit devait successivement être doublé. Les autres manufactures du royaume avaient été remises en activité, et leurs produits pouvaient être évalués à quarante mille fusils par mois.

Le cadre dans lequel l'armée avait été réduite en 1814, était étroit pour le nombre d'hommes qui avaient rejoint les drapeaux, et qui s'élevait à trois cent mille, distraction faite des bataillons de vétérans et des régimens étrangers. Elle fut donc réorganisée sur son ancien pied, et les régimens reprirent les numéros dont un grand nombre offraient de si beaux souvenirs. Ceux d'infanterie furent por-

tés à cinq bataillons, par leurs cadres, qui devaient se remplir successivement. On voit donc que rien n'avait été oublié pour remettre l'armée, à son grand complet de guerre, et que le nombre d'hommes qui y étaient nécessaire se trouvait déjà à peu près réuni. Mais il avait fallu revenir de bien loin, et rassembler des matériaux dispersés depuis près d'un an. La dissolution de l'ancienne armée française, but constant des puissances coalisées, avait commencé et recevait un développement successif. La grande majorité des officiers avait été mis à la demi-solde, et le cadre des troupes qui avaient été conservées sur le papier, était loin d'être complet. Afin de hâter l'extinction des régimens, on avait fait un large emploi des congés et des réformes, et on laissait languir les troupes dans le dénûment. Rien n'avait été fait pour l'habillement, ni pour l'équipement; les ressources pour l'avenir étaient même éteintes.

Mais si l'organisation de l'armée permanente offrait des résultats aussi satisfaisans, il n'en était pas de même de celle de la garde nationale, et c'était par la faute du gouvernement, et celle de la plupart de ses agens. Le vice principal de la formation, que ce corps avait reçue par le décret impérial du 5 avril 1813, était dans la nomina-

tion des officiers, que le gouvernement s'était réservée, en l'attribuant à ses agens. Cette manière de mettre un corps tout-à-fait national, dans la dépendance du pouvoir exécutif, qui en avait seul la direction, ne pouvait qu'en attiédir l'esprit et engourdir l'élan patriotique qui devait l'animer. Dans les momens du danger de la patrie, l'enthousiasme de la masse de la nation peut seul produire les efforts nécessaires, pour soutenir avec succès, une lutte périlleuse. Mais cet enthousiasme veut être dégagé de toutes les entraves; le bras qui est dirigé par un bras étranger frappe des coups mal assurés. Le citoyen qui combat pour ses foyers, et pour le salut de sa famille, celui même qui veille à la tranquilité intérieure de ses concitoyens, veulent être conduits par des chefs qu'ils aient eux-mêmes investis de la plénitude de leur confiance. La garde nationale doit être une association libre des citoyens, pour la défense de l'état dans les momens d'un grand danger, et pour le maintien de l'ordre et la tranquilité intétérieure, dans tous les temps; elle ne peut donc jamais devenir un corps mixte, à face moitié militaire, dépendant de la volonté, ou, si l'on veut, des caprices des agens du pouvoir.

Le second vice fut dans l'envoi de commissaires

extraordinaires, chargés de l'organisation de la garde nationale et de ses bataillons, mobilisés par le décret du 10 avril; au lieu de confier tout simplement cette organisation aux autorités municipales et aux citoyens. Nous ne pouvons mieux dépeindre leurs opérations qu'en citant les expressions d'un ouvrage, écrit sur la campagnes précédente. « On faisait alors ce qu'on a fait depuis » en tant de circonstances; pour faire remarquer » son zèle, on prenait des mesures d'une étendue » extraordinaire, comptant bien que les événe- » mens marcheraient trop vite, pour qu'on eût le » temps de rien finir; et une population généreuse » était la dupe de quelques comédiens. Il en sera » de même partout, quand on mettra les intérêts » d'un homme à la place de ceux de la nation, » quand l'homme déclinera, chacun s'arrangera » pour ne pas tomber avec lui(*). » Dans les départemens les plus voisins de la frontière, lorsque l'ennemi parut, la garde nationale sédentaire des campagnes et des villes ouvertes, était désorganisée, désarmée, privée d'officiers dont la nouvelle organisation n'était pas encore faite, et n'ayant pas même de points de réunion indiqués. Livrés

(*) Journal des opérations du 6e corps en 1814; par le colonel Fabvier page 19.

sans armes aux dangers d'une invasion prochaine, les habitans des campagnes, qu'on peut à juste titre appeler « la partie la plus vénérable du peu- » ple français (*), » se plaignaient douloureusement d'une incurie, qui avait pour eux les effets de la trahison; leur bras dévoués à la défense de la patrie et du sol qui couvrait les cendres de leurs ancêtres, étaient devenus inutiles. Ils se voyaient abandonnés au glaive des ennemis, en même temps qu'à toutes les réactions intérieures.

L'extrême latitude et la confusion de toutes les mesures prises, produisit nécessairement des lenteurs dangereuses. Toutes les intrigues, qui accompagnent toujours les actes qui portent une teinte arbitraire, vinrent s'y mêler. La formation des bataillons mobiles fut accompagnée d'injustices criantes; des hommes mariés, des pères de famille y furent encadrés, tandis que de jeunes célibataires restaient dans les bataillons sédentaires, ou même *hors des rangs*. Un autre conséquence de ce mode d'organisation de la garde nationale, fut celle de paralyser les confédérations. Quoique le gouvernement les eût en apparence encouragées, il témoigna constamment une mé-

(*) Journal des opérations du 6ᵉ corps en 1814, par le colonel Fabvier, avant-propos, page 7.

fiance secrète, à l'égard de ces associations exclusivement nationales. Destinées, il est vrai, à soutenir le gouvernement, pour la défense et la tranquillité intérieure de la patrie, elles n'en étaient pas moins, par leur composition et leur organisation, indépendantes de son action directe.

Toute la garde nationale sédentaire armée fut exclue, par des instructions particulières, de la confédération, sous prétexte qu'elle avait déjà contracté l'engagement que prenaient les fédérés. Il restait, il est vraî, la garde nationale des campagnes, qu'on avait désorganisée; il était possible et même facile de l'armer, et de former ainsi, dans chaque département, un nombre de bataillons fédérés, égal au moins à celui de la garde nationale mobile. Mais le lien qui devait unir les citoyens de la France, et former une masse qui n'aurait pas été obligée de suivre les chances du gouvernement était rompu; les lenteurs que produisirent les entraves multipliées qu'on lui opposait, et la marche des événemens, paralysèrent les confédérations de l'Est.

A ces deux causes qui contribuèrent puissamment à priver la France des ressources qu'elle aurait pu et dû tirer de ses gardes nationales, il faut encore ajouter le maigre emploi que le gou-

vernement en fit. Son dessein était de s'appuyer principalement sur l'armée permanente, qu'il voulait un peu plus tard, ainsi que nous l'avons vu, renforcer par une conscription de trois cent mille hommes. Il s'aveuglait assez pour ne pas voir que, si cette levée n'était pas trop tardive, elle devait irriter la nation; si toutefois le corps législatif n'avait pas eu le courage de la refuser. Elle se rattachait de trop près à l'idée de nouvelles guerres d'ambition, pour ne pas être odieuse. Cependant cette nouvelle erreur du gouvernement lui ôta, dans le moment du plus grand danger, plus de trois cent mille gardes nationaux, qui auraient pu se trouver en seconde ligne à la fin du mois de juin.

Nous avons déjà vu (*) que le nombre d'hommes compris entre les deux époques d'âge, correspondantes, d'après le décret du 5 avril 1813, à la première classe de la garde nationale, s'élevait à trois millions sept cent mille âmes dans les quatre-vingt-six départemens de la France. Sur ce nombre, deux millions deux cent cinquante-quatre mille trois cent vingt se trouvaient effectivement compris dans les rôles de la garde nationale.

(*) Histoire de la campagne de 1814, tome 1, livre 1, chapitre 11, page 60.

D'après l'organisation générale prescrite par le décret du 10 avril 1815; ils formaient trois mille cent trente et un bataillon. Les compagnies de grenadiers et de chasseurs, qui pouvaient être mobilisées, s'élevaient donc à six mille deux cent soixante-deux compagnies, ou mille quarante-quatre bataillons, faisant sept cent cinquante-un mille quatre cent quarante hommes. Malgré les troubles qui s'étaient élevés dans les départemens de l'Ouest, il était possible de mobiliser sept cents de ces bataillons, c'est-à-dire, cinq cent mille gardes nationaux. Les armes ne pouvaient pas manquer. Nous avons vu qu'à la fin du mois de mai, le gouvernement pouvait disposer de huit cent cinquante mille fusils; ce nombre devait être porté à un million à la fin de juin. En en réservant trois cent mille pour l'armée, il en restait encore, après l'armement des bataillons mobiles, deux cent mille pour les gardes nationales sédentaires des places fortes et de l'intérieur; c'était bien assez. Au lieu de cette levée, le gouvernement se contenta, d'abord, de celle de deux cent quatre bataillons, faisant cent quarante-six mille huit cent hommes, qui furent tirés des départemens de nos frontières orientales, dans la proportion suivante.

XVIe DIVISION.

Grenadiers seuls

	COMP.	BATAIL.	TOTAL.
Départ. du Nord............	84	14	41
— Aîne............	42	10	
— Pas de Calais.....	62	7	
— Somme.........	63	10	

Ve DIVISION.

Grenadiers et chasseurs.

— Haut-Rhin.......	84	14	35
— Bas-Rhin........	126	21	

VIe DIVISION.

Grenadiers seuls.

— Doubs...........	21	3	16
— Jura.............	21	3	
— Haute-Saône.....	21	3	
— Ain..............	42	7	

IVe DIVISION.

Grenadiers et chasseurs.

— Vosges...........	84	14	28
— Meurthe.........	84	14	

IIIe DIVISION.

Grenadiers et Chasseurs.

— Moselle..........	84	14	14

IIe DIVISION.

Grenadiers et Chasseurs.

Départ.	Ardennes........	42	7	28
—	Meuse...........	42	7	
—	Marne...........	84	14	

VIIe DIVISION.

Grenadiers et Chasseurs.

—	Mont-Blanc.......	42	7	52
—	Isère.............	126	21	
—	Drôme...........	42	7	
—	Hautes-Alpes.....	42	7	
		1238		205

Le gouvernement incorpora, dans les cadres de ces bataillons, vingt-cinq mille militaires rappelés sous les drapeaux, qui en occupèrent une partie des places d'officiers et servirent d'instructeurs. Les deux cent quatre bataillons, indiqués ci-dessus, furent employés en partie à l'armée des Alpes et au corps d'observation du Jura : le restant fut réparti dans les places fortes. Les bataillons mobiles des départemens de la 9e division militaire devaient être destinés plus tard à renforcer les deux corps d'observation de Toulouse et de Bordeaux, dans le cas où l'Espagne aurait pris part aux hostilités.

Pendant que ces préparatifs de défense se faisaient en France, ceux de la coalition contre nous se poussaient avec une égale rapidité. De même qu'en 1814, ce n'étaient pas seulement des armées qu'on préparait : c'étaient les populations entières qu'on voulait remuer et faire déborder sur la France; on chercha même à établir cette levée en masse offensive, sur une plus grande échelle. Etait-ce la nécessité? était-ce la peur? était-ce enfin le désir de chercher de nouvelles indemnités, qui pussent applanir les difficultés qu'avait amenées le partage de l'empire français, qui causèrent ce mouvement extraordinaire? C'est ce que l'exposition succinte de la situation de l'Europe, au commencement de 1815, va développer.

La guerre de 1814 avait terminé d'une manière inespérée pour les coalisés; le gouvernement impérial n'avait pu résister à un choc qui le trouvait hors des intérêts qui faisaient son unique force : en mettant le pied dans la carrière féodale, en s'entourant de nouveaux priviléges et de nouveaux privilégiés, il avait été atteint par la corruption et par la caducité. Malgré toute la fumée enivrante que la coalition avait répandue sur un triomphe qui lui était étranger, ses chefs étaient trop éclairés pour ne pas sentir qu'il fallait s'arrêter. Un pas de

plus aurait dissipé l'illusion qui couvrait encore le fond de leurs projets : en irritant la nation, ils couraient les plus grands dangers, et pendant le cours de cette campagne, si abondante en faits, ils avaient appris que nous n'avions pas besoin d'être en nombre égal pour vaincre. Ils s'appliquèrent seulement à profiter des avantages que la fortune leur avait livrés, et l'incroyable facilité avec laquelle la France fut dépouillée d'un nombre de provinces appartenantes à ses limites naturelles, d'une partie de sa marine et de ses arsenaux, vint couronner leurs succès. Ils avaient été forcés de renoncer à l'idée de renouveler sur elle l'iniquité du partage de la Pologne; mais ils avaient acquis une assez grande masse de butin, pour pouvoir attendre encore.

Incertains, en continuant la guerre après la bataille de Leipsic, du terme où pourraient atteindre les envahissemens qu'ils projetaient; ils les avaient d'abord fait administrer en commun (*), se contentant d'en partager les intérêts. Le traité du 30 mai 1814, ayant mis, pour le moment, un terme aux sacrifices de la France, il fallut songer à disposer des provinces, qui avaient été démem-

(*) Campagne de 1814, *Pièces justificatives*, n° III.

brées de l'empire français, et des états qui avaient été envahis. La grande ligue, formée contre un être métaphysique, qu'on avait appelé *prépondérance*, avait toujours énoncé, comme un principe reconnu et invariable, l'*indépendance des nations et le rétablissement de l'état politique de l'Europe*. Il était donc naturel d'en conclure, que l'Europe devait être remise dans l'état où elle était en 1792, époque qui avait servi de base pour la France, et que chaque souverain, grand ou petit, devait rentrer dans ses états. Tant que le quartumvirat de la coalition avait eu besoin du concours des puissances secondaires, il n'aurait pas été permis d'élever un doute sur cette conséquence, sans risquer de blesser *sa loyauté*. L'illusion dura encore quelque temps, et fut prolongée par l'annonce pompeuse d'un congrès, qui devait se réunir à Vienne, pour traiter des intérêts de l'Europe.

Après bien des retards, le congrès de Vienne s'était enfin ouvert dans les premiers jours d'octobre 1814. Le problème que cette espèce de sénat européen avait à résoudre, était celui de fixer les rapports réciproques des membres de la république européenne, et d'assurer à chaque état une existence politique, indépendante et basée sur des constitutions, et un *ordre légal* inébranlable.

La solution de ce problème aurait été prompte et facile, si l'on y avait fait entrer l'intérêt des peuples pour quelque chose. Mais ils ne parurent, dans cette nouvelle Charte, que comme des troupeaux qu'on compte par têtes, pour les donner, les vendre ou les troquer. Le système de partage qui avait été adopté, et qui n'avait d'autre base que la convenance et la force réciproque des partageans, avait remis le système politique précisément au même point où il était à l'époque du partage des débris de l'empire romain. Si la classe mitoyenne avait été en général moins éclairée; si les lumières du siècle n'avaient pas atteint jusqu'à la chaumière du pauvre, il ne fallait rien de plus qu'un bouleversement pareil pour éteindre encore une fois la civilisation en Europe. En effet, on voyait d'un côté se préparer le déchirement des nations, coloré cette fois du nom *d'indemnité*, devenu, par le fait, le synonyme de *spoliation;* de l'autre, l'hydre féodale agitait ses cent têtes; et, déployant les parchemins où ses usurpations étaient écrites avec le sang de ses victimes, réclamait ce qu'elle appelait ses droits.

Cependant la situation violente où une lutte gigantesque et des efforts extraordinaires avaient mis l'Europe, demandait un remède prompt et

efficace. Le traité de Paris avait été une simple suspension de l'effusion du sang sur les champs de bataille ; il était bien loin d'avoir donné la paix à l'Europe. Les légions nombreuses qui avaient combattu étaient encore sous les armes et, concentrées dans les pays envahis, en achevaient la ruine. Les charges des peuples n'étaient point diminuées, au malaise du présent se joignaient les inquiétudes de l'avenir. Cet avenir, encore voilé, se présentait, au milieu des prétentions diverses, comme un nuage sombre qui menaçait de nouvelles tempêtes. L'attitude, quasi hostile des membres de la coalition, était le résultat de la jalousie inquiète et du mécontentement anticipé que causait le partage futur des provinces qui appartenaient au butin. L'exaltation qui avait accompagné tous les actes de 1814 et qui avait engendré des efforts, jusqu'alors sans exemple, avait singulièrement étendu l'idée que chacun se faisait de son importance, de ses sacrifices et de ses droits. Si la fièvre de liberté et d'indépendance durait toujours chez les peuples, celle d'agrandissement avait redoublé chez tous les gouvernemens. Plus le succès avait été grand, plus il avait été inespéré, et plus il avait réveillé la cupidité. La quotité des

prétentions avait été établie sur une échelle si grande, que la masse à partager ne se trouvait plus suffisante; il fallait donc se tenir prêt à arracher par la force le plus gros lot possible. Il y avait cependant les démembremens de l'empire français sur les deux rives du Rhin et en Italie, le royaume de Westphalie, celui de l'Italie, la Saxe, la Pologne, l'Illyrie, les îles Ioniques et quelques districts de l'Allemagne; c'est-à-dire presque trente millions d'âmes.

Les effets du choc des prétentions et de la divergence des vues et des intérêts, se firent sentir dès l'ouverture du congrès. Mais ils ne se firent sentir qu'entre les membres du quartumvirat européen et par eux; le but des efforts de la coalition étant rempli, tous les membres secondaires retombèrent dans la classe subordonnée, et il ne fut plus question de leurs droits, qu'antant qu'il plut à chacune des grandes puissances de faire valoir les intérêts, de ceux qu'elle avait pris dans sa clientèle. Le masque était tombé, et au lieu de voir l'Europe rendue à son vrai équilibre, par l'indépendance des nations, il fallut s'attendre à la voir partagée entre ses quatre dominateurs; soit par le fait, soit par l'espèce d'esclavage, où allaient

se trouver tous les états du second et du troisième ordre. Un mois se passa en question d'étiquette, et en formalités d'ouverture.

Les deux mois suivans s'écoulèrent en discussions d'intérêts, entre les quatre grandes puissances. Les seules opérations sur lesquelles les négociations aient pu tomber d'accord, avant la fin de 1814, furent le titre de royaume donné au duché de Hanovre, dont l'Angleterre avait repris possession; la réunion de Gênes au royaume de Sardaigne; et la cession faite par la Russie à la Prusse, de *l'administration de la Saxe*. Le premier de ces actes, réclamé par des intérêts d'ambition personnelle, n'en avait aucun pour l'Europe, depuis que le Hanovre avait été réuni à l'Angleterre. Dès qu'un point d'appui, sur l'Europe continentale, avait été laissé à un gouvernement appliqué, par système, à ruiner le commerce et à détruire le bien-être intérieur de tous les peuples, qui ont le malheur de se trouver en contact avec lui, il importait fort peu que l'agent de discorde, fût ducal ou royal. Les deux autres actes étaient des violations manifestes des droits les plus sacrés des nations et des principes si hautement proclamés. On pouvait les considérer comme le modèle, sur lequel allaient être tracées toutes les transactions qui

devaient suivre. Ce présage sinistre fut observé et jugé par l'opinion publique; il ne pouvait qu'augmenter l'anxiété qui se répandait partout et qui croissait de jour en jour. Il n'y avait plus aucune apparence d'équilibre politique, si ce n'est entre les quatre dictateurs; les autres états, réduits à un rôle purement passif, simples spectateurs d'un congrès où leurs intérêts et leur indépendance réelle ne devaient aucunement entrer en considération, attendaient avec inquiétude le sort qui leur était réservé.

La France même, qu'un sentiment de dignité et de convenance nationale auraient dû empêcher d'y avoir des ministres, se trouva par le fait hors de rang, et ne prit aucune part aux actes de la coalition, si ce n'est par quelques intrigues et par l'humiliation de voir partager ses dépouilles et mépriser ses inutiles protestations en faveur de la Saxe. Sa position, dans une réunion pareille, était fausse, sous tous les rapports. Affaiblie, plus encore par les effets de l'empressement avec lequel elle s'était prêtée à son dépouillement, que par les maux de la guerre, elle ne pouvait employer que le langage des remontrances, et elle tombait par là au second rang. Pour mettre un poids dans des balances où le nombre des baïonnettes remplaçait

la justice, il fallait avoir une armée. On le pouvait si on le voulait, mais personne ne voulait. Notre vaillante armée, renforcée par cent cinquante mille braves rentrés d'Allemagne ou d'Italie, ou des prisons de l'ennemi, n'attendait que d'être rappelée sous les drapeaux; les ressources de la France suffisaient pour l'entretenir, pourvu qu'on ne les détournât pas à d'odieuses et inutiles prodigalités. Mais l'armée, abreuvée de dégoûts et d'outrages, voyait ses rangs s'éclaircir chaque jour; ses chefs, ses officiers étaient remplacés en grande partie par des enfans ou des vieillards décrépits, ou par de ces hommes qui n'avaient jamais combattu avec elle. Si une position pareille était favorable aux projets de la faction des privilégiés de la France, elle ne l'était pas moins aux intérêts de la coalition et des privilégiés des autres pays. Ce n'était pas la première fois que les vues des uns et des autres ont été d'accord. Il n'est personne assez peu éclairé pour ignorer en ce moment que la guerre, qui a duré, presque sans interruption, depuis 1792 jusqu'à 1815, n'a jamais été autre chose que la guerre *des priviléges de toute espèce* contre *l'affranchissement des peuples*. Les gouvernemens absolus, mûs par les chefs de la féodalité, qui s'en partageaient les emplois,

et décidés à ne jamais accorder à leurs peuples l'exercice des droits que les Français avaient reconquis, dirigèrent constamment leurs efforts à leur destruction en France. Dans l'intérêt du système de gouvernement, dont ils ne voulaient pas se départir, ils cherchaient à anéantir jusqu'aux traces de la liberté civile et de l'égalité légale, qu'ils regardaient comme un exemple dangereux à l'égard de leurs peuples. Napoléon, au milieu de la révolution, vint en arrêter le cours, et institua un ordre de choses intermédiaire, qui, sans renverser directement les droits des peuples, favorisait cependant l'aristocratie. Mais ce n'était pas la féodalité, et ses partisans, qui ne connaissent pas de composition, élevèrent l'orage qui renversa un trône, qui déjà n'était plus soutenu par des intérêts purement nationaux. La digue, que cette main puissante soutenait seule, était renversée; les peuples, avec le sentiment de leurs droits, et la féodalité, réclamant ses priviléges, étaient en présence. Tel est le point de vue sous lequel il convient de considérer la coalition, ses actes, sa position envers la France, et la situation intérieure de notre patrie à cette époque.

Il résulte, de ce que nous venons d'exposer, que si les chefs de la coalition étaient peu d'ac-

cord entre eux, relativement à leur agrandissement réciproque et à leurs projets futurs; ils s'entendaient néanmoins tous dans leur inquiète jalousie au sujet de la France. Ils s'attendaient à une crise dans notre patrie; ils sentaient bien que la lutte entre les anciens privilégiés et la nation la rendait inévitable, mais ils la croyaient encore plus prochaine qu'elle ne l'était réellement. Cette idée contribua, avec la jalousie réciproque des puissances coalisées, à les tenir sur le pied de guerre, et à entraver pendant si long-temps la marche du congrès.

Les deux objets sur lesquels on s'entendait le moins, étaient le sort futur du grand duché de Warsovie et du royaume de Saxe, sur lesquels les vues de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche étaient différentes. La première puissance, fidèle à l'exécution de son plan d'extension successive sur l'Europe, désirait la possession entière de la Pologne, poussant ainsi à l'ouest la Prusse et l'Autriche. Les deux dernières ne pouvaient guère approuver un plan de partage, dont les avantages les plus certains étaient pour la Russie : maîtresse de Warsovie, la Russie s'approchait de beaucoup de la capitale de l'Autriche, et ce danger réel n'était pas parfaitement compensé par la possession de l'Italie. Ce pays, où tant de

siècles de dévastations et d'oppression, ont rendu héréditaire et inextinguible la haine contre les Autrichiens, n'ajoutait aucune force morale au gouvernement usurpateur. La seule ressource qu'il en pût tirer était de l'argent, aussi aucun moyen ne fut oublié pour appauvrir l'Italie. La Prusse de son côté voyait avec chagrin que, loin de pouvoir compter sur les conquêtes étendues, dont elle s'était flattée en se déclarant contre nous, elle n'avait à espérer que des compensations. Encore ces compensations, en lui donnant des sujets, peu affectionnés et peu disposés à le devenir, lui donnaient-elles pour voisine une nation irritée par des injures récentes et ineffaçables. Les écrivains prussiens se plaignirent amèrement dans le temps, et soutinrent que la Prusse, malgré ses nombreux envahissemens, n'avait reçu aucune récompense de ses efforts, et avait porté les plus grands sacrifices au repos de l'Europe. Comme si la Prusse, qui ne doit son existence qu'à un siècle d'usurpations, et à la violation de dix traités, avait acquis par là un droit de domination légitime. Au milieu de ces contestations l'Angleterre avait son but fixe. La possession des îles Ioniennes achevait d'assurer son établissement dans la Méditerranée, lui fournissait les moyens de ruiner le

commerce de l'Italie et de l'Autriche, et de nuire à celui de la France. La rétrocession du Hanovre, lui donnait une voix délibérative dans les affaires d'Allemagne et un entrepôt pour ses marchandises. Mais ce n'était pas assez, les manufactures de la Belgique étaient encore florissantes, et il fallait les atteindre. Un moyen s'offrait à son gouvernement et lui donnait encore un air de désintéressement : ce moyen était celui de prendre sous sa protection la Hollande et la Belgique; car protéger est, avec le gouvernement anglais, synonyme d'opprimer. Il s'y appliqua ainsi qu'on put le voir bientôt.

Enfin le 8 février 1815, le sort de la Saxe et de la Pologne fut décidé. L'Autriche reprit le cercle de Tarnopol en Galicie. La Prusse obtint une moitié de la Saxe et une partie du grand duché de Warsovie. Le reste de ce grand duché fut érigé en royaume et revint à la Russie. Peu après, le partage des provinces de la rive gauche du Rhin fut sanctionné, et la Prusse en obtint la plus grande partie. La manière dont le partage se fit peut donner une idée de l'esprit qui avait guidé le congrès de Vienne, surtout sous le rapport de l'équilibre politique de l'Europe. L'Autriche attentive à *arrondir* ses possessions, réclama sa portion

dans le voisinage des états héréditaires; ce fut le Tirol avec le Voralberg, le pays de Salzbourg et L'Inn-Viertel. Déjà la plus grande partie de l'Italie septentrionale lui avait été cédée, soit comme province lombardo-vénitienne, soit comme duchés de Modène et de Parme, soit enfin par la reversion de la Toscane. De cette manière, sa frontière occidentale, depuis la Bohême, court le long de L'Inn, du Tesin et de la Scrivia, jusqu'au golfe de la Spezia sur la mer Méditerranée; elle coupe l'Italie en deux et menace de deux côtés la Bavière, que son projet, plus ou moins lointain, est de reléguer au-delà du Rhin. Cette position serait formidable, si ce gouvernement, après avoir poussé au dernier degré la haine des Italiens, n'eût encore aliéné les Tyroliens. A la première grande guerre continentale, l'Autriche apprendra la différence qu'il y a entre la possession de l'argent ou de l'affection des peuples. Pour peu qu'un de ses deux adversaires naturels sache profiter des avantages que cette position lui donne; l'Autriche pourra voir ses ex-sujets le glaive en main, aux portes de sa capitale, lui demander compte de leur oppression. La révolution de l'Europe ne sera finie que lorsque les peuples auront été rendus à leurs limites naturelles; l'indépendance de

la Pologne et de l'Italie sont les seules bases solides de l'édifice politique européen. Au reste, malgré que le plan général du partage eût été décidé, tous les détails n'en étaient pas encore arrêtés. La Bavière avait reçu le duché de Würtzbourg, celui d'Aschaffenbourg et une partie du pays de Darmstadt, en échange du Tyrol et du Voralberg; mais Salzbourg et l'Inn-Viertel causaient encore des difficultés. L'Angleterre insistait pour une augmentation du nouveau royaume des Pays-Bas, composé de la Hollande et de la Belgique. Un mécontentement sourd régnait entre les cabinets et se joignait au malaise des peuples, pour présager de nouveaux orages. Au milieu de cette situation pénible s'éleva un incident, qui aurait pu avoir quelque influence sur la tranquillité momentanée de l'Europe, sans les événemens bien plus importans qui se présentèrent peu après. Le roi de Naples, Joachim, en se séparant de la France, avait conservé son trône, dont les chefs de la coalition lui avaient garanti la possession. Cette concession avait un peu compromis l'Angleterre qui se trouvait entre deux engagemens contraires, mais dans un cas pareil ce gouvernement n'a jamais été embarrassé. Des intrigues dont l'histoire

a déjà rendu compte (*), mirent le roi de Naples en hostilités avec l'Autriche, et lui firent perdre sa couronne. Nous ne nous occuperons pas de cette guerre qui nous est étrangère, et nous nous contenterons d'observer que le royaume de Naples est celui, de toute l'Europe, où un souverain peut le moins compter sur le courage et la fidélité de ses sujets. Nous ne relèverons pas non plus l'imputation qui a été faite, que les démarches hostiles du roi de Naples avaient une relation avec la révolution du 20 mars; l'époque à laquelle elle fut mise en avant, et la coïncidence accidentelle des deux événemens, a pu alors induire en erreur le gouvernement autrichien : en ce moment l'histoire a déjà fait justice d'une imposture, à laquelle l'impudence seule avec laquelle elle était répandue avait pu donner quelque crédit.

Telle était la situation du congrès, et personne ne doutait plus en Europe d'une rupture prochaine, lorsque la nouvelle du débarquement en France de l'empereur Napoléon arriva à Vienne le 6 mars. Cette nouvelle termina toutes les intrigues et toutes les discussions. « Elle donna une signifi-

(*) Interesting facts relating to the fall and death of Joachim Murat, king of Naples; by Francis Macerone. London 1817, page 24.

» cation aux sombres présages; son nom (de
» Napoléon) rattachait le passé à un avenir ef-
» frayant, et jamais on n'avait vu dans l'histoire,
» qu'un seul homme ait aussi violemment ébranlé
» une partie du monde, que l'Europe le fut en ce
» moment (*). » La terreur égala partout l'étonnement. Le dernier sentiment peut être facilement expliqué par l'audace de l'entreprise, jugée sous le point de vue de Vienne. Mais la terreur? l'avenir effrayant qui s'attachait au nom d'un homme? La postérité aura peine à y croire et demandera avec raison, comment un sentiment aussi pénible, qui ordinairement n'est engendré que par le remords, pouvait ébranler *la conscience d'avoir fait le bonheur de l'Europe entière*, qu'auraient dû avoir les directeurs du congrès. Un seul homme pouvait-il rompre les liens d'harmonie qui, dans les proclamations et les gazettes, réunissaient tous les peuples? Pouvait-il les arracher au bonheur, qu'une exactitude mathématique leur avait assuré par *âme* et par *demi-âme* (**), pour les entraîner dans de nouvelles guerres et de nouveaux hasards? Ou y avait-il réellement des intérêts tellement

(*) Plotho, guerre de l'Europe coalisée contre la France en 1815, (en allemand) page 3.

(**) Voyez le protocole des actes du congrès.

lésés, que Napoléon, en s'en déclarant le protecteur, pût devenir redoutable et amener une réaction dangereuse? Le flambeau de l'Histoire, en éclairant de près les événemens de cette époque et leurs moteurs, fera trouver la clef de ces énigmes et fournira le moyen de qualifier le sentiment qui agita alors la coalition, et les motifs qui la guidèrent dans ses déterminations subséquentes.

Quoi qu'il en soit, dans l'effervescence des premiers sentimens qu'inspira l'invasion de Napoléon, et encore dans la persuasion que cette entreprise ne réussirait pas (ce sont les propres termes de la déclaration), les ministres des puissances coalisées signèrent, le 13 mars, une déclaration contre lui. Cet acte de proscription mettait Napoléon hors de la loi des nations, et le livrait à la vindicte publique; périphrase qui livrait le proscrit aux poignards dirigés contre lui (*). Nous ne rapporterons point cette pièce que nous désirerions

(*) The infraction of an *extorted* treaty, which the allies themselves had vitiated by breaking many of its stipulations, and menacing the violation of its *principal* conditions (although that intention is denied), was declared in the instant of *panic* to be a delinquency which superseded all divine and human laws......

To proclaim impunity for destruction of any man is to *urge* the use of the dagger. *A sketch of the military and political power of Russia.* London, 1819, page 83 et 84.

voir effacée des actes des gouvernemens de l'Europe, au dix-neuvième siècle. Nous nous contenterons d'y opposer quelques considérations, prises dans l'intérêt même des trônes et du droit des nations.

L'entreprise de Napoléon ne pouvait être considérée que sous deux points de vue : comme une révolution intérieure de la France, ou comme une entreprise du souverain de l'île d'Elbe, contre celui de la France. Le premier point de vue appartenait exclusivement au gouvernement français, les puissances coalisées ne pouvaient légitimement considérer que le second; elles n'avaient pas le droit de s'en écarter. L'article II et l'article III du traité du 11 avril 1814 constituaient Napoléon empereur et souverain de l'île d'Elbe, aux mêmes droits que les autres souverains de l'Europe, et sans aucune restriction de celui de paix et de guerre, attaché à la souveraineté. C'était donc un souverain reconnu et indépendant qui envahissait la France, à la tête de ses troupes, en quelque nombre qu'elles fussent. Or, est-il possible d'admettre qu'un souverain, dès l'instant où il entreprend une guerre, puisse être proscrit par les autres, même sous le prétexte de la violation d'un traité? Existe-il des guerres qui n'aient pour fondement ou pour prétexte la violation d'un

traité de part ou d'autre? Proscrire le souverain qu'on attaque, n'est-ce pas lui accorder le droit de proscrire à son tour? Plus encore, chaque souverain, en sanctionnant un acte pareil, ne signe-t-il pas la déclaration formelle qu'il reconnaît à ses collègues et à ses égaux le même droit envers lui. La proscription, ce fléau né de la barbarie, que repoussent avec horreur l'humanité et la justice, envers le dernier des citoyens, ne peut jamais atteindre les souverains, sans ébranler l'ordre social jusque dans ses fondemens et renverser tous les principes de la morale publique. Le droit des nations ne permettait, aux souverains de l'Europe, d'intervenir dans les affaires de la France, que comme alliés du gouvernement français. La guerre que, dans ce cas, ils auraient faite au souverain de l'île d'Elbe, voulant usurper la couronne de France, était une guerre ordinaire, qui n'avait pas un caractère différent que celle qu'on aurait pu faire, trente ans plutôt, à la Russie, l'Autriche et la Prusse, usurpant et déchirant la Pologne.

La proscription de Napoléon et le sang du roi de Naples, Joachim, versé aussi cruellement qu'inutilement, sont deux atteintes funestes portées à la majesté souveraine. L'homme qui en est ou en a été revêtu, couvert par la double égide de la ma-

jesté et de l'inviolabilité, ne peut être arraché du sanctuaire, où la loi fondamentale des sociétés l'a placé, sans attaquer la base de tous les trônes, et fournir, par un exemple déplorable, un prétexte et une espèce de titre aux plus criminelles entreprises. Ce principe aurait dû, dans le siècle présent plus que jamais, prévaloir sur toutes les considérations d'intérêt ou de vengeance, dans les déterminations des gouvernemens; eux-mêmes y ont le plus grand intérêt.

Le 25 du même mois, les puissances coalisées conclurent un traité d'alliance offensive et défensive, dont les principales stipulations étaient :

1° De faire la guerre à Napoléon et à tous ceux qui seraient joints ou se joindraient à lui, *dans le sens de leur déclaration du* 13 *mars*.

2° D'entretenir à cet effet, constamment une armée de cent cinquante mille hommes chacune (non compris les garnisons), et dans la proportion d'un dixième de cavalerie et l'artillerie nécessaire.

3° De ne pas poser les armes avant d'avoir mis Napoléon hors d'état d'exciter de nouveaux troubles, et de renouveler ses tentatives pour s'emparer du pouvoir suprême en France (*).

(*) *Pièces justific.* I.

Pour corroborer cette alliance, le gouvernement anglais, qui en avait été le principal moteur, convint d'accorder à la coalition un subside de cinq millions de livres sterling (cent vingt-cinq millions de France), à répartir entre les puissances par portions égales. Quant au contingent anglais, le gouvernement renouvela les stipulations du traité de Chaumont, se réservant la faculté de payer aux autres coalisés, pour chaque homme manquant, vingt livres sterling pour l'infanterie et trente pour la cavalerie.

La discussion de ce traité et la sanction du subside qui en était le nerf, causa les plus vifs débats dans le parlement d'Angleterre. Mais la composition du parlement, résultat inévitable du mode d'élection de la chambre des communes et du droit illimité de la nomination des pairs, avait trop bien mis dans la main du ministère, cette ombre fallacieuse des libertés de l'Angleterre; le gouvernement obtint ce qu'il voulut. Nous croyons cependant devoir à la justice historique de mettre sous les yeux des lecteurs, quelques-unes des considérations présentées par les membres de l'opposition des deux chambres, contre la guerre qu'on déclarait à la France (*). Le lecteur y verra sous

(*) *Pièces justificatives* n° II.

quel point de vue l'indépendance intérieure et extérieure de notre patrie est considérée par l'opposition anglaise. Cependant les réclamations des membres du parlement, qui s'étaient déclarés contre la guerre, avaient réveillé l'opinion publique en Angleterre; elle se prononça avec une telle véhémence que le ministère crut devoir appliquer un correctif à l'article 8 du 25 mars, contre lequel elle s'élevait le plus. Le choix du correctif fut heureux, en ce qu'il présenta le moyen d'agir sur l'esprit public en France et de contribuer à le paralyser par une prudente duplicité d'expressions. En conséquence, en échangeant les ratifications du traité du 25 mars, l'ambassadeur d'Angleterre présenta, en restriction de l'article 8, une déclaration, dressée dans le sens d'une protestation contre l'intention de vouloir *imposer à la France un gouvernement particulier*. Le 9 mai, le ministre d'Autriche présenta une déclaration pareille (*); la Prusse et la Russie y donnèrent également leur adhésion.

C'est probablement sur la base de cette déclaration, que l'auteur de l'essai sur la puissance militaire et politique de la Russie se fonde, pour

(*) *Pièces justificatives*, n° XXXVI.

avancer que, si l'amour-propre empêcha les souverains coalisés de reconnaître Napoléon, après avoir sanctionné l'acte du 13 mars, il n'en est pas moins vrai que la coalition se serait dissoute, s'il avait abdiqué en faveur de son fils, où s'il avait proclamé la république (*). En admettant cette supposition, pour la Russie et l'Autriche, ce qui exigerait encore des preuves, elle est inadmissible à l'égard de l'Angleterre et de la Prusse. Le but de la première était tout-à-fait opposé aux termes de la restriction, qu'elle avait donnée à l'article 8 du traité du 25 mars (**). Quant à la seconde, la destruction et le déchirement de la France, étaient son unique but. Outre toutes les preuves qu'on en pourra trouver dans le courant de cette histoire, il existe dans la proclamation que publia, le 15 avril, le gouverneur-général du grand duché de Berg (***), un monument historique irréfragable, qui doit écarter toute espèce de doute. Une proclamation, de l'agent supérieur d'un gouvernement, devra toujours être considérée comme l'expression de la volonté et des intentions de ce gou-

(*) A sketh of the military and political power of Russia, page 87.

(**) On en peut voir la preuve dans la proclamation de Wellington du 21 juin, *pièces justific.* n° IV.

(***) *Pièces justificatives* V.

vernement, lorsqu'elle n'est *ni blâmée ni désavouée.*

Cependant les opérations du congrès touchaient à leur fin. Le partage de la masse des provinces, restées à la disposition de la coalition, fut achevé; quelques provinces furent ajoutées au Hanovre; Liége et Luxembourg donnés à la Hollande; et le roi de Saxe se vit forcé de souscrire, le 18 mai, à la spoliation de la moitié de ses provinces. L'échange de Salzbourg et de l'Inn-Viertel, que l'Autriche ne voulait pas laisser à la Bavière, fut ajourné, dans l'espoir que le résultat de la guerre fournirait quelque nouvelle usurpation à partager. Le dernier acte du congrès, celui que lui commandait la nécessité de réunir encore une fois les peuples de l'Allemagne, dans une levée en masse, fut un espèce d'hommage rendu à l'opinion publique et aux désirs des peuples; l'acte de la fédération allemande fut dressé le 8 juin. Cet acte, qui présentait les élémens de la réunion de l'Allemagne en un faisceau, et la perspective d'un régime constitutionnel et représentatif pour chaque état, fut accueilli avec enthousiasme. Personne ne vit alors les vices qu'il porte en lui-même et qui en font pour l'Allemagne un ouvrage de discorde, bien plus que le germe du bien public. La rivalité,

aussi ancienne qu'inévitable, des deux principales puissances de la confédération, tend à séparer l'Allemagne dans deux intérêts opposés, et à la diviser dès la première guerre. Quant aux constitutions promises, il suffit de rappeler que le préambule du traité du 20 novembre 1815, porte expressément que la puissance européenne est dirigée contre le système révolutionnaire (*); or, des constitutions et un système représentatif, basés sur la liberté civile et l'égalité politique, sont, selon le protocole ministériel, un système révolutionnaire.

Ainsi termina le congrès de Vienne qui devait reconstruire l'édifice politique de l'Europe, sur les bases de l'équilibre, de l'indépendance et du bonheur des nations. Il fut reconstruit en effet; mais au lieu d'être fondé sur les droits, l'alliance naturelle, les mœurs ou les lois des peuples, il le fut sur des tables de finance, qui divisèrent et subdivisèrent la population en *âmes, demi-âmes, et fractions d'âmes*, d'après l'échelle des impôts que l'état acquérant pouvait lever (*). Ainsi, élevé par

(*) « Les puissances alliées ayant, par leurs efforts réunis et par le » succès de leurs armes, préservé la France et l'Europe du boulever- » sement général dont elle était menacée, par le système révolution- » naire reproduit en France pour faire réussir cet attentat etc. »

(**) A sketch etc., page 83.

l'esprit d'invasion, et n'ayant pour appui qu'une force précaire, loin de se consolider, il porte en lui le germe de sa destruction et nous menace de nouveaux orages.

Les démarches faites par Napoléon, pour maintenir la France dans la position où le traité du 30 mai 1814 l'avait mise, vis-à-vis de l'Europe, avaient été infructueuses; toutes ses offres avaient été rejetées sans les écouter. Nous nous trouvions donc de nouveau en guerre avec la coalition européenne; car on ne voudra pas sans doute répéter la distinction scolastique, par laquelle on a voulu établir, qu'en combattant nos armées et nos gardes nationales, en prenant et dépouillant nos places fortes jusqu'au mois d'octobre, et en essayant de démembrer notre patrie, ce n'était pas à nous qu'on faisait la guerre; mais à quel titre étions-nous en guerre avec la coalition? C'est la question qu'on se fera naturellement, d'après les expressions combinées du traité du 25 mars et de la déclaration corrective. Le préambule et l'article Ier du traité énoncent, de la part de la coalition, l'intention formelle de maintenir les stipulations du traité du 30 mars 1814, et celles signées et arrêtées au congrès de Vienne, hors de toute atteinte que pourraient leur porter, les projets

présumés de Napoléon et de ceux qu'on appelait ses adhérens, c'est-à-dire la masse des Français. Le contre-sens que présentait l'article 8, par l'idée tout-à-fait neuve de soutenir la France contre les entreprises de ses armées, de ses gardes nationales, de ses représentans et de ses magistrats, *paraissait* redressé par la déclaration corrective qui avait accompagné l'échange des ratifications. Les stipulations de l'article 8 se réduisaient donc à secourir les pays, qui seraient envahis par la France. L'article 3 était plus direct contre Napoléon, et exprimait l'intention de l'empêcher d'occuper le trône de la France.

Il résultait ainsi de la combinaison de ces divers engagemens, que le but *proclamé* de la coalition se réduisait aux quatre points suivans : 1° de maintenir le traité de Paris et le partage de l'Europe fait à Vienne ; 2° de s'opposer en masse à toute agression de la France contre un de ces coalisés ; 3° d'écarter Napoléon du trône de France; mais 4° de ne point chercher à imposer à notre patrie un gouvernement quelconque (*). Or le principe de l'in-

(*) Dans la dépêche qui accompagnait la déclaration de l'Angleterre (*pièces justific.*) lord Clancarthy disait : « Dans cette guerre, les » souverains ne se proposent point *d'intervenir* dans aucun *des droits* » *légitimes* du peuple français. Ils n'ont point l'intention de *s'opposer* » *au droit* qu'a cette nation de *choisir* la forme de gouvernement

dépendance des nations, unique base du véritable droit des gens; principe solennellement reconnu et garanti par la coalition et sur lequel était fondé le quatrième point de leur nouvelle convention, s'oppose à ce qu'aucune puissance puisse intervenir activement, dans les affaires intérieures d'une autre puissance. Il résultait donc encore de cette considération, que la coalition ne pouvait pas, sans violer la foi publique et sans porter atteinte à ses propres déclarations, envahir à main armée le territoire de la France. Cependant la coalition ne s'était pas bornée à un armement défensif, elle avait pris l'initiative de la guerre, et au mois d'avril il n'était plus permis de douter, qu'une nouvelle irruption des peuples du nord ne menaçât de dévaster la France. C'était donc à notre patrie, objet de leur haine et de leur jalousie, depuis vingt siècles, qu'ils en voulaient. Si les sophismes, par lesquels on a voulu couvrir ou colorer le but réel de cette guerre, ont pu dans le temps laisser quelques doutes dans les esprits faibles et peu accoutumés à réfléchir, on a pris grand soin de les écarter depuis 1815.

L'état d'affaiblissement, où la paix de 1814 avait

» qu'elle pense convenable, ni *d'attenter en aucune manière à son* » *indépendance* comme nation libre et grande. »



laissé la France; le licenciement de l'armée, auquel leur influence n'était pas étrangère, et qui allait bientôt la mettre hors d'état de reparaître dans l'arène, l'usurpation de toute les places par l'aristocratie féodale; tout faisait espérer aux coalisés, que les élémens de la liberté civile et de l'égalité légale serait bientôt détruits en France. Ils pouvaient donc s'occuper sans crainte, à jeter, uniquement dans leurs intérêts, les bases d'un édifice, où il était impossible de méconnaître les pierres d'attente de nouvelles usurpations sur la France; mais en même temps qu'elles se voyaient débarassées de l'intervention du gouvernement français, par la nullité à laquelle le réduisaient la composition de son ministère et sa marche intérieure, les quatre puissances dictatrices se trouvaient abandonnées à la rivalité, qu'excitaient des prétentions égales à la prépondérance.

Les élémens de discorde, nés de cette rivalité, s'étaient développés pendant le congrès même, malgré que les intérêts des puissances du second ordre aient été sacrifiés à la cupidité des grandes; ces dernières et surtout la Prusse et l'Autriche étaient mécontentes de leur part du butin. On peut sans crainte assurer, que le congrès aurait terminé d'une manière hostile, si la révolution du 20 mars

n'était venue présenter un incident, dont la coalition se décida immédiatement à recueillir les avantages. Les négociations pour l'échange de Salzbourg et de l'Inn-Viertel, avec la Bavière, furent suspendues dans l'espoir de pouvoir étendre davantage l'Autriche vers l'ouest, en faisant valoir ses prétendus droits sur la Lorraine et l'Alsace : les documens qui devaient fonder cette prétention furent tirés encore une fois des archives. Les difficultés de la Prusse au sujet de Luxembourg, pouvaient s'applanir par la conquête des places de la Moselle ou de la Sarre. L'Angleterre pouvait épargner les soixante millions qu'elle devait fournir à la Hollande, pour construire des forteresses frontières, en lui faisant remettre celles toutes faites de Lille, Valenciennes et Maubeuge. La Russie enfin pouvait achever la réunion de la Pologne...

Les moyens desquels la coalition, en s'en servant rapidement, pouvait espérer la réussite de ses projets, étaient encore dans ses mains. Ces moyens se réduisaient à deux : la force et la déception. La force était encore réunie, puisque la rivalité des puissances et le désir de soutenir au besoin leurs prétentions, les avaient empêchées de licencier leurs armées, ni même leurs milices. La

déception était facilitée par la position intérieure même de la France. Avant de développer comment et sous quel aspect la déception s'est présentée, il convient d'examiner une autre question. On a répété dans le temps, sous mille formes différentes et jusqu'à la satiété, les cris des énergumenes du *Tugend-Bund;* on fait résonner dans toute l'Allemagne, on affecte même encore aujourd'hui d'être convaincu, que la révolution du 20 mars devait avoir pour conséquence immédiate, de bouleverser l'Europe et de menacer l'indépendance de l'Allemagne et de l'Italie. On attribue le renouvellement des liens de la coalition à la nécessité de s'opposer à ce danger, et la déclaration du 31 mars, à la crainte qu'inspirait le caractère ambitieux de Napoléon, et la haine qu'on ressentait de sa tyrannie.

Il est vrai que cette dernière pièce porte l'empreinte de ces deux sentimens; mais en bonne foi, peut-on leur attribuer le traité subséquent et la déclaration corrective, fruit d'une profonde méditation, tant pour le sens que pour le choix des expressions? Nous croirions faire injure au bon sens de nos lecteurs, en supposant qu'il puissent s'arrêter à cette idée. La crainte d'une invasion subite n'aurait pu être fondée de la part des coalisés, qu'autant que la

France aurait eu le 20 mars une puissante armée, prête à passer le Rhin et à entrer en Belgique. Or, ils *ne pouvaient pas ignorer*, que l'armée était tellement réduite qu'elle pouvait à peine suffire pour la défense des places fortes. Mais, dira-t-on, il était facile de la compléter au milieu d'une nation belliqueuse. Cette objection se présente sous deux aspects; elle s'adresse à la volonté du gouvernement ou à celle de la nation. La volonté du gouvernement s'était annoncée ostensiblement, en prenant l'initiative à l'égard de la conservation du traité de Paris; il était facile de s'assurer de sa bonne foi en lui demandant des garanties raisonnables.

Si l'objection s'adresse à la volonté nationale, il en résulterait que c'était réellement à la nation que la coalition faisait la guerre; mais les coalisés n'ignoraient pas les vraies dispositions du peuple français : ils savaient que ces dispositions étaient tout-à-fait contraires à l'idée d'une agression, et que la position extraordinaire et douteuse du gouvernement, subordonnerait nécessairement à cet égard sa volonté, à celle de la masse de la nation. Dans l'un et dans l'autre cas, l'agression des coalisés ne peut donc être considérée, que comme une violation du droit des gens; le droit d'attaquer notre voisin sur des intentions

présumées et contraires à celles qu'il énonce, entraîne celui de supposer ces intentions et donne la main à toutes les usurpations.

Il était évident, pour tous ceux qui connaissaient la position de la France après le 20 mars, et les coalisés ne manquaient certes pas de notes exactes à cet égard, que le rétablissement du despotisme impérial était impossible. Napoléon, en voulant le tenter, aurait vu renverser un trône, qui ne pouvait s'établir que sur la base la plus libérale; il en résultait que toute tentative de sa part, pour entamer une guerre offensive, aurait été non-seulement inutile, mais dangereuse pour lui. Puisque les coalisés étaient tellement certains que Napoléon voulait les attaquer dans leurs possessions, s'ils avaient voulu ménager la France, ils pouvaient attendre la nouvelle révolution, que devait amener une entreprise aussi contraire au vœu national. Alors ils auraient été débarrassés de l'objet de leurs craintes, sans avoir besoin d'ébranler de nouveau l'Europe. Mais la France pendant ce temps aurait vu se consolider chez elle, les droits imprescriptibles pour lesquels elle combattait depuis vingt-cinq ans; la défense nationale se serait organisée, et la France libre et forte, sans menacer ses voisins, leur aurait imposé, par son

attitude seule, l'obligation de respecter son indépendance. Tel n'était pas le but de la coalition. Ne perdons pas de vue que depuis vingt ans, elle faisait la guerre aux principes, sur lesquels repose notre gouvernement constitutionnel (*). Cette déclaration émanée de la bouche d'un souverain, ne saurait être soumise même à un doute, sans

(*) On observera peut-être contre cette assertion si vraie, que des constitutions vont s'établissant partout. Qu'on y regarde de près et l'objection tombera d'elle-même. On ne verra partout que des représentations nationales, dominées quelque part par l'action directe du gouvernement, ailleurs rappelées à *répartir seulement l'impôt fixé*; dans d'autres endroits, renfermées dans le vote d'un budjét, tancées lorsqu'elles n'accordent pas tout, et écartées de toute demande d'amélioration. Qu'on lise l'acté de la confédération allemande, on y verra à la vérité un article qui promet des constitutions représentatives; mais ce sont des constitutions d'états et par conséquent par *classes*; mais l'article suivant conserve à l'ancienne noblesse immédiate, aujourd'hui médiatisée, sa prééminence sur la noblesse des états auxquels elle appartient, le droit d'élire son domicile, tous les privilèges qui dérivent de cette primauté, même celui de fixer la disposition de leurs successions, le droit de justice seigneuriale, l'exemption d'impositions pour leurs personnes, demeures, forêts et chasses. Il est donc naturel que le restant de la noblesse de chaque état, soit-disant constitutionnel, jouisse des droits analogues. Il en résulte que si une partie de la représentation nationale, malgré sa division par classes, se réunit pour proposer des améliorations, l'autre partie s'y refusera par *esprit de caste*. On peut dire, sans s'écarter de la vérité, que des constitutions fondées sur la base de l'acte de confédération, ne servent qu'à légaliser l'aristocratie féodale. Or les grandes puissances non seulement se tiennent exemptes de ce qu'elles appellent hautement une *calamité*, mais elles empêchent les autres de sortir des bornes tracées par l'acte de confédération.

lui faire injure. La coalition ne pouvait donc avoir d'autre but que celui d'affaiblir de nouveau notre patrie, et d'y effacer tôt ou tard les traces des institutions constitutionnelles; tel fut en effet celui de l'invasion de 1815, et c'est pour faciliter cette invasion que la déception fut jointe à la force.

L'article 8 du traité du 25 mars présentait le gouvernement royal de France comme lié à la coalition, partie intégrante dans les stipulations de ce traité et par conséquent dispensé de tout sacrifice onéreux, en reprenant son action en France. Cette position parut fausse en ce qu'elle s'opposait à tout projet d'envahissement, de partage ou de contributions à titre d'indemnité; elle ne laissait l'espoir que d'un subside, proportionné aux dépenses d'une seule campagne. Heureusement la déclaration explicative y remédia; on peut la regarder, sous ce rapport, comme un chef-d'œuvre de logique diplomatique. La coalition protestait hautement qu'elle ne prétendait faire la guerre que pour renverser Napoléon du trône, et qu'elle n'entendait pas la continuer, pour *imposer* à la France un *gouvernement quelconque*, ni par conséquent pour *prohiber*: l'un est la conséquence de l'autre.

Le sens direct de cette déclaration était donc

que, dès que Napoléon ne serait plus sur le trône, la guerre était finie de fait; puisque la coalition en reconnaissant le *gouvernement quelconque* qui succéderait, ne pouvait se refuser à traiter avec lui. Tel fut en effet le sens qu'on y attacha en France, et cette explication, dictée par la droiture, ne contribua pas peu à paralyser l'énergie de la défense nationale; nous reviendrons sur cet objet. Mais le sens diplomatique qu'on y avait attaché était tout-à-fait différent; et nous avons pu nous en apercevoir plus tard. En effet, les intérêts du gouvernement royal ayant été mis de côté, dès qu'on avait formellement écarté l'idée que la coalition voulût aider activement à son rétablissement, ce n'était plus à *l'usurpation*, mais à la puissance de Napoléon qu'elle faisait la guerre. Aussi, dans la déclaration corrective, s'est-on servi du mot de *puissance* et non d'*usurpation*. Or la puissance de Napoléon n'était autre chose que la France entière, sans l'appui de laquelle il n'aurait été qu'un individu isolé. Il en résultait donc clairement, que c'était sur la France qu'ils entendaient user du droit que leur donneraient les succès de leurs armées.

En usant de ce droit, soit pour démembrer

la France, s'ils l'osaient, soit pour l'affaiblir ou la ruiner, ils n'avaient pas besoin de s'inquiéter de la forme de gouvernement qu'elle prendrait; leurs troupes répandues sur le territoire français devaient donner assez de force au parti anti-constitutionnel, pour renverser toutes les institutions les plus libérales, en s'emparant du pouvoir. C'est ainsi que la coalition entendait tenir l'engagement qu'elle avait pris, de ne pas imposer à la France un gouvernement quelconque. Mais tout le monde n'était pas familiarisé avec les formules diplomatiques, qui avaient déjà présidé au déchirement de la Pologne d'une manière à peu près semblable, ou qui avaient teint le sol des Indes du sang de dix de ses rois, victimes de la cupidité et de la perfidie. La déclaration fit son effet, et ce moyen de déception contribua puissamment à favoriser l'invasion de notre patrie.

Le traité de coalition du 25 mars, ne s'était pas limité aux quatre puissances qui partageaient la dictature de l'Europe; tous les états de l'Allemagne, la Suède, le Danemark, l'Espagne, la Sardaigne, le Portugal et le royaume des Pays-Bas, y accédèrent. Le Portugal et l'Espagne ne donnèrent cependant qu'une accession nominale, puis-

que ces deux puissances ne prirent aucune part aux hostilités. La Suède ne fournit aucun contingent. La Hollande, en entraînant la Belgique sous les mêmes drapeaux, nous donna l'affligeant spectacle d'une espèce de guerre civile; les mêmes guerriers qui pendant vingt ans, dans les mêmes rangs, avaient partagé les mêmes travaux, les mêmes dangers, la même gloire et les mêmes revers, se trouvèrent forcés de combattre les uns contre les autres. Au reste, si les Belges ont fait voir qu'ils n'avaient pas dégénéré, au milieu de nous, de leur antique valeur, ils nous ont également montré, après l'heure des combats, qu'ils se sentaient encore nos frères. C'est à nos blessés de Waterloo et de Ligny, c'est à tous ceux d'entre nous que le malheur à forcés de chercher un asile sous leur toit hospitalier, que la reconnaissance impose surtout le devoir sacré, de faire à leurs concitoyens le récit des soins touchans, de la noble hospitalité des Belges; aucun Français ne peut *jamais* en perdre le souvenir. Sous les drapeaux de la Sardaigne, combattaient aussi contre nous des milliers de guerriers, peu auparavant nos camarades, et dont beaucoup portaient encore l'honorable signe de la valeur, mérité dans nos rangs.

Pour compléter l'armement de l'Europe entière

contre nous, il ne manquait plus que la réunion de la Suisse aux autres membres de la coalition; elle n'y manqua pas long-temps. Le 6 mai, les ministres des quatre grandes puissances (*), près de la diète à Zurich, remirent une note tendante à demander l'accession de la confédération helvétique, au traité du 25 mars. La diète annonça son accession, par une note du 12, et nomma pour traiter MM. de Wyss, l'avoyer de Mulinen et de Wieland. Le 20 du même mois, fut conclue une convention (**), par laquelle la Suisse s'engagait à maintenir un corps de trente mille hommes et une réserve; les coalisés promettaient de leur côté de renoncer au passage et à l'établissement de leurs troupes dans ce pays, de faciliter les achats d'armes et de munitions et d'aider par des emprunts, les cantons qui en auraient besoin.

Dans le premier chapitre, nous développerons le système d'attaque et de défense, et la masse des moyens militaires employés par la coalition et par la France. Nous ne présenterons pas au lecteur l'analyse de la marche stratégique et des

(*) MM. de Schrant pour l'Autriche; baron de Krudener pour la Russie; baron de Chambrier pour la Prusse et Strafford Canning pour l'Angleterre.

(**) *Pièces justific.* VI.

événemens de cette campagne; la catastrophe du Mont-St-Jean en a arrêté le cours et en a ramené la décision sur un seul point. Aussi nous occuperons-nous d'abord des opérations de la grande armée, que nous suivrons jusqu'à la convention de Paris; dans les chapitres suivans, nous ferons le récit des opérations aussi courtes que glorieuses des armées du Rhin, du Jura et des Alpes. Les hostilités qui ont eu lieu dans la Vendée, ne trouveront pas leur place dans cet ouvrage; ma plume se refuse à tracer le tableau des combats où il n'a été versé que du sang français. Puisse un sentiment semblable faire naître de justes remords, dans l'âme des provocateurs de discorde, et les empêcher de nous mettre jamais dans la douloureuse nécessité, de nous défendre à main armée contre leurs entreprises.

HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE 1815.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

Situation des armées coalisées au mois de mars. — Forces qu'ils réunissent et leur répartition. — Mouvemens des armées coalisées au mois de mai.—Situation des armées anglo-batave et prussienne en Belgique.— Tableau de la force des armées coalisées au 14 juin. —Mesures prises pour la défense de la France.—Répartition des armées françaises.—Plan de campagne proposé pour la France. —Plan adopté par l'empereur Napoléon.—Tableau de la force des armées dans les premiers jours de juin.— Observations sur la formation de l'armée du nord.—Position des armées coalisées.

Au mois de mars, les forces de la coalition, quoiqu'elles fussent encore sur pied, n'ayant été nulle part licenciées, s'étaient en partie éloignées des frontières de la France. La Prusse n'avait entre

le Rhin, la Meuse et la Moselle, qu'un corps d'environ quarante-cinq mille hommes, non compris la division saxonne de Thielemann. Les landwehrs de Westphalie et de Berg, fortes de vingt-sept bataillons et dix escadrons, étaient en seconde ligne à la droite du Rhin; mais les cadres seuls étaient sous les armes : il est vrai que les soldats en semestre pouvaient être rappelés dans quinze jours. Le restant de l'armée prussienne était en partie autour de Berlin, en partie dans la Thuringe (*). Il en résultait que la Prusse pouvait, dès le mois d'avril, avoir près de quatre-vingt mille hommes en Flandres. L'Angleterre avait encore dans la Belgique un corps anglais et hanovrien de vingt-cinq mille hommes, qui, réunis aux troupes belges, formaient une armée d'environ quarante mille hommes. Elle était commandée par le prince d'Orange. L'Autriche avait environ quarante mille hommes dans le royaume de Naples et soixante mille dans la haute Italie; le restant de ses troupes était rentré dans les états héréditaires. La Russie avait son armée entre la Vistule et le Niémen.

Dès que les coalisés eurent pris la détermination de recommencer la guerre contre la France, leur premier soin fut de compléter leurs armées et de les mettre en marche, vers les frontières de la France. Les contingens, de tous les états qui de-

(*) *Pièces justific.* n° VII.

vaient prendre une part active à la guerre, furent fixés de la manière suivante :

Autriche	250,000
Russie	225,000
Prusse	252,000
Angleterre	50,000
Hollande	50,000
Bavière	56,000
Danemark	15,000
Wurtemberg	20,000
Baden	20,000
Saxe	16,000
Sardaigne	15,000
Hanovre	20,000
Darmstadt	8,000
Hesse-Cassel	12,000
Brunswick	7,000
Nassau	3,000
Petits princes allemands	20,000
Suisse	36,500
Total	1,075,500

Toutes ces forces furent réparties en sept armées. La première, ou ARMÉE DES PAYS-BAS, sous les ordres du duc de Wellington, composée des troupes anglaises, hanovriennes, hollandaises, danoises, de Brunswick, de Nassau et anséatiques, devait être de cent quarante-huit mille hommes. Elle devait pénétrer en France par les frontières du Nord.

La seconde était L'ARMÉE DU BAS-RHIN, sous les

ordres du maréchal Blücher. Elle devait être composée de troupes prussiennes, de Hesse-Cassel, de Thuringe et de Meklenbourg, et s'élever à deux cent soixante-dix-huit mille hommes. Elle devait, au besoin, paraître aussi prête à appuyer vers la Moselle, qu'à se joindre à l'armée de Wellington. Cette dernière destination était cependant la véritable. La troisième armée était celle DU MOYEN RHIN, ou russe, sous les ordres du maréchal Barklay de Tolly. Elle devait être de deux cent vingt-cinq mille hommes et pénétrer en France par les environs de Metz. La quatrième, ou armée DU HAUT-RHIN, sous les ordres du prince de Schwarzenberg, devait être composée de troupes autrichiennes, de Baden, de Wurtemberg, bavaroises, saxonnes, de Darmstadt et quelques petits contingens, formant un total de deux cent soixante-treize mille hommes. Elle était destinée à entrer en Alsace et dans les départemens du Jura. La cinquième, ou ARMÉE SUISSE, forte de trente-six mille cinq cents hommes, sous les ordres du général Bachmann, devait appuyer les opérations de la quatrième, sous le masque d'une neutralité armée. La sixième ou ARMÉE D'ITALIE, sous les ordres du général Frimont, devait être composée d'Autrichiens et de Piémontais, et forte de soixante-quinze mille hommes. Elle était destinée à entrer en France par les Alpes Cottiennes et le lac Léman. La septième et dernière, commandée par le général Bianchi, et toute autrichienne, était

l'Armée de Naples. Elle fut rappelée en hâte après la prise de Naples, et devait entrer en France par les Alpes maritimes. Elle était forte de quarante mille hommes.

Ces différentes armées varièrent cependant de la force qui avait été fixée; quelques contingens furent augmentés, quelques-uns diminués; d'autres ne parurent que pour prendre part aux résultats, après la bataille de Mont-St-Jean. Nous indiquerons plus bas l'époque à laquelle les différentes troupes entrèrent en France, et la force réelle des armées qui vinrent envahir notre patrie. La Prusse fut de toutes les puissances celle qui porta le plus d'attention à renforcer son système militaire, en augmentant le nombre de ses troupes de ligne. Dans les mois de mars et d'avril, les régimens provisoires, les corps francs, la légion russo-allemande, les restes des troupes saxonnes et les régimens de cavalerie volontaire reçurent une organisation. Ils formèrent huit régimens d'infanterie et quatorze de cavalerie, ce qui porta la force de l'armée permanente de ce gouvernement à cent onze mille sept cent soixante hommes, dont vingt-un mille six cents de cavalerie (*).

Dès les premiers jours de mai, toutes les troupes de la coalition étaient en mouvement. Les renforts de troupes anglaises, surtout en artillerie et en cavalerie, débarquèrent à Anvers et à Ostende.

(*) *Pièces justific. n° VII.*

Les troupes prussiennes, qui étaient dans l'intérieur de l'Allemagne, s'avancèrent vers le Rhin en deux colonnes : savoir, celles de Silésie, sur Coblentz, et celles des Marches, sur Cologne. L'armée russe passa la Vistule en trois colonnes. La première de soixante bataillons et vingt-quatre escadrons, se dirigea par Kalisch, Glogau, et Leipsic, sur Mayence. La seconde, de trente-six bataillons et soixante-douze escadrons, se dirigea par Breslau, Dresde, Bareuth, Nüremberg et Aschaffenburg, sur Oppenheim. La troisième, de soixante bataillons et quatre-vingt-seize escadrons, se dirigea par Prague, Mergentheim et Heidelberg, sur Manheim. Les 1er et 2e corps, les gardes et le 1er corps de cavalerie, restèrent en Pologne. L'armée autrichienne des états héréditaires s'avança en deux colonnes, par la Souabe, sur le Haut-Rhin.

Pendant que ces mouvemens s'exécutaient, le cours du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Mayence, était gardé par des troupes des princes voisins de ce fleuve, qui se mirent de suite en état d'hostilités contre la France, et commencèrent à piller nos frontières.

Les armées anglaises, hollandaises et prussiennes, qui étaient dans la Belgique, passèrent les deux mois de mars et d'avril, dans la crainte continuelle d'être attaquées. Nous examinerons plus bas jusqu'où cette crainte pouvait être fondée. Vers le 10 mars, lorsque la nouvelle du débar-

quement de Napoléon arriva à Aix-la-Chapelle et à Bruxelles, elle y répandit la terreur parmi les ennemis; leurs généraux privés d'instruction, *pour ce cas imprévu*, se hâtèrent de se mettre en mesure de défense. Le prince d'Orange concentra son armée à Ath, occupant Mons et Tournay. Le général Kleist fit ravitailler les forteresses, réunit ses troupes à Juliers, et rappela les semestriers des Landwehrs, de Westphalie et de Berg. Le général Kleist avait bien offert au prince d'Orange de l'appuyer, au 1er avril, avec cinquante mille hommes, et le 15 du même mois avec soixante mille, mais comme il lui était impossible de s'éloigner de la Meuse, afin de ne pas risquer d'être coupé du Rhin, son appui ne pouvait pas s'étendre au-delà de Tirlemont. Il fallait donc alors découvrir Bruxelles, et recevoir la première bataille entre Louvain et Liége.

Telle était la situation des affaires en Flandres, lorsque Wellington arriva de Vienne à Bruxelles, dans les premiers jours du mois d'avril. Blücher vint peu de jours après de Berlin à Liége, où se trouvaient les troupes saxonnes. Le premier soin de Wellington se porta sur la défensive, en raison du plan de campagne qui avait été adopté. D'après ce plan de campagne, Paris était le but où devaient tendre toutes les armées coalisées, afin d'y faire naître une seconde révolution politique. Mais ce but même amenait deux considérations; la première était que les trois armées du

Rhin et celle des Pays-Bas devaient marcher à la même hauteur, pour y arriver ensemble. La seconde était que la distance de Paris aux différens points de la frontière, que touchaient ces armées, n'étaient pas la même ; l'époque de leur entrée en France devait être fixée d'après ces distances. Les armées russe et autrichienne ne pouvaient être réunies sur les bords du Rhin, que vers le 15 de juin; il fut donc décidé que les armées de Wellington et de Blücher, ne prendraient l'offensive que le 1er juillet. Elles devaient entrer en France par Maubeuge, sur les deux bords de la Sambre. En conséquence de ces dispositions le duc de Wellington fit armer Ostende, Nieuport et Anvers, réparer Ypres, Tournay, Mons, Ath et la citadelle de Gand, et établir une tête de pont à Oudenarde. Il fit venir en même temps à Anvers deux cents pièces de siége, approvisionnées à mille coups. Blücher de son côté, pour se donner une tête de pont sur le Rhin, et s'assurer par-là un troisième passage, fit réparer les fortifications de Cologne; il fit également venir de Wesel à Liége, cinquante pièces de siége, approvisionnées à huit cent coups; il ne pouvait pas pour le moment disposer d'un équipage plus considérable. Dans les premiers jours du mois de mai, les troupes saxonnes, voyant qu'on faisait des dispositions pour les incorporer *toutes*, dans les régimens prussiens, se soulevèrent. Menacées d'être punies de leur défection, dans les champs de Léipsick, par une vio-

lation manifeste du droit des gens, elles se disposèrent à s'opposer par la force, à la perfidie dont elles devaient être l'objet. Le gouvernement prussien fut obligé de les faire désarmer, ce qu'on exécuta par surprise; elles furent en grande partie renvoyées au-delà du Rhin. Un petit nombre resta avec leur chef (le général Thielemann). Blücher forma de l'infanterie, le 32e régiment prussien, et incorpora la cavalerie dans le 12e de hussards et le 7e de hulans. Cet événement fit hâter la marche des troupes prussiennes, qui étaient encore en arrière; elles arrivèrent en poste, et le 27 mai, Blücher avait quatre corps d'armées réunis. Le premier fut cantonné autour de Charleroy; le deuxième autour de Namur; le troisième autour de Ciney, et le quatrième autour de Liége. L'armée anglaise, qui, à la même époque, avait reçu presque tous ses renforts, avait pris position entre l'Escaut et la Dyle, occupant par son front Ath, Nivelle et Genappe. Les deux armées restèrent dans cette position jusqu'au commencement de la campagne.

Avant d'entrer dans le détail des préparatifs et du système de défense adopté par le gouvernement français, nous allons donner le tableau des forces, que la coalition déploya contre nous en 1815. Toutes les troupes qui y sont portées n'ont pas combattu, mais elles sont toutes entrées en France, pour assurer l'exécution des projets des coalisés.

TABLEAU DE LA FORCE DES ARMÉES COALISÉES

AU 14 JUIN 1815.

	BATAIL.	ESC. AD.	INFANT.	CAVAL.
I.				
ARMÉE DES PAYS-BAS				
LE DUC DE WELLINGTON.				
1er CORPS.				
Le prince d'Orange.				
Gén. Cooke. 1re Anglaise....	4		4,000	
» Alten. 3e Idem....	13		9,800	
» Perponcher. 2e Hollandaise.	10		8,000	
» Chassé 3e Idem....	10		7,400	
Total. . . .	37		29,200	
2e CORPS.				
LE GÉNÉRAL HILT.				
Prince Frédéric d'Orange.				
Gén. Stedtmann 1re Hollandaise...	11		7,200	
» Anthing. Brigade indienne.	5		4,000	
Gén. Clinton. 2e Anglaise......	12		9,700	
» Colville. Idem........	11		9,300	
Total. . . .	39		30,200	
RÉSERVE				
Sous le duc de Wellington.				
Gén. Kruse. Brig. de Nassau.	6		4,000	
» Picton. 5e Anglaise....	12		9,700	
» Cole. 6e Idem. ...	11		9,000	
Duc de Brunswick. 1re Étrangère. .	11	5	8,700	900
Total. . . .	40	5	31,400	900
CAVALERIE.				
Général Uxbridge.				
Gén. Sommerset....		16		2,000
» Ponsonby.		12		1,500
» Vivian........		12		1,600
» Vandeleur.....		12		1,600
» Grant.........		12		1,600

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
	Report.....		64		9,200
Légion allemande.	Gen. Doerenberg...		12		1,600
	» Ahrenschild ...		8		1,100
Hanovriens.	» Esdorf........		12		1,200
Gé. Collaert	» Trìpte....		12		1,500
	» de Ghigni.....		12		1,500
	» Van Merlen...		8		1,000
	Total. . . .		128		16,000
HORS DE LIGNE.					
Gen. Deken à Anvers.	1re, 3e et 4e brigades de réserve de Hanovre.	11		8,000	
Général Neil Campbell.					
Anséates.....................		4 1/2	2	3,600	400
Prince Frédérick de Hesse.					
Danois.....................		10	14	9,000	2,800
	Total....	25 1/2	16	20,600	3,200
Total général.	En ligne....	116	133	90,800	16,900
	Hors de ligne.	25 1/2	16	20,600	3,200
	Total....	141 1/2	149	111,400	20,100

II.

ARMÉE DU BAS-RHIN OU PRUSSIENNE.

LE MARÉCHAL BLUCHER.

GARDE.

Le prince de Meklenburg.

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Garde à pied.....................	8		11,200	
Grenadiers.....................	6			
Garde à cheval.................		16		2,400

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Report....	14	16	11,200	2,400
Ier CORPS.				
Général Ziethen.				
1er général Steinmetz...........	9			
2 » Pirch II.............	9			
3 » Jagow...............	9		27,200	
4 » Henckel.............	7			
» Roeder.............		32		4,800
IIe CORPS.				
Général Pirch I.				
5 général Pirch I...............	9			
6 » Kraft................	9			
7 » Brause...............	9		28,800	
8 » Bose................	9			
» Jurgass...............		36		5,400
IIIe CORPS.				
Général Thielemann.				
9 Général Bork.................	9			
10 »	6			
11 »	9		26,400	
12 »	9			
» Hobe................		32		4,800
IVe CORPS.				
Général Bülow.				
13 Général Haak...............	9			
14 » Ryssel...............	9			
15 » Losthin..............	9		28,800	
16 »	9			
» Prince Guillaume......		48		7,200

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Report.........	153	164	122,400	24,600
Ve CORPS.				
Général d'York.				
17 Général Zielinsky............	9		27,200	
18 » Thümen..............	9			
19 » Stutterheim............	6			
20 » Lossow..............	10			
» Katzler..............		48		7,200
VIe CORPS.				
Général Tauenzien.				
21 Général Klüx................	9		28,800	
22 » Lobenthal..........	9			
23 » Horn...............	9			
24 » Wrangel.............	9			
» Oppen................		48		7,200
CORPS D'ALLEMAGNE.				
LE GÉNÉRAL KLEIST.				
Hesse-Cassel.... gén. Engelhard.	12	8	9,600	1,200
Thuringiens..... « Egloffstein.	12		9,600	
Meklenbourg.... prince de Meklembourg....	6	4	4,800	600
Total........	253	272	202,400	40,800
CORS DE LIGNE.				
Landvehr du Rhin................	24	8	19,200	1,200
Garnisons sur les bords du Rhin...	18	12	14,400	1,800
» à Mayence...........	6		4,800	
» à Luxembourg.........	10	1	8,000	150
Total.........	58	21	46,400	3,150
Total général........	311	293	248,800	43,950

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
III.				
ARMÉE DU RHIN MOYEN OU RUSSE.				
LE MARÉCHAL BARKLAY DE TOLLY.				
Cosaques 9 régimens				4,500
IIIe CORPS.				
Général Doktorow.				
7 général Kapczewicz	12		19,200	
24 » Radt	12			
» Lambert		24		3,600
IVe CORPS.				
Général Rajewsky.				
11 Général Zwieleniew	12		19,200	
17 » Alsufieff	12			
» Tchaplitz		24		3,600
Ve CORPS.				
Général Sacken.				
12 Général Woronzow	12			
13 » Markow	12		28,800	
26 » Emme	12			
» Korff		24		3,600
VIe CORPS.				
Général Langeron.				
8 Général Essen III	12		19,200	
10 » Lieven III	12			
» Alexeiew		24		3,600

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Report........	108	96	86,400	18,900
VIIe CORPS.				
Général Sabenejew.				
9 Général Udom II.............	12		19,200	
27 » Gurjalew............	12			
RÉSERVE DE GRENADIERS.				
2 Général Paskiewicz...........	12		19,200	
3 » Roth................	12			
IIe CORPS DE CAVALERIE.				
Général Winzingerode........				
» Orurk...............		24		7,200
» Kretow..............		24		
IIIe CORPS DE CAVALERIE.				
Général Pahlen III...........				
» Lissanewicz..........		24		
» Duca.................		24		7,200
Total........	156	192	124,800	33,300
IV.				
ARMÉE DU HAUT-RHIN OU AUTRICHIENNE.				
PRINCE DE SCHWARZENBERG.				
Ier CORPS.				
Général Colloredo...........				
» Lederer.............	4	16	23,400	2,560
» Marschall...........	11			
» Marziany............	11			
Total........	26	16	23,400	2,560

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
IIe CORPS.				
PRINCE DE HOHENZOLLERN.				
Général Klebelsberg.........	4	14	13,500	2,240
« Mazzuchelli.........	11			
Badois « Schaefer............	10	12	8,000	1,800
Total........	25	26	21,500	4,040
IIIe CORPS.				
PRINCE ROYAL DE WURTEMBERG.				
Wurtembergeois — Prince Adam de Wurtemberg.		20		3,000
Gén. Franquemont — Général Koch.	20		16,000	
PRINCE PHILIPPE DE HESSE-HOMBOURG.				
Autrichiens gén. Palombini..	14	12	12,600	1,920
Hesse-Darmstadt prince Emile...	10		8,600	
Total........	44	32	37,200	4,920
IVe CORPS.				
MARÉCHAL DE WREDE.				
Général Raglowich..........	10			
« Beckers..............	10			
« Lamotte............	10		46,000	
« Zollern.............	10			
« Maillot............	6			
Prince Charles de Bavière....		24		9,900
Général Preysing..........		24		
« Seidewitz...........		18		
Total........	46	66	46,000	9,900
CORPS DE RÉSERVE.				
ARCHIDUC FERDINAND D'ESTE.				
Général Wartensleben......	5	20		5,440
« Stutterheim.........	2	14		
« Aloys Lichtenstein...	15		54,200	
Gre. « Archiduc Louis......	8			
« Archiduc Max d'Este.	8			

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Report........	38	34	34,200	5,440
PRINCE HÉRÉDITAIRE DE HESSE-HOMBOURG.				
Général Maurice Lichtenstein.		26		9,920
» Nostitz............		36		
Total........	38	96	34,200	15,360
CORPS DES SIÉGES.				
ARCHIDUC JEAN.				
Général Wimpfen...........	13		18,900	
» Mariassy............	8			
PETITS CONTINGENS.				
Général Vacquant...........	4	8	3,200	1,200
» Schaefer............	11		9,900	
BADOIS.				
Général Hochberg...........	10	4	8,000	600
WURTEMBERGEOIS.				
Général Schoeler............	3	4	2,400	600
SAXONS.				
PRINCE DE COBOURG.				
Général Lecoq..............	18		14,400	
» Leyser............		10		1,700
Total........	67	26	56,800	4,100
Total général......	257	260	219,100	40,880

V.

ARMÉE SUISSE.

Général Bachmann..........	Compag.			
» Gady............				
» Fussly............	328	10	36,024	500
» d'Affry............				

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
VI.				
ARMÉE D'ITALIE.				
GÉNÉRAL FRIMONT.				
Ier CORPS.				
Général Radiwojewich........				
» Crenneville.........	3	12	12,000	1,800
» Pflüger.............	12			
IIe CORPS.				
Général Bubna............				
» Bretschneider.......	3	12	12,000	1,800
» Trenk..............	12			
RÉSERVE.				
Général Merville...........				
» Hardegg.............	4	12		1,800
» Mumb...............	18		17,600	
» Kinsky..............		24		3,600
PIÉMONTAIS.				
Général Latour............				
» Gifflenga..........			12,000	
» Dandezenne.........				
Total.......	52	60	53,600	9,000
VII.				
ARMÉE DE NAPLES.				
GÉNÉRAL BIANCHI.				
Ier CORPS.				
Général Neipperg...........				
» Stahrenberg.........	4	18	11,200	2,700
» Haugwitz...........	12			

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Report........	16	18	21,200	2,700
IIe CORPS.				
Général Mohr...............				
» Geppert..............	3	12	10,500	1,800
»	12			
IIIe CORPS.				
Général Nugent.............				
» Stéfani.............	4	12		1,800
»	12		14,700	
Gren. »	5			
Total........	52	42	36,400	6,300
RÉCAPITULATION.				
1re Armée des Pays-Bas............	141 1/2	149	111,400	20,100
2e » du Bas-Rhin...........	311	293	248,800	43,950
3e » du Moyen-Rhin........	156	192	24,800	33,300
4e » du Haut-Rhin..........	246	252	219,100	40,880
5e » Suisse...................			36,024	500
6e » d'Italie	52	60	53,600	9,000
7e » de Naples..............	52	42	36,400	6,300
Total.........	960 1/2	929	830,124	154,050

Total général.... 984,154

PAR NATIONS.

Autriche....................	229,080
Russie....................	158,100
Prusse....................	266,950
Angleterre..................	49,200
Hollande..................	26,600
Bavière..................	55,900
Danemark..................	11,800
Wurtemberg................	[illegible]
Baden....................	18,400

Report...	838,030
Saxe....................	16,100
Sardaigne..................	12,000
Hanovre..................	28,600
Darmstadt................	8,600
Hesse-Cassel..............	10,800
Brunswick................	7,300
Nassau...................	4,000
Petits contingens.........	22,200
Suisse..................	36,524
Total......	984,154

Nous avons vu dans l'introduction (pag. 23), qu'à la fin du mois de mai, la France avait, dans les cadres de l'armée permanente, trois cent soixante mille hommes. Deux cent dix-sept mille étaient prêts à entrer en campagne, outre environ cent quarante mille hommes de garde nationale mobile. Nous allons voir quel fut l'usage que le gouvernement fit de ces forces et les mesures défensives qu'il adopta. La première attention se porta sur les deux points stratégiques, que nous avons déjà indiqués en décrivant la campagne de 1814 : Paris et Lyon. Le personnel de la défense de Paris se composait de ses douze légions de garde nationale, formant environ trente mille hommes, et d'un corps de quinze mille fédérés, enrégimentés sous le nom de tirailleurs. Cette garnison, déjà nombreuse, pouvait facilement être portée à soixante mille hommes. Mais, pour faire de Paris un point de résistance, il fallait l'entou-

rer d'un système de fortifications, tel que, dans tous les cas, il fût possible de sauver la ville par une convention militaire.

Pour atteindre ce but, le général Haxo, chargé de la direction des travaux de Paris, songea à établir une double enceinte, afin que les troupes, forcées dans la première, ne se vissent pas obligées, comme l'année précédente, de quitter les sommités des hauteurs et de se replier en dedans des barrières. A la rive droite de la Seine, la première enceinte comprenait les hauteurs de Montmartre, la butte Chaumont et les hauteurs de Charonne, appuyant sa droite à la barrière du Trône; cette droite était flanquée par une double caponnière sur la route de Vincennes, une redoute à la hauteur de Saint-Mandé, le château de Vincennes et des ouvrages dans le parc de Bercy. En avant, on avait achevé le canal de Saint-Denis, dont les déblais servaient de rempart, et couvert les ponts des chaussées par des lunettes; la petite ville de Saint-Denis fut fortifiée et couverte par une inondation. A la rive gauche, la première enceinte devait s'appuyer à la Seine, d'un côté, en arrière d'Ivry, et de l'autre, en avant de la barrière de Grenelle. La seconde enceinte, à la rive droite de la Seine, occupait Chaillot et les hauteurs de l'Etoile, s'appuyant à Montmartre; de là elle se continuait, par une suite d'ouvrages fermés à la gorge, derrière les retranchemens de la battu

Chaumont et du cimetière Lachaise, et sur les dernières sommités des hauteurs. Pour la défense de ces ouvrages, il dut être réuni à Paris un parc de quatre cents pièces de campagne et trois cents de gros calibre. La première ligne de défense, à la rive droite, fut terminée, palissadée et armée dans les premiers jours de juin. Celle de la rive gauche devait l'être avant le 15 juillet et la seconde ligne avant le 1er août.

A Lyon, le personnel de la défense se composait de la garde nationale, qui avait été portée à dix mille hommes, et à laquelle devaient être joints plusieurs bataillons de tirailleurs. Un équipage de cent bouches à feu de campagne et de cent de gros calibre fut affecté à la défense de cette ville. L'enceinte de la ville, tant entre le Rhône et la Saône qu'à la rive droite de cette dernière rivière, par les hauteurs de Pierre-Encise, fut réparée. Pour augmenter la défense de la partie entre Rhône et Saône, les hauteurs de Caluire devaient être couronnées par de bons ouvrages de campagne. Une tête de pont devait être construite aux Broteaux et un pont levis établi au pont de la Guillotière. Ce dernier faubourg devait lui-même être couvert par un système de redoutes, afin de l'occuper le plus tard possible. Pour compléter le grand système de défense de la capitale, les fortifications de Soissons, de Laon et de Château-Tierry furent réparées ou rétablies.

Cependant le moment approchait où il était indispensable de se mettre en mesure, soit pour prévenir l'invasion en prenant l'offensive, soit pour y résister en organisant des armées sur les points menacés. Les deux premiers bataillons de chaque régiment d'infanterie et les trois premiers escadrons de chacun de ceux de cavalerie, quoiqu'ils ne fussent pas encore au complet, furent destinés à entrer en campagne. Le travail général d'organisation divisa l'armée en sept corps d'infanterie et quatre de cavalerie de réserve, outre cinq corps d'observation. Les frontières orientales de la France devaient être défendues par quatre armées, que renforçaient quelques divisions de garde nationale mobile. La première, ou armée du Nord, était composées des premier, deuxième, troisième et sixième corps, faisant quatorze divisions d'infanterie et trois de cavalerie ou environ soixante-huit mille hommes. Le premier corps était à Lille, le second à Valenciennes, le troisième à Mézières et le sixième à Laon. L'armée de la Moselle, cantonnée autour de Metz, était composée du quatrième corps seul, de trois divisions d'infanterie et une de cavalerie, faisant environ treize mille hommes. L'armée du Rhin était également composée du cinquième corps seul, de trois divisions d'infanterie et une de cavalerie, faisant seize mille hommes; elle était entre Haguenau et Strasbourg. L'armée des Alpes, réunie en Savoie, était formée

par le septième corps, de deux divisions d'infanterie et une de cavalerie, et par deux divisions de gardes nationales de la 7e division militaire; il était fort d'environ vingt mille hommes. Le corps d'observation du Var, à Antibes, n'avait d'abord que trois régimens d'infanterie et un de cavalerie, ou quatre mille hommes; bientôt il fut porté à neuf mille hommes. Le corps d'observation du Jura, à Béfort, avait trois régimens d'infanterie, trois de cavalerie et une division de gardes nationales de la 6e division militaire, en tout neuf mille hommes. Deux corps d'observation, à Bordeaux et à Toulouse, avaient chacun trois régimens d'infanterie et un de cavalerie, en tout huit mille hommes. Le corps d'observation de la Vendée était d'abord de trois régimens d'infanterie et deux de cavalerie, ou cinq mille hommes. Mais les troubles de la Vendée, qui éclatèrent le 15 mai, obligèrent bientôt à y envoyer trois régimens d'infanterie du 6e corps, un de Toulouse, un de Bordeaux, deux de la jeune garde et plusieurs bataillons et escadrons de marche, et à y réunir environ quatre mille gendarmes, en dix escadrons à pied et à cheval; alors la force de ce corps s'éleva à environ vingt-quatre mille hommes. Les quatre corps de cavalerie de réserve, formant huit divisions ou vingt-quatre régimens, et qui étaient forts en tout d'environ douze mille chevaux, furent placés entre l'Aîne, la Meuse et la Sambre, en seconde

ligne de l'armée du Nord. Ainsi la force des armées actives montait, à la fin de mai, à cent quatre-vingt mille hommes, y compris seize mille hommes disponibles de la garde impériale. Environ quarante mille hommes de troupes de ligne et le restant des gardes nationales mobiles, étaient dans les dépôts et dans les places fortes.

La guerre étant inévitable, il ne fallait s'occuper que du plan de campagne qu'on devait suivre. Le général Gourgaud, bien informé à ce qu'il annonce, dit qu'il en fut présenté trois. Le premier était celui d'entrer en Belgique dès la fin du mois d'avril. Nous avons déjà vu plus haut (p. 78) qu'à cette époque le général Kleist et le prince d'Orange n'auraient pas pu réunir plus de cent vingt mille hommes. Si on avait pu les attaquer avec l'armée qui fut réunie au commencement de juin, il est indubitable que, séparés déjà par leur position, l'un à Bruxelles et l'autre à Liége, et par la divergence de leur ligne de retraite, nous aurions pu aisément gagner le Bas-Rhin et changer les chances de la guerre. Mais le détail que nous avons donné de la situation militaire de la France au mois d'avril et des mesures qu'il avait fallu prendre pour réorganiser l'armée, prouvent suffisamment que cela ne se pouvait pas. Quand à ce que le général Gourgaud dit qu'on avait conservé, jusque dans les premiers jours de mai, l'espoir de maintenir la paix; il ne paraît pas croyable que

l'empereur Napoléon, lui-même, se soit bercé d'une espérance, qui ne pouvait avoir aucun fondement. Les relations de cette campagne écrites sous l'influence de la coalition, disent qu'on craignait une attaque sur la Belgique dès le mois d'avril; M. Plotho (*) en prend même occasion de reprocher au gouvernement français, d'avoir perdu deux mois à attendre le résultat de la levée de boucliers du roi de Naples. Toutes ces déclamations sont fondées sur la mauvaise foi et le besoin d'accréditer une erreur; les coalisés étaient *trop bien informés* de la situation de la France, pour ignorer que notre armée ne pouvait pas être réorganisée et réunie complètement, même à l'époque qu'ils avaient fixée pour leur invasion.

Le second projet était celui d'armer et d'approvisionner les places; de renforcer leurs garnisons par un grand nombre de bataillons de garde nationale; de fortifier les positions en avant de Paris, qui étaient les plus susceptibles de défense; et d'organiser pour la défense de Lyon et de Paris, en bataillons réguliers, les gardes nationales valides de ces deux villes, en les renforçant par de nouveaux bataillons de fédérés. Les armées se seraient retirées lentement devant l'ennemi, afin de gagner du temps en le forçant à manœuvrer. Les six premiers corps avec la garde impériale se se-

(*) Guerre de l'Europe coalisée contre la France en 1815, page 11.

raient concentrés à Paris; l'armée des Alpes et le corps du Jura à Lyon, avec les gardes nationales des 6e et 7e divisions militaires. Les coalisés commençant les hostilités le 1er juillet (ainsi qu'ils l'avaient décidé) ne pouvaient être arrivés dans le rayon de Paris que vers le 1er août. A cette époque les fortifications de la capitale devaient être achevées; les dépôts auraient fourni environ cent mille hommes à l'armée; et l'ennemi, forcé de bloquer ou d'observer près de cinquante forteresses, ou postes militaires, se serait trouvé trop faible devant Paris et devant Lyon. Ce plan était peut-être celui que la prudence aurait commandé de suivre, et nous n'y pouvons indiquer qu'un seul défaut, c'est celui de porter l'empreinte de l'espèce d'aversion que le gouvernement impérial sentait encore, dans cette campagne, à commencer la guerre par un grand mouvement national. Tout y était subordonné à un système purement militaire et le concours du corps législatif était soigneusement évité. Pour se servir de la garde nationale de Paris, on la désorganisait et on la formait en bataillons, dont les cadres auraient été tirés de la ligne (*). Pour faciliter l'organisation et l'équipement de l'armée, on comptait sur l'approche de l'ennemi, *qui rendrait tout légitime* (**),

(*) Ouvrage du général Gourgaud, page 26.
(**) Ouvrage du général Gourgaud page 25.

et par conséquent dispenserait de demander une loi. Enfin, l'ennemi étant déjà devant Lyon et Paris, on comptait que *tout ce que le caractère français a de grand et de généreux l'exalterait* (*). Mais pourquoi attendre aussi long-temps pour exciter un mouvement national, qui alors ne pouvait plus servir qu'à faciliter la conscription, que le gouvernement voulait demander dans les premiers jours de juillet? La France demandait au gouvernement impérial de couvrir ses frontières et de défendre son territoire, et non pas de laisser ravager trente départemens, pour avoir le temps et les moyens d'organiser une forte armée permanente. Napoléon sentit le danger où pouvait le jeter une mesure, qui faisait entrevoir le retour du système impérial passé, et choisit, ainsi que nous le verrons, un parti mitoyen.

Le troisième projet était celui de prévenir l'ennemi, en l'attaquant avant le mois de juillet, époque avant laquelle il ne pouvait pas avoir réuni toutes ses forces et les avoir disposées pour une attaque simultanée. On devait, pour le 15 juin, réunir sur les frontières du Nord environ cent quarante mille hommes, et attaquer de suite les armées anglaise et prussienne. Un succès éclatant, qu'on pouvait se flatter d'obtenir sur ce point, devait changer les projets de la coalition.

(*) Ouvrage du général Gourgaud, page 28.

et suspendre l'invasion des armées russe et autrichienne. Les dernières ne pouvaient plus s'aventurer en France, laissant sur leurs flancs et sur leurs derrières une armée victorieuse, que rien n'empêchait de gagner les bords du Rhin, et qu'on savait devoir être appuyée par une population mécontente d'un joug oppressif et étranger. Le retard causé par le changement du plan d'attaque, donnait à nos dépôts le temps d'organiser de nouveaux bataillons, qui joints à deux cents de garde nationale mobile devenus disponibles, nous donnaient une armée assez nombreuse pour égaliser les chances de la lutte.

Napoléon embrassa ce dernier projet, à la non réussite duquel il subordonna le second. Les ouvrages et les préparatifs de Paris et de Lyon furent continués, et il fut décidé qu'en cas de revers, les armées se retireraient sur ces deux points. Le général Gourgaud remarque fort bien « qu'en revenant au second projet, après avoir échoué en prenant l'offensive, on y revenait avec quelque désavantage. » C'était même, *avec tout le désavantage possible*, qu'il fallait dire. Et pourquoi? C'est que, en remettant les destinées de la France à l'événement d'une grande bataille, on n'avait rien préparé de ce qui devait assurer le succès du projet défensif, auquel on pouvait être forcé de revenir. Au lieu de mobiliser et d'organiser en divisions, au moins la moitié des mille bataillons

d'élite de garde nationale de la France, on n'en avait mis sous les armes que deux cents. Au lieu d'avoir quatre cents de ces bataillons déjà placés, avant le 15 juin, en différens camps sur la ligne défensive que devait parcourir ou occuper l'armée en retraite, on n'avait que quatre divisions disponibles, savoir : deux à l'armée des Alpes, une à celle du Jura, et une sous les murs de Metz ; le restant était dans les places. Il résulta de ces dispositions que l'armée, forcée de se replier sur Paris, après la bataille de Mont-St-Jean, ouvrit à l'ennemi le chemin de la capitale, et priva la France de l'appui des gardes nationales de trente départemens.

Cependant, malgré les défauts du système défensif qu'on avait préparé en cas de revers, il s'en fallut de bien peu que l'événement ne justifiât la détermination à laquelle Napoléon s'arrêta, de prendre l'initiative de l'attaque. Sans les causes presqu'incroyables qui nous arrachèrent la victoire à Mont-St-Jean, le Rhin pouvait revoir nos drapeaux avant le mois de juillet, et toutes les chances que présentait le troisième projet se trouvaient réalisées. Concluons donc que si, d'un côté, des combinaisons inattendues peuvent renverser tous les calculs de la théorie et donner un résultat funeste aux espérances les plus fondées ; d'un autre côté, les chances de succès les plus apparemment infaillibles, ne peuvent jamais nous autoriser à négliger aucune des précautions, qui

peuvent servir à réparer un revers, ou à en paralyser les conséquences.

Dans les premiers jours du mois de juin, l'organisation et la force des armées françaises était telle que le présente le tableau suivant :

ARMÉE DU NORD OU GRANDE ARMÉE,

COMMANDÉE

PAR L'EMPEREUR NAPOLÉON EN PERSONNE.

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
GARDE IMPÉRIALE.				
Vieille garde { général Friant...	8		4,420	
Vieille garde { » Morand..	8		4,250	
JEUNE GARDE.				
Général Duhesme............	8		3,800	
CAVALERIE LÉGÈRE.				
Général Lefebvre Desnouettes.		14		2,120
CAVALERIE DE RÉSERVE.				
Général Guyot..............		13		2,010
Total	24	27	12,470	4,130
Ier CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE D'ERLON.				
1re général Allix..............	8		4,120	
2e » Donzelot............	8		4,100	
3e » Marcognet..........	8		4,000	
4e » Durutte............	8		4,000	
CAVALERIE.				
1re Jacquinot..................		11		1,500
Total....	32	11	16,220	1,500

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
IIe CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE REILLE.				
5e Général Bachelu	8		5,000	
6e Prince Jérôme	15		6,100	
7e Général Girard	10		5,000	
9e » Foy	9		5,000	
CAVALERIE.				
2e Général Piré		14		1,500
Total	42	14	21,100	1,500
IIIe CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE VANDAMME.				
10 Général Hubert	12		4,430	
11 » Berthezene	8		4,300	
8e » Lefol	11		4,300	
CAVALERIE.				
3e Général Domont		9		1,500
Total	31	9	13,030	1,500
IVe CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE GÉRARD.				
12 Général Pecheux	6		4,000	
11 » Vichery	8		4,000	
14 » Hulot	8		4,000	
CAVALERIE.				
6e Général Morin		12		1,500
Total	22	12	12,000	1,500
VIe CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE DE LOBAU.				
19 Général Simmér	9		3,500	
20 » Jeannin	8		3,500	
21 » Teste	7		4,000	
Total	24		11,000	

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Report des totaux ci-contre..	175	73	85,820	10,130
RÉSERVE DE CAVALERIE				
MARÉCHAL GROUCHY.				
Ier CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE PAJOL.				
4e Général Soult..................		9		1,280
5e » Subervick............		9		1,240
IIe CORPS.				
Général comte Excelmans.				
9e Général Strolz...............		12		1,300
10e » Chastel.............		12		1,300
IIIe CORPS.				
Général comte de Valmy.				
11 Général Lhéritier..............		12		1,310
12 » Roussel..............		12		1,300
IVe CORPS.				
Général comte Milhaud.				
13e Général Wathier............		11		1,300
14e Delort.....................		9		1,300
Total...		86		10,330
Total général...	175	159	85,820	20,460
ARMÉE DU RHIN.				
Ve CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE RAPP.				
15 Général Rottenburg...........	8		5,000	
16 » Albert................	8		5,000	
17 » Grandjean...........	8		5,000	
Cavalerie.				
7e Général Merlin.............		12		1,800
Total...	24	12	15,000	1,800

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
ARMÉE DES ALPES.				
VII[e] CORPS.				
MARÉCHAL DUC D'ALBUFERA.				
22[e] Général Dessaix..............	8		5,000	
33[e] » Maransin.............	8		5,000	
15[e] » Jeannet.............		12		1,600
Gardes nationales............	8		4,500	
» »	8		4,500	
Total...	32	12	19,000	1,600
CORPS DU JURA.				
Général Lecourbe.				
18[e] Général Abbé................	8		4,500	
8[e] » Castex....		9		1,200
Gardes nationales.				
Général Saint-Clair...........	13		5,000	
Total...	21	9	9,500	1,200
CORPS DU VAR.				
Maréchal Brune.				
24[e] Général Merle................	7		3,500	
25[e] » Dalton...............	6		3,300	
» »		4		500
Total....	13	4	6,800	500
CORPS D'OBSERVATION DE TOULOUSE.				
Général Decaen.				
Général	4	4	2,000	500
CORPS D'OBSERVATION DE BORDEAUX.				
Gén. Clausel. Général........	4	4	2,000	500

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
ARMÉE DE LA VENDÉE.				
Général comte Lamarque.				
Général Travot..............	8		4,400	
» Brayer..............	8		4,400	
Jeune garde............	4		2,400	
Bataillons et escadrons de marche.	14	16	7,000	900
»				900
Gendarmerie...............		10	3,000	1,500
Total...	34	29	21,200	3,300
Total général des armées françaises.	[illegible]7	230	[illegible]1,320	[illegible],860

Le plan de campagne ayant été arrêté, et le 15 juin fixé pour prendre l'offensive, il fut également décidé que le 4e corps, qui avait jusque-là porté le nom d'armée de la Moselle, ferait partie de l'armée du Nord. Dès le moment que les coups devaient se porter en Belgique, l'armée de la Moselle n'était plus indispensablement nécessaire. Si on réussissait dans le Nord, l'ennemi ne pouvait pas passer la Sarre; si l'on échouait, cette armée pouvait se trouver compromise dans sa retraite sur Paris. On donna donc au général Gérard, l'ordre de se diriger sur Mézières. Son mouvement fut masqué par des détachemens de la division de gardes nationales, destinés à renforcer la garnison de Metz. Le cinquième corps fut jugé nécessaire sur les bords du Rhin, en

face de l'armée autrichienne qui s'assemblait. Par le fait, cette disposition devint nuisible; le 5ᵉ corps fut obligé de rester à Strasbourg, tandis qu'à Mont-St-Jean..... Il est même permis de douter que ce ne fut une faute. Puisqu'on voulait essayer de mettre hors de combat les armées anglaise et prussienne, il valait mieux pouvoir disposer contre elles d'un corps de quinze mille hommes de plus, que de le laisser sur les bords du Rhin. Exposé au choc des deux armées russe et autrichienne, il devait être débordé par une d'elles et empêché de se replier à Paris. Les autres corps ne pouvaient être retirés de leurs positions. Le 7ᵉ et celui du Jura devaient couvrir Lyon ; celui du Var, garder les Alpes maritimes; ceux de Bordeaux et Toulouse, observer l'Espagne, qui pouvait entrer en hostilités; celui de la Vendée, était devenu nécessaire.

Le 8 juin, la garde impériale partit de Paris, se dirigeant à grandes marches sur Avesnes. Tous les corps qui devaient composer l'armée étaient également en mouvement vers Maubeuge et Philippeville. Le 12, l'empereur Napoléon partit de Paris, et il arriva à Avesnes le 13, veille du jour fixé pour la réunion de l'armée.

Le même jour, les armées ennemies occupaient les positions suivantes : ARMÉE DES PAYS-BAS. *Corps du prince d'Orange*, autour de Braine-le-Comte et Nivelles. *Corps de Hill*, autour de Grammont

et d'Ath. *Cavalerie*, autour de Grammont. *Réserve*, autour de Bruxelles, où était le quartier-général. Cette armée occupait des cantonnemens fort étendus. Armée prussienne; *le* 1er *corps* (Ziethen), occupant Charleroi, Fontaine-l'Evêque, Fleurus et Onoz; la cavalerie à Gembloux. *Le* 2e *corps* (Pirch) autour de Namur. *Le* 3e *corps* (Thielmann) autour de Ciney. *Le* 4e *corps* (Bülow) autour de Liége. *Le corps d'Allemagne* (Kleist) était dans les environs de Trèves. Le maréchal Blücher était à Namur; son armée occupait des cantonnemens très-resserrés.

Armée russe. Elle s'approchait du Rhin à marches forcées.

Armée autrichienne. *Le* 1er *corps* (Colloredo) à Fribourg en Brisgau. *Le* 2e (Hohenzollern) à Emmedingen et Offenburg. *Le* 3e (prince de Wurtemberg) entre Schwezingen et Kehl. *Le* 4e (Wrede) autour de Manheim. *La réserve* de l'archiduc Ferdinand à Canstadt en Souabe.

Armée d'italie. Elle s'avançait vers les Alpes: le corps de Radivojewich par le Valais sur St.-Maurice, et le corps de Bubna par Turin et le Mont-Cénis.

CHAPITRE II.

Position de l'armée française du nord et du corps de Ziethen, le 14 juin. — Observations sur le plan de campagne de Napoléon dans le nord. — Disposition de Blücher, le 14. — Passage de la Sambre, le 15 juin. — Combat de Gilly, le même jour. — Position des armées française et prussienne, le 15 au soir. — Mouvement de l'armée anglaise. — Réflexions sur les projets de Napoléon pour le 16. — Mouvement de l'aile droite française sur Fleurus. — Position de l'armée prussienne. — Mouvement de l'aile gauche sur Quatre-Bras. — Combat de Quatre-Bras, le 16 juin. — Réflexions sur les mouvemens et les opérations du 15 et du 16.

Le 14 juin, l'armée française prit position sur les frontières, à la rive droite de la Sambre, et en trois colonnes : l'une, venant de Lille et Valenciennes, dépassa Maubeuge, dans la direction de Charleroi; elle était composée des 1er et 2e corps. La garde, le 6e corps, le 3e corps et la cavalerie,

venant d'Avesnes et de Chimay, se réunirent à Beaumont et formèrent une seconde colonne. La troisième n'était composée que du 4e corps, venant de Metz par Rocroi; elle se dirigea sur Philippeville; le soir, l'armée occupa les positions suivantes : le 2e corps à Laire, bivaquant sur quatre lignes, sa cavalerie en avant vers Thuin; le 1er corps bivaquant sur plusieurs lignes à Solre-sur-Sambre. Ces deux corps devaient disposer leurs bivacs de manière à ce que leurs feux ne puissent pas être observés par l'ennemi. La garde autour de Beaumont; la cavalerie en arrière et l'infanterie bivaquée sur trois lignes en avant. Le 3e corps, bivaqua à une lieue en avant de Beaumont, vers la frontière, cachant également ses feux. Le 6e corps resta un quart de lieue en arrière du troisième. Les quatre corps de réserve de cavalerie se placèrent entre Beaumont et Walcourt. Le 4e corps, en avant de Philippeville, se gardant devant lui, et particulièrement à sa droite, vers Namur. L'ordre du jour, qui prescrivait la position de l'armée, enjoignait aux chefs de corps de veiller à ce que les troupes, outre les munitions nécessaires, aient pour quatre jours de pain et une demi-livre de riz par homme (*). Le but du

(*) Dans un ouvrage en deux volumes in-8°, intitulé *Campagne de 1815*, on lit une dégoûtante relation des dévastations commises par l'armee, et qu'on tolérait à cause du manque de vivres. La

mouvement qui devait se faire le 15, avait été indiqué : c'était Charleroi (*).

Le corps prussien de Ziethen, chargé de la défense, ou pour mieux dire de la surveillance de la Sambre, était encore dans sa même position, et dans une ignorance parfaite des mouvemens de l'armée française (**). La division Steinmetz, cantonnait autour de Fontaine-l'Évêque, ayant ses avant-postes depuis Binch, par Anderlues, jusqu'à Thuin. La division Pirch, était le long de la Sambre, depuis Marchiennes jusqu'au Châtelet; elle occupait Thuin par un bataillon, Ham-sur-Heure et Gerpines, chacun par un bataillon, et ces postes étaient soutenus par un régiment de dragons. La division Jagow était entre Fleurus et Lambusart. La division Henckel s'était portée, peu de jours auparavant, de Fleurus à Moustier-sur-Sambre, pour maintenir la communication avec Namur. La cavalerie s'était approchée

simple lecture de l'ordre du jour du 13, donnera une preuve suffisante de l'impudence de cette calomnie.

(*) Quoique cet ordre du jour se trouve dans l'ouvrage du général Gourgaud, nous croyons devoir le rapporter. (*Voyez pièces justific.* n° VIII.)

(**) M. de Plotho dit bien à la vérité (ouvrage cité page 24), que le général Ziethen fut averti le 14 au soir de l'approche de l'armée française et en rendit compte. Mais il se contredit plus tard (page 27), en rapportant que le général Ziethen, prévenu de la marche de l'armée française sur Charleroi, donna le 15, à trois heures et demie du matin, l'ordre à ses divisions de se concentrer.

à Sombref. Les réserves d'artillerie et les équipages étaient à Perwez-le-Marché.

Le plan de campagne que s'était proposé Napoléon, ne nous paraît pas sujet à une grande controverse; le développement en est en entier dans la position même des deux armées ennemies. L'auteur des *considérations sur l'art de la guerre* (*) avance que son projet était de se jeter brusquement au milieu des cantonnemens de ces deux armées, et d'empêcher leur réunion en tombant sur leurs quartiers épars avec toute sa cavalerie, *qu'il avait formée à cet effet en un seul corps de vingt mille chevaux*. Il ne nous paraît pas probable qu'un projet pareil ait pu être celui de Napoléon, surtout si l'on veut considérer que l'armée prussienne, réunie en Belgique, avait à elle seule vingt-deux mille chevaux, et l'armée anglaise seize mille. Les cantonnemens anglais, dont la gauche ne dépassait pas Nivelles et Genappe, étaient trop éloignés pour qu'il pût aventurer aussi loin quelques milliers de chevaux, lorsqu'il fallait songer d'abord à contenir ou à combattre l'armée prussienne qu'on avait sur le nez. Une échauffourée, sur les cantonnemens très-resserrés des Prussiens, ne pouvait pas amener de grands résultats; puisque notre cavalerie aurait trouvé d'abord, sur la ligne de Namur à Sombref, plus de dix mille

(*) Ouvrage imprimé à Paris en 1816.

chevaux appartenans aux deux corps de Ziethen et de Pirch. Le même auteur dit que le succès de cette opération était dans la rapidité des mouvemens, et que le même jour toute l'armée française devait être à Fleurus et son avant-garde à Sombref. D'abord nous observerons que le point stratégique, dont il fallait se rendre maître, pour assurer le succès du plan qui avait été formé de combattre les armée séparément, n'était pas Fleurus ni Sombref, mais bien les Quatre-Bras, ainsi que nous le développerons plus bas. Quant à la rapidité du mouvement, l'auteur des considérations ne peut pas faire de grands reproches au *général français*, puisque l'armée française, dont la gauche était le 15 au soir à Gosselies et Frasnes et la droite en avant de Lambusart, n'était pas fort éloigné de la position qu'elle aurait dû occuper selon lui. Si l'on veut réfléchir aux retards que doit éprouver une colonne qui doit passer une rivière de vive force, quelque peu de résistance que l'ennemi lui oppose, on se convaincra que la marche de l'armée le 15, fut aussi rapide qu'il était possible; nous verrons plus bas quelles furent les causes qui l'empêchèrent d'être encore plus forte. Nous ne nous arrêterons pas plus longtemps à réfuter l'assertion de l'auteur *des Considérations sur l'Art de la guerre;* les développemens qui vont suivre pourront peut-être suffire pour la combattre, et pour nous faire connaître

quel a dû être le véritable projet de Napoléon.

Nous avons déjà vu que l'armée anglaise appuyait son aile droite à Ath et sa gauche à Nivelles et Genappe. Sa réserve était à Bruxelles et sa ligne de retraite celle de Bruxelles à Anvers. L'armée prussienne était sur les deux rives de la Meuse, de Liége à Namur, ayant un corps d'armée en avant-garde, sur la Sambre entre Charleroi et Fontaine-l'Evêque. Sa ligne de retraite était celle de Namur à Aix-la-Chapelle, par Liége. L'unique liaison qui existât entre les deux armées consistait dans un poste, d'un seul bataillon, détaché à Frasnes par la brigade qui était à Genappe. L'armée française, trop faible pour attaquer les ennemis réunis, n'avait donc à choisir qu'entre deux opérations offensives. La première était de se porter rapidement sur l'armée anglaise, en partant de la base de Lille et Valenciennes; c'était, ainsi que nous le verrons plus bas, le mouvement auquel s'attendait Wellington. La seconde était celle de marcher contre les Prussiens. La première opération ne pouvait amener que des résultats désastreux. L'effet d'une attaque de front sur l'armée de Wellington aurait été de la pousser sur la ligne même de retraite et d'amener naturellement sa concentration entre Enghien, Hall et Nivelles; pendant ce temps l'armée prussienne serrant sur sa tête de colonne, se serait réunie elle-même entre Charleroi et Nivelles, et tout le

but de la campagne était manqué. L'armée française forcée à livrer une bataille désavantageuse ou à une retraite précipitée, perdait tous les avantages qu'on avait pu se promettre en prenant l'initiative.

C'était donc contre l'armée prussienne qu'il fallait agir, et la disposition des armées ennemies favorisait cette opération, en offrant le moyen de les attaquer séparément et de les battre successivement. Wellington et Blücher avaient fixé Maubeuge pour le point de leur réunion, et celui d'où devait partir l'invasion de la France par le nord. Il en résultait donc, que le premier se trouvait en bataille, en travers de sa ligne d'opération, qui passait par Bruxelles et Mons; et que le second était en colonne sur la sienne, qui était celle de Liége, par Namur et Charleroi. Le but de Napoléon devait être de diriger ses premières opérations de manière à écarter, dès le premier moment, le centre d'action, c'est-à-dire le point de réunion de chacune des armées ennemies, assez pour pouvoir se placer entre deux et avoir le temps d'agir sur la plus voisine. C'était donc la tête de colonne de l'armée prussienne qu'il fallait attaquer; et pour le faire avec succès, il fallait l'attaquer assez rapidement, pour le reboucher sur le centre, et ouvrir d'abord, s'il était possible, tout l'espace de Namur à Bruxelles. Si l'on pouvait réussir à enlever à l'ennemi la connaissance du

mouvement des deux corps qui devaient, de Lille et de Valenciennes se rendre à Maubeuge, il arrivait nécessairement que Blücher n'aurait été prévenu de l'approche de notre armée, que par l'enlèvement de Charleroi. Il lui aurait donc été impossible, non-seulement de dépasser Namur, mais même d'y réunir le 16, plus que ses trois premiers corps. Pendant ce temps l'armée anglaise se serait également réunie; mais cette réunion ne pouvait commencer que le 16, puisque Wellington ne pouvait être prévenu du passage de la Sambre que le 15 au soir. Qu'on calcule la distance de Bruxelles et de Grammont à Nivelles, ou aux Quatre-Bras; point de réunion le plus rapproché de notre armée, que le général anglais pût choisir, et l'on verra que l'armée anglaise ne pouvait pas être réunie à ce dernier point avant le 16 au soir; la cavalerie même ne pouvait arriver que la nuit suivante. Ainsi un masque devant les Quatre-Bras suffisait, pendant une grande partie de la journée du 16, pour contenir les premières troupes anglaises, et l'armée prussienne se serait vue forcée de recevoir une bataille sous les murs de Namur, avant d'être réunie en entier.

Ce plan avait en grande partie réussi. L'ennemi n'avait eu aucune connaissance du mouvement des deux premiers corps, et de la réunion de l'armée le 14; il était à l'instant d'être surpris. Les rapports des espions annonçaient encore, le 14 au soir,

que la plus grande sécurité régnait à Bruxelles, à Namur et à Charleroi, où l'on ne s'attendait nullement à ce que l'armée française prît l'offensive (*). Mais dans la journée du 14, le général Bourmont commandant la 3e division du 4e corps passa à l'ennemi avec le colonel du génie Clouet, et le chef d'escadron Villontrey (**). Ils furent conduits sous escortes à Namur, où ils rendirent compte au maréchal Blücher de l'approche de l'armée française; ils purent également lui faire connaître l'ordre du jour du 13, qui indiquait Charleroi pour but des opérations du 15. Le maréchal Blücher se hâta de profiter de l'avis qu'il recevait pour réunir son armée. Les douze heures de temps qu'il gagnait lui étaient précieuses; il en profita pour choisir un point de réunion plus rapproché de l'armée anglaise. La position dans laquelle se présentait l'armée française, ne lui laissait aucun doute sur le but de Napoléon; il prit alors la seule résolution qui put, au moins en

(*) Le colonel Plotho pour détruire cette opinion erronée, dit-il, cite une disposition donnée par le général Ziethen le 27 mai, pour la défense de la Sambre en cas d'attaque. Mais cette disposition ne prouve rien, sinon que la guerre étant déclarée le général Ziethen ne négligea aucune des mesures, que la prudence et les règles de la guerre prescrivent à un général de prendre.

(**) Le colonel Gordon chef d'état-major de la division Durutte, passa à l'ennemi le 16, pendant la marche du premier corps de Frasne à Gosselies.

partie, détourner le danger qui menaçait les deux armées alliées. Il ne pouvait donner le temps aux Anglais de se réunir qu'en livrant une bataille, ni éviter d'en être séparé, qu'en changeant sa base d'opération. L'un et l'autre objet se trouvaient remplis en occupant Sombref. Une bataille indécise était gagnée pour lui, parce que le lendemain Wellington avait réuni son armée. Une défaite même pouvait lui laisser la possibilité de se retirer sur Wavre, et de rejoindre encore les Anglais devant Bruxelles. Il n'avait rien à craindre pour ses dépôts à Liége, où l'armée française n'irait pas s'engager. Le 14, à minuit, il donna donc l'ordre au deuxième corps (Pirch) de partir de Namur, le 15 au matin, pour se rendre à Sombref; au troisième (Thielemann), de quitter ses cantonnemens de Ciney, pour venir à Namur; au quatrième (Bülow) de s'approcher de Liége à Hanut. Le général Ziethen reçut l'ordre de défendre la Sambre, et, s'il était forcé, de soutenir sa retraite tant qu'il pourrait pour gagner du temps. Ces mesures tendaient à faire manquer le but que s'était proposé Napoléon; nous verrons plus bas par quelles dispositions il répara le mal que quelques désertions lui avaient fait, en lui enlevant un avantage qui aurait été décisif.

Le 14 juin au soir, l'armée française reçut l'ordre de se mettre en mouvement le lendemain, pour passer la Sambre sur trois points. La colonne

de gauche devait se diriger sur Marchienne-au-Pont. Le deuxième corps devait se mettre en marche de Laire, à trois heures du matin, se dirigeant d'abord sur Thuin, qu'il devait faire occuper, et de là sur Marchienne, où il devait être arrivé à neuf heures du matin. Le 1er corps devait également se mettre en mouvement à trois heures du matin, et tâcher de gagner le plutôt possible la gauche du 2me corps. Il devait faire relever les postes que ce corps aurait laissés pour garder les passages de la Sambre; placer à l'arrière-garde une brigade de cavalerie pour tenir la communication de Maubeuge, observer Mons et Binch; laisser à Thuin une division chargée également de garder le pont de l'abbaye d'Alnes. La colonne du centre devait se diriger sur Charleroi, par Ham-sur-Heure et Jamignon. A deux heures et demie du matin, le général Pajol avec ses deux divisions et celle du général Domont (du 3me corps) devait ouvrir la marche. Le 3e corps devait suivre à trois heures; le 6me à quatre heures; et les trois divisions de la garde à cinq heures et demie et six heures. Le maréchal Grouchy devait se mettre en mouvement à cinq heures et demie, avec un de ses corps de cavalerie, et suivre latéralement le mouvement de l'infanterie; les deux autres devaient suivre, chacun à une heure d'intervalle. La colonne de droite composée du 4me corps, et de la division de cuirassiers du général

Delort, qui l'avait joint le 14 au soir, devait se diriger par Somsée-sur-Chatellet (*). L'ordre général était que les différens corps devaient avoir passé la Sambre avant midi.

Vers trois heures et demie du matin, le général Ziethen, ayant appris que toute la ligne des avant-postes était attaquée, commença ses dispositions pour la concentration de son corps. La division Jagow reçut l'ordre de se replier de suite en arrière de Fleurus; la division Henckel reçut celui de se porter de Moustier sur le même point, la cavalerie et l'artillerie s'y joignirent aussi. La division Steinmetz reçut l'ordre de se concentrer en arrière de Fontaine-l'Évêque, et à l'approche des troupes françaises de se replier sur Gosselies. La division Pirch II, fut chargée seule de la défense de la Sambre. Trois bataillons occupaient Charleroi et Marchienne; deux bataillons Chatellet; un était en réserve à Gilly, et trois aux avant-postes à Thuin, Ham-sur-Heure et Gerpines.

L'avant-garde du 2me corps formée par la division du prince Jérôme, rencontra les premiers postes ennemis à peu de distance de Thuin; ils furent aisément culbutés. Le bataillon du 2e régiment de Landwher de Silésie, qui était dans cette ville, voulut essayer de soutenir la retraite en se formant en carré; une charge de cavalerie le

(*) *Pièces justific.* n° IX.

renversa, et il fut poussé en désordre sur Marchienne, ayant perdu près de trois cents prisonniers. Le 2e corps arriva de bonne heure à Marchienne; le 1er le suivit de près. L'ennemi en déroute n'avait pu rompre le pont, mais il fallait attendre pour passer que celui de Charleroi fût forcé. Le combat se soutint avec les troupes prussiennes, postées sur les hauteurs en arrière du ruisseau de Piéton. Au centre, la brigade de Domanger, qui était à la tête de la division Domont, poussa également devant elle les avant-postes ennemis. A quelque distance en avant de Charleroi, un bataillon du 6e régiment prussien se présenta en carré, pour arrêter notre avant-garde et donner le temps de détruire le pont. Le colonel Desmichels, à la tête du 4e de chasseurs, enfonça ce carré, et lui fit quatre cents prisonniers. Vers dix heures et demie, le général Pajol entra dans Charleroi, à la tête de sa cavalerie, et précédé par les sapeurs et les marins de la garde. Ces derniers se mirent de suite à réparer le pont, que l'ennemi n'avait pu qu'endommager. Le 3e corps, qui aurait dû suivre immédiatement la cavalerie, s'était égaré dans les chemins de traverse, et n'arriva à Charleroi que vers une heure après midi. Napoléon, qui, à la tête de sa garde avait pris une traverse différente, y était déjà depuis onze heures. Le 4e corps partit à l'heure qui avait été indiquée. Son avant-garde ne rencontra presqu'aucun

obstacle, le bataillon du 28e régiment prussien, qui était à Gerpines, s'étant replié sur Chatellet, dès que l'attaque avait commencé à la droite. Cette avant-garde s'empara de bonne heure du pont de Chatellet, abandonné par les Prussiens, qui s'étaient retirés derrière le ruisseau de Gilly; mais les mauvais chemins retardèrent le corps d'armée, qui ne put arriver que vers le soir.

Aussitôt que le pont de Charleroi fut réparé, le général Pajol passa la Sambre et suivit la division Pirch, qui se retirait vers Gilly. Pour se couvrir vers sa gauche et tenir la communication avec le 2e corps, il détacha vers Gosselies le général Clary, avec le 1er régiment de hussards de la division Soult. Le général Clary se trouva bientôt engagé avec les troupes de la division Steinmetz, qui se retiraient par Jumet et Gosselies. Le général Pajol, de son côté, se trouva arrêté par la division Pirch, qui avait pris position à Gilly. Napoléon alors envoya la division légère de Lefebvre Desnouettes, à l'appui de la brigade Clary; un régiment de chasseurs de la vieille garde fut poussé à Lodelinsart, à l'embranchement des routes de Charleroi et de Gilly à Gosselies; la division Duhesme prit position derrière le corps de Pajol. Dans cet état de choses, le combat se trouva réduit à de simples escarmouches, en attendant la venue du 3e corps, des grenadiers de la vieille garde et des réserves de cavalerie.

Le général Vandamme, étant arrivé vers une heure, Napoléon donna l'ordre au général Reille de hâter son passage à Marchienne, et de se porter sur Gosselies. Le comte d'Erlon reçut celui de suivre le mouvement du 2e corps. Le 3e corps passa le pont de Charleroi et marcha sur Gilly; il fut suivi par le maréchal Grouchy, qui arriva vers deux heures avec ses réserves de cavalerie. Le général Pirch évacua alors Gilly et replia sa division au-delà du ruisseau, sa droite appuyée à l'abbaye de Soleilmont, et la gauche vers la Sambre à Châtelineau. Pour garantir sa droite et ne pas être facilement tourné par la route de Fleurus, il fit pratiquer des abattis dans le bois. Le maréchal Grouchy prit position à Gilly, avec sa cavalerie et le 3e corps, et la canonnade s'engagea; mais le maréchal Grouchy, croyant que l'avant-garde qui se présentait, était soutenue par le restant du corps de Ziethen, suspendit l'attaque.

Cependant le deuxième corps avait passé la Sambre et le premier suivait. Le maréchal Ney étant arrivé en ce moment à l'armée, Napoléon lui donna le commandement de l'aile gauche, composée des premier et deuxième corps d'infanterie, de la division de cavalerie légère de la garde et de la brigade Clary. Cette cavalerie devait être remplacée dans la nuit ou dans la matinée du lendemain, par le corps de cuirassiers du comte de Valmy. Le maréchal Ney reçut en même temps

l'ordre de s'avancer jusqu'aux Quatre-Bras et d'y prendre position ; mais il est bien entendu que ce ne pouvait être que par son avant-garde. Le 2e corps ne pouvait pas être réuni aux Quatre-Bras avant neuf ou dix heures, et le premier pouvait à peine dépasser Gosselies avant la nuit. Ces dispositions faites, Napoléon se porta à Gilly, vers cinq heures, et, ayant reconnu la position de l'ennemi, ordonna de l'attaquer vivement ; la tête de colonne du 4e corps arrivait à Chatellet et venait de s'emparer du pont. Le général Pirch, se voyant attaqué de front et menacé de flanc, se mit en retraite. Le 3e corps déboucha sur la route de Fleurus. Deux bataillons du 28e régiment prussien, formés en carrés aux deux côtés de cette route, soutenaient la retraite, et protégeaient le mouvement des bataillons de gauche, pour gagner la tête du bois. L'empereur Napoléon, impatient de voir l'ennemi lui échapper, les fit charger par le général Letort, à la tête de quatre escadrons de service de la garde et d'un escadron du 15e régiment de dragons (division Strolz). Les carrés furent enfoncés et sabrés, et on fit cent cinquante prisonniers ; mais le général Letort fut blessé à mort. Cette charge fit tomber entre nos mains cinq des six pièces de canons, qui avaient été en batterie à droite de la route vers Châtelineau. Les Prussiens furent poussés au travers du bois de Lambusart, et se replièrent sur Fleurus. Le corps du général Pajol prit

position, une division à Lambusart, une à droite et la division Dumont à gauche; les corps d'Excelmans et de Milhaud en seconde ligne et le 3e corps à la tête des bois.

Pendant ce temps, le maréchal Ney, avec le 2e corps, s'avançait sur Gosselies. La division prussienne de Steinmetz avait continué son mouvement de retraite, sans que la division Lefebvre Desnouettes et la brigade Clary pussent faire autre chose que de la canonner. La tête du deuxième corps parut lorsque l'arrière-garde ennemie allait quitter Gosselies. Le maréchal Ney la fit attaquer et pousser hors de la ville; un bataillon prussien fut enfoncé par une charge du 1er de hussards et perdit près de deux cents prisonniers. La division Steinmetz continua sa retraite, dans la direction de Heppignies et St.-Amand. Le maréchal Ney poussa à sa suite la division Girard, qui s'avança jusqu'à Wagnée et continua son mouvement vers les Quatre-Bras; il était alors six heures du soir. La division Piré, qui était d'avant-garde, rencontra à Frasnes un bataillon du régiment de Nassau-Orange, qui gardait ce poste avec une batterie d'artillerie à cheval. Le restant de la brigade du prince Bernard de Weimar (de la division hollandaise de Perpoucher), qui était accouru de Genappe, à la première nouvelle du passage de la Sambre, venait d'arriver sur les hauteurs en arrière. Le bataillon d'avant-garde fut bientôt forcé

de quitter Frasnes, et le prince de Weimar lui-même fut obligé de se replier sur les Quatre-Bras, où il prit position à la nuit, ayant son artillerie à la ferme et les cinq bataillons de sa brigade dans le bois de Bossu. La perte des Prussiens, dans cette journée, s'éleva à environ deux mille hommes, dont plus de mille prisonniers et cinq canons.

Le soir, l'armée française occupait la position suivante. *Aile droite* : le 4e corps venait de passer la Sambre à Chatellet, et était en position entre la rivière et le bois de Lambusart. *Centre* : le troisième corps et les réserves de cavalerie étaient, comme nous l'avons vu, autour de Lambusart. *Aile gauche* ; l'avant-garde était en avant de Frasnes, ayant des postes de cavalerie devant le bois de Bossu; le 2e corps était entre Gosselies et Frasnes; le 1er corps à Jumet; la division Gérard à Wagnée. *Réserve* : la garde était échelonnée entre Lambusart et Gilly; le 6e corps devant Charleroi; les cuirassiers du comte de Valmy et les parcs à la droite de la Sambre.

L'armée prussienne n'était pas encore réunie. Le 1er corps tenait la position où Blücher avait décidé de combattre; la division Pirch occupait Ligny; les divisions Jagow et Henkel prolongaient la ligne vers St-Amand; la division Steinmetz était en seconde ligne à Bry; la cavalerie et deux bataillons occupaient Fleurus. Le 2e corps était campé entre Sombref et Mazy. Le 3e corps occu-

pait Namur, Belgrade et Flavinne. Le 4e corps s'était concentré un peu en avant de Liége. Le maréchal Blücher lui donna l'ordre de se porter le 16 dans une seule marche, par Hannut et Gembloux, à Sombref.

L'armée anglaise était encore tranquille. Vers les quatre heures et demie du soir, le duc de Wellington, ayant reçu l'avis que l'armée prussienne était attaquée, depuis le grand matin, donna à six heures l'ordre aux différens corps de son armée, de se tenir prêts à se mettre en marche. Mais le mouvement ne lui paraissait pas encore assez prononcé, pour fixer le point où il voulait se réunir. Il s'était persuadé que l'armée française l'attaquerait de préférence, et supposant alors que l'entreprise sur Charleroi pouvait être une fausse attaque, il voulut attendre un rapport de Mons. Un second avis qui lui vint vers le soir ne l'ébranla pas encore. Enfin à minuit, étant au bal, une dernière dépêche du maréchal Blücher lui annonça que l'armée française avait passé la Sambre, et que les Prussiens se préparaient à livrer bataille le lendemain. Alors Wellington donna l'ordre à ses troupes de quitter leurs quartiers, le 16 de grand matin, et de se réunir aux Quatre-Bras.

Les dispositions dont nous avons rendu compte ne permettent guères de méconnaître le plan d'opérations que Napoléon avait conçu pour le 16.

D'un côté il n'ignorait pas que le maréchal Blücher ayant eu connaissance du mouvement de l'armée française, douze heures plutôt qu'il n'aurait dû l'avoir, ce dernier en profiterait pour hâter ses dispositions de défense. Le caractère entreprenant du général prussien, autant que les règles de la stratégie, faisaient présumer, avec raison, qu'il chercherait à se rapprocher autant que possible et de l'armée française et de l'armée anglaise. Ce n'était donc plus sous les murs de Namur qu'on devait rencontrer les Prussiens, mais vers Sombref, à moins que le désir de ne pas trop s'éloigner du corps qui était à Liége, ne lui fît préférer la position de Gembloux. D'un autre côté, le point de réunion naturel de l'armée anglaise était aux Quatre-Bras. Or il était facile de prévoir que le duc de Wellington ne serait averti du passage de la Sambre que le 15 au soir, et que la réunion de l'armée anglaise n'aurait lieu que dans la journée du 16, et peut-être même pas avant la nuit. Cette réunion devait se faire en deux colonnes convergentes; les troupes de Nivelles, Braine-le-Comte et Enghien, arrivant par la route de Nivelles, et celles de Bruxelles, Hall et Grammont, par la route de Genappe. Il résultait de ces données : 1° Que le poste des Quatre-Bras était la clef de la position de Fleurus et le point stratégique, dont la possession consommait la séparation des armées ennemies. 2° Qu'il était possible de

s'en rendre maître, le 16 au matin, et en poussant des partis vers Nivelles et vers Genappe, de retarder la marche des troupes qui arrivaient par ces deux routes. Si l'armée prussienne recevait la bataille devant Sombref, la distance entre ce point et les Quatre-Bras, qui n'est que de cinq mille toises, permettait de coordonner les opérations stratégiques avec les mouvemens tactiques de la bataille.

L'occupation du point stratégique des Quatre-Bras, coupait la communication directe des armées ennemies, en même temps qu'elle tournait la droite des Prussiens, soit que leur front de bataille fût parallèle à la route de Namur, soit qu'il s'étendît obliquement de Sombref vers St-Amand, ce que la disposition du terrain pouvait rendre probable. La distance qui aurait séparé les deux ailes de l'armée, dans ce cas, n'était pas trop grande, pour qu'il ne fût pas possible qu'elles se prêtassent mutuellement appui. Dans le cas même où l'armée prussienne se serait présentée à Gembloux, derrière l'Orneau et perpendiculairement à la route de Namur, le corps posté aux Quatre-Bras couvrait les derrières de l'armée fançaise, et assurait la position de Sombref. Il résulte donc de tout ce que nous venons d'exposer, que le projet de Napoléon a été uniquement et invariablement d'attaquer et de battre l'armée prussienne, qu'il savait devoir être la première rassemblée. Il n'avait porté son aile gauche aux Quatre-Bras que

pour assurer cette opération, en couvrant son mouvement; et jamais, comme le démontre fort bien l'auteur du précis des journées de Ligny et de Waterloo (*), il n'a pu avoir le dessein de former une ligne d'opérations double.

Le 19, dès le grand matin, Napoléon donna l'ordre au corps de cuirassiers du comte de Valmy de se rendre à Frasnes, à la disposition du maréchal Ney; les réserves d'artillerie qui se trouvaient encore à la droite de la Sambre passèrent la rivière. Le 4e corps acheva de passer le pont de Chatellet et s'étendit sur la route de Lambusart. Vers 9 heures du matin, ayant reçu les rapports qu'il attendait sur la position des corps qui composaient son aile gauche, et après avoir donné au maréchal Ney l'ordre d'attaquer et de disperser les troupes ennemies, qui pourraient se présenter au Quatre-Bras, Napoléon mit en mouvement les 3e et 4e corps et les réserves de cavalerie, les dirigeant sur Fleurus, sous les ordres du maréchal Grouchy. La garde suivit ce mouvement (*). Le 6e corps devait rester près de Charleroi. A midi, l'aile droite déboucha de Lambusart, le 3e corps et la garde en colonne sur la route, la cavalerie à un quart de lieu sur la droite; le 4e corps par la droite

(*) Précis historique, militaire et critique des batailles de Fleurus et de Waterloo, par le général Berton, page 18 et 19.

(*) *Pièces justific.* n° X.



de Fleurus à la hauteur du 3e. Vers une heure, en débouchant de Fleurus, on découvrit l'armée prussienne sur les hauteurs de Bry; l'empereur Napoléon fit prendre position à l'armée, et fut reconnaître en personne les ennemis. Le 3e corps se déploya en avant de Fleurus; les deux corps de Pajol et Excelmans à l'extrême droite, en avant de Baulet; le 4e corps, qui rejoignait en ce moment, au centre; la garde, les cuirassiers de Milhaud et les réserves d'artillerie en arrière de Fleurus. Le 6e corps reçut l'ordre de s'avancer.

Dès neuf heures du matin, le maréchal Blücher avait réuni les trois premiers corps de son armée entre Sombref et Ligny. Ayant conçu le projet de Napoléon de se placer entre les Anglais et lui et de les combattre séparément, il avait, ainsi que nous l'avons déjà dit, décidé de recevoir la bataille sur ce terrain, qui lui offrait une position très-avantageuse. Il disposa donc son armée en bataille. Le 1er corps (Ziethen) occupa la droite. La division Steinmetz en arrière de St-Amand (A); la division Henkel, en arrière de Ligny, qu'elle occupait par trois bataillons (B); la division Jagow devant Bry, ayant trois bataillons et demi à St-Amand (C); la division Pirch II, derrière le moulin de Bussy (D); la cavalerie en réserve derrière Ligny (E). Le 2e corps (Pirch I) était en seconde ligne, presque parallèlement à la route de Namur. La division Pirch I, vers la jonction de la route romaine (F); la divi-

sion Brause derrière Bry (G); les divisions Kraft (H) et Bose (I) plus à gauche vers Sombref; la cavalerie au-delà de la route (K). Le 3e corps (Thielemann) formait la gauche de l'armée et occupait la position de Sombref. La 12me division devant le village, occupant la ferme de Bois-du-Loup par deux bataillons (L); la 9e division (Bork) à la droite de Point-du-Jour, ayant plus tard trois bataillons sur le bord du ruisseau (M); la 10e division sur la route de Fleurus, ayant également plus tard trois bataillons sur le ruisseau (N); la 11e division était d'abord à gauche de la 10e (O); mais lorsque le combat fût engagé, elle s'avança en avant de Tongrines, se couvrant vers Tongrenelle et Boignée par cinq bataillons; la cavalerie était au Point-du-Jour (P). Le maréchal Blücher se tint au moulin de Bussy, où il fit mettre en batterie seize pièces de douze, pour battre les issues de St-Amand et Ligny. Une petite hauteur entre les deux villages fut également garnie d'artillerie.

Cependant le duc de Wellington, qui était parti de Bruxelles, le 16 au matin, était arrivé vers onze heures aux Quatre-Bras, où se trouvait réunie la division hollandaise de Perponcher, et avait reconnu la position de nos troupes. Ne voyant, en avant de Frasnes, qu'un faible corps de cavalerie, il ne s'en inquiéta pas beaucoup, et fit prévenir le maréchal Blücher de ce qu'il avait vu et de la position qu'allait prendre l'armée anglaise.

Ayant cependant été averti, par ce dernier, que de fortes masses débouchaient devant lui du bois de Lambusart, il expédia l'ordre à ses différentes colonnes de hâter leur marche, et se rendit auprès de Blücher, qu'il trouva au moulin de Bussy : l'armée française se développait en avant de Fleurus. Là, on discuta comment l'armée anglaise viendrait au secours de l'armée prussienne, puisque c'était cette dernière qui se trouvait menacée. Wellington offrit de culbuter ce qu'il avait devant lui à Frasnes (il n'avait vu que la division Piré) et de marcher sur Gosselies. Ce mouvement devait être décisif, mais comme il ne paraissait pas possible que Wellington pût l'exécuter pendant la journée, et qu'il était à craindre que Blücher ne fût écrasé avant, le projet fut abandonné. On s'arrêta au plan qui parût plus avantageux, de faire avancer l'armée anglaise, dès qu'elle serait réunie, par la chaussée des Quatre-Bras, à Sombref. Le duc de Wellington retourna vers trois heures aux Quatre-Bras, pour exécuter cette disposition. Il paraît que ce général avait cru pouvoir réunir ses troupes beaucoup plutôt qu'elles ne le furent en effet : il était de toute impossibilité que ses réserves de cavalerie arrivassent de Grammont, avant la nuit.

La reconnaissance que Napoléon avait faite de l'armée ennemie, qui se présentait obliquement devant lui, lui avait démontré que le maréchal

Blücher s'était décidé à livrer bataille, avec les trois corps qu'il avait réunis. Le but ostensible du général prussien, en se plaçant ainsi en première ligne de l'armée anglaise, était de donner à celle-ci le temps de se réunir, et au corps de Bülow, celui d'arriver. Quoique la position qu'occupaient les Prussiens fut très-forte par elle-même, et que leur armée fût plus nombreuse que la nôtre(*), Napoléon n'en jugea pas moins nécessaire d'attaquer sur-le-champ, et il fit des dispositions en conséquence. L'armée fit un changement de front, l'aile droite en avant, pivotant

(*) FORCE DES DEUX ARMÉES A LA BATAILLE DE LIGNY.

	INFANTERIE.	CAVALERIE.	CANONS.
ARMÉE FRANÇAISE.			
Garde impériale	12,470	4,130	84
Division Girard	5,000		8
3e corps	13,030	1,500	38
4e corps	12,000	1,500	38
1er, 2e et 4e de cavalerie		7,720	36
Total	42,500	14,850	204
ARMÉE PRUSSIENNE.			
1er corps	26,000	4,800	96
3e »	28,800	5,400	96
4e »	26,400	4,800	96
Total	81,200	15,000	288

autour de Fleurus. Par ce mouvement, le 3e corps vint se déployer en face de St.-Amand (Q); la division Domont à sa gauche (R); le 4e corps se déploya devant Ligny (S); la division Morin (T) couvrant l'intervalle entre deux. La garde (U) et les cuirassiers du général Milhaud (V) furent établis en réserve en avant de Fleurus. Les deux autres corps de réserve de cavalerie (W) furent placés en face de l'aile gauche ennemie. Le corps de Pajol, à l'extrême droite, vers Boignée, et celui d'Excelmans, entre ce dernier et la grande route (X); un bataillon du 50e régiment (14e division, 4e corps) fut placé dans un bouquet de bois, près de Tongrenelle, au-delà du ruisseau (Y). La division Girard, qui, de Wagnée, s'était portée en avant, vers St.-Fiacre (Z), reçut l'ordre de former la gauche du 3e corps. Le revers du ravin, entre les deux villages, était garni d'artillerie, surtout de la réserve de la garde. Nos troupes étaient en partie couvertes par les sinuosités du terrain, tandis que les masses de l'ennemi, placées sur le revers du coteau, en regard, étaient exposées en plein au feu de notre canon.

Le combat fut engagé à trois heures après-midi, par le 3e corps : le général Vandamme fit attaquer le village par la division Lefol, qui tenait la gauche de la ligne (*a*). Après un combat assez vif, St-Amand fut enlevé, et les trois bataillons qui le défendaient, poussés derrière le ruisseau. Peu après

l'attaque de St.-Amand, le 4ᵉ corps se trouva engagé à Ligny. Le premier choc de nos troupes emporta toute la partie du village située à la gauche du ruisseau (b), mais l'autre moitié resta entre les mains de l'ennemi, ainsi que le château; le combat se soutint avec acharnement de ce côté. Cependant, le général Vandamme, maître de St.-Amand (c), avait fait prolonger la division Girard vers le petit St.-Amand (d). Ce mouvement, qui menaçait l'aile droite des Prussiens, les inquiéta; Blücher ordonna alors à la division Steinmetz (a) de se porter en avant et de reprendre le village. Après un combat très-vif, la division Lefol en fut repoussée en partie, mais elle conserva cependant le cimetière et les maisons environnantes. Le général Vandamme, de son côté, ayant fait entrer une seconde division en ligne, et la division Girard s'approchant de la droite de St.-Amand, la division Steinmetz fut culbutée et poussée au-delà du ruisseau (g). Les troupes du 3ᵉ corps débouchèrent du village (h), se dirigeant vers le moulin de Bussy; il était environ quatre heures. Alors le maréchal Blücher se hâta de faire appuyer la division Steinmetz par la division Pirch II (i), et par la cavalerie du 1ᵉʳ corps (k); en même temps il ordonna à la division Pirch I (f), à six bataillons de la division Brause (g) et à la cavalerie du 2ᵉ corps (h), de se diriger entre la Caille et Vagnelé, sur le petit St.-Amand. Les troupes du 3ᵉ corps qui

avaient dépassé le grand St.-Amand, attaquées par vingt-un bataillons et plus de quatre mille chevaux, furent ramenées en arrière du village, vers les cinq heures du soir; le général Vandamme parvint cependant encore à s'en rendre maître, peu après. A peu près en même temps, la division Pirch I (*l*) déboucha de Besure, soutenue par la division Brause(*m*) et par la cavalerie du 2e corps(*n*). La division Girard, par des efforts incroyables de valeur, arrêta ce mouvement en se portant au-devant de la colonne ennemie. Une fusillade meurtrière s'engagea, et le général Girard, dont nous avons déjà rapporté la conduite héroïque à la bataille de Lutzen, tomba blessé à mort. Honneur à ses mânes illustres! il est le second parmi nos vaillans chefs qui ont versé leur sang dans cette guerre malheureuse, joignons nos regrets aux larmes d'une famille, à qui il n'a laissé pour héritage que son épée et l'estime qui accompagne sa mémoire.

Cependant Napoléon, dont le projet était de profiter de son aile gauche, pour tourner la droite de l'ennemi, avait expédié, vers quatre heures, l'ordre au maréchal Ney de manœuvrer sur-le-champ, de manière à envelopper la droite des Prussiens et tomber sur leurs derrières. Cet ordre, extrêmement pressant, attachait le salut de la France à l'exécution d'un mouvement aussi décisif. Le colonel Forbin-Janson, qui en était por-

teur, rencontra, en arrière de Fresnes, le 1er corps, qui se rendait aux Quatre-Bras. Entrant dans les intentions de Napoléon, il le dirigea par la route romaine sur Vagnelé et Bry (*). Ce mouvement fut commencé, et vers les cinq heures du soir le premier corps était à la hauteur de Villers-Peruin (25) ayant la division Durutte (27) en tête. Ce fut après l'expédition de ces ordres et avant que le premier corps n'eût changé de direction, que le maréchal Blücher attaqua de nouveau St-Amand et fit le mouvement sur Vagnelé, dont nous avons parlé.

(*) Les gloses qu'on a faites sur ce mouvement et les erreurs que contiennent quelques ouvrages écrits sur cette campagne, nous obligent à entrer dans quelques détails sur ce qui s'est passé à ce sujet.

Le colonel Forbin-Janson fut expédié, vers quatre heures du soir, au maréchal Ney avec l'ordre que nous rapportons (*pièces justific.* n° XIV). Un peu avant d'arriver à Frasnes, il rencontra la colonne du premier corps, qui se rendait aux Quatre-Bras. Pénétré de l'importance du mouvement ordonné au maréchal Ney, il prit un parti en officier d'état-major intelligent et zélé. Le général d'Erlon était en avant, il communiqua les intentions de Napoléon aux généraux de division et dirigea de suite la colonne, à droite par la route romaine. Après avoir dépassé Frasnes, le colonel Forbin Janson rencontra le général d'Erlon, qui se rendait près du maréchal Ney, il lui donna connaissance de l'ordre adressé au maréchal et du mouvement qu'il avait fait faire au premier corps. Le général d'Erlon retourna sur-le-champ se mettre à la tête de la colonne, et envoya son chef d'état-major rendre compte au maréchal Ney. Il était déjà arrivé à la tête du premier corps, lorsque le chef d'état-major vint lui porter le contre-ordre. On voit donc que Napoléon n'avait point adressé d'ordre direct au général d'Erlon.

Napoléon, voyant que l'ennemi avait réuni quatre divisions sur ce point, et paraissait vouloir forcer l'aile gauche du 3ᵉ corps, fit avancer la division Duhesme vers St.-Amand (*q*); une batterie de réserve de la garde fut placée à gauche du 3ᵉ corps, avec la brigade de lanciers de Colbert (*r*). Ces troupes ne s'engagèrent pas, car leur objet n'était que de contenir l'ennemi, jusqu'à ce que le premier corps ait débouché. Elles remplirent leur but, la batterie, placée par le général Drouot, arrêta surtout l'ennemi, et le combat se soutint de ce côté.

A Ligny, le combat se soutenait également avec opiniâtreté. Les Prussiens firent successivement entrer en ligne la division Kraft (*t*) et la division Bose (*u*). Le général Gérard, de son côté, fut obligé d'engager les divisions Vichery et Hulot et peu après une partie de la division Pecheux. Plusieurs fois les Prussiens repoussèrent nos troupes du village; nous le reprîmes chaque fois, à moitié, et à cinq heures le 4ᵉ corps était encore à la rive droite du ruisseau (*b*), où le combat semblait rester stationnaire. A la même heure, le feu de l'artillerie et de la mousquetterie s'était étendu sur toute la ligne, avec une égale vivacité. A l'aile droite le bataillon du 50ᵉ, conduit par un officier aussi brave qu'intelligent, dont nous regrettons bien de ne pouvoir citer le nom, déboucha du bouquet de bois (Y), et s'empara un instant de

Tongrines (X). Thielemann inquiet de ce mouvement, fit alors avancer la 11e division prussienne, qui reprit Tongrines et garnit les bords du ruisseau (*aa*). Le bataillon français, hors d'état de résister au choc de plus de sept mille hommes, fut forcé de se replier dans le petit bois, où il se maintint avec la plus rare valeur, et paraissant se multiplier à chaque attaque. Cette faible diversion occupa tellement les Prussiens, qu'ils ne pûrent penser à retirer des troupes de leur gauche, qu'ils croyaient menacées par des troupes considérables. Le général Thielemann, pour se dégager, et dégager Ligny, essaya de faire déboucher une partie de sa cavalerie, avec une batterie à cheval (*bb*), pour prendre le 4e corps à revers. Le général Excelmans lui opposa la division Strolz (*cc*); l'ennemi fut chargé avec succès par la brigade du général Bourke, et culbuté au-delà du ruisseau. Il perdit cinq canons, dont deux furent pris par le 5e de dragons et trois par le 13e.

La bataille se prolongeait et coûtait beaucoup de sang; Napoléon attendait avec impatience, que le 1er corps eût dépassé Vagnelé et eût commencé son attaque sur Bry. Mais le comte d'Erlon, qui avait envoyé son chef d'état-major au maréchal Ney, pour le prévenir du mouvement qu'il avait commencé, reçut, par le retour de cet officier, l'ordre impératif de revenir sur les Quatre-Bras, sous sa responsabilité personnelle. Il crut devoir

obéir, et faisant ployer sa colonne à gauche, se dirigea vers Frasnes (26). La seule division Durutte, se trouvant déjà engagée avec la cavalerie ennemie, le général prit sur lui de suivre sa marche; mais il le fit lentement, craignant de s'engager seul au travers de l'armée ennemie. Au premier avis de l'apparition du 1er corps sur la route romaine, et vers les six heures, le maréchal Blucher avait réuni quelques régimens de cavalerie de ses trois corps et les avait jetés au-devant (*dd*). La brigade de dragons que le maréchal Ney avait laissée à Villers-Peruin (4), se porta alors en avant de la division Durutte (*gg*).

Il était environ sept heures, lorsque l'empereur Napoléon apprit qu'il ne pouvait plus compter sur le mouvement stratégique qu'il avait projeté; la journée s'avançait et il fallait décider la bataille. Le succès en était dans ses mains, puisque l'ennemi, en s'entassant vers St-Amand et Vagnelé, devait avoir disposé de ses réserves, et que par conséquent les troupes qui défendaient Ligny devaient être abandonnées à elles-mêmes. Il résolut donc de s'y porter rapidement avec ses réserves. Ce mouvement qui entrait, dès le premier moment, dans le plan de la bataille, n'avait été suspendu que pour donner le temps au premier corps d'arriver à Bry et de couper toute la gauche de l'armée prussienne. La garde et les cuirassiers de Milhaud vinrent, par un mouvement latéral,

couvert par les sinuosités du terrain, prendre position vers huit heures, derrière la gauche du 4e corps (*hh*). Le 6e corps arrivait à Fleurus.

Cependant le mouvement de la garde impériale avait été, en partie, aperçu de l'ennemi, puisqu'il fallait que la division Duhesme (*q*) quittât la position où elle était en vue, et que les batteries de réserve de la garde se retirassent pour joindre la colonne. Ce mouvement fut mal compris; on prévint le maréchal Blücher *que les Français repliaient leurs troupes et leurs batteries et se retiraient sur Fleurus.* Blücher, qui avait toujours regardé St-Amand comme le point principal de notre attaque, se crut assuré de la victoire et songea à en profiter. Il fit porter en avant la division Jagow (*n*), par la Caille, sur le petit St-Amand; les divisions Steinnetz (*g*) et Pirch II (*i*) avec la cavalerie du 1er corps (*k*), reprirent l'offensive; les divisions Pirch I (*l*) et Brause (*m*), avec la cavalerie du 2e corps (*n*), débouchèrent de nouveau de Besure. Toutes ces troupes se trouvérent alors engagées, à l'exception de trois bataillons de la division Brause, qui étaient restés (*g*) et formaient son unique réserve. Le projet de Blücher était de forcer St-Amand et d'étendre la droite de son infanterie vers Chestiau, afin de présenter un point d'appui aux Anglais, qu'il attendait toujours. Mais pendant ce temps, la brigade de dragons qui avait marché au-devant de la cavalerie prussienne,

détachée sur la route romaine (*dd*), s'avançait avec la division Durutte, et ces deux corps se trouvaient déjà à la hauteur de sa droite. Cette apparition et la résistance que lui opposèrent la division Girard et le 3e corps l'arrêtèrent. Il reçut alors l'avis certain qu'il ne pouvait pas alors compter sur les Anglais, pressés eux-mêmes, et que Bülow ne pouvait pas le joindre ce jour-là. Il se contenta donc d'occuper le petit St-Amand (*ll*), et le combat resta stationnaire; Blücher, qui ne pouvait pas encore se rendre compte du mouvement qu'avait fait la garde impériale, resta un moment dans l'indécision.

Il en fut bientôt tiré. Nous avons vu que, jusqu'à l'instant où la garde se porta vers Ligny, le combat s'était soutenu dans ce village, sans qu'il fût possible de l'emporter. Nos troupes occupaient toujours la rive droite du ruisseau (*b*) et l'ennemi la rive gauche et le château (*mm*). Napoléon, en arrivant, fit entrer en ligne le restant de la division Pecheux. Une charge vigoureuse nous rendit maîtres de la rue qui traverse l'extrémité inférieure du village, et les troupes ennemies, qui occupaient le restant de Ligny, commencèrent à s'ébranler. A la faveur de cette attaque, les grenadiers à pied de la garde (*nn*) s'avancèrent en colonne, tandis que les grenadiers à cheval et les cuirassiers de Milhaud (*oo*) tournèrent le vil-

lage (*). Les divisions prussiennes qui étaient derrière le village, prises en flanc, furent mises en désordre, leurs carrés enfoncés, et elles abandonnèrent en déroute les hauteurs de Ligny, qui furent couronnées par nos troupes. Le maréchal Blücher, surpris par cette attaque inattendue, et qui sortait du système qu'il avait attribué à Napoléon, accourut en hâte, à la tête de six escadrons. C'était la seule cavalerie dont il pût disposer; tout le reste étant engagé ou trop éloigné. Il essaya de se jeter au-devant de nos cuirassiers (*qq*); mais ses escadrons furent rompus et lui-même, ayant eu son cheval tué, resta quelques momens par terre au milieu de nos troupes; il était alors près de neuf heures, et l'obscurité empêcha de le reconnaître. La cavalerie prussienne tenta encore une nouvelle charge, qui ne lui servit qu'à dégager le maréchal Blücher; il fallut quitter le champ de bataille. Nos cuirassiers poussèrent leur charge à fond (*qq*), jusqu'aux trois bataillons de réserve (G), tandis que quelques escadrons rompirent encore des carrés d'infanterie vers Bry et sur la chaussée (*rr*). Pendant ce temps, la division Durutte et la brigade de dragons (*ss*) s'avancèrent

(*)Le général Gneisenau dit, dans son rapport, que ces troupes *se glissèrent dans l'obscurité sans être aperçues*. Cela aurait pu se faire avec une patrouille.,, Il valait mieux ne pas y mettre tant d'amour-propre.

entre Vagnelé et Marbais; une batterie (*tt*) sur leur front, ouvrit son feu contre la cavalerie prussienne, qui leur était opposée (*xx*) et contre les troupes qui se retiraient du petit St-Amand. Une batterie de la réserve de la garde fut également établie sur une hauteur (*zz*) à côté de Bry, et canonnait les troupes qui se retiraient par ce village. La cavalerie fut placée en position derrière la batterie, et l'infanterie resta sur les hauteurs entre Ligny et le moulin de Bussy.

La bataille était gagnée, mais la nuit en enleva presque tous les résultats, et la réduisit à ce que l'on pût ramasser sur le champ de bataille même. Quoique les trois divisions prussiennes, qui avaient combattu à Ligny, eussent été absolument dispersées, et que la retraite précipitée des autres dût également les mettre en déroute, il fut impossible de les poursuivre. Le maréchal Blücher, de son côté, ne songea qu'à dégager son armée du champ de bataille. Ne pouvant plus se retirer par la grande route de Namur, ne voulant pas même s'écarter de l'armée anglaise, il se décida à se replier derrière le défilé de Wavre, pour y réorganiser son armée, et se concerter avec Wellington. Il laissa, comme arrière-garde, à Bry et en arrière, les divisions Pirch II et Jagow et la cavalerie du 1er corps, et donna des ordres pour rallier les 1er et 2e corps à Tilly. (AA) et le 3e en arrière du Point-du-Jour (BB). A minuit Bry fut évacué; et

toute l'armée prussienne fit sa retraite, les 1er et 2e corps sur Mont-St-Guibert et le 3e sur Gembloux, où il fut joint dans la nuit par le 4e corps, qui arriva en une seule marche.

Notre perte s'éleva à six mille deux cents hommes tués ou blessés (*) ; nous n'eûmes point de prisonniers. Celle de l'ennemi peut être évaluée à vingt mille hommes, d'après les rapports officiels prussiens (**). Ces mêmes rapports avouent la perte de quinze pièces de canon ; la vérité est qu'en y comprenant les dix pièces que le général Pajol prit le lendemain sur la route de Namur, et les cinq que le général Excelmans prit pendant la bataille, il nous en tomba près de quarante entre les mains, outre six drapeaux. L'armée prussienne avait été mise dans le plus grand désordre, et les fuyards se répandirent jusqu'à Na-

(*) ARMÉE FRANÇAISE.

Garde impériale..................	80
Division Girard....................	1,900
Troisième corps..................	1,830
Quatrième corps,.................	1,940
1er, 2e et 4e de cavalerie..........	520
Total...........	6,270

(**) ARMÉE PRUSSIENNE.

1er	corps	Ziethen...............	12,045
2e	id.	Pirch I...............	3,655
3e	id.	Thielemann...........	2,300
		Total................	20,000

mur et à Liége. Nos flanqueurs en prirent encore beaucoup les 17 et 18. Nous ne pouvons pas indiquer le nombre des prisonniers qui furent faits, les rapports prussiens le portent à sept mille hommes pour le premier corps, et à dix-sept cents pour le second. Mais ils paraît qu'il faut les comprendre parmi les morts ou les blessés, et qu'ils n'ont été ainsi portés sur l'état que pour diminuer la perte réelle; car le général Gneisenau dit positivement dans son rapport, que nous n'avons fait prisonniers que les blessés. Nous adopterons cette dernière version, qui est plus conforme à l'acharnement qu'avait produit la haine nationale. Nos soldats ne demandait depuis long-temps que des cartouches et des Prussiens. Nous emprunterons sur la bataille de Ligny les paroles d'un écrivain étranger. « On combattait dans les rues (du village) » à coups de crosse et de baïonnette. On s'attaquait homme à homme avec toute la fureur de » la haine personnelle. Il semblait, dit un témoin » oculaire, que chacun ait rencontré dans son adversaire un ennemi mortel, et se réjouît de » trouver le moment de la vengeance. On ne demandait pas de quartier (*). » La haine contre les Prussiens s'étendait jusqu'aux habitans, qu'on eut peine à engager à soigner les blessés de cette nation.

Pendant que le centre et l'aile droite de l'ar-

(*) Journal militaire autrichien 1819, VIe cahier, page 202.

mée française livraient aux Prussiens la bataille de Ligny, la gauche se trouvait engagée avec les Anglais aux Quatre-Bras, où elle soutint depuis trois heures après-midi jusqu'au soir, un combat qui devint de plus en plus inégal, par l'arrivée successive des troupes ennemies (*). Nous avons vu plus haut que le maréchal Ney avait pris le 15 au soir le commandement de l'aile gauche, composée des 1er et 2e corps, et des cuirassiers du comte de Valmy.

Le 16 au matin, les trois divisions du 2e corps, qui étaient restées sur la route de Bruxelles, (Foy, Bachelu et prince Jérôme), étaient en position entre Gosselies et Frasnes; la division Piré occupait Frasnes, et avait des avant-postes devant le bois de Bossu; le 1er corps était réuni autour de Jumet, et les cuirassiers du comte de Valmy étaient

(*) FRANÇAIS QUI ONT COMBATTU.	INFANTERIE.	CAVALERIE.	CANONS.
2e corps (3 divisions)	16,100	1,500	38
3e » de cavalerie (3 brigades)		1,910	12
1er » (cavalerie)		1,500	6
Total	16,100	4,910	56
QUI N'ONT PAS COMBATTU.			
Brigade de dragons		700	
1er corps	16,220		40
Total	32,320	5,610	96

en marche, et arrivèrent à Gosselies vers midi. Napoléon ayant demandé au maréchal Ney de lui faire connaître la position de ses troupes et les forces que l'ennemi avait devant lui (*), ce dernier se porta en personne en avant de Frasnes; ce qu'il vit aux Quatre-Bras ne lui parut pas d'une assez grande importance pour donner des inquiétudes; il n'y avait en effet que la division hollandaise de Perponcher. Cependant, Napoléon assuré que les Anglais ne pouvaient avoir réuni de grandes forces aux Quatre-Bras que vers le soir, mit son armée en mouvement. La droite s'avança vers neuf heu-

	INFANTERIE.	CAVALERIE.	CANONS.
ANGLAIS.			
Division Perponcher	8,000		12
A DEUX HEURES ET DEMIE.			
Division Picton	9,700		12
Total	17,700		24
A TROIS HEURES.			
Division de Brunswick	8,700	900	12
Brigade de Nassau	4,000		6
Brigade Van Merlen		1,000	
Total	30,400	1,900	42
A TROIS HEURES ET DEMIE.			
Division Alten	9,800		6
Total	40,200	1,900	48
A CINQ HEURES.			
Division Cooke	4,000		6
Total	44,200	1,900	54

(*) *Pièces justific.* n°. XI.

res, ainsi que nous l'avons vu. La gauche reçut l'ordre d'occuper les Quatre-Bras, et de faire un fort détachement sur Marbais (*). Dans l'ordre général de mouvement, le 1er corps était nommément désigné pour faire cette diversion. Cependant il ne reçut l'ordre de se mettre en marche que vers midi. Il est probable que ce retard fut ordonné, afin qu'il n'arrivât pas à sa destination, avant que l'aile droite n'eût dépassé Fleurus en entier, et atteint Sombref.

Il paraît que dans l'intervalle entre l'expédition de ces ordres et leur exécution, il parvint à Napoléon, avant qu'il ne quittât Charleroi, un avis de l'aile gauche qui annonçait l'arrivée des troupes anglaises aux Quatre-Bras. A en juger par la distance et par l'heure où ce rapport dût parvenir à Charleroi, il paraît qu'il s'agissait de la brigade hollandaise de Bylaudt, qui vint renforcer celle du prince Bernard de Weimar, restée aux Quatre-Bras. Cet avis ne changea pas les premières dispositions. Napoléon se contenta de renouveler au maréchal Ney, l'ordre de réunir ses deux corps et sa cavalerie et de culbuter les troupes qu'il avait devant lui (**). Le maréchal envoya en con-

(*) *Pièces justificatives* n°. XII.

(**) Nous n'avons pu nous procurer l'ordre de mouvement de l'aile gauche, mais les deux derniers paragraphes de celui de l'aile droite peuvent y suppléer. (*Voyez pièces justific.* n° X.)

séquence l'ordre au premier corps de se diriger sur Frasnes ; jusqu'ici il n'y avait point de faux mouvement, puisque la direction primitive de ce corps suivait également la chaussée, jusqu'à l'intersection de la route romaine. Vers midi le maréchal Ney fit ses dispositions, et porta en avant les trois divisions du 2e corps et les cuirassiers.

A deux heures environ, l'action fut engagée. Il n'y avait encore aux Quatre-Bras, que la division hollandaise de Perponcher, dont la brigade du prince Bernard (cinq bataillons) occupait le bois de Bossu (1); et celle de Bylandt, de même force, était en arrière de la ferme de Germioncourt (2). Le maréchal Ney fit prendre position au 2e corps, et à la cavalerie en avant de Frasnes (3) ; la brigade de dragons, de la division l'Héritier, avait été laissée près de Villers-Péruin pour couvrir le mouvement(4). La division Bachelu se porta en avant(5), et après un combat assez court la brigade Bylandt fut renversée et rejetée aux Quatre-Bras (6) ; nos troupes s'emparèrent de Germioncourt (7); la division Foy entra en ligne droite (8) et s'empara de Pernimont. La division Piré et une brigade de cuirassiers s'avancèrent entre les deux divisions (9), et rien ne paraissait plus s'opposer à ce que l'ennemi ne fût chassé des Quatre-Bras, et du bois de Bossu. Mais, dans ce moment, déboucha, par la route de Genappe, la division anglaise de Picton, qui vint se placer le long de la

route de Namur à gauche des Quatre-Bras (10). Peu après, vers trois heures, arrivèrent la division de Brunswick et la brigade de Nassau; le prince d'Orange plaça ces troupes (11), en arrière du bois de Bossu, et derrière elles, la brigade de cavalerie hollandaise de Van Merlen (12). De notre côté, des batteries avaient été établies près de la ferme de Germioncourt, et leur feu faisait singulièrement souffrir la division Picton, qui fut obligée de se déployer par brigades. Pendant le mouvement de cette division, une charge de la brigade de cuirassiers de la division l'Héritier (8e et 11e) enfonça le 42e régiment anglais; deux compagnies furent sabrées, le colonel tué, et le drapeau pris par le cuirassier Lamy du 8e régiment. Il était alors trois heures. Peu après, la tête de la division hanovrienne d'Alten déboucha par la route de Nivelle. Le duc de Wellington, qui venait d'arriver du champ de bataille de Ligny, lui donna l'ordre de prendre la gauche de la division Picton (13); les deux premières brigades se déployèrent de suite. Aussitôt après, la brigade hollandaise de Van Merlen s'avança, et tenta une charge sur la cavalerie française (14). Les Hollandais furent culbutés sur la division Picton, dont la première ligne se forma en carrés; mais notre cavalerie ne s'engagea pas plus en avant.

Cependant le duc de Wellington, que le mouvement sur Pernimont avait inquiété, et qui en

craignait un pareil sur le bois de Bossu, songea à s'affermir en avant des Quatre-Bras. Deux bataillons de Brunswick furent jetés en avant de la bergerie et formèrent, au-delà du ruisseau, une ligne de tirailleurs, entre le bois de Bossu et la route de Namur. La cavalerie de Brunswick fut placée devant la bergerie (15), pour les soutenir, et deux autres bataillons des mêmes troupes en réserve, en avant des Quatre-Bras (16). Le combat se soutint pendant quelque temps dans cette position, les troupes ennemies souffrant cruellement de nos batteries; surtout les troupes de Brunswick, et la division Picton de celles de Germionçourt. Ce fut à peu près alors que le maréchal Ney reçut de Napoléon l'ordre de renverser ce qu'il avait devant lui, et de se rabattre sur l'armée prussienne (*); il résolut de redoubler d'efforts. La division du prince Jérôme qui était restée en réserve fut dirigée à gauche sur le bois de Bossu (17), et occupa en même temps Pierremont (18). La brigade du prince de Weimar (1) fut culbutée et poussée hors du bois. Le duc de Wellington, à la vue du mouvement de cette division, avait fait marcher vers le bois de Bossu, la brigade Halkett de la division Alten (33e, 30e, 69e et 73e anglais) (19), qui arrivait dans le moment; nos troupes furent repoussées. Nous revin-

(*) *Pièces justific.* n° XIII.

mes encore une fois à la charge. En même temps une charge de cuirassiers, longeant le bois de Bossu, menaçait les Quatre-Bras (20). Le 33e anglais (21), qui se présenta en carré pour flanquer le bois, fut sabré et dispersé; la ligne des tirailleurs forcée, et la cavalerie de Brunswick enfoncée, l'infanterie de la division Bachel qui était à Germioncourt, gagna du terrain. Ce fut en ce moment que le duc de Brunswick, cherchant à rallier ses troupes, fut percé d'une balle, et mourut presque sur-le-champ. La première ligne de la division Picton se forma encore en carrés, et le feu de l'infanterie ennemie força notre cavalerie à se retirer. Le 92e régiment anglais fit un mouvement en avant, à la suite des cuirassiers, pour reprendre la bergerie; mais les troupes de la division Bachelu firent sur ce régiment un feu tellement nourri, que trois cents hommes et le colonel y périrent.

La division Alten avait été chassée du bois de Bossu, et nous allions encore une fois nous en rendre maîtres, lorsque la division des gardes anglaises du général Cooke arriva (22). La première brigade (Maitland) fut sur-le-champ dirigée vers le bois de Bossu (23), et la division Jérôme le perdit encore une fois. Simultanément le général Alten fit attaquer par sa brigade hanovrienne (cinq bataillons), le village de Pernimont (24) qui nous fut enlevé. Le maréchal Ney tenta alors plusieurs

charges de cavalerie, pour regagner le terrain perdu à sa droite. Elle furent la plupart malheureuses et la division Alten se maintint en possession de Pernimont. Une grande charge tentée entre le bois de Bossu et la chaussée, par la brigade de cuirassiers de la division de Roussel, et par la division Piré, et conduite par le général Kellermann fut d'abord très-brillante. Le 8e et le 11e de cuirassiers, et les lanciers pénétrèrent jusques près des Quatre-Bras. Le carré du 28e régiment anglais fut entouré. Mais le feu de l'infanterie ennemie, surtout de celle qui était dans le bois de Bossu, leur fit éprouver une si grande perte, qu'ils furent renversés en désordre; le général Kellermann eut son cheval tué et se retira à pied. On dit qu'un chef d'escadron, dont le nom a heureusement pour lui échappé à l'infamie, fut cause en s'enfuyant et criant *sauve qui peut*, du désordre qui se mit dans les équipages. La brigade des cuirassiers se rallia sans peine. Mais ce mouvement rétrograde nous fit perdre Germioncourt, que reprit le 79e régiment anglais. Il était alors environ six heures. Ce fut en ce moment que le maréchal Ney reçut, par le colonel Forbin-Janson, l'ordre de faire un mouvement par sa droite, et de se porter sur les hauteurs de Bry et de Saint-Amand (*); il fut prévenu en même temps par le

(*) *Pièces justific* n° XIV.

général Delcambre, qui en était chef d'état-major, que le 1[er] corps avait déjà commencé son mouvement à droite par la route romaine. Il était alors à la hauteur de Villers-Peruin (25). Le maréchal, qui craignait de se voir forcé, donna au général Delcambre l'ordre impératif de faire revenir le 1[er] corps, sous la responsabilité personnelle du comte d'Erlon, et vers les sept heures, ce corps changea de direction par sa gauche, et se dirigea sur Frasnes en longeant les bois (26). La division Durutte seule (27) continua son mouvement, ainsi que nous l'avons dit.

Pendant ce temps, la brigade Maitland, de la division anglaise de Cooke, avait fait une tentative pour déboucher du bois de Bossu. Elle y fut rejetée avec perte par une charge de cavalerie. Une seconde tentative n'eut pas plus de succès. Le maréchal Ney soutint le combat sans perdre de terrain, malgré les efforts de l'ennemi; mais il ne nous fut pas possible de reprendre Pernimont, Germioncourt, ni le bois de Bossu. Une troisième tentative de la division Cooke réunie, fut encore repoussée; cependant elle resta sur la rive du bois en dedans, parce que les troupes de Brunswick étaient maîtresses de Germioncourt, et qu'un carré de deux bataillons, entre le bois et la chaussée, flanquait les Anglais. Vers neuf heures, le 1[er] corps arriva, et releva le 2e en première ligne (28); la division Jacquinot, qui était

arrivée vers huit heures, avait pris part aux dernières charges. Le 2e corps reprit peu après sa position (3) et le combat cessa.

Notre perte au combat des Quatre-Bras, monta à peu près à quatre mille hommes. Celle de l'ennemi à cinq mille (*). La brigade écossaise de Pack (1er, 42, et 92e) et le 79e régiment, également écossais; portèrent l'effort du combat. Ils combattirent en braves et perdirent beaucoup. Le prince d'Orange fut un instant enveloppé, près des Quatre-Bras, par notre cavalerie. Un de ses bataillons le dégagea. Le vieux général Picton reçut également une assez forte blessure. Il la cacha soigneusement; car il était trop brave pour vouloir quitter l'armée, à l'approche d'un dénoûment

(*) La perte peut être évaluée pour les deux armées, ainsi qu'il suit :

FRANÇAIS.

2e corps	3,660
1er » de cavalerie	100
3e » »	280
Total	4,040

ENNEMIS.

Anglais	3,000
Hanovriens	500
Hollandais	600
Brunswick	900
Total	5,000

qui devait être décisif. On ne le sut qu'après qu'il eût reçu le 18 le coup mortel. Picton ! Girard ! une même tombe devrait vous unir. Là les jeunes guerriers iraient apprendre ce qu'on doit à la patrie.

Tels furent les événemens de la journée du 16. Beaucoup de sang avait été répandu, la valeur des troupes françaises avait brillé dans tout son éclat ; cependant aucun succès décisif n'avait couronné une journée, sur les résultats de laquelle reposaient les destinées de la France. Vainqueurs à Ligny, la nuit, en couvrant de ses ombres les désastres des Prussiens, nous avait arraché les fruits de la victoire. Aux Quatre-Bras, la force toujours croissante des Anglais, avait paralysé nos efforts ; notre unique avantage avait été de maintenir l'honneur des armes, contre des troupes, dont la bravoure ne peut être révoquée en doute et qui nous étaient supérieures en nombre. Mais, d'un côté, l'occupation des Quatre-Bras ayant été manquée, le résultat du mouvement stratégique, qui devait consommer la séparation des armées ennemies, en démolissant celle de Blücher et la rejetant sur Liége, avait également été manqué. D'un autre côté, la bataille de Ligny, étant devenue, par la non coopération d'une partie de l'aile gauche, une bataille de front, nous avions rejeté les Prussiens sur la base d'opérations des Anglais. Quelles sont les causes qui ont pu ainsi

faire échouer un plan dont il est impossible de méconnaître la sagesse et nous placer devant un avenir incertain, lorsque nous aurions déjà dû en avoir assuré toutes les chances? c'est ce que je vais tâcher d'examiner avec franchise et impartialité. Aucune prévention, aucune passion haineuse ne guidera ma plume; je n'aurai, je crois, pas besoin de me justifier du reproche d'avoir cherché à flétrir la gloire de quelques-uns de nos chefs. Aucun motif un peu plausible ne peut m'engager à un acte, que je ne crains pas d'appeler criminel et qui est aussi loin de mon caractère; les droits du malheur seront doublement sacrés pour moi : mais les ménagemens, même les plus délicats, doivent-ils s'étendre jusqu'à déguiser ou voiler, dans les pages de l'histoire, la vérité, sa compagne inséparable? non! Les conséquences déplorables qui ont pu suivre une erreur ou une faute, ne peuvent jamais servir de titre pour la taire ou la nier. Plus ces conséquences ont été graves, plus il importe d'en faire connaître et d'en développer les causes; afin que nos contemporains ou nos descendans apprennent par l'exemple des unes à éviter les autres. Le véritable but de l'histoire est d'instruire, en offrant à la postérité les leçons du passé; s'il ne lui est pas permis de voiler les crimes, il lui est encore bien moins permis de taire les erreurs, qui ne dépendent que de l'imperfection inséparable de la nature hu-

maine. Les fautes des hommes illustres appartiennent encore bien plus au domaine de l'histoire; car ce sont celles-là seules qui peuvent servir d'exemples utiles. Ce serait une grande erreur de croire que leur révélation puisse être une flétrissure; le nuage qui obscurcit un seul instant d'une carrière glorieuse, sert souvent à en réhausser l'éclat. Ces considérations me serviront de soutien et de guide unique, au milieu des sentimens pénibles et des souvenirs douloureux, qui m'accompagnent dans mon travail. Les mânes d'un chef illustre, doublement mon concitoyen, et dont la mémoire ne peut pas être indifférente aux Français, ne s'offenseront pas du sacrifice que je dois à la vérité historique. Il était assez loyal pour guider lui-même ma plume s'il vivait encore!

Nous avons déjà vu que l'empereur Napoléon, dès le moment où il réunit son armée entre Beaumont et Philippeville, avait conçu le projet de se placer entre les deux armées ennemies. Se rendre maître de leur communication directe, pour les combattre séparément, était le seul plan qu'il pût adopter avec des forces aussi inférieures. Toutes ses dispositions nous prouvent qu'il n'en a point eu d'autre. Après avoir passé la Sambre, il fait déboucher l'armée française sur deux colonnes, par les routes de Bruxelles et de Fleurus. Le 15 au soir, la colonne de gauche devait avoir sa tête aux Quatre-Bras; celle de droite devait être à Som-

bref. Un premier incident dérangea ce plan dès le matin. Le 3e corps, égaré par de mauvais guides, n'arriva à Charleroi qu'après midi, au lieu d'y être rendu à neuf heures du matin, et le passage qui devait être terminé à onze heures, ne le fut qu'à trois heures après midi. Dès-lors il était impossible à l'aile droite de l'armée française de dépasser Fleurus. Un second incident l'empêcha peu après de s'avancer même jusque-là. Le maréchal Grouchy et le général Vandamme se laissèrent tromper, sur la force que les Prussiens avaient derrière Gilly; au lieu de les attaquer, vers trois heures, lorsqu'ils furent réunis, l'attaque n'eut lieu qu'à cinq heures, lorsque Napoléon vint la diriger en personne. Pendant ce temps le centre de l'armée restait entassé devant et derrière Charleroy. Le 3e corps arriva le soir tard à Lambusart et les deux autres (4e et 6e) ne purent que se placer entre ces deux points. Cependant l'aile gauche aurait pu encore s'étendre entre les Quatre-Bras et Frasnes; mais la forte canonnade qui s'éleva à Gilly retint le maréchal Ney dans l'indécision. Il crut sans doute que toute l'armée prussienne, ayant débouché par Fleurus, attaquait la tête de la colonne de droite. Cette hypothèse, quelque probable qu'elle ait été, à raison du temps dont Blücher avait pu disposer pour réunir son armée, était dans l'ordre des choses possibles. On ne peut donc pas blâmer le maréchal Ney d'avoir

arrêté la marche de ces troupes, afin de les tenir à la disposition de Napoléon, s'il venait à en avoir besoin. Mais lorsque le combat fut fini, lorsque la direction du feu lui indiqua la retraite de l'ennemi, et que la canonnade qui s'engagea vers sept heures en avant de Lambusart, lui démontra que la colonne de droite avait débouché, son incertitude dut finir, et les deux heures de jour qui restaient suffisaient, pour faire occuper les Quatre-Bras et le bois de Bossu par son avant-garde, faire avancer le 2e corps à Frasnes et réunir tout le 1er à Gosselies. Il ne pouvait, dans cette position, craindre aucune attaque de flanc, puisque la division Girard à Heppignies et Vagnée, le mettait en communication avec l'aile droite. En arrêtant le 2e corps entre Frasnes et Gosselies, il refoulait le 1er en arrière de Jumet, et il causait nécessairement un retard dans son mouvement du lendemain. La faute était cependant encore réparable.

Les faits que nous venons d'analyser prouvent combien à tort l'auteur des Considérations sur l'art de la guerre, lorsqu'il dit que, *le général français au lieu de se hâter d'arriver au milieu de ses ennemis, s'arrêta à Charleroi*. Il ajoute immédiatement après, *soit qu'il fût retardé par le mauvais temps, soit par d'autres motifs*. Mais on se demande ce que signifient ces expressions; l'auteur n'était-il pas à l'armée? Pourquoi ne fait-il pas connaître ces autres motifs? Une réticence, jetée au milieu

du récit d'une catastrophe aussi importante, est contraire au but que l'auteur a dû se proposer. Quand on veut porter en quatre lignes un jugement sur une campagne aussi intéressante que malheureuse, il faut que chaque mot soit une vérité, et surtout qu'il n'en manque aucun.

Les mouvemens du 16 furent le complément du même plan d'opérations; mais ils durent subir les modifications, que rendaient nécessaires les retards amenés par les incidens de la veille. L'objet du mouvement de la journée devait toujours être, de déployer l'armée française sur la route de Namur à Bruxelles, entre Sombref et les Quatre-Bras. Mais le 15, ce déploiement devait servir à assurer le champ de bataille du lendemain, et le 16, il devait être immédiatement suivi, ou peut-être même précédé par une bataille. Tous les mouvemens stratégiques devaient donc être, pour ainsi dire, subordonnés aux dispositions d'une action presque générale. En effet, si les Prussiens étaient à Sombref, il fallait les battre avant de se rendre maître de la route de Namur; s'ils étaient à Gembloux ou derrière l'Orneau, la bataille devait avoir lieu, au plus tard, le lendemain matin. Ces deux hypothèses étaient les seules admissibles; il ne s'agissait que de savoir laquelle des deux se rencontrait avec les dispositions qu'avait faites le maréchal Blücher, dès qu'il avait appris la marche de l'armée française. Des raisons égales militaient

pour chacune. Il était incontestable que Blücher ne pouvait pas ignorer, que l'armée anglaise ne serait toute réunie que le 17 au matin. D'un côté, il était possible que l'espoir de gagner une journée, en soutenant une bataille défensive, l'amenât à Sombref, où il se trouvait en première ligne d'opérations de l'armée anglaise. Son caractère et ses habitudes d'officier d'avant-garde, étaient un second motif en faveur de cette supposition. D'un autre côté, deux motifs d'une égale valeur pouvaient le décider à se placer derrière l'Orneau. Le premier, était la possibilité qu'une partie de l'armée française occupât les Quatre-Bras, le 16 au matin. Non-seulement alors la position de Sombref se trouvait déjà tournée, à une distance qui ne passait pas cinq mille toises, mais le point de réunion de l'armée anglaise était enlevé et rien n'empêchait Napoléon d'envelopper l'armée prussienne dans une position dont l'aile droite était en l'air. Le second motif était celui de réunir toutes ses forces sur sa ligne de mouvement, en couvrant celle de sa retraite et ses magasins. Il gagnait en effet une journée, en retardant, jusqu'au 17, la bataille qu'il pouvait être obligé de livrer, et ce jour-là, l'armée anglaise, toute réunie devant les Quatre-Bras, pouvait forcer cette position et mettre l'armée française dans une situation fort désavantageuse. Les deux ailes étendues des Quatre-Bras à Gembloux, étaient trop éloignées, pour qu'un

mouvement stratégique pût avoir lieu pendant l'action, puisque le front de la bataille était perpendiculaire à la ligne sur laquelle se plaçait l'armée française. Dans le doute entre différentes dispositions, que peuvent également justifier les règles de la stratégie, la solution la plus rarement erronée est celle que donne le caractère du général ennemi. Napoléon devait assez connaître celui du maréchal Blücher, pour présumer, avec quelque probabilité, qu'il livrerait un combat avec les premières troupes qu'il trouverait sous sa main, et qu'il s'avancerait le plus près possible; même au risque de quelque désavantage stratégique. Nous verrons que les disposition du 16, furent basées sur ces données plus que probables.

La marche, que l'aile droite et le centre de l'armée française allaient ouvrir, devait donc être parfaitement coordonnée, et, pour ainsi dire, d'heure en heure, avec la position et les mouvemens de la gauche. Le premier soin de Napoléon, avant de mettre ses troupes en mouvement de Charleroi, fut de bien s'assurer du placement réel des troupes de cette aile. C'est dans ce but qu'il donna au maréchal Ney le premier ordre que nous avons cité (pièces justificatives n° XI). On voit, par ce même ordre, que l'empereur Napoléon croyait que le 1er corps avait pu faire son mouvement, c'est-à-dire se réunir au 2e en avant de Gosselies. L'ordre général du mouvement de la jour-

née, enjoignait au 1er corps de prendre position à Marbais, et cette disposition était le développement du même plan, qui n'avait pas pu être exécuté la veille; celui d'établir l'armée française sur la route de Namur, entre les Quatre-Bras et Sombref. Si le 1er corps eût pris position en entier devant Gosselies, le 15 au soir, le déploiement de l'armée française aurait pu avoir lieu le 16, vers dix heures du matin. Napoléon était persuadé qu'au moins l'avant-garde de l'aile gauche occupait matériellement le poste des Quatre-Bras, et s'il en fallait des preuves on les trouverait dans les expressions du second ordre (pièces justificatives n° XII). Il y est dit : « qu'un officier de lanciers vient de prévenir » l'Empereur, que l'ennemi présentait des masses » *du côté* des Quatre-Bras, » et non pas aux Quatre-Bras. Ces masses devaient être nécessairement les têtes de colonnes des troupes anglaises les plus rapprochées, c'est-à-dire celles de Nivelles. En effet, elles se réduisaient aux cinq bataillons de la brigade hollandaise de Bylandt. Napoléon enjoignit de les attaquer et de les disperser, en y employant même le 1er corps, qu'il ordonna de nouveau de réunir au 2e. Cet incident dérangeait en partie la disposition, par laquelle le 1er corps devait rester à peu près à moitié entre l'extrême gauche et le centre, afin de servir de réserve et se porter du côté où il en serait besoin. Mais, soit que le 1er corps, en hâtant son mouvement, pût atteindre les Quatre-

Bras, soit qu'il ne fût, vers trois heures, qu'à la hauteur de l'embranchement de la route romaine, la diversion qu'il devait faire, dans le cas où l'armée prussienne se serait réunie à Sombref, pouvait toujours avoir lieu; elle se trouvait seulement retardée de quelques heures. Il fallait, avant tout, assurer l'occupation des Quatre-Bras, pour faciliter la diversion et la rendre décisive; voilà, sans doute, ce qui décida Napoléon à dicter son second ordre.

Cependant le centre et la droite ayant débouché de Fleurus, l'armée prussienne fut rencontrée sur les hauteurs de Bry. Nous conviendrons, avec M. le général Berton (*), que Napoléon fut satisfait de la trouver dans une position semblable; mais il ne nous paraît pas qu'il dût en être fort étonné, quoiqu'elle fût dans une position différente de celle que pouvaient lui indiquer les règles de la stratégie. Il connaissait trop bien le caractère du maréchal Blücher, pour ne pas devoir s'attendre à ce que l'envie de se battre passerait chez lui avant toute autre considération. Mais Napoléon dut être extrêmement satisfait de voir, qu'il avait choisi un ordre de bataille oblique, dont l'aile droite se trouvait déjà débordée et exposée à être enveloppée, par l'effet du mouvement stratégique que pouvait faire une partie de notre aile gauche. Il

(*) Ouvrage cité page 25.

ne dut pas être moins content de voir rapprocher le résultat de ses combinaisons, en rencontrant le 16 une bataille qui devait être décisive, et qu'il pouvait se voir forcé de livrer le 17, à Gembloux, avec bien moins d'avantage.

Les dispositions de l'empereur Napoléon, pour la bataille de Ligny, ont été critiquées, même par des militaires qui ont la réputation d'être instruits. L'auteur d'un ouvrage, que l'opinion générale attribue au général prussien Müffling, dit que l'attaque de Ligny était la plus mauvaise opération que Napoléon pût faire. Il prétend que toute l'armée française aurait dû se diriger en deux colonnes, par Mellet sur Vagnelé et St.-Amand (*). L'auteur des Considérations sur l'art de la guerre, va encore plus loin : « Nous arrivions sur leur flanc » droit (des Prussiens), dit-il; la raison nous con- » seillait d'attaquer cette aile; par-là nous évitions » en partie les défilés du ruisseau, nous nous rap- » prochions de notre corps de gauche, qui se » battait aux Quatre-Bras, de manière que les » deux armées pussent se donner mutuellement » des secours; et enfin nous rejettions les Prussiens » loin des Anglais, en les forçant de se retirer sur » Namur. Mais le général français agit différem- » ment; il attaque de front, et après plusieurs com-

(*) Histoire de la campagne des armées anglo-batave et prussienne en 1815, par C. de W... Stuttgart 1817, page 17.

» bats sanglans, il force enfin le défilé de Ligny » avec sa réserve, et il débouche sur le centre de » l'armée prussienne, dont la retraite, favorisée » par la nuit, se fait naturellement vers les Anglais, » du côté de Bruxelles, puisque nous les chassions » dans ce sens. » Nous ne nous occuperons pas à réfuter quelques expressions qu'on peut appeler de détail; l'inspection du plan suffit pour prouver que nous n'arrivions pas *sur le flanc droit* des Prussiens, mais par une direction oblique à leur front et dont le prolongement rencontrait leur *aile gauche*. Quant aux *deux armées* que l'auteur établit distinctement, il suffit de suivre les opérations de cette courte campagne, pour voir que le 15, le 16, le 17 et le 18, il n'y a eu qu'une armée. Celui qui la commandait, connaissait trop bien la guerre, pour avoir la sottise de faire le partage qu'on suppose gratuitement. Nous nous contenterons de faire porter nos observations sur l'idée stratégique, que renferment ces deux passages.

Il semble que l'un et l'autre des deux auteurs militaires, que nous venons de citer, aient perdu de vue l'objet que devait se proposer l'empereur Napoléon, en prenant l'offensive en Belgique. Lorsque de nombreuses armées coalisées menaçaient de passer le Rhin et d'entrer en France par Mannheim et Bâle, il ne fallait pas songer à faire dans le nord une guerre prolongée. Ce n'était que

par un coup décisif porté de ce côté, qu'il pouvait espérer de dissoudre la coalition, en mettant hors de combat les deux ennemis les plus acharnés de la France; ou au moins gagner le temps nécessaire, pour pouvoir continuer la guerre à armes égales. D'un autre côté la disproportion de forces, entre l'armée française et celles de Wellington et de Blücher réunies, était telle, qu'il aurait fallu les avoir réduites à moitié, avant de pouvoir lutter avec avantage contre toutes deux. Il ne s'agissait donc pas de livrer, à la première qu'on rencontrerait, une bataille dont le seul résultat fût de lui faire perdre du terrain et de l'éloigner un peu de son alliée. Le lendemain il fallait séparer l'armée française, pour la faire combattre sur deux fronts, et tous les désavantages étaient de son côté. Il était donc nécessaire qu'une des deux armées ennemies fût mise tellement hors de combat, qu'un faible corps suffît pour l'empêcher de se rallier, et que les autres pussent être employés contre l'ennemi restant. Nous verrons plus bas que tel fut le but des dispositions de Napoléon à la bataille de Ligny. Que le militaire étranger se soit trompé, il est aisé de l'excuser, parce que son récit même prouve qu'il n'a eu presque aucune connaissance des vrais mouvemens des corps français et des ordres donnés. Mais qu'un officier français, présent à la bataille, et que son rang a dû mettre à portée de tout savoir, ait porté un ju-

gement aussi erroné, sans prendre la peine d'examiner les bases sur lesquelles il pouvait l'asseoir, c'est ce qui nous paraît plus difficile à expliquer.

Ce que nous avons développé ci-dessus, et la seule inspection du terrain compris entre Fleurus, Sombref, les Quatre-Bras et Mellet, suffisent pour se faire une idée exacte des dispositions d'attaque que devait faire Napoléon. La position occupée par l'armée prussienne, était une ligne intermédiaire entre les deux routes de Sombref à Fleurus et aux Quatre-Bras; son obliquité, relativement à la seconde, était telle, que la route romaine courait presque parallèlement derrière le front de cette armée. Il ne faut pas oublier que la route romaine était la direction de mouvement, qui avait d'abord été donné au premier corps. Il ne faut pas non plus perdre de vue que Napoléon croyait et devait croire, que la position des Quatre-Bras, était occupée, au moins dès le matin; nous en trouverons encore des preuves dans son troisième ordre. La première idée, qui devait naturellement se présenter à Napoléon et même à tout général en chef, doué de quelques talens stratégiques, était celle d'envelopper et de détruire la droite de l'armée ennemie. Le point stratégique principal de la bataille, pour nous servir des expressions de M. le général Berton, était celui de Bry, qui nous rendait maîtres de la route de Namur, et consommait la séparation des deux armées ennemies.

Quant à la clef de la position, nous ne pouvons pas partager son opinion, parce que la détermination du point tactique, dont l'occupation devait décider le succès de la journée, dépendait de la solution que choisirait Napoléon. Il y en avait deux. La première était la séparation pure et simple des deux armées ennemies, en poussant les Prussiens vers Namur. Le point tactique qui amenait cette solution était celui de St.-Amand, qui nous ouvrait l'accès de la route romaine, et par où le restant de la position était prise en flanc. La seconde était également la séparation des armées ennemies, mais en enveloppant l'aile droite de la prussienne, afin de lui faire le plus de mal possible. Dans ce dernier cas, la clef de la position était Ligny, dont l'occupation isolait l'aile droite et la jetait entre nos mains. La distinction que nous venons de faire pourrait paraître oiseuse, puisque nous avons déjà dit qu'un général francais, dans le cas présent, devait se décider pour la seconde solution. Nous avons cependant crû devoir l'établir, parce que l'impartialité nous commande de justifier le maréchal Blücher, d'avoir constamment regardé St.-Amand, comme le point le plus intéressant à défendre. Ayant vu, à onze heures du matin, le duc de Wellington, et en ayant reçu la promesse que l'armée anglaise viendrait le joindre par la route de Namur; il était naturel qu'il fît abstraction de la diversion

dont le menaçait Napoléon et qu'il songeât sérieusement à conserver un point, dont la perte rendait la réunion impossible.

Napoléon, ayant reconnu la position des Prussiens, fixa son ordre de bataille, d'après les avantages qu'il pouvait se promettre. Voulant et pouvant tourner l'aile droite des Prussiens, il fallait l'attaquer et l'occuper la première. Plus on obligeait l'ennemi à y amener de troupes, plus sa perte devait être grande. Mais surtout il fallait lui cacher soigneusement, dans le commencement de l'action, que le véritable point, par lequel on voulait forcer la ligne de bataille fût celui de Ligny. Il décida donc que la réserve serait d'abord placée derrière son aile gauche. Le 6e corps qui avait été mis en marche, pouvait servir de seconde réserve. Mais le premier soin de Napoléon, fut de faire commencer le mouvement stratégique qu'il avait médité. Un ordre expédié avant d'engager l'action (pièces justificatives, No XIII) et que nous avons déjà cité, enjoignit au maréchal Ney, aussitôt qu'il aurait repoussé les troupes qu'il avait devant lui, de se rabattre sur la droite, *pour concourir à envelopper l'armée prussienne*. Dans le cas où cette armée *serait enfoncée avant*, Napoléon promettait de faire manœuvrer vers les Quatre-Bras. Il ne faut point de commentaires pour prouver, que cet ordre supposait que le maréchal Ney était maître de ce dernier point,

Car le mouvement qu'il devait faire *pour envelopper* les Prussiens et celui que Napoléon aurait fait vers lui, après avoir battu l'ennemi, ne pouvaient avoir lieu que par la route de Namur. L'inspection seule de la carte le démontrera.

Cependant le combat avait pris la direction que Napoléon désirait. Le maréchal Blücher, trompé sur le véritable but de son adversaire, qu'il ne pouvait pas soupçonner, puisque lui-même attendait les têtes des colonnes anglaises par Marbais et Vagnelé, attachait une grande importance à la conservation de St.-Amand. Non-seulement il fit reprendre ce village, mais il y dirigea des troupes de sa seconde ligne, outre la réserve qui était déjà à la tête du village de Bry. L'augmentation de l'aile droite prussienne devait hâter le moment de la diversion; cette considération décida Napoléon à répéter, au maréchal Ney, l'ordre qu'il lui avait donné une heure environ plutôt. Il lui enjoignit donc de manœuvrer sur-le-champ par sa droite (pièces justificatives, N° XIV), pour envelopper celle de l'ennemi et le prendre à dos. Ce mouvement était en effet le seul, qui pût mettre l'armée prussienne hors de combat. Un corps français débouchant au-delà de Vagnelé sur Bry, tandis que St-Amand était menacé par le 3e corps et que le 4e allait attaquer le village de Ligny, il était évident que les huit divisions prussiennes entassées entre ces trois villages auraient été

obligées de poser les armes. Il n'est pas nécessaire de démontrer que le *sort de la France* dépendait de cette manœuvre, dont le succès ne pouvait pas être douteux : nous avons déjà vu que la destruction seule d'une des deux armées ennemies, pouvait amener le résultat, dont l'espérance avait engagé Napoléon à prendre l'offensive dans le nord.

Tant que Napoléon crut pouvoir attendre le mouvement sur Bry, il ne changea rien à son ordre de bataille. Les efforts extraordinaires du maréchal Blücher, contre le 3e corps, l'obligèrent même de porter à sa gauche une division de la garde et une batterie, afin de pouvoir au besoin appuyer le général Vandamme; le 6e corps était en marche, mais il ne pouvait pas encore avoir dépassé Fleurus. Le 1er corps s'avançait sur Frasnes, et c'est sans doute son mouvement lorsqu'on le croyait déjà en avant, qui a donné lieu à l'épisode de la colonne inconnue, qui débouchait des bois sur les derrières de l'armée, et qui obligea l'empereur Napoléon à faire des dispositions pour la recevoir. L'étonnement que causa la marche du 1er corps tomba de lui-même. Il est fâcheux cependant que cet épisode ait induit en erreur, l'auteur du récit, vraiment impartial, des batailles de Ligny et de Waterloo, qui se trouve dans le journal militaire autrichien déjà cité (*). Enfin

(*) Année 1819, 6e cahier, page 304 et 305.

à sept heures, Napoléon apprit qu'il ne pouvait pas compter sur le 1er corps. La journée était avancée; il fallait gagner la bataille que ces retards avaient rendue plus sanglante qu'elle n'aurait dû l'être, si toutes les dispositions ordonnées eussent été exécutées. L'attaque de St.-Amand, par le 3e corps et la garde, réunis, était, malgré ce qu'ont voulu dire quelques militaires, instruits d'ailleurs, la plus mauvaise opération qu'il fût possible d'imaginer. Blücher avait toujours regardé ce point comme le plus important pour lui; il y avait réuni, ainsi que le disent unanimement les rapports prussiens, cinq divisions (quarante-cinq bataillons) et soixante escadrons. On ne pouvait donc compter de ce côté que sur un succès aussi peu décidé que sanglant, puisqu'en pressant l'aile droite ennemie, on l'appuyait sur les sept autres divisions qui étaient vers Sombref et à Ligny. En échouant, on risquait de compro mettre le corps du général Gérard et les deux de cavalerie qui étaient à la droite. L'attaque de Ligny ne pouvait plus avoir les résultats qu'on en avait attendu; mais il était possible, en la poussant avec vigueur, de faire encore beaucoup de mal à l'ennemi, et de jeter dans l'armée prussienne le désordre, inséparable d'une rupture au centre de sa ligne. Nous ne pousserons pas plus loin les observations sur la direction que Napoléon devait donner, et sur celle qu'il donna réellement à la

bataille de Ligny. Nous en avons assez dit pour ceux qui voudront examiner de bonne foi : et les faits incontestables, sur lesquels nous nous sommes appuyés, pourront eux-mêmes servir à juger l'opinion que nous avons émise. Nous ne serions pas même entré dans tous ces développemens, s'il ne s'était agi de circonstances aussi graves et dont les effets ont été aussi importans pour la France.

Nous ne dirons que peu de mots de la conduite du maréchal Ney. Nous avons déjà indiqué les motifs qui, le 15 au soir, l'ont empêché de dépasser Gosselies ; nous avons déjà fait remarquer la faute qu'il avait faite de ne pas profiter des dernières heures du jour, pour faire avancer tout le 2e corps à Frasnes et le 1er à Gosselies. Cette faute aurait au moins dû être réparée le lendemain matin de bonne heure. Le maréchal Ney n'ignorait pas l'importance du poste des Quatre-bas, et surtout celle du bois de Bossu qui en est la clef. A la guerre il n'est point d'heure qu'on puisse perdre impunément; quand il n'y aurait eu sur ce point, pendant toute la journée, qu'une patrouille ennemie, ce n'était pas une raison pour n'y pas faire avancer tout le 2e corps. Les craintes sur sa droite devaient être dissipées, et les rapports de la division Girard ont dû lui faire connaître que l'armée prussienne était dans la position de Ligny, en face de la droite et du centre de l'armée française,

qui se trouvaient à la tête du bois de Lambusart Loin de craindre de s'avancer aux Quatre-Bras, il avait un motif pressant d'y arriver, c'était celui de déborder les Prussiens, avec l'aile gauche qu'il commandait. Au reste, le maréchal Ney est convenu lui-même, le 16 au soir, qu'il avait attaqué trop tard. Quant au contre-mouvement qu'il a fait faire au 1er corps, nous avons déjà indiqué, dans le récit du combat des Quatre-Bras, le moment auquel il donna l'ordre au comte d'Erlon de quitter la direction où l'avait fait mettre Napoléon. Nous venions de perdre le bois de Bossu et le village de Pernimont; une charge malheureuse avait mis du désordre sur les derrières du 2e corps et ébranlé la première ligne. Le maréchal Ney craignit d'être forcé et rejeté en arrière de Frasnes; dans ce moment de danger il ne réfléchit pas que le 1er corps, qu'il retirait de l'endroit où il pouvait être utile, ne pouvait arriver sur les hauteurs des Quatre-Bras qu'à la nuit et par conséquent trop tard. Le maréchal Ney a fait deux fautes stratégiques; qui pourrait répondre de n'en pas commettre? C'est assez indiquer quel est le sentiment que nous devons éprouver encore pour le héros d'Elchingen, de la Moskova, de la Bérésina et de tant d'autres endroits, où la victoire guidait nos drapeaux.

On a également reproché au maréchal Blücher, d'avoir trop étendu son champ de bataille, en lais-

sant le corps de Thielemann entre Sombref et Tongrines, tandis que sa droite s'étendait jusqu'à St-Amand. Cette disposition est aisée à justifier; Blücher attendait le corps de Bülow, et ce ne fut que vers sept heures du soir qu'il apprit, que les ordres, qu'il avait expédiés à ce général, étaient restés à Hannut, au lieu d'être envoyés à Liége, et que par conséquent son 4e corps ne pouvait même arriver à Gembloux que dans la nuit. Il résultait de cette attente, qu'il fallait absolument couvrir le mouvement de Bülow et ne pas exposer ses têtes de colonne à rencontrer l'ennemi, ce qui aurait eu lieu indubitablement si le corps de Thielemann eût quitté Sombref, pour venir se placer derrière Ligny. Quant au choix que fit le maréchal Blücher du champ de bataille sur lequel il combattit, nous en avons assez dit pour ne pas revenir sur ce point. Il ne peut pas être révoqué en doute qu'il ne fut extrêmement désavantageux, si le plan qu'avait conçu Napoléon avait été exécuté. Il est également constant que, par l'événement, il devint le meilleur qu'il ait pu prendre. Nous ne pouvons pas nous abstenir d'une réflexion qui fera voir à combien de chances tiennent les résultats des projets les mieux combinés. A onze heures du matin, le 16, le duc de Wellington était auprès de Blücher, sur les hauteurs de Bry. Si à la même heure, si à midi même, le maréchal Ney eût occupé les Quatre-Bras, avec le 2e corps,

que serait devenue la promesse de Wellington? Aurait-il pu même rejoindre son armée sans danger? La direction de retraite que choisit le maréchal Blücher, ne semble pas stratégique et elle a pu paraître inattendue à l'empereur Napoléon. Une cause assez singulière et qui ne se présente pas souvent, répond à toutes les critiques. Le maréchal Blücher *n'avait point de magasins sur la ligne d'opérations* (*), et par conséquent aucune considération majeure ne l'obligeait à suivre une direction de retraite, plutôt qu'une autre. Partout il pouvait vivre, en nourrissant ses troupes sur place et vivant aux dépens du pays. Il résultait de cette situation unique et qui ne peut pas trop faire le sujet d'un éloge, que l'objet le plus intéressant que Blücher pût avoir en vue était sa réunion avec l'armée anglaise. La manière dont avait terminé la bataille de Ligny, lui laissait le choix du chemin, mais quand même il aurait été poussé sur Gembloux, il ne s'en serait pas moins replié sur Wavre. Nous ne l'avons donc pas *poussé dans cette direction*, mais il l'a choisie, parce que rien ne l'empêchait de la prendre et qu'alors elle était la plus avantageuse pour lui, eût-il même perdu la moitié de son armée.

(*) Campagne des armées anglo-batave et prussienne en 1815, par C. de W. page 70. Les Prussiens disent que ce fut dans le désir de ménager un pays aussi beau. Les habitans le savent sans doute mieux que personne.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS

DANS LA SECONDE PARTIE DU TROISIÈME VOLUME.

LIVRE PREMIER.

